



PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



Édition du 6 novembre 2020



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ÉDITION DU 6 NOVEMBRE 2020

**DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT**

Décision n° DRAAF-GE/SG/2020-16 portant subdélégation de signature pour les actes relatifs à l'accomplissement des missions de l'établissement FranceAgriMer.

**DIRECTION RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE DE LA
JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA COHÉSION SOCIALE**

Arrêté DRDJSCS/CS/n° 77 du 1^{er} octobre 2020 portant attribution d'une subvention à la fédération départementale des centres sociaux de Moselle

Arrêté DRDJSCS/CS/n° 81 du 02/11/2020 portant attribution d'une subvention à la fédération des centres sociaux et socioculturels de Meuse

Rapport d'orientation budgétaire – budget 2020

Arrêté DRDJSCS/CS/n° 82 du 4 novembre 2020 portant attribution d'une subvention à la fédération départementale des centres socioculturels du Bas-Rhin

**DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA
CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE
L'EMPLOI**

Arrêté du 7 octobre 2020 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail du département des ARDENNES

Arrêté du 27 octobre 2020 portant localisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail du département de la MEUSE

Arrêté Préfectoral n°2020/442 portant modification de l'arrêté n°2020/364 du 28 septembre 2020 fixant la liste des défenseurs syndicaux intervenant en matière prud'homale

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES

Arrêté Préfectoral n°2020/471 portant inscription au titre des monuments historiques du Fort de Queuleu à Metz (Moselle)

Arrêté Préfectoral n°2020/472 portant inscription au titre des monuments historiques de communs et de dépendances du Château de Vaux à Fouchères (Aube)

Arrêté Préfectoral n°2020/473 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ensemble Nancy-Thermal à Nancy (Meurthe et Moselle)

Arrêté Préfectoral n°2020/474 portant inscription au titre des monuments historiques de l'église de la Paix et du monument funéraire des Strauss-Durckheim à Froeschwiller (Bas-Rhin)

Arrêté Préfectoral n°2020/475 portant inscription au titre des vestiges du château de la Horgne à Montigny-Lès-Metz (Moselle)

Arrêté Préfectoral n°2020/476 portant inscription au titre des monuments historiques du Fort de Queuleu à Metz (Moselle)

Arrêté Préfectoral n°2020/464 portant création du périmètre délimité des abords de l'église Saint-Rémy, du site archéologique du premier Silorit, de la Tour du « Bacha » à Deneuvre et de l'église Saint-Rémy à Baccarat

Arrêté Préfectoral n°2020/465 portant création du périmètre délimité des abords du Menhir dit de « La pierre-borne » sur le territoire de la commune de Bertrichamps

Arrêté Préfectoral n°2020/466 portant création du périmètre délimité des abords de la féculerie sur le territoire de la commune de Chenevières

Arrêté Préfectoral n°2020/467 portant création du périmètre délimité des abords de l'église Saint-Martin sur le territoire de la commune de Flin

Arrêté Préfectoral n°2020/468 portant création du périmètre délimité des abords du château Qui Qu'en Grogne sur le territoire de la commune de Moyen

Arrêté Préfectoral n°2020/469 portant création du périmètre délimité des abords de l'ancienne ferme du Léomont sur le territoire de la commune de Vitrimont

Arrêté Préfectoral n°2020/470 portant création du périmètre délimité des abords de l'église Saint-Jean-Baptiste sur le territoire de la commune de Vitrimont

AGENCE REGIONALE DE SANTE

DECISION ARS Grand Est n°2020/1955 du 28/10/202 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant les agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n° 2020-551 du 12 mai 2020

ANNEXE : liste des agents de l'ARS Grand Est habilités en qualité d'utilisateurs à enregistrer et à consulter les données dans l'application « CONTACT COVID »

DECISION ARS n°2020-1953 du 28/10/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n° 2020-551 du 12 mai 2020

ANNEXE : liste des agents de l'ARS Grand Est habilités à consulter les données dans l'application « SI - DEP »

DECISION ARS Grand Est n°2020/2040 du 3 novembre 2020 portant désignation du psychiatre référent départemental de la cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) renforcée des Vosges

DECISION ARS n° 2020-2041 du 3 novembre 2020 portant renouvellement de l'autorisation accordée à la Polyclinique Majorelle (FINESS EJ : 540000536 – ET : 540013224) de faire fonctionner des installations de chirurgie esthétique en hospitalisation complète et ambulatoire.

DECISION ARS n° 2020-2042 du 3 novembre 2020 portant renouvellement de l'autorisation accordée à la Polyclinique Gentilly (FINESS EJ : 540000932 – ET : 540000486) de faire fonctionner des installations de chirurgie esthétique en hospitalisation complète et ambulatoire.

Arrêté n°2020-3446 du 3 novembre 2020 portant dissolution du Groupement de coopération sanitaire « Groupement de coopération sanitaire Pôle de Santé Châlonnais »

DECISION ARS n° 2020/2048 du 03 novembre 2020 portant constat de la caducité de l'autorisation du Groupe Hospitalier de la Région de Mulhouse et Sud Alsace d'effectuer des prélèvements de cellules souches hématopoïétiques de sang placentaire allogéniques

DECISION ARS n° 2020/2073 du 05/11/2020 portant autorisation dérogatoire d'une activité de soins de réanimation adulte au profit du GCS ES RHENA sur le site de la clinique Rhéna à Strasbourg

ARRETE PROVISOIRE 3 MOIS ARS n° 2020-3331 du 23/10/2020 relatif au transfert d'autorisation de mise en service d'une société de transports sanitaire par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est

ARRETE n° 2020-3332 du 23/10/2020 relatif à la cessation d'activité d'une société de transports sanitaire par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est

ARRETE ARS n° 2020-3073 du 08/10/2020 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour le Centre Hospitalier de Bischwiller

ARRETE ARS n° 2020-3074 du 08/10/2020 portant modification de la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour le Centre Hospitalier de Haguenau

ARRETE ARS n° 2020-3075 du 08/10/2020 portant modification de la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour le Centre Hospitalier de Saverne

ARRETE ARS n° 2020-3076 du 08/10/2020 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour le Centre Hospitalier de Wissembourg

ARRETE ARS n°2020-3077 du 08/10/2020 portant modification de la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour l'Etablissement Public Spécialisé d'Alsace Nord

ARRETE ARS n°2020-3078 du 08 octobre 2020 portant modification de la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour le Groupement Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud Alsace

ARRÊTÉ N° 2020-3430 du 03 novembre 2020 portant sur la suspension des quatre filières de formation de la Région Grand Est préparant aux Diplômes d'État d'Infirmier Anesthésiste, Infirmier de Bloc Opératoire, Infirmière Puéricultrice et de Cadre de Santé Période : semaines 45 à 53 (du 03/11/2020 au 03/01/2021) – Durée : 9 semaines

ARRETE ARS Grand Est n° 2020-3423 du 2 novembre 2020 portant mobilisation des étudiants et apprenants aux métiers de la santé pour la gestion de crise

DECISION ARS n° 2020/2080 du 06/11/2020 portant autorisation dérogatoire d'une activité de soins de réanimation adulte au profit de la SAS Clinique de l'Orangerie sur le site de la clinique à Strasbourg

Décision ARS Grand Est n°2020-2074 du 05 novembre 2020 portant application d'une part de l'article 15 alinéa 3 du décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002 tel que modifié relatif au temps de travail et à l'organisation du travail dans les établissements mentionnés à l'article 2 1°, 2°, 3° et 5° de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière Et d'autre part, de l'article 5 du décret 2020-1309 du 29 octobre 2020 portant indemnisation et majoration exceptionnelles des heures supplémentaires dans les mêmes établissements



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture, et de la forêt**

Décision n° DRAAF-GE/SG/2020-16 portant subdélégation de signature pour les actes relatifs à l'accomplissement des missions de l'établissement FranceAgriMer.

**La directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt
de la région Grand Est,**

Vu l'ordonnance n°2009-325 009 relative à la création de l'agence de service et de paiements et de l'établissement national des produits de l'agriculture et de la mer ;

Vu le décret du 6 avril 2017 portant nomination de Christine AVELIN directrice générale de l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer à compter du 10 avril 2017 ;

Vu le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt du 4 janvier 2016 portant nomination de M. Benoît FABBRI en qualité de directeur régional adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de l'alimentation du 3 janvier 2019 portant nomination de Mme Hélène DEBERNARDI en qualité de directrice régionale adjointe de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1^{er} février 2019 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de l'alimentation du 13 août 2020 portant nomination de Mme Huguette THIEN-AUBERT en qualité de directrice régionale adjointe de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 14 septembre 2020 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de l'alimentation du 5 juillet 2019 portant nomination de Mme Anne BOSSY en qualité de directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Grand Est à compter du 1^{er} août 2019 ;

Vu la décision de la directrice générale de FranceAgriMer, n° FranceAgriMer/ST/2020/01, du 30 janvier 2020, portant délégation de signature à Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la Région Grand Est, en sa qualité de représentante territoriale de FranceAgriMer et d'ordonnatrice déléguée en résultant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020/083 en date du 3 février 2020 donnant délégation de signature à Mme Anne BOSSY directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt pour les actes nécessaires à l'accomplissement des missions de l'établissement FranceAgriMer, notamment en son article 2 ;

Décide

ARTICLE 1^{er} :

Subdélégation de signature est donnée aux agents de la DRAAF ci-après désignés, à l'effet de signer, tel que prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral n° 2020/083 les décisions, instructions et

correspondances nécessaires à l'accomplissement des missions de l'établissement FranceAgriMer dans la région Grand Est, à l'exception des actes normatifs ou interprétatifs de portée générale, dans les conditions suivantes :

- Mmes THIEN-AUBERT Huguette et DEBERNARDI Hélène et M. FABBRI Benoît, directeurs adjoints,
- Mme MOLEZ Sandrine, secrétaire générale,
- M. GUICHON Fabrice, chef du service régional d'économie agricole et agroalimentaire,
- M. LEDOUX Hervé, adjoint au chef du service régional d'économie agricole et agroalimentaire,
- Mme BARTEAU Aurélia, adjointe au chef du service régional d'économie agricole et agroalimentaire,

ARTICLE 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature est donnée à :

- M. GUEUTIER Vincent, chef du pôle FranceAgrimer et filières,
- M. AUBRY Dominique, responsable d'antenne de proximité à Châlons-en-Champagne,
- M. SIMON Laurent, responsable d'antenne de proximité à Strasbourg,
- M. BARBIER Jérôme, responsable d'antenne de proximité à Châlons-en-Champagne,

à effet de signer les décisions, instructions et correspondances nécessaires à l'accomplissement des missions de l'établissement FranceAgriMer à l'exception des actes normatifs ou interprétatifs de portée générale.

ARTICLE 3 :

Subdélégation de signature est donnée à M. MALLET Philippe, à l'effet de signer les correspondances prévues en matière de financement de la collecte de céréales avec aval de l'établissement ainsi que les billets à ordre.

ARTICLE 4 :

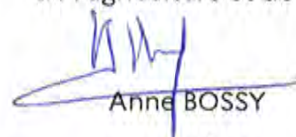
Subdélégation de signature est donnée à Mme JACQUET Marie-France et M. PERCY Fabien, à l'effet de valider l'ensemble des actes relatifs à l'instruction et la supervision des dossiers de demande d'autorisation de plantation,

ARTICLE 5 :

La présente décision abroge la décision de subdélégation DRAAF-GE/SG/2020-05 du 3 février 2020. La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 5 novembre 2020

La directrice régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt



Anne BOSSY

Arrêté DRDJSCS/CS/n° 77 du **01 OCT. 2020**
portant attribution d'une subvention
à la fédération départementale des centres sociaux de Moselle

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment les articles 9-1 et 10 ;
- Vu** la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** le décret n° 2015-1867 du 30 décembre 2015 relatif à l'organisation et aux compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2020/045 du 03 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anoutchka CHABEAU, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Grand Est en matière de décision d'autorisation budgétaire et de tarification;
- Vu** l'arrêté du 21 décembre 2015 modifiant divers arrêtés relatifs au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril susvisée ;

Vu la circulaire n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu le Budget opérationnel de programme n°177 « hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » de la région Grand Est réputé validé le 05 mars 2020 par Monsieur le Directeur régional des finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin ;

Sur proposition de Madame la Directrice générale de la cohésion sociale,

ARRETE

Article 1 - Objet et montant de l'aide de l'État

Une subvention d'un montant de 7 894 € (sept mille huit cent quarante-vingt-quatorze euros) est accordée au titre de l'année 2020 à :

La Fédération Départementale des Centres Sociaux de Moselle (FDCSM)
Résidence Les Saules – 76 Sente à My
57000 METZ

numéro SIRET : 331 319 459 00045

Cette subvention est destinée à soutenir l'exercice des fonctions fédérales de base :

- Assurer aux centres sociaux une représentation auprès des partenaires,
- Faire valoir l'originalité du projet du centre social,
- Organiser et animer un partage départemental de l'expérience des pratiques entre bénévoles, salariés et acteurs,
- Apporter un soutien technique et méthodologique,
- Développer la qualification des acteurs,
- Appuyer, conseiller et opérer une veille informative.

Article 2 - Modalités de versement de la subvention

La subvention fait l'objet d'un versement unique sur le compte de la fédération départementale des centres sociaux de Moselle, ouvert auprès du CIC Metz Jean Moulin :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
30087	33304	00024974701	84

Code IBAN : FR76 3008 7333 0400 0249 7470 184 BIC : CMCIFRPP

Article 3 – Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur les crédits du :

- Budget opérationnel du programme n°177 « prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » ;

- action 14 : « conduite et animation des politiques de l'hébergement et de l'inclusion sociale » ;
- sous-action 01 ;
- domaine fonctionnel 0177-14-01 ;
- code activité : 0177-01-08-14-11 (fédérations locales des centres sociaux).

L'ordonnateur de la dépense est la Préfète de la région Grand Est.

Le comptable assignataire est le Directeur départemental des finances publiques de la Marne.

Article 4 - Evaluation et suivi du projet financé

L'association bénéficiaire s'engage à transmettre dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2020, un compte rendu financier permettant de confirmer la dépense à l'objet de la subvention. Ce compte rendu est constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation de l'action subventionnée. Il doit faire apparaître les écarts éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et la réalisation. Il est établi conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 susvisée.

Article 5 - Résiliation et reversement

En cas de non-exécution de l'action décrite à l'article premier ou de manquement aux dispositions de l'article 4, l'organisme sera tenu de reverser la totalité de la subvention.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'action, le reversement sera dû proportionnellement.

Article 6- Recours

Tout litige relatif à la subvention décidée par le présent arrêté sera porté devant le tribunal administratif de Strasbourg. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire général pour les affaires régionales et Madame la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour la Préfète et par délégation,
la Directrice régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et de la cohésion
sociale

La Direction Régionale et Départementale
de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale GRAND EST


Anoutchka CHABEAU

Anoutchka CHABEAU



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté DRDJSCS/CS/n° 81 du 02/11/2020
portant attribution d'une subvention
à la fédération des centres sociaux et socioculturels de Meuse**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment les articles 9-1 et 10 ;
- Vu** la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** le décret n° 2015-1867 du 30 décembre 2015 relatif à l'organisation et aux compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2020/045 du 03 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anoutchka CHABEAU, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Grand Est en matière de décision d'autorisation budgétaire et de tarification;
- Vu** l'arrêté du 21 décembre 2015 modifiant divers arrêtés relatifs au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril susvisée ;

Vu la circulaire n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;

Vu le Budget opérationnel de programme n°177 « hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » de la région Grand Est réputé validé le 05 mars 2020 par Monsieur le Directeur régional des finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin ;

Sur proposition de Madame la Directrice générale de la cohésion sociale,

ARRETE

Article 1 - Objet et montant de l'aide de l'État

Une subvention d'un montant de 4 592 € (quatre mille cinq cent quatre-vingt-douze euros) est accordée au titre de l'année 2020 à :

La Fédération des Centres Sociaux et socioculturels de Meuse (FDCS 55)
33, Avenue de la 42^{ème} Division
55100 VERDUN

Numéro SIRET : 327 784 625 00045

Cette subvention est destinée à soutenir l'exercice des fonctions fédérales de base :

- Assurer aux centres sociaux une représentation auprès des partenaires,
- Faire valoir l'originalité du projet du centre social,
- Organiser et animer un partage départemental de l'expérience des pratiques entre bénévoles, salariés et acteurs,
- Apporter un soutien technique et méthodologique,
- Développer la qualification des acteurs,
- Appuyer, conseiller et opérer une veille informative.

Article 2 - Modalités de versement de la subvention

La subvention fait l'objet d'un versement unique sur le compte de la fédération départementale des centres sociaux de Meuse, ouvert auprès de la banque postale :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
20041	01010	0490176C031	19

Code IBAN : FR28 2004 1010 1004 9017 6C03 119 BIC : PSSTFRPPNCY

Article 3 – Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur les crédits du :

- Budget opérationnel du programme n°177 « prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » ;

- action 14 : « conduite et animation des politiques de l'hébergement et de l'inclusion sociale » ;
- sous-action 01 ;
- domaine fonctionnel 0177-14-01 ;
- code activité : 0177-01-08-14-11 (fédérations locales des centres sociaux).

L'ordonnateur de la dépense est la Préfète de la région Grand Est.

Le comptable assignataire est le Directeur départemental des finances publiques de la Marne.

Article 4 - Evaluation et suivi du projet financé

L'association bénéficiaire s'engage à transmettre dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2020, un compte rendu financier permettant de confirmer la dépense à l'objet de la subvention. Ce compte rendu est constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation de l'action subventionnée. Il doit faire apparaître les écarts éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et la réalisation. Il est établi conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 susvisée.

Article 5 - Résiliation et reversement

En cas de non-exécution de l'action décrite à l'article premier ou de manquement aux dispositions de l'article 4, l'organisme sera tenu de reverser la totalité de la subvention.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'action, le reversement sera dû proportionnellement.

Article 6- Recours

Tout litige relatif à la subvention décidée par le présent arrêté sera porté devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de la publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire général pour les affaires régionales et Madame la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour la Préfète et par délégation,

 La Directrice Régionale et Départementale
de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale GRAND EST

Anouchka CHABEAU



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE DES SERVICES MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAJEURS ET DES SERVICES DELEGUES AUX PRESTATIONS FAMILIALES DE LA REGION GRAND EST POUR LA CAMPAGNE BUDGETAIRE 2020

En application des articles L. 313-8, L.314-3 à L. 314-7, R. 314-22 et R. 314-23 du code de l'action sociale et des familles (CASF), l'autorité de tarification approuve et réforme les budgets prévisionnels présentés par les établissements, notamment « au regard des orientations retenues [...], pour l'ensemble des établissements et services dont elle fixe le tarif ou pour certaines catégories d'entre eux » (5° de l'article R. 314-22 du CASF). Ces orientations sont contenues dans un rapport d'orientation budgétaire.

Pour la campagne budgétaire 2020, le présent rapport d'orientation doit permettre d'informer les services mandataires judiciaires sur les priorités de l'État en matière de tarification, lesquelles pourront justifier les modifications budgétaires et abattements retenus par l'autorité de tarification, dans la limite des motifs mentionnés dans l'article R. 314-23 du CASF.

Ce rapport s'inscrit également cette année dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19 qui a mobilisé les services mandataires judiciaire à la protection des majeurs (SMJPM) et les services délégués aux prestations familiales (SDPF) qui ont continué à accompagner et assurer la protection des personnes vulnérables et des familles. Afin de garantir cette continuité de l'accompagnement en respectant les règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale des moyens supplémentaires ont été ou seront alloués.

Références et annexes:

- L'arrêté du 9 octobre 2020 fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles

- L'instruction N° DGCS/2A/5A/5C/2020/168 du 1^{er} octobre 2020 relative aux orientations de l'exercice 2020 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales

I. LES ORIENTATIONS NATIONALES

1.1 LE CONTEXTE NATIONAL

Le dispositif de protection juridique des majeurs vise à garantir aux adultes vulnérables une protection juridique adaptée à leurs besoins :

- en donnant sa pleine effectivité au principe de nécessité et de subsidiarité, s'agissant de mesures privatives de liberté,
- en améliorant la qualité du service rendu par les mandataires,
- et en allouant les ressources aux services mandataires en charge de ces mesures de protection au regard de leurs besoins réels, mieux objectivés, en fonction du volume d'activité, de la lourdeur des prises en charge, de la nature des prestations.

Ces dispositions ont été effectivement mises en œuvre à compter du 1er janvier 2009, date de l'entrée en vigueur de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, avec pour principale préoccupation du gouvernement et de l'ensemble des partenaires, le renforcement des libertés individuelles des majeurs protégés et l'adaptation des mesures de protection à la situation des personnes.

Cette loi institue notamment une mesure d'accompagnement social personnalisé permettant, dans certaines situations, d'éviter de placer immédiatement des personnes sous protection juridique ou, en aval, de favoriser la mainlevée des mesures.

Les Directions départementales de la cohésion sociale (DDCS) et les Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) assurent le suivi du dispositif ainsi que le financement des mesures de protection juridique relevant de la compétence de l'Etat, en relation avec les Directions régionales et départementales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), et exercent le contrôle de l'activité des mandataires judiciaires.

1.2 LE FINANCEMENT DES SERVICES MJPM ET DES SERVICES DPF

1.2.1 UNE DOTATION GLOBALE MODULEE EN FONCTION DE 12 INDICATEURS OPPOSABLES

Les services Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs (MJPM) et Délégués aux Prestations Familiales (DPF) sont financés sous forme de dotation globale de financement (DGF) déterminée :

- **pour les services MJPM** : « en fonction d'indicateurs prenant en compte notamment la charge liée à la nature de la mesure de protection, à la situation de la personne protégée et au temps de travail effectif des personnels »

- **pour les services DPF** : « en fonction de la charge liée au mandat, à la situation de la famille qui fait l'objet de la mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial et au temps de travail effectif des personnels ».

Douze indicateurs spécifiques ont ainsi été élaborés. Cette spécificité est liée à une méthode d'évaluation de l'activité reposant sur une cotation en points des mesures.

Plus une mesure nécessite de travail, plus le nombre de points affecté à cette mesure est important. Le différentiel de charge de travail repose sur 2 critères : la nature de la mesure, le lieu d'exercice (domicile ou établissement) et la période d'exercice (ouverture, fermeture et gestion courante).

La liste et les modalités de calcul de ces indicateurs ont été précisées par arrêté du 9 juillet 2009.

Parmi ces 12 indicateurs, 4 indicateurs de référence ont été identifiés :

1. le poids moyen de la mesure majeur protégé
2. la valeur du point service
3. le nombre de points par ETP
4. le nombre de mesures moyennes par ETP.

1.2.2 L'UTILISATION DES INDICATEURS DANS LA PROCEDURE BUDGETAIRE CONTRADICTOIRE

L'utilisation de ces indicateurs dans la procédure budgétaire doit permettre d'objectiver l'allocation des ressources et de la rendre plus efficiente. En effet, la comparaison des résultats des indicateurs de services fournissant des prestations comparables permet de mieux appréhender les spécificités de chaque structure et de justifier des éventuels écarts entre les ressources allouées aux différents services.

1.3 LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR 2020

1.3.1 LA DETERMINATION DES DOTATIONS REGIONALES LIMITATIVES

Les montants des DRL 2020 ont été déterminés en tenant compte de la poursuite de l'effort de convergence tarifaire tendant à réduire les disparités entre les services et de la conséquence de la décision du Conseil d'Etat du 12 février 2020 sur le montant de la participation des personnes.

L'indicateur utilisé pour déterminer les DRL est celui relatif à la **valeur du point service** qui permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.

Au regard de ces éléments, les DRL 2020 ont été calculées en tenant compte des données et critères suivants :

- le budget autorisé en 2019
- un taux d'actualisation des moyens reconduits de 1,22 % établi sur les bases suivantes :
 - pour les dépenses afférentes au personnel (groupe fonctionnel 2) : un taux d'évolution de 1,25% de la masse salariale, soit un taux d'actualisation de 1,025 % correspondant au poids moyen de la masse salariale (82%) dans les budgets des services MJPM. Ce taux de 1,25 % résulte, pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux privés non lucratifs, du taux fixé à la conférence salariale du 27 février 2020.

- pour les dépenses afférentes à l'exploitation courante et à la structure (groupes fonctionnels 1 et 3) : un taux d'évolution fixé à 1,1 %, soit un taux d'actualisation de 0,2% correspondant au poids moyen de ces dépenses (18%) dans les budgets des services MJPM.

- **les recettes en atténuation** et, plus spécifiquement, la participation des personnes. Pour 2020, l'estimation de celle-ci tient compte de la suppression de la première tranche du barème de participation suite à la décision du Conseil d'Etat sur l'ensemble de l'exercice.

Cette estimation a été réalisée à partir des données transmises lors de l'enquête de février 2020 sur le bilan 2019 de la campagne budgétaire et les indicateurs.

- **des mesures nouvelles accordées à hauteur de 1,5% au niveau national**. Afin de poursuivre la politique de convergence tarifaire engagée depuis 2009, ces mesures nouvelles ont été allouées dans l'objectif de réduire les écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. L'évolution des DRL tient donc compte des disparités entre services, mesurées par la valeur du point service, et permet ainsi une modulation positive des dotations pour les services dont les valeurs du point service 2018 et 2019 sont inférieures à 13 et des mesures d'économie pour les services dont les valeurs du point service 2018 et 2019 sont supérieures à 15. Pour les autres services ayant une valeur du point service 2018 et 2019 se situant entre 13 et 15, les progressions des dotations sont fonction de l'évolution de l'activité et de son impact sur la valeur du point service mais doivent être limitées à 1,5 % en moyenne ;

- la quote-part de l'Etat fixée au niveau national qui correspond à **99,7% du montant des DGF des services. Le reste de la DRL (0,3%) est financé par le conseil départemental**. Cette répartition du financement entre l'Etat et le département est prévue au I de l'article L 361-1 du CASF. Cet article dispose que la dotation globale des SMJPM est « à la charge du département du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire du service pour 0,3 % de son montant et de l'Etat pour le solde ».

1.3.2 Impact de la décision du Conseil d'Etat sur le financement des SMJPM et sur les montants des dotations régionales limitatives

Les montants des dotations régionales limitatives sont impactés :

- d'une part, du taux d'évolution des budgets des services précisé au point 1.3.1
- d'autre part, de la compensation de la perte de rendement du barème de participation suite à la décision du Conseil d'Etat. En effet, des crédits complémentaires ont été affectés pour permettre de maintenir le niveau de financement prévu en loi de finances 2020. Ces moyens supplémentaires ne constituent pas des moyens nouveaux mais permettent de maintenir le niveau des budgets des SMPM.

1.3.3 Poursuite du développement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens

Comme pour les années passées, il est important que la dynamique de développement des contrats d'objectifs et de moyens (CPOM) se poursuive sur le secteur notamment dans le but d'accompagner le gestionnaire dans une démarche stratégique.

En effet, le CPOM est un outil permettant de moderniser le dialogue entre les pouvoirs publics et les ESSMS en fixant des objectifs de qualité, d'efficacité et de performance, en contrepartie de perspectives pluriannuelles sur le financement des établissements. Il sert en outre de vecteur de simplification et de souplesse pour la tarification et renforce le dialogue avec le gestionnaire.

Le CPOM constitue un levier de mise en œuvre des objectifs des différents schémas élaborés localement et ainsi, il constitue l'instrument privilégié de déclinaison de la priorité nationale et territoriale dans le domaine d'intervention de la personne morale gestionnaire. Il est l'occasion de mettre en cohérence les objectifs du gestionnaire et de ses structures avec les priorités de politiques publiques établies notamment dans les documents de programmation régionaux et/ou départementaux.

1.4 FINANCEMENT DE DEPENSES COMPLEMENTAIRES DES SMJPM ET SDPF

1.4.1 Financements exceptionnels liés à la crise sanitaire

Les SMJPM et les SDPF ont engagé des dépenses exceptionnelles pour protéger leurs salariés et continuer à accompagner et à assurer la protection des personnes protégées pendant la période de l'état d'urgence sanitaire (12 mars-10 juillet 2020).

1.4.1.1 Financements des surcoûts liés à la crise sanitaire

Pour les services mandataires et DPF, seul le financement des masques a fait l'objet d'un financement spécifique. Ainsi, une procédure d'évaluation des dépenses engagées et de leur remboursement a été mise en place. Le montant de ce recensement auprès des DRJSCS et DDCS(PP) est de 0,8 M€.

Par ailleurs, les personnes protégées et les mandataires ont bénéficié de masques dans le cadre de la distribution de 50 millions de masques jetables à destination des publics précaires et des professionnels les accompagnants.

Concernant les autres surcoûts (achats liés à la crise (gel hydro-alcoolique, barrières PVC ...) ou les prestations complémentaires (désinfection des locaux à l'ouverture du service, prestation complémentaire pour le nettoyage quotidien, prestations informatiques pour le télétravail), ils feront également l'objet d'un financement spécifique. Des consignes seront données ultérieurement sur les modalités de prise en charge de ces dépenses.

Au regard de ces éléments, leur financement ne devra pas être intégré dans les dotations globales de financement des SMJPM et des SDPF.

1.4.1.2 Prime exceptionnelle COVID

L'article 11 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 applicables aux ESMS privés rend éligibles les services mandataires judiciaires à la protection judiciaires à la protection des majeurs (au titre du 14° de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles).

Le versement de la prime n'est cependant pas compensé financièrement par l'Etat. En l'occurrence, le choix de verser cette prime

revient aux opérateurs, l'Etat n'allouera pas des crédits supplémentaires pour faire face à cette dépense, il appartient donc à l'opérateur de trouver les moyens sur sa dotation d'y faire face

1.4.1.3 Le cas du chômage partiel

L'ordonnance n°2020-313 du 25 mars 2020 a fixé le maintien des financements publics des ESSMS pendant la période d'état d'urgence sanitaire en cas de réduction de leur activité ou de fermetures liées à la crise. Ce maintien des financements visait à permettre aux ESSMS de continuer à rémunérer leurs employés durant leur mobilisation. A ce titre, les SMJPM n'étaient pas éligibles au chômage partiel. Toutefois à compter du 1^{er} mai, les modalités d'indemnisation des arrêts de travail pour garde d'enfants de moins de 16 ans ont évolué et ont basculé dans un dispositif d'activité partielle.

Par conséquent, si des SMPJM ont eu recours au chômage partiel, celui-ci ne doit pas avoir pour conséquence un gain financier suite au financement par l'État d'une partie de leur masse salariale alors que leurs dotations ont été maintenues. Le principe qu'il ne doit pas y avoir de double financement d'une même dépense s'applique à cette situation. Ainsi, en cas de surcompensation des pertes de recettes par le financement du chômage partiel des employés, la situation devrait être rééquilibrée par des reprises de financement de l'État, sous forme de réduction de dotation notamment.

1.4.2 Procédure de remboursement des personnes protégées pour 2018 et 2019 suite à la décision du Conseil d'Etat du 12 février 2020

Le Conseil d'Etat, par décision du 12 février 2020 (N° 425138, 425163, 425164), a décidé d'annuler le 1° de l'article R 471-5-3 du code de l'action sociale et des familles (CASF) qui correspond à la première tranche de participation du barème pour les personnes ayant des revenus supérieurs à l'AAH.

L'annulation de cette disposition a un effet rétroactif. Ainsi, les prélèvements effectués sur cette tranche de revenus depuis le 1^{er} septembre 2018 sont illégaux. Par conséquent, les personnes concernées peuvent demander le remboursement des sommes correspondantes. Afin d'éviter que

les mandataires transmettent leur demande de remboursement des personnes protégées qu'ils prennent en charge selon des modalités différentes, il a été décidé de prévoir dans le projet de décret une procédure de remboursement identique et harmonisée pour l'ensemble des MJPM sur le territoire.

La procédure de remboursement prévue par le projet de décret est la suivante :

Les MJPM transmettent à la DDCS(PP) la liste des personnes concernées par la procédure de remboursement. Il s'agit des personnes prises en charge par les MJPM à la date de demande de remboursement. Pour les personnes qui ne sont plus prises en charge par les MJPM (par exemples, personnes décédées ou dont la mesure a fait l'objet d'une mainlevée) la procédure de remboursement devra être faite par les ayant-droits ou la personne elle-même.

Les informations transmises sont prévues par le décret. Il s'agit :

- Nom et prénom de la personne protégée
- Montant des ressources de la personne protégée
- Nombre de mois concernés par le remboursement
- Montant du remboursement

Après réception de cette liste, la DDCS(PP) devra la vérifier et la valider, puis verser les crédits aux MJPM afin qu'ils procèdent au remboursement sur le compte des personnes protégées concernées

Une fois le remboursement effectué, les MJPM devront transmettre à la DDCS(PP) une copie des relevés de comptes des personnes protégées justifiant du remboursement. Un délai est prévu pour la transmission de la copie du relevé de compte justifiant du remboursement. Ce délai est de 3 mois à compter de la date du versement des crédits par la DDCS(PP).

Le financement de ces remboursements fera l'objet d'une délégation de crédits spécifique. En effet, la décision du Conseil d'Etat ne doit pas impacter pour 2018 et 2019 ni le montant des financements alloués ni la répartition entre participation financière des personnes protégées et financement public.

Ainsi, pour les services mandataires, les montants inscrits au titre des produits liés à la participation des usagers et du financement public pour 2018 et 2019 ne seront pas modifiés. Il n'y a donc pas de conséquences sur les comptes administratifs 2018 et 2019. Le traitement du remboursement des personnes protégées ne se fera pas dans ce cadre.

Un reporting mensuel sera effectué par la DGCS auprès des DRJSCS et DDCS(PP) après parution du décret afin de recenser le montant des demandes de remboursement et déléguer les crédits nécessaires.

1.4.3 Information et soutien aux tuteurs familiaux

En 2019, le montant alloué pour le financement de l'information et du soutien aux tuteurs familiaux a été de 4,3 M€. Ce montant a été reconduit pour 2020, soit 331 112€ pour le Grand Est.

Le financement de cette activité se fait sous forme de subvention. Si les moyens restent identiques en 2020, l'attribution ou la reconduction de la subvention allouée aux intervenants relève de la compétence de la DRDJSCS.

1.5 MODALITES DE DETERMINATION DES DOTATIONS GLOBALES DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAJEURS

1.5.1 Critères de détermination de la DGF des SMJPM

Il est rappelé que les SMJPM sont financés sous forme de dotation globale de financement, déterminée à l'issue d'une procédure budgétaire contradictoire qui dure 60 jours à compter de la date de publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives.

1.5.1.1 Les orientations budgétaires

Pour la campagne 2020, l'évolution moyenne régionale devra rester circonscrite dans la limite des orientations indiquées au point 1.3.1.

La DRDJSCS s'inscrira dans une démarche de comparaison entre services à prestations et services rendus identiques en vue d'une harmonisation des coûts.

Enfin, les agréments des accords et décisions unilatérales relatifs à la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat ont été conditionnés à la capacité des organismes gestionnaires d'assurer la soutenabilité financière d'une telle mesure dans le cadre des budgets alloués.

1.5.1.2 Indicateurs

Vous trouverez en ci-après la présentation des 12 indicateurs applicables. Les valeurs nationales, régionales et départementales pour 2018, 2019 et 2020 de ces différents indicateurs sont présentées dans le présent rapport pour les SMJPM.

L'utilisation de ces indicateurs dans la procédure budgétaire doit permettre d'objectiver l'allocation des ressources et de la rendre plus efficiente. En effet, la comparaison des résultats des indicateurs de services fournissant des prestations comparables permet de mieux appréhender les spécificités de chaque structure et de justifier des éventuels écarts entre les ressources allouées aux différents services.

L'utilisation des indicateurs s'inscrit donc pleinement dans la logique de la procédure budgétaire contradictoire et favorise le dialogue entre le financeur et le gestionnaire sur la base d'éléments objectifs. Elle consolide la motivation des modifications des propositions budgétaires en cas de contentieux tarifaire.

Les modalités d'utilisation des indicateurs mis en œuvre sont précisées dans le présent rapport d'orientation budgétaire, mentionné au 5° de l'article R.314-22 du CASF.

1.5.2 La répartition de la DGF entre l'Etat et le conseil départemental et la notification de la décision d'autorisation budgétaire

En application de l'article R. 314-36 du CASF, la notification de la décision d'autorisation budgétaire, doit être signifiée, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les

dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux départements concernés en application du I de l'article L. 361-1.

1.5.3 Disposition transitoire prévue par le projet de décret et relative à la campagne budgétaire 2021

Le projet de décret prévoit une disposition transitoire pour la campagne budgétaire 2021 en raison de la publication tardive en 2020 de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives.

En effet, afin d'éviter de transmettre les propositions budgétaires pour l'exercice 2021 avant de connaître le budget alloué en 2020, le projet de décret prévoit le report de la date de transmission des propositions budgétaires ainsi que des documents permettant de calculer les indicateurs au plus tard le 15 janvier 2021. Ces propositions budgétaires devront tenir compte du nouveau barème de participation prévu par le projet de décret qui entrera en vigueur le 1er janvier 2021.

II. LES ORIENTATIONS REGIONALES RELATIVE AUX SERVICES TUTELAIRES

1.2 L'AUTORITE DE TARIFICATION

En application de l'article 18 de l'ordonnance n°2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) et des articles 232 à 252 du décret n°2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi du 21 juillet 2009, la compétence tarifaire relève du Préfet de région pour les établissements et services sociaux dont les prestations sont financées par le budget de l'État.

Cette régionalisation peut être organisée en fonction des contextes locaux puisque les textes législatifs et réglementaires n'imposent aucun mode d'organisation particulier.

Dans la région Grand Est, les DDCS/PP restent l'échelon de proximité pour les gestionnaires des services mandataires.

Conformément aux instructions de la Direction générale de la cohésion sociale des 26 avril 2010 et 11 mars 2011, la campagne de tarification 2020 s'appuie sur des conventions de délégation de gestion conclues pour 2020 entre la DRDJSCS et les DDCS(PP) et publiées au recueil des actes administratifs de la région Grand Est.

1.3 AUTORISATIONS

Tableau de l'activité des services tutélaires, en nombre de mesures autorisées, par rapport à l'autorisation et au dépassement du plafond :

Dept	Service	Nombre de mesures autorisées	nombre de mesures (avec sauvegarde) au 31/12/2018*	Capacité d'extension hors procédure d'appel à projet (plafond 30%)	% par rapport au plafond sur 2018	Nombre de mesures autorisées	Nombre de mesures au 31/12/2018	Capacité d'extension hors procédure d'appel à projet (plafond)	Taux de saturation de la capacité par rapport au plafond de 30%
8	ADESA	207	324	269,1	120,4%	1926	2427	2503,8	97%
	UDAF	1719	2103	2234,7	94,1%				
10	ASIMAT	82	90	106,6	84,4%	1872	2333	2433,6	96%
	AT10-51	795	1051	1033,5	101,7%				
	UDAF	995	1192	1293,5	92,2%				
51	CCAS Mandataires Judiciaires à la Protection des Majeurs	100	125	130	96,2%	2224	2843	2891,2	98%
	ORRPA	60	81	78	103,8%				
	UDAF	2064	2637	2683,2	98,3%				
52	UDAF	814	985	1058,2	93,1%	1174	1363	1526,2	89%
	APAJH	360	378	468	80,8%				
54	AEIM	480	460	624	73,7%	3518	3463	4573,4	76%
	UDAF	1850	1964	2405	81,7%				
	UTML	1188	1039	1544,4	67,3%				
55	ATM	1040	873	1352	64,6%	2470	1808	3211	56%
	UDAF	1430	935	1859	50,3%				
57	ACTIVE	440	527	572	92,1%	6580	6006	8554	70%
	AT57	1300	1295	1690	76,6%				
	UDAF	4840	4184	6292	66,5%				
67	ATA	480	308	624	49,4%	4340	3349	5642	59%
	GIPTA	110	54	143	37,8%				
	SPJ / RNA	150	98	195	50,3%				
	TANDEM	900	731	1170	62,5%				
	UDAF	2500	2101	3250	64,6%				
	Association Une Main Pour Tous	200	57	260	21,9%				
68	APAMAD	1390	559	1807	30,9%	4845	3598	6298,5	58%
	APROMA	454	311	590,2	52,7%				
	ATA	915	875	1189,5	73,6%				
	UDAF	1821	1588	2367,3	67,1%				
	Association Une Main Pour Tous	265	265	344,5	76,9%				
88	AVSEA	1950	1236	2535	48,8%	3679	3032	4782,7	63%
	ATV	1554	1660	2020,2	82,2%				
	CCAS St Dié	175	136	227,5	59,8%				

* Enquête Indicateurs financiers 2020 relative à l'activité, aux indicateurs et à la répartition du financement entre financeurs publics et des personnes selon leur niveau de ressources

Les années 2020 et 2021 seront l'occasion, dans la continuité des travaux du schéma régional MJPM/DPF 2020-2024, de remettre à plat les autorisations des services, conformément au travail de recensement effectué fin 2019.

Les campagnes budgétaires 2020 et 2021 permettront d'acter ces augmentations de capacité avec les services concernés.

1.4 LE BILAN DE LA CAMPAGNE BUDGETAIRE 2019

Dpt	DGF Part Etat 2019 (99,7% de la DGF) Vérifiés le 20/07/2020	Total des recettes/dépenses 2019	CNR
8	3 289 614,04 €	3 978 046,57 €	3 761,16 €
10	3 117 995,37 €	3 953 605,40 €	
51	4 220 221,00 €	5 325 751,00 €	
52	2 076 103,59 €	2 378 322,64 €	
54	4 883 218,00 €	6 157 689,00 €	
55	2 704 130,06 €	3 315 733,78 €	
57	7 913 978,69 €	9 898 377,00 €	
67	5 395 832,80 €	6 494 647,00 €	
68	5 018 001,00 €	6 297 001,00 €	57 714,00 €
88	4 430 250,25 €	5 407 911,00 €	
GRAND EST	43 049 344,80 €	53 207 084,39 €	61 475,16 €

1.5 LA CAMPAGNE BUDGETAIRE 2020

1.5.1 Le montant de la DRL 2020 et modalités de répartition régionales

La dotation régionale limitative (DRL) s'élève pour 2020 pour la région Grand Est à 45 659 978 €, soit une augmentation de 2 610 633,20€ par rapport à 2019.

Cette augmentation s'explique par la compensation financière de l'annulation de la première tranche du barème de participation des majeurs à leur mesure.

Ce montant sera estimé par les DDCS/PP, par service puis fléché auprès de ces derniers.

En accord avec l'instruction ministérielle relative aux orientations budgétaires 2020 en date du 1^{er} octobre 2020 relative aux orientations de l'exercice 2020 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales

Les modalités de répartition de la DRL 2020 pour la région Grand Est tiennent compte des données et critères suivants :

- Le budget autorisé en 2019
- **Les recettes en atténuation** et plus spécifiquement la participation des personnes.
- Le travail de convergence budgétaire entamé
- Des mesures nouvelles **accordées à hauteur de 1,50 %** en moyenne au niveau national
- Le montant estimé de la compensation de la participation des majeurs à leurs mesure, entre le prévisionnel 2020 et le réalisé 2020.

1.5.2 Le contexte régional et la convergence tarifaire

Pour la campagne 2020, l'évolution moyenne régionale devra rester circonscrite dans la limite des orientations indiquées au point 3.1.

Les « enveloppes départementales » ont été déterminées en prenant en compte la démarche de convergence tarifaire. Les dotations ont donc vocation à évoluer dans une optique d'harmonisation des coûts.

Afin de ne pas se baser uniquement sur l'indicateur financier qu'est la valeur du point service et d'intégrer la notion de qualité de prise en charge dans les orientations liées aux budgets, les indicateurs nationaux pris en compte pour la campagne 2020 par la région Grand Est sont:

- la VPS (pondérée à hauteur de 50%),
- le nombre de points par équivalent temps plein (pondéré à hauteur de 16.6%),
- le nombre de mesure moyenne par équivalent temps plein (pondéré à hauteur de 16.6%),
- le poids moyen de la mesure. (pondéré à hauteur de 16.6%).

Pour la VPS, le tarificateur reprend très strictement les moyennes nationales soit 13,5 et 15.

Pour les autres indicateurs, et afin d'accompagner et de ne pas contraindre les services à tendre vers une valeur unique qui ne serait pas pertinente (car on pourrait passer au-dessus ou au-dessous d'une moyenne fixe sans que cela ne reflète une réelle augmentation ou diminution de la charge de travail), la DRDJSCS a souhaité créer des intervalles pour les indicateurs qui n'en avaient pas.

Ces intervalles se basent cependant sur les moyennes nationales. L'intervalle est de plus ou moins 5% pour chaque indicateur.

Cette méthode permet d'avoir une harmonisation cohérente au niveau régional, chaque service se situant autour d'un intervalle, proche des moyennes nationales.

C'est un dispositif de cohérence qui est appliqué au niveau régional.

(Pour exemple, concernant le poids la mesure, il ne serait pas pertinent de faire tendre les services vers la moyenne nationale de 10.94 pour 2018 car cela amènerait les services se situant à 10.91 à perdre du financement, alors que très proches d'une moyenne de « référence ». L'autorité de tarification a donc préféré, pour ne pas engendrer ce type de situations, créer des intervalles de plus ou moins 5% de la valeur nationale de référence.)

Cette année, les intervalles des indicateurs retenus sont les suivants :

- Pour la VPS, 13,5 et 15 ;
- Pour le poids moyen de la mesure (10,91 au niveau national) : 10,36 et 11,46
- Pour le nombre de mesures par ETP (29,65 au national) : 28,17 et 31 ,13
- Pour le nombre de points par ETP (3886 au national) : 3691,7 et 4080,3

La combinaison de ces indicateurs, permet d'avoir un regard croisé, tant sur les financements, que sur la complexité des mesures prises en charge par les services (nécessité d'augmenter le nombre de délégué, ou celle de mieux répartir la charge de travail). Ceci représente un vrai engagement, en termes de qualité de travail pour les services.

La mise en place de la convergence répond aux principes suivants:

- appliquer de manière réaliste afin de ne pas mettre en difficultés les services impactés.
- mesurer les possibilités et/ou les nécessités de mutualisation des services qui se verraient trop impactés par la convergence.
- assurer de la continuité de la qualité de prise en charge au sein des services impactés.
- opérer les modifications adéquates en termes d'organisation du travail des services dont les indicateurs démontrent une surcharge évidente de travail.

Il est rappelé que les dépassements d'autorisation ainsi que les augmentations de capacité ne lient pas le financement des services. Le financement des services se base sur la démarche de comparaison susvisée.

Les mesures d'économie s'appliqueront aux services dont la VPS se situe au-dessus de 15, mais cela ne peut empêcher, en fonction des contextes départementaux et de la comparaison entre les différents services procurant un service comparable et des indicateurs de chacun des services du dit département, d'appliquer des mesures d'économie aux services dont la VPS se situe entre 13,5 et 15. Les mesures nouvelles sont réservées aux services dont la VPS se situe en dessous de 13,5. Les services dont la VPS se situe entre

13,5 et 15 pourront se voir accorder des moyens supplémentaires en fonction de leur activité et des autres indicateurs des services retenus dans le cadre de la convergence régionale.

1.5.3 Les priorités régionales

La complétude des dossiers budgétaires aux dates réglementaires

Il est rappelé que toutes les pièces mentionnées par l'article R 314-17 du CASF doivent être fournies pour que le dossier soit considéré comme complet, à savoir :

- le rapport budgétaire (art R. 314-18)
- le classement des usagers par GHMR si ce classement existe pour l'activité concernée
- le tableau des effectifs du personnel défini à l'article R.314-19
- le bilan comptable du dernier exercice clos
- les données nécessaires au calcul des indicateurs (art R.314-28) pour l'exercice prévisionnel

Ainsi que, le cas échéant :

- le plan pluriannuel de financement actualisé
- le tableau de répartition des charges et produits communs (art R 314-10 II)

Les déficits

Conformément au III de l'article R314-51 du Code de l'Action Sociale et des Familles, « le déficit est couvert en priorité par reprise sur le compte de réserve de compensation(...). En cas de circonstances exceptionnelles, la reprise du déficit peut être étalée sur 3 ans. »

Les mesures d'accompagnement social (MASP)

Lors de la campagne budgétaire, notamment au cours du dialogue de gestion, les services tutélaires exerçant des MASP pour le compte des conseils départementaux devront fournir les éléments financiers correspondants afin de ne pas inclure cette activité dans la dotation globale de financement.

La gestion des excédents :

L'article D314-106-1 du CASF dispose qu' " En application du premier alinéa du IV bis de l'article L. 314-7, la dotation globale de financement de reconduction provisoire, applicable au 1er janvier de l'année qui suit, exclut des charges d'exploitation celles qui ont été financées ponctuellement par l'autorité de tarification sur l'année en cours et, le cas échéant, la reprise du report à nouveau d'un exercice antérieur."

Lorsqu'un service a un excédent qui amènerait à une reprise en N+2, il est conseillé, lorsque celui-ci est affecté à la compensation des charges, **de ne compenser que des charges non reconductibles** afin de ne pas faire diminuer théoriquement la base de financement nécessaire au bon fonctionnement de ce service.

Les évaluations internes des services :

Les ESMS doivent donc transmettre 3 évaluations internes sur 15 ans d'autorisation. Compte tenu du contexte sanitaire, la direction générale de la cohésion sociale (DGCS) invite les autorités compétentes à autoriser les ESSMS à leur communiquer au plus tard le 31 décembre 2020 les rapports d'évaluation interne et externe qui auraient dû leur être transmis depuis le 12 mars 2020. L'assouplissement de ces délais vise à permettre aux ESSMS de procéder à leurs évaluations dans des conditions satisfaisantes, et notamment de garantir le respect de la dimension participative de cette démarche d'amélioration continue de la qualité.

Ces évaluations relevant de l'organisation interne des services, elles n'induisent pas de financement direct de ces dernières par l'autorité de tarification.

1.5.4 L'exécution budgétaire 2020

L'exécution budgétaire est soumise aux articles R 314-44 et suivants du CASF. Le respect de cette obligation réglementaire a un double objectif de transparence vis-à-vis de l'autorité de tarification et vis-à-vis des instances internes de l'association.

En vertu des dispositions des articles R 314-45 et R 314-46 du CASF, le non-respect de l'obligation substantielle d'information de l'autorité de

tarification en matière de modification budgétaire entraîne l'inopposabilité des dépenses nouvelles, et permet à l'autorité de tarification de réformer d'office le montant du résultat de l'exercice par l'application des dispositions de l'article R 314-52 du CASF.

Les indicateurs financiers

Services mandataire à la protection juridique - indicateurs financiers									
Exercice 2018 (validé)									
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
ARDENNES	10,88	12,35	5,12	5,34	10,46	8 821	8 726	4 387	33,54
AUBE	10,84	13,42	6,51	4,77	11,29	6 870	8 472	3 793	29,00
MARNE	11,17	13,31	5,76	5,27	11,03	7 269	8 044	3 819	29,19
HAUTE-MARNE	11,13	13,65	5,36	5,70	11,06	7 495	7 539	3 759	28,73
MEURTHE-ET-MOSELLE	10,78	13,55	5,68	5,19	10,86	7 728	8 823	4 120	31,50
MEUSE	10,35	14,22	5,43	6,07	11,50	7 573	6 948	3 624	27,70
MOSELLE	10,64	12,29	5,14	5,11	10,25	8 748	8 425	4 292	32,81
BAS-RHIN	10,82	14,54	7,47	5,11	12,58	6 106	8 830	3 610	27,60
HAUT-RHIN	10,79	13,77	6,05	5,05	11,10	6 973	8 189	3 766	28,79
VOSGES	10,75	13,94	5,29	5,66	10,95	7 414	9 557	4 175	31,92
TOTAL GE	10,79	13,39	5,78	5,26	11,04	7 484,73	8 423,26	3 963,15	30,30
France (DOM inclus)	10,91	14,15	5 ,8	5,63	11,43	7558	7997	3886	29,74

Services mandataire à la protection juridique - indicateurs financiers

Exercice 2019 (prévisionnel)

	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
ARDENNES	10,83	12,50	5,10	5,76	10,86	7 889	8 069	3 989	30,50
AUBE	10,85	12,89	6,43	4,48	10,90	6 874	8 773	3 854	29,47
MARNE	11,10	14,07	6,26	5,52	11,79	6 907	8 106	3 729	28,51
HAUTE-MARNE	10,99	13,21	5,22	5,47	10,69	7 454	6 793	3 554	27,17
MEURTHE-ET-MOSELLE	10,82	13,42	5,58	5,33	10,91	7 794	8 597	4 088	31,25
MEUSE	10,33	14,62	5,50	6,20	11,71	7 715	6 947	3 656	27,95
MOSELLE	10,52	12,98	5,41	5,36	10,76	8 173	7 773	3 984	30,46
BAS-RHIN	10,97	14,59	7,40	4,85	12,25	6 317	9 126	3 733	28,54
HAUT-RHIN	10,72	13,35	6,32	4,52	10,84	6 900	8 439	3 796	29,02
VOSGES	10,84	13,56	5,50	5,43	10,94	7 484	8 839	4 053	30,98
TOTAL GE	10,77	13,48	5,90	5,24	11,14	7 342,63	8 197,60	3 873,30	29,61
France (DOM inclus)	10,90	14,08	5,89	5,60	11,49	7456	7925	3842	29 ,32

Services mandataire à la protection juridique - indicateurs financiers

Exercice 2020 (prévisionnel)

	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
ARDENNES	10,93	12,68	5,20	5,85	11,04	7 736	7 819	3 888	29,73
AUBE	10,79	13,25	6,58	4,65	11,24	6 924	8 836	3 882	29,68
MARNE	11,14	14,68	6,28	6,00	12,29	6 943	7 656	3 641	27,84
HAUTE-MARNE	11,16	13,72	5,74	5,19	10,93	7 569	7 282	3 711	28,37
MEURTHE-ET-MOSELLE	10,52	13,12	5,61	5,06	10,67	7 660	8 706	4 075	31,15
MEUSE	10,30	14,44	5,52	6,18	11,70	7 606	7 163	3 689	28,20
MOSELLE	10,48	13,07	5,26	5,58	10,84	8 393	7 314	3 908	29,88
BAS-RHIN	11,12	14,27	7,05	4,92	11,97	6 379	9 293	3 783	28,92
HAUT-RHIN	10,60	13,25	6,06	4,61	10,67	6 872	8 519	3 804	29,08
VOSGES	10,95	13,09	4,62	5,86	10,49	7 589	8 870	4 090	31,27
TOTAL GE	10,76	13,48	5,77	5,36	11,13	7 371,27	8 122,97	3 864,44	29,54
France (DOM inclus)	10,93	14,17	5,90	5,65	11,55	7431	7966	3844	29,34

Poids moyen de la mesure majeur protégé

Numérateur = total des points ; **dénominateur** = total des mesures en moyenne sur l'année

L'indicateur apprécie l'activité d'un service tutélaire en fonction de la lourdeur de prise en charge. Il permet de déterminer la lourdeur moyenne des mesures gérées par le service. Plus la valeur de cet indicateur est élevée plus les mesures gérées par les personnels sont lourdes.

Valeur supérieure à la moyenne = le service peut avoir des mesures dont la cotation est plus importante : plus de mesures à domicile, plus de curatelle renforcée, plus de sorties / entrées.

Valeur inférieure à la moyenne = Service peut avoir un nombre important de mesures dont la cotation est plus faible : plus de mesures en établissement, plus de tutelles, peu de sorties / entrées.

(2) : Valeur du point service

Numérateur = total du budget du service (groupes fonctionnels I, II et III) ; **dénominateur** = total des points

L'indicateur permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge.

Valeur supérieure à la moyenne = les moyens alloués au service sont importants au regard de la lourdeur des mesures qu'il gère. Il faut analyser les autres indicateurs pour expliquer cette situation.

Valeur inférieure à la moyenne =

- le service gère des mesures très lourdes par rapport aux moyens qui lui sont alloués.
- les charges notamment de personnel sont assez faibles par rapport aux autres services.

(3) : Nombre de points par ETP

Numérateur = total des points ; **dénominateur** = nombre ETP total

Cet indicateur permet d'apprécier les moyens en personnel d'un service tutélaire par rapport au nombre de points. Il permet de neutraliser les choix organisationnels des services.

Valeur supérieure à la moyenne = comparer avec le poids moyen de la mesure (PMM) :

- Si PMM est également élevé → les personnels gèrent des mesures plus lourdes et les moyens en personnel ne sont pas suffisants.

- Si PMM = / < à la moyenne → charge de travail supplémentaire n'est pas liée à des mesures plus lourdes mais uniquement à des moyens en personnel inadéquat au regard de la charge de travail.

Valeur inférieure à la moyenne = les moyens en personnel sont trop importants. Le service peut absorber une augmentation de l'activité sans recrutement de personnel.

(4) : Nombre de mesure moyenne par ETP

Numérateur = nombre de points / (2P3M X 12) ; **dénominateur** = nombre de postes ETP au 31/12

L'indicateur a pour but d'apprécier le nombre de mesures par salarié sur la base d'une mesure dont la lourdeur de prise en charge est moyenne au niveau national (2P3M).

Valeur supérieure à la moyenne = Charge de travail importante → soit les mesures gérées sont plus lourdes ; soit les moyens en personnel sont insuffisants ; soit les 2

Valeur inférieure à la moyenne = Charge de travail moins importante → soit les mesures gérées sont moins lourdes ; soit les moyens en personnel sont suffisants ; soit les 2. Le service peut absorber une augmentation de l'activité sans recrutement de personnel.

1.6 LES ORIENTATIONS RELATIVES AUX SERVICES DELEGUES AUX PRESTATIONS FAMILIALES

1.6.1 LE CONTEXTE REGIONAL

Au 31 décembre 2018, l'activité des services DPF de la région Grand Est est la suivante :

	SERVICE	MJAGBF ou TPSE au 31/12/2018	MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ	MJAGBF ou TPSE au 31/12/2019 (prévisionnel)	MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ
ARDENNES	UDAF	33	34	35	35
AUBE	UDAF	61	61	56	56
MARNE	UDAF	139	139	130	130
HAUTE-MARNE	UDAF	52	52	54	54
MEURTHE-ET-MOSELLE	UDAF	145	145	149	149
MEUSE	UDAF	93	93	95	95
MOSELLE	UDAF	330	330	325	325
BAS-RHIN	UDAF	259	261	268	270
HAUT-RHIN	UDAF	163	163	170	170
VOSGES	UDAF	132	132	145	145
TOTAL GE		1407	1410	1427	1429

1.6.2 LES INDICATEURS DE REFERENCE POUR LES SERVICES DPF

Les données 2018, 2019 et 2020 sont issues de l'instruction n° DGCS/2A/5A/5C/2020/168 du 1er octobre 2020 relative aux orientations de l'exercice 2020 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales.

Services Délégués aux prestations familiales - indicateurs financiers

Exercice 2018

	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
ARDENNES	20,34	24,87	10,93	10,89	21,83	5 084,83	4 817,21	2 473,70	10,33
AUBE	20,66	21,49	10,59	8,35	18,94	6 404,08	4 657,52	2 696,46	11,26
MARNE	20,55	16,90	7,41	7,18	14,60	7 814,82	6 365,53	3 508,06	14,65
HAUTE-MARNE	20,33	21,88	9,79	5,39	15,18	5 087,53	5 666,21	2 680,65	11,20
MEURTHE-ET-MOSELLE	19,87	12,97	5,42	4,87	10,28	7 975,42	9 699,84	4 376,76	18,28
MEUSE	19,20	18,64	6,91	8,04	14,95	7 719,19	5 365,78	3 165,42	13,22
MOSELLE	19,80	13,45	6,68	4,27	10,95	7 849,88	9 808,92	4 360,37	18,21
BAS-RHIN	19,75	15,28	7,67	4,63	12,29	6 441,85	10 481,12	3 989,71	16,67
HAUT-RHIN	20,34	14,48	8,31	3,52	11,83	6 074,70	11 533,13	3 978,93	16,62
VOSGES	19,97	21,89	8,23	8,71	16,93	5 610,93	6 352,00	2 979,26	12,44
TOTAL GE	19,98	16,32	7,56	5,68	13,23	6 786,71	7 942,85	3 659,70	15,29
France (DOM inclus)	20,29	16,26	7,33	6,05	13,38	6696	8240	3694	15,91

Services Délégués aux prestations familiales - indicateurs financiers

Exercice 2019

	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
ARDENNES	21,54	22,85	7,91	11,25	19,16	4 955,22	4 795,38	2 436,99	10,18
AUBE	20,36	22,04	10,84	8,25	19,10	6 497,64	4 764,93	2 749,00	11,48
MARNE	19,52	19,90	8,98	8,08	17,06	6 301,66	6 178,10	3 119,63	13,03
HAUTE-MARNE	20,41	21,28	9,07	7,51	16,58	5 352,25	5 910,38	2 808,74	11,73
MEURTHE-ET-MOSELLE	19,84	12,98	4,25	5,85	10,10	7 779,07	8 622,12	4 089,46	17,08
MEUSE	19,36	18,03	7,44	6,75	14,20	7 661,47	6 616,73	3 550,44	14,83
MOSELLE	19,31	15,34	7,94	4,54	12,48	7 438,81	9 792,81	4 227,51	17,66
BAS-RHIN	19,68	14,75	8,16	4,50	12,66	6 270,72	10 279,87	3 894,86	16,27
HAUT-RHIN	20,11	14,01	7,28	3,97	11,25	6 188,66	11 259,92	3 993,67	16,68
VOSGES	20,26	22,86	9,90	8,44	18,34	4 811,46	5 521,34	2 571,01	10,74
TOTAL GE	19,78	16,89	7,95	5,91	13,86	6 422,50	7 833,47	3 529,08	14,74
France (DOM inclus)	20,09	16,30	7,70	6,10	13,80	6331	8288	3589	15,46

Services Délégués aux prestations familiales - indicateurs financiers

Exercice 2020

	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
ARDENNES	21,49	18,27	4,77	10,39	15,16	9 027,40	5 310,24	3 343,48	13,97
AUBE	20,35	22,26	11,36	8,36	19,73	6 775,55	4 517,03	2 710,22	11,32
MARNE	19,58	21,50	9,48	9,01	18,49	6 156,84	6 036,12	3 047,94	12,73
HAUTE-MARNE	20,36	20,93	8,37	7,81	16,18	4 472,95	5 810,30	2 527,33	10,56
MEURTHE-ET-MOSELLE	19,78	12,99	4,61	5,58	10,19	7 859,27	8 501,61	4 083,91	17,06
MEUSE	19,34	18,00	7,52	6,83	14,36	7 775,16	6 714,91	3 603,12	15,05
MOSELLE	19,47	14,55	6,99	4,73	11,73	7 245,63	9 712,20	4 149,77	17,33
BAS-RHIN	19,86	14,56	8,14	4,29	12,43	6 424,00	10 254,27	3 949,66	16,50
HAUT-RHIN	20,57	14,94	8,36	4,37	12,73	5 841,98	10 629,17	3 769,95	15,75
VOSGES	19,98	21,47	9,31	7,67	16,99	4 966,46	6 320,95	2 781,22	11,62
TOTAL GE	19,87	16,65	7,79	5,94	13,72	6 446,54	7 905,82	3 551,00	14,83
France (DOM inclus)	20 ,27	16,21	7,58	6,00	13,58	6457	8349	3637	15,66

1.6.3 Critères de détermination de la DGF des SDPF

La détermination de la dotation globale de financement des SDPF est réalisée dans le cadre de la poursuite de la politique de convergence tarifaire.

Ainsi, il sera tenu compte notamment pour déterminer les dotations globales des SDPF des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs notamment la valeur du point service des services DPF. Les mesures nouvelles seront accordées dans un souci de réduire les disparités entre les services les mieux et les moins dotés.

Cette année, et dans le prolongement des objectifs du schéma régional des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales, le rapport ici présent devra servir de base d'échange sur la répartition de crédits proposés.

En effet, suite aux discussions intervenues lors des travaux du schéma, les différents groupes de travail se sont accordés sur la nécessité de clarifier le réseau de financeurs et d'évaluer les marges de manœuvre financières possibles, notamment sur les possibilités de mettre en place des groupes d'échanges de pratiques pour les délégués aux prestations familiales.

1.6.4 Répartition de la DGF et notification de la décision d'autorisation budgétaire

La répartition du financement entre financeurs publics est fonction des revenus prévus à l'article 375-9-1 du code civil. Le II de l'article R 314-193-3 du CASF précise, quant à lui, que l'arrêté de tarification fixe la DGF en tenant compte des prestations sociales perçues par les personnes bénéficiant d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF) au 31 décembre du dernier exercice clos à la date du dépôt des propositions budgétaires.

Par conséquent, pour 2020, la répartition à prendre en compte pour déterminer la quote-part de chaque financeur est celle au 31/12/2019.

Enfin, en application de l'article R. 314-36 du CASF la notification de la décision d'autorisation budgétaire, doit être signifiée, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports
et de la cohésion sociale**

dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux organismes locaux de sécurité sociale mentionnés à l'article R. 314-193-4 du CASF qui versent une quote-part de la DGF.

Fait à Strasbourg, le

 La Directrice Régionale et Départementale
de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale GRAND EST


Anouchka CHABEAU



**MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale de la cohésion sociale

Service des politiques sociales et médico-sociales

Sous-direction de l'enfance et de la famille

Bureau de la protection des personnes

Personne chargée du dossier :

Séverine PECHARD

Tél. : 01 40 56 82 48

Mél. : severine.pechard@social.gouv.fr

Service des politiques d'appui

Sous-direction des affaires financières et de la modernisation

Bureau des budgets et de la performance

Personne chargée du dossier :

Gilles CHALENCON

Tél. : 01 40 56 62 09

Mél. : gilles.chalençon@social.gouv.fr

Sous-direction des affaires financières et de la modernisation

Bureau des budgets et de la performance

Personne chargée du dossier :

Katarina MILETIC-LACROIX

Tél. : 01 40 56 71 91

Mél. : katarina.miletic-lacroix@social.gouv.fr

Le ministre des solidarités et de la santé

à

Mesdames et Messieurs les préfets de région

Copie à :

Mesdames et Messieurs les préfets de département
Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux et
départementaux de la jeunesse, des sports et de la
cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux de
la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs des directions
de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux
de la cohésion sociale et de la protection des
populations

Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux
de la cohésion sociale

INSTRUCTION N° DGCS/2A/5A/5C/2020/168 du 1^{er} octobre 2020 relative aux orientations de l'exercice 2020 pour la campagne budgétaire des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales.

Date d'application : immédiate

NOR : SSAA2026220J

Classement thématique : prestations familiales

Examinée par le COMEX le 28 octobre 2020

Document opposable : oui

Déposée sur le site *Légifrance* : non

Publiée au BO : oui

Catégorie : mise en œuvre des réformes et des politiques publiques comportant des objectifs, orientations ou calendrier d'exécution.
Résumé : la présente instruction rappelle les modalités de financement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et des services délégués aux prestations familiales (SDPF) et fixe les orientations relatives à l'examen des budgets prévisionnels 2020 de ces services.
Mention Outre-mer : le texte s'applique en l'état dans les territoires d'Outre-Mer, sans adaptation prévue ni disposition spécifique.
Mots-clés : financement - taux directeurs - budgets prévisionnels - dotations globales de financement.
Textes de référence : Code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment ses articles L. 314-4, L. 361-1, L. 361-2, R. 314-193-1 et R. 314-193-3 ; Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs ; Loi n° 2007-293 du 5 mars 2007 réformant la protection de l'enfance ; Décret n° 2008-1498 du 22 décembre 2008 fixant les listes de prestations sociales mentionnées aux articles L. 271-8 et L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles et à l'article 495-4 du code civil et le plafond de la contribution des bénéficiaires de la mesure d'accompagnement social personnalisé ; Décret n° 2008-1506 du 30 décembre 2008 relatif à la mesure d'accompagnement social personnalisé et à la mesure d'accompagnement judiciaire ; Décret n° 2010-1404 du 12 novembre 2010 fixant le barème national de l'indemnité complémentaire allouée à titre exceptionnel aux mandataires judiciaires à la protection des majeurs ; Décret n° 2011-936 du 1 ^{er} août 2011 relatif à la rémunération des mandataires judiciaires et à diverses mesures de simplification en matière de protection juridique des majeurs ; Décret n° 2018-767 du 31 août 2018 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ; Arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du code de l'action sociale et des familles ; Arrêté du 31 août 2018 relatif à la détermination du coût des mesures de protection exercées par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs.
Circulaire / instruction abrogée : néant.
Circulaire / instruction modifiée : néant.
Annexes :

- 1 : Modalités de détermination des dotations régionales limitatives des services mandataires au niveau national et régional et des SDPF.
- 2 : Modalités de prise en charge des dépenses complémentaires des services mandataires et des services.
- 3 : Bilan de l'exercice 2019.
- 4 : Montant de la participation des personnes protégées retenu par région pour fixer les dotations régionales limitatives.
- 5 : Montants prévisionnels des dotations régionales limitatives 2020 pour les SMJPM.
- 6 : Modalités de calcul, objectifs et interprétation des indicateurs applicables aux services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et aux services délégués aux prestations familiales.
- 7 : Valeur des indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs.
- 8 : Valeur des indicateurs des SDPF.
- 9 : Tableau de calcul de la dotation globale de financement (DGF) des SDPF par financeur public.

La présente instruction définit le cadre de la campagne budgétaire pour l'exercice 2020 vous permettant de financer les services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (SMJPM) et des services délégués aux prestations familiales (SDPF) ; elle s'inscrit dans la poursuite de l'effort de convergence tarifaire engagé depuis 2009 visant à réduire les disparités entre les services d'activité comparable objectivée par les indicateurs réglementaires.

Elle s'inscrit également cette année dans le contexte de la crise sanitaire du Covid-19 qui a mobilisé les SMJPM et SDPF qui ont continué à accompagner et assurer la protection des personnes vulnérables et des familles. Afin de garantir cette continuité de l'accompagnement en respectant les règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale des moyens supplémentaires ont été alloués en 2019 ; cet effort sera poursuivi en 2020. La présente instruction précise ces moyens supplémentaires et les modalités de mise à disposition.

Les dotations qui vous sont notifiées dans le cadre de cette instruction vous permettront de financer, d'une part les dotations régionales de fonctionnement des services mandataires et des délégués aux prestations familiales (1) et, d'autre part, pour ces mêmes services, des dépenses complémentaires (2).

1. Détermination des dotations régionales pour les services mandataires et services des délégués aux prestations familiales

Les montants des dotations régionales ont été déterminés pour tenir compte d'une part de la poursuite de l'effort de convergence tarifaire tendant à réduire les disparités entre les services et d'autre part pour compenser les effets financiers générés par la décision du Conseil d'Etat du 12 février 2020 sur le montant de la participation des personnes et qui a annulé la première tranche de participation du barème pour les personnes ayant des revenus supérieurs à l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).

Cette décision a pour conséquence de diminuer la participation des personnes protégées pour l'avenir. Afin de compenser cette perte, un projet de décret modifiant le barème de participation a été transmis au Conseil d'Etat et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Cette décision est sans impact sur le maintien du taux d'évolution moyen des budgets des SMJPM prévu en loi de finances 2020 et fixé à 2,7 %. De plus, les dépenses de l'Etat en matière de protection juridique des majeurs (services mandataires et mandataires individuels), imputées sur le programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » (action 16), progressent, quant à elles, de 5,3%.

Ce taux est supérieur à celui de l'évolution des budgets des services car des crédits complémentaires (+ 13,44 M€) ont été alloués pour compenser la perte de rendement du barème sur l'ensemble de l'exercice 2020. Ces crédits complémentaires permettent donc de fixer un taux d'évolution des budgets des services mandataires correspondant au niveau national à l'évolution de leur activité.

La présente instruction précise, en annexe 1, les paramètres qui ont permis de déterminer les dotations régionales limitatives (DRL) et rappelle les orientations relatives à la fixation de leurs DGF. pour les SMJPM et les SDPF.

2- Financement des dépenses complémentaires pour les services mandataires et de délégués aux prestations familiales

- **Des dépenses exceptionnelles qui ont été engagées pour protéger les salariés des services** pendant la période de l'état d'urgence sanitaire (12 mars - 10 juillet 2020).
- **Pour le remboursement des personnes protégées suite à la décision du Conseil d'Etat du 12 février 2020.** En effet, l'annulation de la première tranche du barème de participation a un effet rétroactif : les prélèvements effectués sur cette tranche de revenus depuis le 1^{er} septembre 2018 sont illégaux. Par conséquent, les personnes concernées peuvent demander le remboursement des sommes correspondantes.
- **L'information et le soutien aux tuteurs familiaux.** Les crédits alloués pour le financement de ce dispositif sont maintenus en 2020 et s'élève à 4,3 M€.

Les modalités de prise en charge de l'ensemble de ces dépenses sont précisées en annexe 2 et notamment la procédure de remboursement des personnes protégées.

Les services de la DGCS se tiennent à votre disposition pour vous apporter tout élément d'information complémentaire dont vous auriez besoin.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale de la cohésion sociale

Signé

Virginie LASSERRE

Annexe 1
**Modalités de détermination des dotations régionales limitatives des services
mandataires au niveau national et régional et des SDPF**

La présente annexe précise :

- Les modalités de détermination des dotations régionales limitatives au niveau national ;
- Les modalités de détermination des dotations globales de financement des SMJPM et des SDPF.

**1- MODALITES DE DETERMINATION DES DOTATIONS REGIONALES LIMITATIVES
DES SERVICES MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAJEURS
AU NIVEAU NATIONAL**

1-1. Orientations 2020

Le montant alloué aux SMJPM en loi de finances pour 2020 est décliné au niveau régional en DRL, leur montant prévisionnel est présenté en annexe 5. L'arrêté du 9 octobre fixant ces DRL a été publié le 24 octobre 2020.

Les montants des DRL 2020 ont été déterminés en tenant compte de la poursuite de l'effort de convergence tarifaire tendant à réduire les disparités entre les services et de la conséquence de la décision du Conseil d'Etat du 12 février 2020 sur le montant de la participation des personnes.

L'indicateur utilisé pour déterminer les DRL est celui relatif à la **valeur du point service** qui permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.

Au regard de ces éléments, les DRL 2020 ont été calculées en tenant compte des données et critères suivants :

- **le budget autorisé en 2019.**
- **un taux d'actualisation des moyens reconduits de 1,22 % établi sur les bases suivantes :**
 - o pour les dépenses afférentes au personnel (groupe fonctionnel 2) : un taux d'évolution de 1,25 % de la masse salariale, soit un taux d'actualisation de 1,025 % correspondant au poids moyen de la masse salariale (82 %) dans les budgets des SMJPM. Ce taux de 1,25 % résulte pour les établissements et services sociaux et médico-sociaux privés non lucratifs du taux fixé à la conférence salariale du 27 février 2020.
 - o pour les dépenses afférentes à l'exploitation courante et à la structure (groupes fonctionnels 1 et 3) : un taux d'évolution fixé à 1,1 %, soit un taux d'actualisation de 0,2 % correspondant au poids moyen de ces dépenses (18 %) dans les budgets des SMJPM.
- **les recettes en atténuation** et, plus spécifiquement, la participation des personnes. Pour 2020, l'estimation de celle-ci tient compte de la suppression de la première tranche du barème de participation suite à la décision du Conseil d'Etat sur l'ensemble de l'exercice.

Cette estimation a été réalisée à partir des données transmises lors de l'enquête de février 2020 sur le bilan 2019 de la campagne budgétaire et les indicateurs. Vous trouverez **en annexe 4** un tableau indiquant le montant de la participation des personnes retenue par région pour la détermination des dotations régionales limitatives. Ce montant ne comprend pas les autres recettes en atténuation.

- **des mesures nouvelles accordées à hauteur de 1,5 % au niveau national.** Afin de poursuivre la politique de convergence tarifaire engagée depuis 2009, ces mesures nouvelles ont été allouées dans l'objectif de réduire les écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. L'évolution des DRL tient donc compte des disparités entre services, mesurées par la valeur du point service, et permet ainsi une modulation positive des dotations pour les services dont les valeurs du point service 2018 et 2019 sont inférieures à 13 et des mesures d'économie pour les services dont les valeurs du point service 2018 et 2019 sont supérieures à 15. Pour les autres services ayant une valeur du point service 2018 et 2019 se situant entre 13 et 15, les progressions des dotations sont fonction de l'évolution de l'activité et de son impact sur la valeur du point service mais doivent être limitées à 1,5 % en moyenne.
- la quote-part de l'Etat fixée au niveau national qui correspond à **99,7 % du montant des DGF des services. Le reste de la DRL (0,3 %) est financé par le conseil départemental.** Cette répartition du financement entre l'Etat et le département est prévue au I de l'article L. 361-1 du CASF. Cet article dispose que la dotation globale des SMJPM est « à la charge du département du lieu d'implantation du siège de l'organisme gestionnaire du service pour 0,3 % de son montant et de l'Etat pour le solde ».

1-2. Impact de la décision du Conseil d'Etat sur le financement des SMJPM et sur les montants des dotations régionales limitatives

Les montants des dotations régionales limitatives sont impactés :

- d'une part, du taux d'évolution des budgets des services précisé au point 1-1 ;
- d'autre part, de la compensation de la perte de rendement du barème de participation suite à la décision du Conseil d'Etat. En effet, des crédits complémentaires ont été affectés pour permettre de maintenir le niveau de financement prévu en loi de finances 2020. Ces moyens supplémentaires ne constituent pas des moyens nouveaux mais permettent de maintenir le niveau des budgets des SMPM.

Vous devrez donc distinguer dans l'évolution de votre DRL l'évolution liée à ces deux paramètres.

1-3. Poursuite du développement des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens

Comme pour les années passées, il est important que la dynamique de développement des contrats d'objectifs et de moyens (CPOM) se poursuive sur le secteur notamment dans le but d'accompagner le gestionnaire dans une démarche stratégique.

En effet, le CPOM est un outil permettant de moderniser le dialogue entre les pouvoirs publics et les Etablissements ou services sociaux ou médico-sociaux (ESSMS) en fixant des objectifs de qualité, d'efficacité et de performance, en contrepartie de perspectives pluriannuelles sur le financement des établissements. Il sert en outre de vecteur de simplification et de souplesse pour la tarification et renforce le dialogue avec le gestionnaire.

Le CPOM constitue un levier de mise en œuvre des objectifs des différents schémas élaborés localement et ainsi, il constitue l'instrument privilégié de déclinaison de la priorité nationale et territoriale dans le domaine d'intervention de la personne morale gestionnaire. Il est l'occasion

de mettre en cohérence les objectifs du gestionnaire et de ses structures avec les priorités de politiques publiques établies notamment dans les documents de programmation régionaux et/ou départementaux.

Des outils construits pour le secteur médico-social sont susceptibles de vous aider dans le cadre de vos procédures de contractualisation, il s'agit :

- du guide de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM) « ESSMS : VALORISEZ LES RÉSULTATS DE VOS ÉVALUATIONS¹ » : ce guide à destination des directions d'établissements et services a pour but de les aider à construire le plan d'amélioration continue de la qualité à la suite des évaluations internes et externes ;
- du guide de l'Agence Nationale d'Appui à la Performance (ANAP)² « Négocier et mettre en œuvre les CPOM dans le secteur médico-social - Guide méthodologique d'appui à la contractualisation » pour accompagner les autorités en charge du déploiement des CPOM en élaborant des outils en leur direction afin de favoriser la contractualisation ;
- des fiches repères d'aide à la contractualisation, également élaborées par l'ANAP³.

D'une manière plus générale, la dynamique CPOM fait l'objet d'une nouvelle impulsion de la part des pouvoirs publics sur le secteur médico-social avec l'article 58 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement et l'article 75 de la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale.

1-4. Points de vigilance

Il paraît utile de rappeler à l'ensemble des services tarificateurs l'attention particulière qu'il convient d'avoir au moment de l'examen des budgets sur le niveau de trésorerie des services, la mise en œuvre des contrôles internes de dépenses, la qualité de la gestion des biens des majeurs, les modalités des évaluations externes et la pertinence des politiques d'investissement des services. L'ensemble de ces éléments constituent d'ailleurs des thématiques prioritaires dans le cadre de l'élaboration d'objectifs partagés intégrés aux CPOM.

2- MODALITES DE DETERMINATION DES DGF AU NIVEAU REGIONAL DES SMJPM ET DES SDPF

2-1. La tarification des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

2-1-1 Critères de détermination de la DGF des SMJPM

Il est rappelé que les SMJPM sont financés sous forme de DGF, déterminée à l'issue d'une procédure budgétaire contradictoire qui dure 60 jours à compter de la date de publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives. Pour déterminer le montant de la DGF allouée à chaque service sur la base de ses propositions budgétaires, vous devez tenir compte, d'une part, des orientations budgétaires (2-1-1-1) et, d'autre part, des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs du secteur (2-1-1-2).

2-1-1-1 Les orientations budgétaires

Pour la campagne 2020, l'évolution moyenne régionale devra rester circonscrite dans la limite des orientations indiquées au point 1-1.

¹ https://www.has-sante.fr/portail/jcms/c_2837759/fr/essms-valorisez-les-resultats-de-vos-evaluations

² <https://www.anap.fr/ressources/publications/detail/actualites/negocier-et-mettre-en-oeuvre-les-cpom-dans-le-secteur-medico-social-guide-methodologique-dappui-a-la-contractualisation/>

³ <https://www.anap.fr/ressources/publications/detail/actualites/negocier-et-mettre-en-oeuvre-les-cpom-dans-le-secteur-medico-social-fiches-reperes-daide-a-la-contractualisation/>

Vous devrez vous inscrire dans le cadre d'une démarche de comparaison entre services à prestations et services rendus identiques en vue d'une harmonisation des coûts.

Afin de respecter au niveau national l'enveloppe allouée dans le cadre de la loi de finances 2020, vous pourrez accorder **des mesures nouvelles en tenant compte de l'objectif de convergence** rappelé au 1 de la présente annexe et dans la limite de votre dotation régionale limitative. Les mesures nouvelles (ex : moyens supplémentaires en termes de personnel) seront réservées aux services dont les valeurs du point service 2018 et 2019 sont inférieures à 13. Celles accordées aux services dont les valeurs du point service 2018 et 2019 se situent entre 13 et 15 devront être limitées à 1,5 % en moyenne. Enfin, des mesures d'économies devront s'appliquer aux services dont les valeurs du point service 2018 et 2019 sont supérieures à 15.

Concernant le chômage partiel, si des SMJPM y ont eu recours, vous devrez veiller, comme indiqué au point 1-3 de l'annexe 2, à ce qu'il n'y ait pas eu de double financement d'une même dépense. Si cette situation se présente, vous devrez rééquilibrer par des reprises de financement de l'État, sous forme de réduction de la dotation globale de financement notamment. A la clôture de l'exercice budgétaire 2020, vous serez invités à vérifier si les SMJPM ont bien enregistré les recettes liées au chômage partiel.

2-1-1-2- Indicateurs

Vous trouverez en annexe 6 la présentation des 12 indicateurs applicables. Les valeurs nationales, régionales et départementales pour 2018, 2019 et 2020 de ces différents indicateurs sont présentées en annexe 7 pour les SMJPM.

L'utilisation de ces indicateurs dans la procédure budgétaire doit vous permettre d'objectiver l'allocation des ressources et de la rendre plus efficiente. En effet, la comparaison des résultats des indicateurs de services fournissant des prestations comparables permet de mieux appréhender les spécificités de chaque structure et de justifier des éventuels écarts entre les ressources allouées aux différents services.

L'utilisation des indicateurs s'inscrit donc pleinement dans la logique de la procédure budgétaire contradictoire et favorise le dialogue entre le financeur et le gestionnaire sur la base d'éléments objectifs. Elle consolide la motivation de vos modifications des propositions budgétaires en cas de contentieux tarifaire.

Les modalités d'utilisation des indicateurs que vous souhaitez mettre en œuvre doivent être précisées dans le rapport d'orientation budgétaire mentionné au 5° de l'article R. 314-22 du CASF.

2-1-2- La répartition de la DGF entre l'Etat et le conseil départemental et la notification de la décision d'autorisation budgétaire

En application de l'article R. 314-36 du CASF relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire, vous devez notifier la décision, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux départements concernés en application du I de l'article L. 361-1.

2-1-3- Disposition transitoire prévue par le projet de décret relative à la campagne budgétaire 2021

Le projet de décret prévoit une disposition transitoire pour la campagne budgétaire 2021 en raison de la publication tardive en 2020 de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives.

En effet, la campagne budgétaire 2020 va commencer début octobre. Ainsi, afin d'éviter de transmettre les propositions budgétaires pour l'exercice 2021 avant de connaître le budget

alloué en 2020, le projet de décret prévoit le report de la date de transmission des propositions budgétaires ainsi que des documents permettant de calculer les indicateurs **au plus tard le 15 janvier 2021**⁴. Ces propositions budgétaires devront tenir compte du nouveau barème de participation prévu par le projet de décret qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

2-2. La tarification des SDPF

Les SDPF ne sont pas financés par l'Etat mais celui-ci est chargé de leur tarification. Leur procédure budgétaire débute à compter de la publication de l'arrêté qui fixe les DRL pour les SMJPM, comme l'arrêté le précise lui-même.

2-2-1-Critères de détermination de la DGF des SDPF

La détermination de la dotation globale de financement des SDPF doit se faire dans le cadre de la poursuite de la politique de convergence tarifaire.

Ainsi, vous devez tenir compte notamment pour déterminer les dotations globales des SDPF des valeurs nationales, régionales et départementales des indicateurs notamment la valeur du point service des services DPF (cf. annexe 8). Les mesures nouvelles seront accordées dans un souci de réduire les disparités entre les services les mieux et les moins dotés.

Je vous invite enfin à mettre en place des dialogues de gestion avec les SDPF, en associant la Caisse d'allocations familiales (CAF), le principal financeur, et ce afin de débattre de leurs propositions budgétaires.

Par ailleurs, je vous demande d'examiner avec attention les avis portés sur les budgets prévisionnels par les autres organismes financeurs⁵, transmis dans le cadre de la procédure budgétaire.

2-2-2- Répartition de la DGF et notification de la décision d'autorisation budgétaire

La répartition du financement entre financeurs publics est fonction des revenus prévus à l'article 375-9-1 du code civil. Le II de l'article R. 314-193-3 du CASF précise, quant à lui, que l'arrêté de tarification fixe la DGF en tenant compte des prestations sociales perçues par les personnes bénéficiant d'une Mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF) au 31 décembre du dernier exercice clos à la date du dépôt des propositions budgétaires.

Par conséquent, pour 2020, la répartition à prendre en compte pour déterminer la quote-part de chaque financeur est celle au 31/12/2018.

Vous trouverez cette répartition à la page 13 du document « activité-indicateurs » SDPF. Il vous suffit pour chaque service d'indiquer le montant de la DGF prévu par l'arrêté de tarification dans la cellule prévue à cet effet et vous obtenez le calcul pour chaque financeur public. Si des modifications de la quote-part sont intervenues suite aux vérifications effectuées par les autres financeurs publics, vous reporterez les chiffres corrigés dans l'annexe 9.

Enfin, en application de l'article R. 314-36 du CASF relatif à la notification de la décision d'autorisation budgétaire, vous devez notifier la décision, d'une part, au service, dans un délai de 60 jours à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives et, d'autre part, aux organismes locaux de sécurité sociale mentionnés à l'article R. 314-193-4 du CASF qui versent une quote-part de la DGF.

2-3. Cas des organismes gestionnaires ayant un SMJPM et un SDPF

⁴ Pour les SMPJM de statut public, ce report n'a qu'une visée tarifaire. Il est notamment sans conséquence sur leurs obligations en matière budgétaire et de contrôle.

⁵ CAF et Mutualité sociale agricole (MSA)

Certains organismes gestionnaires ont à la fois un SMJPM et un SDPF. Si cette situation se présente, vous veillerez à mener les vérifications nécessaires dans les budgets de chacun des services relatives à :

- la répartition des personnels d'intervention entre l'activité tutélaire réalisée auprès des familles et celle auprès des majeurs ;
- la répartition des autres personnels ;
- la ventilation des personnels administratifs et des charges communes entre l'activité tutélaire réalisée auprès des familles et celle auprès des majeurs protégés de même qu'entre les mesures administratives et les mesures judiciaires ;
- la bonne affectation des amortissements à l'activité correspondante.

Annexe 2

Financement des dépenses complémentaires des services mandataires et des délégués aux prestations familiales

La présente annexe précise :

- Les modalités de prise en charge des dépenses exceptionnelles qui ont été engagées pour protéger les salariés des services.
- La procédure de remboursement des personnes protégées suite à la décision du Conseil d'Etat du 12 février 2020.
- Le financement de l'information et le soutien aux tuteurs familiaux.

1- Financements exceptionnels liés à la crise sanitaire

Les SMJPM et les SDPF ont engagé des dépenses exceptionnelles pour protéger leurs salariés.

1-1- Financements des surcoûts liés à la crise sanitaire

Pour les services mandataires et DPF, seul le financement des masques a fait l'objet d'un financement spécifique ; une procédure d'évaluation des dépenses engagées et de leur remboursement a été mise en place. Le montant de ce recensement auprès des Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) et Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCS(PP)) est de 0,8 M€.

Par ailleurs, les personnes protégées et les mandataires ont bénéficié de masques dans le cadre de la distribution de 50 millions de masques jetables à destination des publics précaires et des professionnels les accompagnant.

Les autres surcoûts (achats liés à la crise (gel hydro-alcoolique, barrières PVC...) ou les prestations complémentaires (désinfection des locaux à l'ouverture du service, prestation complémentaire pour le nettoyage quotidien, prestations informatiques pour le télétravail) feront également l'objet d'un financement spécifique. Des consignes vous seront données ultérieurement sur les modalités de prise en charge de ces dépenses.

Au regard de ces éléments, le financement de ces surcoûts ne devra pas être intégré dans les dotations globales de financement des SMJPM et des SDPF.

1-2- Prime exceptionnelle COVID

L'article 11 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 applicables aux ESMS privés rend éligibles les SMJPM (au titre du 14° de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles).

Le versement de la prime n'est cependant pas compensé financièrement par l'Etat.

1-3- le cas du chômage partiel

L'ordonnance n° 2020-313 du 25 mars 2020 a fixé le maintien des financements publics des ESSMS pendant la période d'état d'urgence sanitaire en cas de réduction de leur activité ou de fermeture liées à la crise. Ce maintien des financements visait à permettre aux ESSMS de continuer à rémunérer leurs employés durant leur mobilisation. A ce titre, les SMJPM n'étaient pas éligibles au chômage partiel. Toutefois à compter du 1^{er} mai 2020, les modalités d'indemnisation des arrêts de travail pour garde d'enfants de moins de 16 ans ont évolué et ont basculé dans un dispositif d'activité partielle.

Par conséquent, si des SMPJM ont eu recours au chômage partiel, celui-ci ne doit pas avoir pour conséquence un gain financier suite au financement par l'État d'une partie de leur masse salariale alors que leurs dotations ont été maintenues. Le principe qu'il ne doit pas y avoir de double financement d'une même dépense s'applique à cette situation. Ainsi, en cas de surcompensation des pertes de recettes par le financement du chômage partiel des employés, la situation devrait être rééquilibrée par des reprises de financement de l'État, sous forme de réduction de dotation notamment. A la clôture de l'exercice budgétaire 2020, vous êtes invités à vérifier si les SMJPM ont bien enregistré les recettes liées au chômage partiel et à ajuster leur dotation 2021 en conséquence.

2- Procédure de remboursement des personnes protégées pour 2018 et 2019 suite à la décision du Conseil d'Etat du 12 février 2020

Le Conseil d'Etat, par décision du 12 février 2020 (N° 425138, 425163, 425164), a décidé d'annuler le 1° de l'article R. 471-5-3 du CASF qui correspond à la première tranche de participation du barème pour les personnes ayant des revenus supérieurs à l'AAH. L'annulation de cette disposition a un effet rétroactif. Ainsi, les prélèvements effectués sur cette tranche de revenus depuis le 1^{er} septembre 2018 sont illégaux. Par conséquent, les personnes concernées peuvent demander le remboursement des sommes correspondantes.

Les modalités de la procédure de remboursement vous seront rapidement précisées.

3- Information et soutien aux tuteurs familiaux

En 2019, le montant alloué pour le financement de l'information et du soutien aux tuteurs familiaux a été de 4,3 M€. Ce montant a été reconduit pour 2020.

Le financement de cette activité se fait sous forme de subvention. Si les moyens restent identiques en 2020, l'attribution ou la reconduction de la subvention allouée aux intervenants relève de votre compétence en fonction de l'évaluation de l'action mise en œuvre.

Par ailleurs, si vous choisissez de reconduire la subvention, vous pouvez, afin de favoriser la continuité de l'exercice de cette mission et garantir un cadre juridique plus pérenne conclure une convention pluriannuelle. La pluri-annualité ne vous engage pas financièrement puisque la convention prévoit que la contribution financière de l'Etat est conditionnée à l'inscription des crédits de paiement en loi de finances.

Annexe 3 : Bilan de l'exercice 2019

Les paragraphes suivants dressent quelques éléments de bilan de l'exercice 2019.

Afin d'illustrer le coût global du financement public du dispositif de protection juridique des majeurs, le tableau ci-après montre que les moyens accordés aux services mandataires ont fortement augmenté depuis 2009, année d'entrée en vigueur de la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs. Il est en effet passé de 470,5 M€ en 2009 à 647 M€ en 2018, progressant ainsi de 37,5% en neuf ans. Les évolutions du coût par financeur public sont toutefois différentes comme l'indique le tableau ci-après.

Evolution du coût du financement public des services mandataires à la protection des majeurs de 2009 à 2019 :

Financement public des SMJPM	2009	2019	Evolution
<i>Etat</i>	188,8	574,2	23,5%
<i>Organismes de sécurité sociale</i>	275,9		
<i>Conseils départementaux</i>	5,8	1,73	-70,2%
TOTAL	470,5	575,9	21,9%

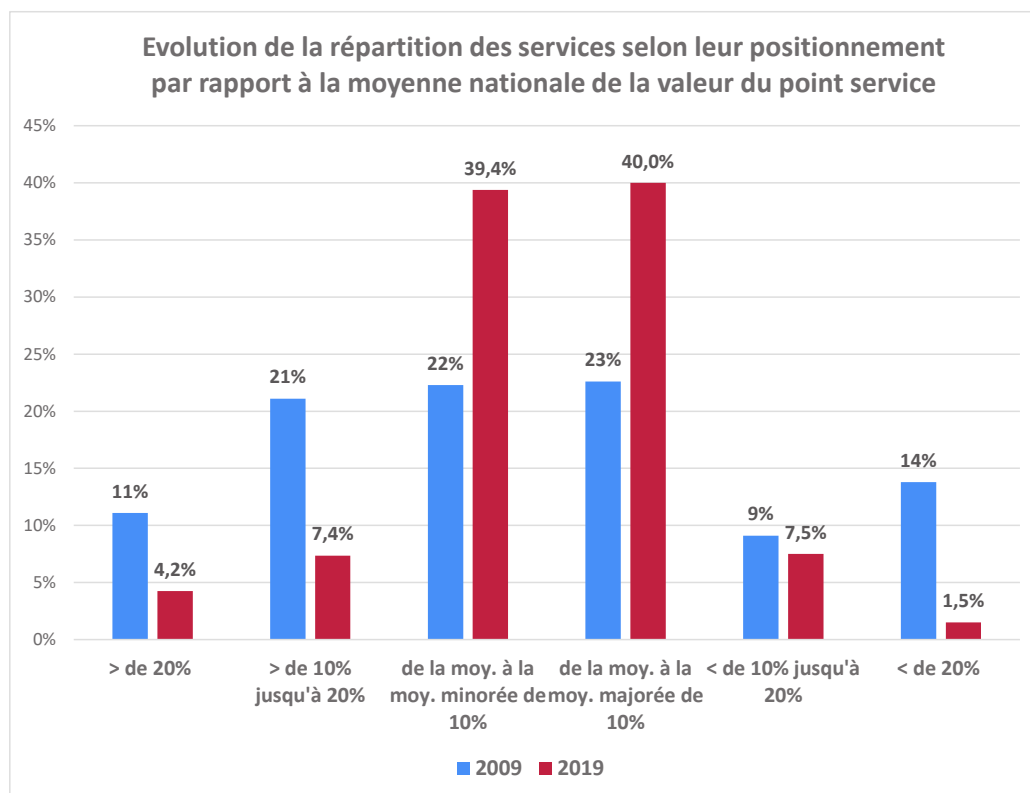
Au 31/12/2019, au niveau national, le nombre total de mesures de protection des majeurs est estimé à 900 000, dont 46% confiées à la famille, le reste étant pris en charge par les mandataires judiciaires à la protection des majeurs. **Parmi les mesures confiées à ces professionnels, les SMJPM géraient au 31/12/2019 385 663 mesures de protection, soit près de 75,5% du total, les mandataires individuels 95 236 (18,6%) et les préposés 30 000 (5,9%).** L'évolution du nombre de mesures confiées aux SMJPM a ainsi progressé en 2019 de 1,7%.

En 2019, le coût moyen total d'une mesure de protection juridique confiée à un SMJPM s'élevait en moyenne à 154 € par mois et à 149 € pour une mesure confiée à un mandataire exerçant à titre individuel (financement public et participation de la personne protégée).

Le financement sous forme de dotation globale permet grâce à la mise en place d'indicateurs tenant compte de la charge de travail des services, d'améliorer et d'optimiser l'allocation du financement public et de réduire les écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. Mais, les résultats de cette politique de convergence tarifaire doivent également s'apprécier au regard des évolutions respectives des budgets et de l'activité (nombre de points).

De 2009 à 2019, la part des services ayant une valeur du point service correspondant à la moyenne nationale minorée ou majorée de 10 % est passée de 45 % à 79,4%. Par ailleurs, la part des services s'écartant de plus de 20% de la moyenne nationale a très fortement diminué passant de 25 % à 5,7 %. Un effort important de rebasage des services les plus en difficultés a donc été engagé dès 2009 et a permis une réduction des écarts entre les services les plus dotés et les moins dotés.

Le graphique suivant montre la répartition des services selon leur positionnement de leur valeur du point service par rapport à la moyenne nationale.



S'agissant des SDPF pour lesquelles aucune DRL n'est fixée puisque l'Etat est chargé uniquement de leur tarification, à l'exclusion de leur financement, la circulaire rappelle les modalités de financement et la nécessité d'allouer les ressources, comme pour les SMJPM, dans une logique de réduction des écarts entre les services les mieux dotés et les moins dotés. Au 31/12/2019, le nombre de mesures prises en charge par les SDPF est de 14 337.

Annexe 4: Montant retenu par région de la participation des personnes protégées pour fixer les dotations régionales limitatives

REGIONS	Montants retenus de la participation des personnes protégées
GRAND-EST	9 215 834
NOUVELLE-AQUITAINE	14 185 110
AUVERGNE - RHONE-ALPES	14 742 961
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE	5 910 394
BRETAGNE	8 558 146
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	5 553 855
CORSE	151 296
ILE-DE-FRANCE	12 044 479
OCCITANIE	8 699 215
HAUTS-DE-FRANCE	11 302 568
NORMANDIE	8 498 837
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	7 153 507
PAYS-DE-LA-LOIRE	6 763 908
GUADELOUPE	105 695
GUYANE	66 063
MARTINIQUE	87 328
REUNION	508 244
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	
MAYOTTE	9 251
NOUVELLE-CALEDONIE	
TOTAL	113 556 688

Annexe 5
Montants prévisionnels Etat des DRL 2020 pour les services mandataires judiciaires
à la protection des majeurs

Les montants indiqués dans le tableau correspondent à 99,7% (part Etat) du montant maximal des DGF allouées à l'ensemble des SMJPM de la région.

REGIONS	Action 16 Protection juridique des majeurs <i>DRL- Services mandataires</i>
GRAND-EST	45 659 978
NOUVELLE-AQUITAINE	78 679 338
AUVERGNE - RHONE-ALPES	71 917 370
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE	32 078 887
BRETAGNE	39 642 005
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	28 560 605
CORSE	1 100 030
ILE-DE-FRANCE	54 673 431
OCCITANIE	51 776 320
HAUTS-DE-FRANCE	71 421 778
NORMANDIE	46 042 412
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	34 207 135
PAYS-DE-LA-LOIRE	35 403 714
GUADELOUPE	3 073 401
GUYANE	729 141
MARTINIQUE	2 333 299
REUNION	6 846 473
MAYOTTE	482 961
TOTAL	604 628 278

Annexe 6
Modalités de calculs, objectifs et interprétation des indicateurs applicables aux services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et aux services délégués aux prestations familiales

1- Les principes et objectifs des indicateurs des établissements et services sociaux et médico-sociaux

Les indicateurs, prévus aux articles R. 314-28 et suivants du CASF sont des outils permettant au financeur :

- d'apprécier la structure des charges d'un service, l'activité et le type de population accueillie ;
- de comprendre les coûts de fonctionnement d'un service par rapport au service rendu ;
- de comparer ces coûts de fonctionnement aux coûts de fonctionnement des autres services fournissant des prestations comparables et d'en apprécier le caractère justifié ou non sur un même territoire ;
- de mieux cerner, grâce à l'analyse des différentes composantes des indicateurs, les particularités de chaque structure.

L'objectif des indicateurs n'est donc pas de déterminer un tarif unique. Ce sont des outils au service du tarificateur pour l'aider à comprendre les coûts de fonctionnement d'un service par rapport au service rendu et ceux des services fournissant des prestations comparables et d'en apprécier le caractère justifié ou non.

En effet, si un service a des résultats de plusieurs indicateurs qui sont éloignés de la moyenne et de la médiane, alors il devra justifier de façon circonstanciée que ses demandes budgétaires ne sont pas anormales. Ainsi, la démarche ne consiste pas à sanctionner de façon discrétionnaire et systématique un service dont les résultats de ces indicateurs paraîtraient au premier abord « anormaux » mais d'interroger le service sur le caractère justifié ou non de sa demande. Il peut y avoir des coûts différenciés parfaitement justifiés. L'objectif est d'essayer d'identifier ceux qui sont disproportionnés. Il ne faut donc pas avoir comme but systématique d'aligner tous les services sur les coûts moyens et médians car pour certains la différence de coûts est parfaitement justifiée.

L'autorité de tarification doit donc analyser les différentes composantes des indicateurs pour lui permettre de mieux cerner les particularités de chaque structure et justifier les écarts importants. C'est la raison pour laquelle l'autorité de tarification doit disposer d'un tableau de bord composé d'indicateurs complémentaires entre eux. La lecture d'un seul indicateur n'est pas révélatrice et ne permet pas d'appréhender toutes les spécificités d'un service. Les indicateurs sont donc complémentaires entre eux. L'objectif de la démarche est de s'interroger sur la cohérence des valeurs de ces différents indicateurs pour ensuite échanger et dialoguer avec la structure sur les éléments d'interprétation qu'elle a elle-même de ces résultats. Les indicateurs doivent être, pour le gestionnaire, une aide au pilotage de sa structure.

2- Les indicateurs du secteur tuteur, la cotation des mesures en points et leur spécificité

Concernant les SMJPM et SDPF, des indicateurs spécifiques ont été élaborés. Cette spécificité est liée à une méthode d'évaluation de l'activité reposant sur une **cotation en points des mesures. Plus une mesure nécessite de travail plus le nombre de points affecté à cette mesure est important**. Le différentiel de charge de travail repose sur 3 critères : la nature de la mesure, le lieu d'exercice (domicile ou établissement) et la période d'exercice (ouverture, fermeture et gestion courante).

L'appréciation de l'activité des services ne se fait donc pas uniquement au regard du nombre de mesures mais également au regard du nombre de points. Ainsi, la prise en compte de l'ensemble des mesures dans le cadre de la cotation permet d'obtenir le **total des points d'un service**, qui a pour but d'apprécier l'importance quantitative de l'activité et d'appréhender de manière plus précise la charge de travail qui pèse sur celui-ci. La valorisation par une cotation en points des charges de travail d'accompagnement des majeurs permet donc d'objectiver l'activité réelle des services.

Le simple constat arithmétique du nombre de mesures décidées par les juges n'est pas suffisant pour argumenter une augmentation ou une baisse concomitante et symétrique des moyens alloués. En effet, un service peut avoir un accroissement du nombre de mesures de 10 % mais une augmentation des points de 5 % et inversement. L'augmentation réelle de la charge de travail du service s'apprécie donc au regard du nombre de points et non du nombre de mesures. Deux services peuvent avoir un nombre de mesures identiques mais un nombre de points très différent. Le seul indicateur de l'inflation du nombre de mesures est, par conséquent, trop frustrant pour ajuster correctement les moyens des services à l'évolution réelle de leur activité et de leur charge de travail. La cotation permet donc d'ajuster les moyens à l'activité réelle des services.

Ce total de points est ensuite utilisé pour calculer une batterie d'indicateurs de nature différente : indicateurs de population, d'activité, de structure et financiers. Parallèlement à ces indicateurs construits à partir de la cotation des mesures, d'autres indicateurs communs à l'ensemble des établissements et services sociaux et médico-sociaux s'appliquent aux SMJPM et SDPF : indicateur de qualification, indicateur de vieillesse technicité, temps actif mobilisable, indicateur du temps de formation.

L'arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du CASF précise la liste et les modalités de calcul des douze indicateurs applicables au secteur.

Parmi ces 12 indicateurs figurent 4 indicateurs de référence : le poids moyen de la mesure majeur protégé, la valeur du point service, le nombre de points par ETP et le nombre de mesure moyenne par ETP.

Les indicateurs de référence sont les indicateurs jugés les plus pertinents pour comparer les services entre eux et pour apprécier la charge de travail des services. Ils ne permettent pas, toutefois, à eux seuls d'expliquer certaines spécificités d'un service ou des écarts importants. Les indicateurs secondaires permettent donc d'effectuer une comparaison plus fine des services entre eux et de donner une explication objectivée des écarts. L'existence d'indicateurs secondaires correspond ainsi à la démarche globale d'utilisation des indicateurs comme de faisceaux d'indices qui n'ont d'intérêt que s'ils sont examinés les uns par rapport aux autres.

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
Indicateurs de population	Poids moyen de la mesure Indicateur de référence	Total des points/ total des mesures en moyenne financées	<p>Apprécie l'activité en fonction de la lourdeur de prise en charge des mesures.</p> <p>Cet indicateur permet de déterminer la lourdeur moyenne des mesures gérées par le service. Plus la valeur de cet indicateur est élevée plus les mesures gérées par les personnels sont lourdes.</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale: Le service peut avoir, par rapport à la répartition moyenne nationale des mesures, des mesures dont la cotation est plus importante : plus de mesures à domicile ou plus de mesures de curatelle renforcée. Il peut par ailleurs avoir un nombre plus important de sorties ou d'entrées.</p> <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale: Le service peut avoir un nombre important de mesures dont la cotation est plus faible : mesures en établissement et/ou des tutelles ou peu de mesures qui entrent et sortent.</p>
Indicateurs d'activité	Nombre de points par ETP (délégués, autres personnels et total du personnel) Indicateur de référence	Total des points/Nombre total ETP	<p>Permet d'apprécier les moyens en personnel d'un service tutélaire par rapport au nombre de points.</p> <p>Il mesure la lourdeur des mesures gérées par chaque ETP. En effet, cet indicateur précise le nombre de points pris en charge par chaque salarié. Il se décline pour l'ensemble du personnel, pour les délégués et pour les autres personnels. Il est plus pertinent de prendre en compte le nombre de points gérés par l'ensemble du personnel car cela permet de neutraliser les choix organisationnels des services.</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale: la charge de travail qui pèse sur les personnels est importante par rapport à la moyenne. Cette valeur doit être comparée avec le poids moyen de la mesure. Deux situations peuvent se présenter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit la valeur du poids moyen de la mesure est également élevée, cela signifie que les personnels de ce service gèrent des mesures plus lourdes et que les moyens en personnel ne sont pas suffisants. Un ajustement devrait se faire par l'embauche de personnels supplémentaires afin de compenser cette charge de travail. - soit la valeur du poids moyen de la mesure se situe dans la moyenne nationale ou est inférieure : la charge de travail supplémentaire qui pèse sur les personnels n'est pas liée à des mesures plus lourdes mais uniquement à des moyens en personnel inadéquats au regard de la charge de travail qui pèse sur le personnel. <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale: la charge de travail pesant sur les personnels est moins importante que dans les autres services soit parce que son panier de mesures est composé de mesures moins lourdes, soit parce que les moyens en personnel sont trop importants au regard des mesures prises en charge. Ce service sera donc en mesure d'absorber une certaine augmentation de son activité sans recrutement de personnel supplémentaire.</p>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
	Coût de l'intervention des délégués	Dépenses de personnels délégués à la tutelle/Temps actif mobilisable (TAM)	<p>Mesure le coût des interventions auprès des usagers hors les charges de structure</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale : le coût de l'intervention des délégués est donc plus important que dans les autres services. Ceci est imputable soit à des charges de personnels délégués à la tutelle trop élevées par rapport aux autres services (voir les valeurs des indicateurs vieillesse technicité, la structure de qualification (attention ces indicateurs concernent l'ensemble des personnels mais ils peuvent donner des premiers éléments d'analyse) soit à un temps actif mobilisable très faible (voir la valeur de l'indicateur TAM). Ceci peut être la conséquence d'un absentéisme important, de personnels en formation non remplacés, du non remplacement des personnels absents ou en congés, et/ou de l'application dans le service des congés trimestriels...</p> <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale : ceci est lié soit à des charges de personnels faibles par rapport aux autres services, soit à un TAM élevé (voir la valeur de l'indicateur TAM). Dans ce dernier cas, cela signifie que le service a fait le choix de remplacer le personnel absent pour différentes causes (maternité, maladie..) ou a recours à des heures supplémentaires ou encore a très peu d'absentéisme.</p>
	Nombre de mesures moyennes par ETP Indicateur de référence	(Total des points/(valeur nationale du 2P3Mx12))/Nombre total d'ETP	<p>A pour but d'apprécier le nombre de mesures par salarié sur la base d'une mesure dont la lourdeur de prise en charge est moyenne au niveau national.</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale: la charge de travail qui pèse sur les personnels est importante par rapport à la moyenne. Ceci est donc lié soit au fait que les mesures gérées par le service sont plus lourdes (voir la valeur du poids moyen de la mesure du service), soit que les moyens en personnel sont insuffisants, soit les deux.</p> <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale: la charge de travail pesant sur les personnels est moins importante que dans les autres services. Ceci est lié soit à des mesures prises en charge par le service moins lourdes (voir la valeur du poids moyen de la mesure), soit que les personnels sont en nombre suffisants au regard de la lourdeur des mesures, soit les deux. Ce service sera en mesure d'absorber une certaine augmentation de son activité sans recrutement de personnel supplémentaire.</p>
Indicateur de personnel	Indicateur de qualification	Répartition du personnel selon leur niveau de qualification	<p>Cet indicateur permet d'apprécier la structure de qualification des effectifs en postes.</p> <p>Il met en lumière les écarts de répartition des qualifications entre les services. Il informe sur le marché du travail et d'éventuelles difficultés de recrutement, ainsi que sur l'adaptation du recrutement à la spécificité de la mission. L'analyse de cet indicateur permet d'expliquer la valeur d'autres indicateurs notamment des indicateurs de coûts. Si un service a un % de personnel ayant un niveau de qualification élevé plus important que dans les autres services du secteur alors cela pourra expliquer des coûts plus importants ; le service devra toutefois justifier ces écarts.</p>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
Indicateur de personnel	Indicateur de vieillesse-technicité	La somme des rapports (indice réel / indice de base) pondérés par l'équivalent temps plein pour tous les personnels divisée par la somme des équivalents temps	<p>Mesure le poids de l'ancienneté et de la technicité sur la masse salariale. Permet d'apprécier, d'une part, de l'ancienneté du personnel, et d'autre part, de l'intensité du turn-over au sein des structures.</p> <p>Cet indicateur mesure le poids de l'ancienneté et de la technicité sur la masse salariale. Il permet d'apprécier d'une part l'ancienneté du personnel, et d'autre part, la politique catégorielle et promotionnelle de l'établissement. Il peut aussi être mis en corrélation avec l'intensité du turn-over au sein des structures. L'analyse doit tenir compte de l'ancienneté de la structure. Les résultats de l'indicateur offrent une photographie de l'évolution des carrières au sein de différentes structures.</p> <p>Cet indicateur permet également d'expliquer les valeurs d'autres indicateurs notamment les indicateurs de coûts.</p>
Indicateur de personnel	Temps actif mobilisable	((Temps de travail théorique (1607)xETP)-heures d'absence + heures supplémentaires) / (temps de travail théorique (1607)xETP)	<p>Cet indicateur mesure le temps de travail dans le service, temps disponible auprès des usagers, temps de transport pour les services et temps de présence dans le service.</p> <p>Ce recensement concerne uniquement les délégués à la tutelle. Cet indicateur mesure la présence réelle, c'est-à-dire le « présentisme » qui est différent de la présence légale ou conventionnelle dans le service diminué de l'absentéisme tel que reconnu par le code du travail.</p> <p>Cet indicateur mesure donc la présence réelle dans le service sans avoir la répartition de cette présence entre le temps consacré directement à l'utilisateur ou à des réunions par exemple. La valeur de cet indicateur doit être interprétée en lien avec l'indicateur relatif à la formation. Le TAM permettra de voir si les personnes parties en formation ont été remplacées.</p> <p>La valeur de cet indicateur permet également d'analyser la valeur de l'indicateur relatif au coût de l'intervention des délégués.</p>
Indicateur de personnel	Indicateur du temps de formation	Nombre d'heures de formation réalisées par les délégués à la tutelle/Nombre total ETP délégué	<p>Permet d'évaluer les actions de la structure en faveur de la formation</p> <p>Cet indicateur permet d'évaluer les actions de la structure en faveur de la formation. La valeur de cet indicateur devrait progresser du fait des nouvelles conditions d'exercice prévues par la loi.</p>
Indicateurs financiers et de structure	Valeur du point personnel (délégué et autres personnels)	Total des dépenses de personnel/Total des points	<p>Permet de comparer les charges afférentes au personnel en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge.</p> <p>Prend en compte les spécificités d'organisation des services tutélaires. Il est intéressant de comparer cet indicateur avec le nombre de points par ETP pour voir si les valeurs concordent ou non.</p>

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
			<ul style="list-style-type: none"> - Valeur supérieure à la moyenne nationale : les moyens alloués pour le financement du personnel sont élevés au regard de la charge du travail du service. Soit le service gère des mesures moins lourdes en moyenne que les autres services (voir la valeur du poids moyen de la mesure), soit le nombre de personnel est trop important au regard de cette charge de travail, soit les deux. Une dernière explication pourrait être que seules les charges de personnels sont trop importantes. Dans ce cas, il devrait y avoir une discordance avec le nombre de points par ETP en personnel (valeur inférieure ou proche de la moyenne) et la valeur du point personnel. Une analyse plus fine des charges de personnel devra être faite. - Valeur inférieure à la moyenne nationale : les moyens alloués pour le financement du personnel ne sont pas en adéquation avec la lourdeur des mesures gérées. Ceci est dû soit au fait que le service a des mesures très lourdes, soit que le nombre de personnel en poste est insuffisant au regard de la charge de travail, soit les deux. Si ces raisons ne s'avèrent pas concluantes, alors une analyse détaillée des charges de personnel devra être faite ainsi que des autres indicateurs relatifs au personnel (indicateur de qualification, vieillesse technicité...).
	Valeur du point service Indicateur de référence	Total du budget/Total des points	<p>Permet de comparer les charges globales d'un service tutélaire en neutralisant l'hétérogénéité des mesures prises en charge. La valeur de cet indicateur correspond au coût du point du service.</p> <p>Valeur supérieure à la moyenne nationale : les moyens alloués au service sont importants au regard de la lourdeur des mesures qu'il gère. Il faut donc analyser les autres indicateurs pour expliquer cette situation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit le service a des mesures moins lourdes en moyenne que les autres services (voir poids moyen de la mesure et nombre de points par ETP) ; - soit le nombre de personnels est trop important au regard des mesures prises en charge ; - soit les deux : poids moyen de la mesure faible et nombre de personnels importants au regard de la charge de travail ; - soit le nombre de personnels est « correct » au regard du nombre de points mais ce sont les charges de personnel qui sont trop élevées (dans ce cas-là, il devrait y avoir une discordance entre le nombre de points par ETP (au niveau de la moyenne) et la valeur du point personnel (valeur supérieure à la moyenne). Il est nécessaire pour expliquer cette situation de voir les valeurs des indicateurs liés au personnel (indicateur de formation, qualification des personnels, indicateur vieillesse-technicité, TAM). <p>Valeur inférieure à la moyenne nationale : cela signifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit que le service gère des mesures très lourdes par rapport aux moyens qui lui sont alloués. Il faut vérifier cette interprétation par le biais notamment de l'indicateur relatif au nombre de points par ETP ou du poids moyen de la mesure majeur protégé. Si les valeurs de ces deux indicateurs sont élevées par rapport aux valeurs moyennes et médianes régionales ou départementales alors il pourrait être justifié, dans une logique de réduction des écarts, d'accroître les moyens du service par l'embauche de personnels supplémentaires.

Type d'indicateurs	Indicateurs	Mode de calcul	Objectifs et interprétation
			<p>- soit que ses charges, notamment de personnel, sont assez faibles par rapport aux autres services. Cette interprétation doit quant à elle être vérifiée par le biais des indicateurs suivants : valeur du point personnel ou indicateur- vieillesse technicité (personnel avec ancienneté faible). Les valeurs de ces indicateurs permettent de voir si les écarts sont justifiés ou non.</p>
	Répartition des ETP délégués et autres	Nombre de postes ETP délégués et autres personnels/ Total du personnel en ETP	<p>Permet de comparer les moyens en personnel et les choix effectués dans l'organisation du service</p> <p>En effet, un service tutélaire peut opter soit pour une organisation où des services juridiques, administratifs, comptables appuient le délégué à la tutelle qui, lui, oriente son activité sur l'accompagnement à la personne, soit restreindre ces différents services et confier aux délégués des tâches autres que l'accompagnement à la personne.</p>

Annexe 7

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Tableaux de bord

Tableau de bord relatif aux indicateurs- Moyennes

Données générales

	2018	2019		2020 (Prévisionnel)	
		Nombre	Taux évolution/N-1	Nombre	Taux évolution/N
Mesures au 31/12 (sans sauvegarde)	369 455	370 281	0,22%	379 692	2,5%
Mesures au 31/12 (avec sauvegarde)	375 431	381 393	1,6%	391 465	2,6%
Mesures en moyenne dans l'année (avec sauvegarde)	374 298	379 484	1,4%	387 291	2,1%
ETP	12 610	12 915	2,4%	13 215	2,3%
Nombre de points	48 997 467	49 616 514	1,3%	50 804 151	2,39%

Indicateurs de référence-Moyennes

	2018	2019	2020
Poids moyen de la mesure majeur protégé	10,91	10,90	10,93
Valeur du point service	14,15	14,08	14,17
Nombre de points par ETP	3 886	3 842	3 844
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	29,65	29,32	29,34

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Moyennes

	2018	2019	2020
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	11,43	11,49	11,55
- Valeur du point délégué	5,80	5,89	5,90
- Valeur du point autres personnels	5,63	5,60	5,65

Indicateurs relatifs au personnel-Moyennes

Nombre de postes ETP (en %)	2018	2019	2020
Délégués	51,4%	51,5%	51,7%
Autres personnel	48,6%	48,5%	48,3%

Indicateur de qualification en 2018	Niveau I (H1/H)	Niveau II (H2/H)	Niveau III (H3/H)	Niveau IV (H4/H)	Niveau V (H5/H)	Niveau VI (H6/H)	Niveaux I à VI
%	3,8%	10,6%	56,3%	18,3%	10,2%	0,8%	100,0%

Indicateur de formation	2018	2019	2020
nb d'h/ETP	34,8	34,3	37,6

Indice de vieillesse-technicité en 2018	1,22
---	------

	2018	2019	2020
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 886	3 842	3 844
Nombre de points par ETP délégués	7 558	7 456	7 431
Nombre de points par ETP autres personnels	7 997	7 925	7 966

Indicateurs d'activité-Moyennes

	2018
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,94

	2018
Coût de l'intervention des délégués	29,74

Répartition des mesures en moyenne dans l'année selon leur nature et selon le nombre de points

	2018				2019 (prévisionnel)				2020 (prévisionnel)			
	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points	Nombre de mesures en moyenne	En % du total des mesures	Nombre de points	En % du total des points
MAJ	2 231	0,6%	407 316	0,8%	2 111	0,6%	377 130	0,8%	2 158	0,6%	390 875	0,8%
Curatelle renforcée	196 036	52,4%	29 768 809	60,8%	199 933	52,7%	30 285 233	61,1%	204 787	52,9%	31 089 705	61,2%
Curatelle simple	9 162	2,4%	1 156 430	2,4%	9 142	2,4%	1 149 034	2,3%	9 253	2,4%	1 168 316	2,3%
Tutelle	135 678	36,2%	13 108 718	26,8%	136 480	36,0%	13 156 933	26,6%	138 138	35,7%	13 413 880	26,4%
Sauvegarde de justice	6 313	1,7%	1 515 222	3,1%	6 128	1,6%	1 470 716	3,0%	6 372	1,6%	1 529 160	3,0%
Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	24 053	6,4%	2 982 541	6,1%	24 696	6,5%	3 056 382	6,2%	25 180	6,5%	3 121 914	6,1%
Subrogé tuteur ou curateur	825	0,2%	34 758	0,1%	994	0,3%	42 992	0,1%	1 403	0,4%	64 025	0,1%
Total hors sauvegarde	367 984	98,3%	47 458 572	96,9%	373 356	98,4%	48 067 703	97,0%	380 919	98,4%	49 248 716	97,0%
Total	374 298	100%	48 973 793	100%	379 484	100%	49 538 419	100%	387 291	100%	50 777 876	100%
Total en établissement	128 978	35,0%	11 149 595	23,5%	129 572	34,7%	11 169 219	23,2%	130 897	34,4%	11 350 911	23,0%
Total à domicile	239 007	65,0%	36 280 669	76,4%	243 784	65,3%	36 857 918	76,7%	250 023	65,6%	37 924 080	77,0%
Sorties	36 485	9,7%	2 790 999	5,7%	34 071	9,0%	2 608 751	5,3%	33 561	8,7%	2 903 238	5,7%
Mesures nouvelles	38 183	10,2%	1 105 821	2,3%	34 071	9,0%	1 033 003	2,1%	40 058	10,3%	1 027 836	2,0%

Répartition des mesures selon leur nature au 31/12

	2018			2019 (prévisionnel)			2020(prévisionnel)		
	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile	En nombre au 31/12	En % du total des mesures	% des mesures à domicile
MAJ	2 103	0,6%	99,2%	2 065	0,5%	98,4%	2 180	0,6%	99,0%
Curatelle renforcée	198 017	52,7%	81,8%	202 135	53,0%	82,0%	206 867	52,8%	82,1%
Curatelle simple	9 155	2,4%	95,2%	9 184	2,4%	95,1%	9 328	2,4%	94,9%
Tutelle	136 411	36,3%	36,6%	136 928	35,9%	37,0%	139 046	35,5%	37,6%
Sauvegarde de justice	5 980	1,6%	0,0%	6 654	1,7%	0,0%	7 199	1,8%	0,0%
Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	24 264	6,5%	73,7%	24 676	6,5%	73,7%	25 154	6,4%	73,6%
Subrogé tuteur ou curateur	901	0,2%	70,6%	1 134	0,3%	71,3%	1 692	0,4%	65,7%
TOTAL hors sauvegarde	369 455	98,4%	0,0%	370 281	97,1%	0,0%	379 692	97,0%	0,0%
TOTAL	375 431	100%	64,0%	381 393	100%	64,3%	391 465	100%	64,6%

Tableau de bord relatif aux indicateurs- Médianes

Indicateurs de référence-Médianes

	2018	2019	2020
Poids moyen de la mesure majeur protégé	10,82	10,86	10,91
Valeur du point service	14,05	13,96	14,19
Nombre de points par ETP	3 832	3 799	3 807
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	29,24	28,99	29,05

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Médianes

	2018	2019	2020
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	11,38	11,28	11,38
- Valeur du point délégué	5,81	5,91	5,83
- Valeur du point autres personnels	5,62	5,59	5,72

Indicateurs relatifs au personnel-Médianes

Nombre de postes ETP (en %)	2018	2019	2020
Délégués	51,41%	51,53%	51,74%
Autres personnel	48,59%	48,47%	48,26%

Indicateur de qualification en 2018	Niveau I (H1/H)	Niveau II (H2/H)	Niveau III (H3/H)	Niveau IV (H4/H)	Niveau V (H5/H)	Niveau VI (H6/H)	Niveaux I à VI
%	2,1%	6,8%	54,7%	19,5%	8,0%	0,0%	100,0%

Indicateur de formation	2018	2019	2020
nb d'h/ETP	33,9	31,4	33,3

Indice de vieillesse-technicité en 2018	1,22
---	------

	2018	2019	2020
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 832	3 799	3 807
Nombre de points par ETP délégués	7 536	7 559	7 582
Nombre de points par ETP autres personnels	8 006	7 909	7 808

Indicateurs d'activité-Médianes

	2018
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,93

	2018
Coût de l'intervention des délégués	30,21

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures au 31/12

Régions et départements	Mesures au 31 décembre 2018																	
	Curatelle renforcée		Curatelle simple		Tutelle		Mesure d'accompagnement judiciaire		Sauvegarde de justice		Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne		Subrogé tuteur ou curateur		% des mesures à domicile	% des mesures en établissement	Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde	Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde
	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures				
8 Ardennes	1 054	43,4%	42	1,7%	1 253	51,6%	4	0,2%	11	0,5%	63	2,6%	0	0,0%	73,6%	26,4%	2 416	2 427
10 Aube	979	42,0%	55	2,4%	1 041	44,6%	8	0,3%	38	1,6%	212	9,1%	0	0,0%	70,1%	29,9%	2 295	2 333
51 Marne	1 424	50,1%	62	2,2%	825	29,0%	9	0,3%	29	1,0%	491	17,3%	3	0,1%	73,0%	27,0%	2 814	2 843
52 Marne Haute	644	47,2%	45	3,3%	610	44,8%	21	1,5%	20	1,5%	23	1,7%	0	0,0%	72,1%	27,9%	1 343	1 363
54 Meurthe-et-Moselle	1 506	43,5%	54	1,6%	1 547	44,7%	11	0,3%	48	1,4%	296	8,5%	1	0,0%	67,4%	32,6%	3 415	3 463
55 Meuse	772	42,7%	42	2,3%	944	52,2%	14	0,8%	4	0,2%	32	1,8%	0	0,0%	60,1%	39,9%	1 804	1 808
57 Moselle	2 690	44,8%	190	3,2%	2 531	42,1%	73	1,2%	51	0,8%	459	7,6%	12	0,2%	62,7%	37,3%	5 955	6 006
67 Rhin (Bas)	1 460	43,6%	113	3,4%	1 359	40,6%	36	1,1%	47	1,4%	334	10,0%	0	0,0%	71,4%	28,6%	3 302	3 349
68 Rhin (Haut)	1 504	41,8%	64	1,8%	1 276	35,5%	22	0,6%	44	1,2%	686	19,1%	2	0,1%	67,6%	32,4%	3 554	3 598
88 Vosges	1 653	54,5%	46	1,5%	1 058	34,9%	34	1,1%	8	0,3%	232	7,7%	1	0,0%	61,9%	38,1%	3 024	3 032
Grand Est	13 686	45,3%	713	2,4%	12 444	41,2%	232	0,8%	300	1,0%	2 828	9,4%	19	0,1%	67,4%	32,6%	29 922	30 222
16 Charente	1 596	52,1%	56	1,8%	1 100	35,9%	32	1,0%	50	1,6%	226	7,4%	6	0,2%	66,8%	33,2%	3 015	3 065
17 Charente Maritime	3 354	53,0%	183	2,9%	2 431	38,4%	19	0,3%	82	1,3%	248	3,9%	8	0,1%	65,4%	34,6%	6 243	6 325
19 Corrèze	1 141	48,2%	40	1,7%	1 075	45,4%	29	1,2%	29	1,2%	53	2,2%	0	0,0%	52,7%	47,3%	2 338	2 367
23 Creuse	137	10,5%	28	2,1%	444	33,9%	17	1,3%	11	0,8%	673	51,4%	0	0,0%	45,7%	54,3%	1 299	1 310
24 Dordogne	2 640	52,1%	171	3,4%	2 075	40,9%	42	0,8%	91	1,8%	49	1,0%	0	0,0%	63,9%	36,1%	4 977	5 068
33 Gironde	5 477	58,9%	225	2,4%	2 728	29,3%	35	0,4%	274	2,9%	535	5,8%	24	0,3%	72,6%	27,4%	9 024	9 298
40 Landes	1 797	64,8%	46	1,7%	602	21,7%	9	0,3%	116	4,2%	202	7,3%	1	0,0%	61,9%	38,1%	2 657	2 773
47 Lot-et-Garonne	1 985	60,3%	79	2,4%	1 055	32,0%	19	0,6%	79	2,4%	75	2,3%	2	0,1%	67,2%	32,8%	3 215	3 294
64 Pyrénées Atlantiques	2 636	57,3%	109	2,4%	1 332	29,0%	22	0,5%	75	1,6%	423	9,2%	3	0,1%	63,0%	37,0%	4 525	4 600
79 Sévres Deux	1 892	50,3%	121	3,2%	1 406	37,4%	10	0,3%	134	3,6%	196	5,2%	4	0,1%	67,2%	32,8%	3 629	3 763
86 Vienne	1 449	43,0%	104	3,1%	1 593	47,3%	13	0,4%	27	0,8%	177	5,3%	5	0,1%	63,1%	36,9%	3 341	3 368
87 Vienne (Haute)	2 021	63,6%	57	1,8%	862	27,1%	8	0,3%	58	1,8%	165	5,2%	5	0,2%	70,5%	29,5%	3 118	3 176
Nouvelle Aquitaine	26 125	54,0%	1 218	2,5%	16 703	34,5%	255	0,5%	1 026	2,1%	3 022	6,2%	58	0,1%	65,5%	34,5%	47 381	48 407
21 Côte d'Or	1 718	66,0%	85	3,3%	698	26,8%	14	0,5%	30	1,2%	58	2,2%	0	0,0%	63,1%	36,9%	2 573	2 603
25 Doubs	1 618	55,0%	75	2,5%	836	28,4%	61	2,1%	90	3,1%	258	8,8%	5	0,2%	68,5%	31,5%	2 853	2 943
39 Jura	1 279	57,0%	80	3,6%	733	32,7%	55	2,5%	50	2,2%	46	2,0%	1	0,0%	69,6%	30,4%	2 194	2 244
58 Nièvre	1 156	51,5%	74	3,3%	724	32,2%	49	2,2%	22	1,0%	220	9,8%	1	0,0%	60,3%	39,7%	2 224	2 246
71 Saône Haute	430	21,4%	51	2,5%	763	37,9%	35	1,7%	74	3,7%	656	32,6%	3	0,1%	65,5%	34,5%	1 938	2 012
71 Saône Loire	2 608	59,7%	123	2,8%	1 367	31,3%	59	1,4%	99	2,3%	104	2,4%	10	0,2%	72,6%	27,4%	4 271	4 370
89 Yonne	1 461	52,4%	61	2,2%	965	34,6%	23	0,8%	25	0,9%	247	8,9%	7	0,3%	59,9%	40,1%	2 764	2 789
90 Territ. de Belfort	466	51,0%	21	2,3%	371	40,6%	6	0,7%	26	2,8%	23	2,5%	0	0,0%	69,7%	30,3%	887	913
Bourgogne-Franche Comté	10 736	53,4%	570	2,8%	6 457	32,1%	302	1,5%	416	2,1%	1 612	8,0%	27	0,1%	66,4%	33,6%	19 704	20 120
22 Côtes d'Armor	2 921	52,4%	131	2,3%	1 778	31,9%	19	0,3%	91	1,6%	627	11,2%	9	0,2%	66,1%	33,9%	5 485	5 576
29 Finistère	4 978	61,4%	72	0,9%	2 507	30,9%	47	0,6%	55	0,7%	365	4,5%	78	1,0%	65,2%	34,8%	8 047	8 102
35 Ille et Vilaine	3 704	56,9%	138	2,1%	2 006	30,8%	18	0,3%	91	1,4%	548	8,4%	2	0,0%	68,2%	31,8%	6 416	6 507
56 Morbihan	3 398	61,9%	205	3,7%	1 745	31,8%	8	0,1%	56	1,0%	57	1,0%	18	0,3%	78,3%	21,7%	5 431	5 487
Bretagne	15 001	58,4%	546	2,1%	8 036	31,3%	92	0,4%	293	1,1%	1 597	6,2%	107	0,4%	68,9%	31,1%	25 379	25 672

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures au 31/12

Régions et départements	Mesures au 31 décembre 2018																	
	Curatelle renforcée		Curatelle simple		Tutelle		Mesure d'accompagnement judiciaire		Sauvegarde de justice		Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne		Subrogé tuteur ou curateur		% des mesures à domicile	% des mesures en établissement	Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde	Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde
	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures				
18 Cher	869	25,2%	103	3,0%	1 218	35,4%	34	1,0%	65	1,9%	1 151	33,4%	2	0,1%	65,9%	34,1%	3 377	3 442
28 Eure et Loir	1 384	52,0%	75	2,8%	1 069	40,1%	18	0,7%	40	1,5%	70	2,6%	8	0,3%	61,0%	39,0%	2 624	2 664
36 Indre	1 304	55,8%	62	2,7%	868	37,1%	5	0,2%	50	2,1%	32	1,4%	18	0,8%	65,3%	34,7%	2 289	2 339
37 Indre-et-Loire	2 591	56,3%	135	2,9%	1 715	37,2%	23	0,5%	81	1,8%	60	1,3%	1	0,0%	65,7%	34,3%	4 525	4 606
41 Loir et Cher	1 203	53,7%	63	2,8%	810	36,1%	49	2,2%	27	1,2%	88	3,9%	2	0,1%	59,2%	40,8%	2 215	2 242
45 Loiret	1 548	56,0%	73	2,6%	946	34,3%	19	0,7%	74	2,7%	96	3,5%	6	0,2%	65,9%	34,1%	2 688	2 762
Centre-Val de Loire	8 899	49,3%	511	2,8%	6 626	36,7%	148	0,8%	337	1,9%	1 497	8,3%	37	0,2%	64,2%	35,8%	17 718	18 055
2A Corse du Sud	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0	0%	0%	0%	0	0
2B Corse Haute	257	45,9%	21	3,8%	239	42,7%	25	4,5%	4	0,7%	14	2,5%	0	0,0%	63,5%	36,5%	556	560
Corse	257	45,9%	21	3,8%	239	42,7%	25	4,5%	4	0,7%	14	2,5%	0	0,0%	63,5%	36,5%	556	560
75 Paris	3 290	59,8%	176	3,2%	1 711	31,1%	11	0,2%	129	2,3%	171	3,1%	11	0,2%	64,9%	35,1%	5 370	5 499
77 Seine Marne	2 515	54,6%	92	2,0%	1 729	37,5%	31	0,7%	20	0,4%	221	4,8%	2	0,0%	61,3%	38,7%	4 590	4 610
78 Yvelines	2 520	59,7%	105	2,5%	1 484	35,1%	2	0,0%	12	0,3%	100	2,4%	0	0,0%	59,9%	40,1%	4 211	4 223
91 Essonne	2 684	61,5%	131	3,0%	1 372	31,4%	8	0,2%	45	1,0%	118	2,7%	8	0,2%	65,2%	34,8%	4 320	4 365
92 Seine Hauts de	2 194	60,6%	91	2,5%	1 091	30,1%	48	1,3%	79	2,2%	97	2,7%	21	0,6%	71,1%	28,9%	3 542	3 621
93 Seine St Denis	2 429	54,0%	149	3,3%	1 681	37,4%	3	0,1%	64	1,4%	113	2,5%	61	1,4%	68,4%	31,6%	4 436	4 500
94 Val de Marne	2 212	61,8%	86	2,4%	1 051	29,4%	19	0,5%	20	0,6%	181	5,1%	8	0,2%	67,1%	32,9%	3 557	3 577
95 Val d'oise	1 410	48,6%	69	2,4%	1 218	42,0%	12	0,4%	27	0,9%	164	5,6%	3	0,1%	59,5%	40,5%	2 876	2 903
Ile de France	19 254	57,8%	899	2,7%	11 337	34,0%	134	0,4%	396	1,2%	1 165	3,5%	114	0,3%	64,7%	35,3%	32 902	33 298
9 Ariège	392	46,2%	34	4,0%	353	41,6%	0	0,0%	59	7,0%	9	1,1%	1	0,1%	61,2%	38,8%	789	848
11 Aude	1 487	51,5%	80	2,8%	1 161	40,2%	11	0,4%	99	3,4%	36	1,2%	11	0,4%	63,0%	37,0%	2 786	2 885
12 Aveyron	1 304	61,2%	95	4,5%	683	32,1%	18	0,8%	19	0,9%	12	0,6%	0	0,0%	56,5%	43,5%	2 112	2 131
30 Gard	2 025	60,2%	61	1,8%	1 085	32,3%	8	0,2%	130	3,9%	48	1,4%	6	0,2%	68,3%	31,7%	3 233	3 363
31 Garonne (Haute)	2 265	55,2%	108	2,6%	1 532	37,3%	35	0,9%	56	1,4%	87	2,1%	19	0,5%	63,1%	36,9%	4 046	4 102
32 Gers	756	36,1%	48	2,3%	867	41,4%	4	0,2%	29	1,4%	387	18,5%	4	0,2%	57,0%	43,0%	2 066	2 095
34 Hérault	3 079	63,4%	121	2,5%	1 370	28,2%	43	0,9%	105	2,2%	124	2,6%	18	0,4%	67,1%	32,9%	4 755	4 860
46 Lot	854	56,3%	37	2,4%	592	39,1%	1	0,1%	18	1,2%	13	0,9%	1	0,1%	55,8%	44,2%	1 498	1 516
48 Lozère	564	37,1%	27	1,8%	891	58,7%	3	0,2%	14	0,9%	20	1,3%	0	0,0%	21,7%	78,3%	1 505	1 519
65 Pyrénées Hautes	684	45,3%	1	0,1%	662	43,8%	1	0,1%	0	0,0%	162	10,7%	1	0,1%	62,0%	38,0%	1 511	1 511
66 Pyrénées Orient.	1 603	56,9%	143	5,1%	910	32,3%	6	0,2%	107	3,8%	38	1,3%	12	0,4%	64,7%	35,3%	2 712	2 819
81 Tarn	1 322	59,0%	75	3,3%	722	32,2%	11	0,5%	23	1,0%	72	3,2%	15	0,7%	64,0%	36,0%	2 217	2 240
82 Tarn et Garonne	779	51,5%	33	2,2%	549	36,3%	3	0,2%	11	0,7%	138	9,1%	1	0,1%	64,1%	35,9%	1 503	1 514
Occitanie	17 114	54,5%	863	2,7%	11 377	36,2%	144	0,5%	670	2,1%	1 146	3,6%	89	0,3%	61,2%	38,8%	30 733	31 403
2 Aisne	805	18,8%	61	1,4%	1 226	28,6%	3	0,1%	21	0,5%	2 171	50,6%	2	0,0%	54,7%	45,3%	4 268	4 289
59 Nord	8 978	44,0%	420	2,1%	8 895	43,6%	0	0,0%	249	1,2%	1 816	8,9%	41	0,2%	61,1%	38,9%	20 150	20 399
60 Oise	2 203	48,8%	134	3,0%	1 679	37,2%	16	0,4%	102	2,3%	374	8,3%	7	0,2%	62,4%	37,6%	4 413	4 515
62 Pas-de-Calais	4 183	37,3%	208	1,9%	4 408	39,3%	45	0,4%	87	0,8%	2 260	20,2%	13	0,1%	63,3%	36,7%	11 117	11 204
80 Somme	2 481	49,2%	90	1,8%	2 164	43,0%	57	1,1%	104	2,1%	127	2,5%	15	0,3%	62,3%	37,7%	4 934	5 038
Hauts-de-France	18 650	41,0%	913	2,0%	18 372	40,4%	121	0,3%	563	1,2%	6 748	14,8%	78	0,2%	61,3%	38,7%	44 882	45 445

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures au 31/12

Régions et départements	Mesures au 31 décembre 2018																	
	Curatelle renforcée		Curatelle simple		Tutelle		Mesure d'accompagnement judiciaire		Sauvegarde de justice		Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne		Subrogé tuteur ou curateur		% des mesures à domicile	% des mesures en établissement	Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde	Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde
	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures				
14 Calvados	4 035	60,6%	135	2,0%	2 250	33,8%	26	0,4%	69	1,0%	138	2,1%	5	0,1%	70,4%	29,6%	6 589	6 658
27 Eure	2 243	50,6%	81	1,8%	1 830	41,3%	9	0,2%	66	1,5%	167	3,8%	35	0,8%	66,9%	33,1%	4 365	4 431
50 Manche	2 542	59,1%	110	2,6%	1 373	31,9%	17	0,4%	81	1,9%	171	4,0%	9	0,2%	74,0%	26,0%	4 222	4 303
61 Orne	1 557	55,0%	41	1,4%	1 052	37,2%	53	1,9%	10	0,4%	118	4,2%	0	0,0%	63,2%	36,8%	2 821	2 831
76 Seine Maritime	5 575	55,4%	319	3,2%	3 457	34,3%	81	0,8%	162	1,6%	393	3,9%	81	0,8%	70,1%	29,9%	9 906	10 068
Normandie	15 952	56,4%	686	2,4%	9 962	35,2%	186	0,7%	388	1,4%	987	3,5%	130	0,5%	69,6%	30,4%	27 903	28 291
44 Loire Atlantique	3 959	64,6%	98	1,6%	1 760	28,7%	16	0,3%	78	1,3%	213	3,5%	1	0,0%	70,1%	29,9%	6 047	6 125
49 Maine-et-Loire	3 108	56,5%	50	0,9%	1 734	31,5%	30	0,5%	80	1,5%	497	9,0%	3	0,1%	70,7%	29,3%	5 422	5 502
53 Mayenne	1 670	129,7%	88	6,8%	867	67,3%	13	1,0%	8	0,6%	41	3,2%	0	0,0%	66,7%	33,3%	1 284	1 288
72 Sarthe	2 163	57,9%	51	1,4%	1 361	36,4%	21	0,6%	11	0,3%	129	3,5%	0	0,0%	66,6%	33,4%	3 725	3 736
85 Vendée	1 871	45,7%	90	2,2%	1 252	30,6%	25	0,6%	33	0,8%	827	20,2%	0	0,0%	63,4%	36,6%	4 065	4 098
Pays de Loire	12 771	61,5%	377	1,8%	6 974	33,6%	105	0,5%	210	1,0%	1 707	8,2%	4	0,0%	68,1%	31,9%	20 543	20 749
4 Alpes de Hautes Provinces	760	56,0%	48	3,5%	489	36,0%	4	0,3%	20	1,5%	35	2,6%	1	0,1%	56,2%	43,8%	1 337	1 357
5 Alpes Hautes	351	54,3%	11	1,7%	260	40,2%	5	0,8%	5	0,8%	14	2,2%	0	0,0%	53,5%	46,5%	641	646
6 Alpes Maritimes	2 421	42,2%	157	2,7%	2 394	41,7%	27	0,5%	228	4,0%	455	7,9%	55	1,0%	62,9%	37,1%	5 509	5 737
13 Bouches du Rhône	2 956	48,1%	104	1,7%	2 876	46,8%	47	0,8%	74	1,2%	84	1,4%	3	0,0%	53,9%	46,1%	6 070	6 144
83 Var	2 047	47,2%	94	2,2%	1 892	43,6%	44	1,0%	156	3,6%	53	1,2%	53	1,2%	62,4%	37,6%	4 183	4 339
84 Vaucluse	1 726	53,0%	91	2,8%	1 244	38,2%	4	0,1%	128	3,9%	48	1,5%	14	0,4%	65,8%	34,2%	3 127	3 255
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	10 261	47,8%	505	2,4%	9 155	42,6%	131	0,6%	611	2,8%	689	3,2%	126	0,6%	59,9%	40,1%	20 867	21 478
1 Ain	1 894	61,8%	55	1,8%	1 022	33,3%	14	0,5%	9	0,3%	69	2,2%	4	0,1%	58,2%	41,8%	3 058	3 067
3 Allier	1 039	46,7%	46	2,1%	1 008	45,3%	14	0,6%	19	0,9%	99	4,4%	2	0,1%	67,1%	32,9%	2 208	2 227
7 Ardèche	1 220	48,7%	43	1,7%	1 106	44,2%	10	0,4%	27	1,1%	98	3,9%	1	0,0%	50,1%	49,9%	2 478	2 505
15 Cantal	928	57,0%	81	5,0%	572	35,2%	6	0,4%	35	2,2%	5	0,3%	0	0,0%	54,1%	45,9%	1 592	1 627
26 Drôme	2 372	56,2%	165	3,9%	1 498	35,5%	17	0,4%	67	1,6%	86	2,0%	19	0,4%	65,5%	34,5%	4 157	4 224
38 Isère	3 709	64,3%	166	2,9%	1 618	28,1%	7	0,1%	52	0,9%	199	3,5%	17	0,3%	66,5%	33,5%	5 716	5 768
42 Loire	3 210	58,7%	204	3,7%	1 814	33,1%	53	1,0%	152	2,8%	38	0,7%	2	0,0%	64,6%	35,4%	5 321	5 473
43 Loire (Haute)	1 101	62,7%	56	3,2%	509	29,0%	0	0,0%	20	1,1%	69	3,9%	2	0,1%	63,3%	36,7%	1 737	1 757
63 Puy de Dome	3 171	59,8%	77	1,5%	1 888	35,6%	32	0,6%	43	0,8%	89	1,7%	2	0,0%	65,5%	34,5%	5 259	5 302
69 Rhône	4 494	58,9%	187	2,4%	2 514	32,9%	39	0,5%	165	2,2%	191	2,5%	46	0,6%	60,8%	39,2%	7 471	7 636
73 Savoie	1 564	59,1%	71	2,7%	722	27,3%	14	0,5%	65	2,5%	209	7,9%	2	0,1%	63,9%	36,1%	2 582	2 647
74 Savoie Haute	1 686	63,6%	76	2,9%	824	31,1%	22	0,8%	29	1,1%	12	0,5%	1	0,0%	65,9%	34,1%	2 621	2 650
Auvergne-Rhône-Alpes	26 388	58,8%	1 227	2,7%	15 095	33,6%	228	0,5%	683	1,5%	1 164	2,6%	98	0,2%	62,9%	37,1%	44 200	44 883
France métropole hors DOM	195 094	52,9%	9 049	2,5%	132 777	36,0%	2 103	0,6%	5 897	1,6%	24 176	6,6%	887	0,2%	64,7%	35,3%	362 690	368 583
Guadeloupe	657	41,9%	37	2,4%	853	54,9%	0	0,0%	16	1,0%	4	0,3%	0	0,0%	83,6%	16,4%	1 551	1 561
Martinique	330	37,1%	17	1,9%	493	55,4%	0	0,0%	32	3,6%	16	1,8%	2	0,2%	74,4%	25,6%	858	890
Guyane	171	44,2%	1	0,3%	203	52,5%	0	0,0%	1	0,3%	5	1,3%	6	1,6%	68,9%	31,1%	386	387
Réunion	1 730	45,4%	44	1,2%	2 000	52,5%	0	0,0%	18	0,5%	19	0,5%	1	0,0%	80,9%	19,1%	3 794	3 812
Mayotte	35	18,2%	7	3,6%	85	44,3%	0	0,0%	16	8,3%	44	22,9%	5	2,6%	98,9%	1,1%	176	192
DOM	2 923	42,7%	106	1,5%	3 634	53,1%	0	0,0%	83	1,2%	88	1,3%	14	0,2%	80,5%	19,5%	6 765	6 848
France (métropole et DOM)	198 017	52,7%	9 155	2,4%	136 411	36,3%	2 103	0,6%	5 980	1,6%	24 264	6,5%	901	0,2%	65,0%	35,0%	369 455	375 431

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures au 31/12

Régions et départements	Mesures au 31 décembre 2019 (prévisionnel)																% des mesures à domicile	% des mesures en établissement	Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde	Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde
	Curatelle renforcée		Curatelle simple		Tutelle		Mesure d'accompagnement judiciaire		Sauvegarde de justice		Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne		Subrogé tuteur ou curateur							
	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures						
8 Ardennes	1 094	44,4%	40	1,6%	1 247	50,6%	4	0,2%	17	0,7%	64	2,6%	0	0,0%	75,1%	24,9%	2 449	2 466		
10 Aube	1 035	43,3%	63	2,6%	1 033	43,2%	13	0,5%	38	1,6%	210	8,8%	0	0,0%	70,9%	29,1%	2 354	2 392		
51 Marne	1 439	50,7%	55	1,9%	822	29,0%	11	0,4%	23	0,8%	482	17,0%	4	0,1%	73,1%	26,9%	2 813	2 836		
52 Marne Haute	643	46,7%	43	3,1%	630	45,7%	17	1,2%	22	1,6%	23	1,7%	0	0,0%	71,8%	28,2%	1 356	1 378		
54 Meurthe-et-Moselle	1 545	42,9%	58	1,6%	1 583	43,9%	16	0,4%	73	2,0%	326	9,1%	1	0,0%	66,9%	33,1%	3 529	3 602		
55 Meuse	800	43,1%	40	2,2%	955	51,5%	16	0,9%	5	0,3%	39	2,1%	1	0,1%	60,9%	39,1%	1 851	1 856		
57 Moselle	2 724	44,7%	187	3,1%	2 568	42,2%	70	1,1%	50	0,8%	455	7,5%	38	0,6%	63,3%	36,7%	6 042	6 092		
67 Rhin (Bas)	1 537	44,8%	100	2,9%	1 369	39,9%	29	0,8%	51	1,5%	343	10,0%	0	0,0%	73,4%	26,6%	3 378	3 429		
68 Rhin (Haut)	1 533	40,9%	68	1,8%	1 309	34,9%	24	0,6%	54	1,4%	712	19,0%	52	1,4%	66,8%	33,2%	3 698	3 752		
88 Vosges	1 728	55,6%	50	1,6%	1 043	33,6%	31	1,0%	14	0,5%	239	7,7%	1	0,0%	64,2%	35,8%	3 092	3 106		
Grand Est	14 078	45,5%	704	2,3%	12 559	40,6%	231	0,7%	347	1,1%	2 893	9,4%	97	0,3%	68,0%	32,0%	30 562	30 909		
16 Charente	1 608	51,9%	53	1,7%	1 093	35,3%	26	0,8%	75	2,4%	233	7,5%	8	0,3%	67,0%	33,0%	3 021	3 096		
17 Charente Maritime	3 473	53,4%	180	2,8%	2 496	38,3%	19	0,3%	76	1,2%	256	3,9%	9	0,1%	65,0%	35,0%	6 433	6 509		
19 Corrèze	1 169	49,5%	38	1,6%	1 053	44,5%	28	1,2%	21	0,9%	55	2,3%	0	0,0%	54,4%	45,6%	2 343	2 364		
23 Creuse	172	12,8%	29	2,2%	447	33,4%	18	1,3%	18	1,3%	654	48,8%	1	0,1%	45,8%	54,2%	1 321	1 339		
24 Dordogne	2 693	52,1%	178	3,4%	2 097	40,6%	40	0,8%	99	1,9%	57	1,1%	0	0,0%	63,9%	36,1%	5 065	5 164		
33 Gironde	5 582	58,7%	205	2,2%	2 816	29,6%	43	0,5%	289	3,0%	542	5,7%	33	0,3%	72,6%	27,4%	9 221	9 510		
40 Landes	1 807	63,5%	49	1,7%	611	21,5%	12	0,4%	180	6,3%	185	6,5%	3	0,1%	63,1%	36,9%	2 667	2 847		
47 Lot-et-Garonne	2 033	60,7%	78	2,3%	1 034	30,9%	16	0,5%	97	2,9%	86	2,6%	3	0,1%	65,1%	34,9%	3 250	3 347		
64 Pyrénées Atlantiques	2 676	57,4%	107	2,3%	1 341	28,8%	19	0,4%	68	1,5%	444	9,5%	4	0,1%	63,1%	36,9%	4 591	4 659		
79 Sévres Deux	1 942	51,0%	119	3,1%	1 422	37,3%	4	0,1%	103	2,7%	215	5,6%	6	0,2%	67,5%	32,5%	3 708	3 811		
86 Vienne	1 499	42,8%	108	3,1%	1 624	46,4%	26	0,7%	58	1,7%	171	4,9%	13	0,4%	64,6%	35,4%	3 441	3 499		
87 Vienne (Haute)	2 058	64,8%	59	1,9%	864	27,2%	11	0,3%	46	1,4%	139	4,4%	0	0,0%	70,5%	29,5%	3 131	3 177		
Nouvelle Aquitaine	26 712	54,2%	1 203	2,4%	16 898	34,3%	262	0,5%	1 130	2,3%	3 037	6,2%	80	0,2%	65,7%	34,3%	48 192	49 322		
21 Côte d'Or	1 783	66,7%	80	3,0%	722	27,0%	14	0,5%	15	0,6%	58	2,2%	1	0,0%	64,4%	35,6%	2 658	2 673		
25 Doubs	1 663	55,3%	73	2,4%	844	28,0%	58	1,9%	104	3,5%	258	8,6%	9	0,3%	70,4%	29,6%	2 905	3 009		
39 Jura	1 333	58,0%	84	3,7%	728	31,7%	50	2,2%	55	2,4%	49	2,1%	1	0,0%	69,9%	30,1%	2 245	2 300		
58 Nièvre	1 195	52,6%	68	3,0%	721	31,7%	42	1,8%	29	1,3%	214	9,4%	4	0,2%	61,2%	38,8%	2 244	2 273		
70 Saône Haute	439	21,5%	50	2,4%	792	38,7%	35	1,7%	79	3,9%	646	31,6%	3	0,1%	66,7%	33,3%	1 965	2 044		
71 Saône Loire	2 709	60,4%	123	2,7%	1 377	30,7%	59	1,3%	99	2,2%	102	2,3%	16	0,4%	73,7%	26,3%	4 386	4 485		
89 Yonne	1 497	53,3%	61	2,2%	962	34,3%	19	0,7%	14	0,5%	246	8,8%	7	0,2%	60,7%	39,3%	2 792	2 806		
90 Territ. de Belfort	478	49,3%	24	2,5%	401	41,3%	14	1,4%	28	2,9%	25	2,6%	0	0,0%	71,2%	28,8%	942	970		
Bourgogne-Franche Comté	11 097	54,0%	563	2,7%	6 547	31,8%	291	1,4%	423	2,1%	1 598	7,8%	41	0,2%	67,6%	32,4%	20 137	20 560		
22 Côtes d'Armor	2 986	52,8%	121	2,1%	1 779	31,5%	20	0,4%	124	2,2%	620	11,0%	3	0,1%	65,9%	34,1%	5 529	5 653		
29 Finistère	5 020	62,2%	70	0,9%	2 462	30,5%	36	0,4%	57	0,7%	367	4,5%	59	0,7%	65,3%	34,7%	8 014	8 071		
35 Ille et Vilaine	3 789	57,7%	135	2,1%	1 986	30,3%	18	0,3%	70	1,1%	560	8,5%	4	0,1%	68,7%	31,3%	6 492	6 562		
56 Morbihan	3 496	62,1%	204	3,6%	1 765	31,3%	15	0,3%	68	1,2%	69	1,2%	17	0,3%	78,9%	21,1%	5 566	5 634		
Bretagne	15 291	59,0%	530	2,0%	7 992	30,8%	89	0,3%	319	1,2%	1 616	6,2%	83	0,3%	69,2%	30,8%	25 601	25 920		

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures au 31/12

Régions et départements	Mesures au 31 décembre 2019 (prévisionnel)																	
	Curatelle renforcée		Curatelle simple		Tutelle		Mesure d'accompagnement judiciaire		Sauvegarde de justice		Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne		Subrogé tuteur ou curateur		% des mesures à domicile	% des mesures en établissement	Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde	Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde
	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures				
18 Cher	871	25,4%	112	3,3%	1 209	35,3%	39	1,1%	78	2,3%	1 114	32,5%	1	0,0%	66,3%	33,7%	3 346	3 424
28 Eure et Loir	1 374	50,9%	75	2,8%	1 119	41,4%	15	0,6%	39	1,4%	71	2,6%	8	0,3%	60,9%	39,1%	2 662	2 701
36 Indre	1 384	55,3%	64	2,6%	904	36,1%	4	0,2%	93	3,7%	24	1,0%	29	1,2%	65,8%	34,2%	2 409	2 502
37 Indre-et-Loire	2 723	57,4%	147	3,1%	1 715	36,2%	20	0,4%	76	1,6%	58	1,2%	1	0,0%	66,3%	33,7%	4 664	4 740
41 Loir et Cher	1 205	53,6%	61	2,7%	797	35,5%	43	1,9%	20	0,9%	120	5,3%	2	0,1%	60,8%	39,2%	2 228	2 248
45 Loiret	1 572	56,5%	73	2,6%	948	34,1%	22	0,8%	67	2,4%	96	3,4%	6	0,2%	66,8%	33,2%	2 717	2 784
Centre-Val de Loire	9 129	49,6%	532	2,9%	6 692	36,4%	143	0,8%	373	2,0%	1 483	8,1%	47	0,3%	64,8%	35,2%	18 026	18 399
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2B Corse Haute	279	46,3%	21	3,5%	257	42,7%	25	4,2%	4	0,7%	16	2,7%	0	0,0%	64,4%	35,6%	598	602
Corse	279	46,3%	21	3,5%	257	42,7%	25	4,2%	4	0,7%	16	2,7%	0	0,0%	64,4%	35,6%	598	602
75 Paris	3 414	60,7%	172	3,1%	1 760	31,3%	12	0,2%	88	1,6%	167	3,0%	15	0,3%	66,1%	33,9%	5 540	5 628
77 Seine Marne	2 690	55,3%	98	2,0%	1 798	37,0%	32	0,7%	25	0,5%	210	4,3%	9	0,2%	61,7%	38,3%	4 837	4 862
78 Yvelines	2 535	59,8%	104	2,5%	1 495	35,2%	2	0,0%	11	0,3%	95	2,2%	0	0,0%	60,4%	39,6%	4 231	4 242
91 Essonne	2 754	61,6%	126	2,8%	1 362	30,4%	10	0,2%	72	1,6%	135	3,0%	15	0,3%	284,4%	161,1%	988	4 474
92 Seine Hauts de	2 241	60,6%	109	2,9%	1 108	29,9%	48	1,3%	53	1,4%	120	3,2%	22	0,6%	71,8%	28,2%	3 648	3 701
93 Seine St Denis	2 242	53,6%	137	3,3%	1 546	36,9%	4	0,1%	73	1,7%	113	2,7%	70	1,7%	67,1%	32,9%	4 112	4 185
94 Val de Marne	2 199	62,0%	80	2,3%	1 021	28,8%	16	0,5%	37	1,0%	181	5,1%	15	0,4%	68,9%	31,1%	3 512	3 549
95 Val d'oise	1 462	49,1%	66	2,2%	1 243	41,8%	9	0,3%	30	1,0%	160	5,4%	7	0,2%	60,4%	39,6%	2 947	2 977
Ile de France	19 537	58,1%	892	2,7%	11 333	33,7%	133	0,4%	389	1,2%	1 181	3,5%	153	0,5%	72,4%	39,0%	29 815	33 618
9 Ariège	414	47,7%	35	4,0%	352	40,6%	2	0,2%	53	6,1%	11	1,3%	1	0,1%	62,5%	37,5%	815	868
11 Aude	1 527	52,2%	88	3,0%	1 174	40,2%	10	0,3%	78	2,7%	36	1,2%	11	0,4%	99,8%	58,2%	1 802	2 924
12 Aveyron	1 314	61,7%	89	4,2%	661	31,1%	20	0,9%	25	1,2%	19	0,9%	0	0,0%	56,5%	43,5%	2 103	2 128
30 Gard	2 102	59,0%	63	1,8%	1 127	31,6%	9	0,3%	193	5,4%	60	1,7%	7	0,2%	68,0%	32,0%	3 368	3 561
31 Garonne (Haute)	2 299	54,9%	95	2,3%	1 558	37,2%	36	0,9%	77	1,8%	108	2,6%	17	0,4%	63,2%	36,8%	4 113	4 190
32 Gers	784	36,9%	45	2,1%	852	40,2%	5	0,2%	49	2,3%	376	17,7%	11	0,5%	56,9%	43,1%	2 073	2 122
34 Hérault	3 127	63,1%	124	2,5%	1 382	27,9%	45	0,9%	129	2,6%	135	2,7%	17	0,3%	67,0%	33,0%	4 830	4 959
46 Lot	886	56,8%	35	2,2%	593	38,0%	1	0,1%	27	1,7%	16	1,0%	2	0,1%	56,7%	43,3%	1 533	1 560
48 Lozère	586	38,4%	26	1,7%	879	57,6%	2	0,1%	8	0,5%	24	1,6%	1	0,1%	22,4%	77,6%	1 518	1 526
65 Pyrénées Hautes	703	45,7%	5	0,3%	666	43,3%	1	0,1%	6	0,4%	155	10,1%	2	0,1%	62,1%	37,9%	1 532	1 538
66 Pyrénées Orient.	1 641	57,1%	139	4,8%	939	32,6%	5	0,2%	98	3,4%	40	1,4%	14	0,5%	63,5%	36,5%	2 778	2 876
81 Tarn	1 339	59,0%	69	3,0%	714	31,5%	8	0,4%	37	1,6%	84	3,7%	17	0,7%	63,6%	36,4%	2 231	2 268
82 Tarn et Garonne	785	51,6%	35	2,3%	544	35,8%	2	0,1%	17	1,1%	136	8,9%	2	0,1%	64,2%	35,8%	1 504	1 521
Occitanie	17 507	54,6%	848	2,6%	11 441	35,7%	146	0,5%	797	2,5%	1 200	3,7%	102	0,3%	63,3%	40,2%	30 200	32 041
2 Aisne	827	18,9%	57	1,3%	1 243	28,4%	2	0,0%	18	0,4%	2 226	50,9%	1	0,0%	54,7%	45,3%	4 356	4 374
59 Nord	9 019	44,1%	390	1,9%	8 817	43,1%	0	0,0%	295	1,4%	1 892	9,2%	52	0,3%	61,7%	38,3%	20 170	20 465
60 Oise	2 263	49,2%	144	3,1%	1 691	36,8%	17	0,4%	92	2,0%	383	8,3%	5	0,1%	61,9%	38,1%	4 503	4 595
62 Pas-de-Calais	4 221	37,4%	230	2,0%	4 436	39,3%	44	0,4%	62	0,5%	2 278	20,2%	12	0,1%	63,6%	36,4%	11 221	11 283
80 Somme	2 578	50,5%	98	1,9%	2 122	41,6%	60	1,2%	90	1,8%	135	2,6%	17	0,3%	63,8%	36,2%	5 010	5 100
Hauts-de-France	18 908	41,3%	919	2,0%	18 309	40,0%	123	0,3%	557	1,2%	6 914	15,1%	87	0,2%	61,7%	38,3%	45 260	45 817

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures au 31/12

Mesures au 31 décembre 2019 (prévisionnel)

Régions et départements	Curatelle renforcée		Curatelle simple		Tutelle		Mesure d'accompagnement judiciaire		Sauvegarde de justice		Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne		Subrogé tuteur ou curateur		% des mesures à domicile	% des mesures en établissement	Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde	Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde
	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures				
14 Calvados	4 102	61,2%	136	2,0%	2 193	32,7%	22	0,3%	96	1,4%	150	2,2%	6	0,1%	71,8%	28,2%	6 609	6 705
27 Eure	2 346	51,8%	79	1,7%	1 825	40,3%	8	0,2%	60	1,3%	171	3,8%	42	0,9%	67,6%	32,4%	4 471	4 531
50 Manche	2 628	59,3%	119	2,7%	1 344	30,3%	23	0,5%	137	3,1%	170	3,8%	11	0,2%	74,4%	25,6%	4 295	4 432
61 Orne	1 557	55,6%	41	1,5%	1 029	36,7%	60	2,1%	3	0,1%	111	4,0%	0	0,0%	63,0%	37,0%	2 798	2 801
76 Seine Maritime	5 699	55,5%	341	3,3%	3 474	33,8%	61	0,6%	187	1,8%	426	4,1%	84	0,8%	70,5%	29,5%	10 085	10 272
Normandie	16 332	56,8%	716	2,5%	9 865	34,3%	174	0,6%	483	1,7%	1 028	3,6%	143	0,5%	70,2%	29,8%	28 258	28 741
44 Loire Atlantique	4 016	65,0%	94	1,5%	1 752	28,4%	18	0,3%	84	1,4%	211	3,4%	2	0,0%	71,2%	28,8%	6 093	6 177
49 Maine-et-Loire	3 146	57,2%	49	0,9%	1 747	31,8%	24	0,4%	41	0,7%	488	8,9%	5	0,1%	70,8%	29,2%	5 459	5 500
53 Mayenne	1 734	130,4%	85	6,4%	851	64,0%	12	0,9%	4	0,3%	27	2,0%	0	0,0%	67,5%	32,5%	1 326	1 330
72 Sarthe	2 196	58,1%	43	1,1%	1 369	36,2%	16	0,4%	28	0,7%	124	3,3%	1	0,0%	67,3%	32,7%	3 749	3 777
85 Vendée	1 916	46,0%	95	2,3%	1 247	29,9%	29	0,7%	33	0,8%	847	20,3%	0	0,0%	64,1%	35,9%	4 134	4 167
Pays de Loire	13 008	62,1%	366	1,7%	6 966	33,2%	99	0,5%	190	0,9%	1 697	8,1%	8	0,0%	68,7%	31,3%	20 761	20 951
4 Alpes de Hautes Provenances	813	57,2%	40	2,8%	513	36,1%	1	0,1%	21	1,5%	30	2,1%	4	0,3%	56,1%	43,9%	1 401	1 422
5 Alpes Hautes	362	52,8%	12	1,7%	284	41,4%	4	0,6%	12	1,7%	12	1,7%	0	0,0%	52,7%	47,3%	674	686
6 Alpes Maritimes	2 472	42,1%	169	2,9%	2 441	41,5%	19	0,3%	287	4,9%	435	7,4%	53	0,9%	61,9%	38,1%	5 589	5 876
13 Bouches du Rhône	2 994	48,0%	111	1,8%	2 783	44,6%	57	0,9%	161	2,6%	124	2,0%	8	0,1%	54,5%	45,5%	6 077	6 238
83 Var	2 114	47,7%	101	2,3%	1 881	42,4%	48	1,1%	160	3,6%	65	1,5%	63	1,4%	63,4%	36,6%	4 272	4 432
84 Vaucluse	1 734	51,4%	89	2,6%	1 270	37,7%	2	0,1%	190	5,6%	69	2,0%	17	0,5%	66,0%	34,0%	3 181	3 371
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	10 489	47,6%	522	2,4%	9 172	41,6%	131	0,6%	831	3,8%	735	3,3%	145	0,7%	60,0%	40,0%	21 194	22 025
1 Ain	1 977	64,0%	55	1,8%	964	31,2%	15	0,5%	3	0,1%	67	2,2%	10	0,3%	58,8%	41,2%	3 088	3 091
3 Allier	1 048	46,8%	49	2,2%	1 000	44,6%	14	0,6%	21	0,9%	104	4,6%	4	0,2%	66,9%	33,1%	2 219	2 240
7 Ardèche	1 228	48,1%	41	1,6%	1 148	45,0%	5	0,2%	34	1,3%	96	3,8%	1	0,0%	51,2%	48,8%	2 519	2 553
15 Cantal	940	56,4%	80	4,8%	591	35,5%	6	0,4%	40	2,4%	8	0,5%	1	0,1%	53,7%	46,3%	1 626	1 666
26 Drôme	2 393	55,7%	168	3,9%	1 515	35,3%	18	0,4%	92	2,1%	87	2,0%	24	0,6%	65,4%	34,6%	4 205	4 297
38 Isère	3 773	64,6%	165	2,8%	1 656	28,4%	4	0,1%	24	0,4%	32	0,5%	23	0,4%	66,8%	33,2%	5 813	5 837
42 Loire	3 254	58,5%	214	3,8%	1 882	33,8%	54	1,0%	115	2,1%	37	0,7%	4	0,1%	63,7%	36,3%	5 445	5 560
43 Loire (Haute)	1 107	62,4%	56	3,2%	499	28,1%	1	0,1%	31	1,7%	78	4,4%	3	0,2%	63,8%	36,2%	1 744	1 775
63 Puy de Dome	3 243	60,3%	79	1,5%	1 901	35,3%	33	0,6%	46	0,9%	76	1,4%	1	0,0%	66,1%	33,9%	5 333	5 379
69 Rhône	4 485	58,5%	178	2,3%	2 519	32,9%	28	0,4%	193	2,5%	221	2,9%	44	0,6%	61,9%	38,1%	7 475	7 668
73 Savoie	1 567	59,5%	81	3,1%	708	26,9%	14	0,5%	60	2,3%	197	7,5%	5	0,2%	64,1%	35,9%	2 572	2 632
74 Savoie Haute	1 759	62,7%	70	2,5%	898	32,0%	25	0,9%	29	1,0%	19	0,7%	5	0,2%	66,7%	33,3%	2 776	2 805
Auvergne-Rhône-Alpes	26 774	58,8%	1 236	2,7%	15 281	33,6%	217	0,5%	688	1,5%	1 182	2,6%	125	0,3%	63,2%	36,8%	44 815	45 503
France métropole hors DOM	199 141	53,2%	9 052	2,4%	133 312	35,6%	2 064	0,6%	6 531	1,7%	24 580	6,6%	1 111	0,3%	65,9%	35,3%	363 419	374 408
Guadeloupe	655	42,1%	35	2,3%	844	54,3%	0	0,0%	15	1,0%	4	0,3%	1	0,1%	82,6%	17,4%	1 539	1 554
Martinique	311	34,1%	38	4,2%	479	52,5%	0	0,0%	67	7,3%	16	1,8%	2	0,2%	76,4%	23,6%	846	913
Guyane	205	49,4%	3	0,7%	197	47,5%	0	0,0%	1	0,2%	3	0,7%	6	1,4%	73,4%	26,6%	414	415
Réunion	1 779	45,9%	46	1,2%	1 996	51,4%	1	0,0%	31	0,8%	19	0,5%	8	0,2%	82,2%	17,8%	3 849	3 880
Mayotte	44	19,7%	10	4,5%	100	44,8%	0	0,0%	9	4,0%	54	24,2%	6	2,7%	98,6%	1,4%	214	223
DOM	2 994	42,9%	132	1,9%	3 616	51,8%	1	0,0%	123	1,8%	96	1,4%	23	0,3%	81,6%	18,4%	6 862	6 985
France (métropole et DOM)	202 135	53,0%	9 184	2,4%	136 928	35,9%	2 065	0,5%	6 654	1,7%	24 676	6,5%	1 134	0,3%	66,2%	35,0%	370 281	381 393

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures au 31/12																		
Régions et départements	Mesures au 31 décembre 2020 (pévisionnel)																	
	Curatelle renforcée		Curatelle simple		Tutelle		Mesure d'accompagnement judiciaire		Sauvegarde de justice		Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne		Subrogé tuteur ou curateur		% des mesures à domicile	% des mesures en établissement	Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde	Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde
	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures				
8 Ardennes	1 136	45,0%	42	1,7%	1 257	49,8%	5	0,2%	15	0,6%	67	2,7%	0	0,0%	75,7%	24,3%	2 507	2 522
10 Aube	1 057	43,7%	64	2,6%	1 025	42,4%	13	0,5%	41	1,7%	218	9,0%	0	0,0%	72,0%	28,0%	2 377	2 418
51 Marne	1 458	51,2%	52	1,8%	825	29,0%	13	0,5%	24	0,8%	473	16,6%	3	0,1%	73,7%	26,3%	2 824	2 848
52 Marne Haute	665	46,7%	43	3,0%	649	45,6%	20	1,4%	24	1,7%	23	1,6%	0	0,0%	71,6%	28,4%	1 400	1 424
54 Meurthe-et-Moselle	1 582	38,0%	61	1,5%	1 648	39,6%	22	0,5%	92	2,2%	360	8,6%	400	9,6%	65,5%	34,5%	4 073	4 165
55 Meuse	823	43,5%	38	2,0%	963	50,9%	17	0,9%	5	0,3%	45	2,4%	0	0,0%	61,1%	38,9%	1 886	1 891
57 Moselle	2 742	44,5%	188	3,1%	2 582	41,9%	70	1,1%	52	0,8%	466	7,6%	62	1,0%	63,4%	36,6%	6 110	6 162
67 Rhin (Bas)	1 631	45,2%	91	2,5%	1 438	39,8%	26	0,7%	57	1,6%	366	10,1%	0	0,0%	72,9%	27,1%	3 552	3 609
68 Rhin (Haut)	1 554	40,5%	69	1,8%	1 334	34,8%	33	0,9%	56	1,5%	723	18,8%	68	1,8%	66,9%	33,1%	3 781	3 837
88 Vosges	1 807	56,6%	43	1,3%	1 049	32,9%	28	0,9%	15	0,5%	248	7,8%	1	0,0%	66,0%	34,0%	3 176	3 191
Grand Est	14 455	45,1%	691	2,2%	12 770	39,8%	247	0,8%	381	1,2%	2 989	9,3%	534	1,7%	68,2%	31,8%	31 686	32 067
16 Charente	1 629	52,1%	54	1,7%	1 098	35,1%	26	0,8%	76	2,4%	232	7,4%	11	0,4%	66,9%	33,1%	3 050	3 126
17 Charente Maritime	3 581	53,6%	175	2,6%	2 569	38,4%	19	0,3%	71	1,1%	258	3,9%	10	0,1%	65,8%	34,2%	6 612	6 683
19 Corrèze	1 183	50,0%	36	1,5%	1 045	44,2%	25	1,1%	22	0,9%	55	2,3%	0	0,0%	54,3%	45,7%	2 344	2 366
23 Creuse	168	12,5%	24	1,8%	438	32,6%	56	4,2%	11	0,8%	645	48,0%	1	0,1%	46,9%	53,1%	1 332	1 343
24 Dordogne	2 765	52,2%	190	3,6%	2 119	40,0%	43	0,8%	108	2,0%	70	1,3%	0	0,0%	63,5%	36,5%	5 187	5 295
33 Gironde	5 585	58,1%	203	2,1%	2 893	30,1%	38	0,4%	302	3,1%	562	5,8%	35	0,4%	72,4%	27,6%	9 316	9 618
40 Landes	1 857	63,7%	57	2,0%	635	21,8%	15	0,5%	180	6,2%	170	5,8%	3	0,1%	63,9%	36,1%	2 737	2 917
47 Lot-et-Garonne	2 095	61,7%	80	2,4%	1 024	30,2%	15	0,4%	78	2,3%	97	2,9%	5	0,1%	65,0%	35,0%	3 316	3 394
64 Pyrénées Atlantiques	2 675	57,3%	100	2,1%	1 351	28,9%	24	0,5%	77	1,6%	437	9,4%	4	0,1%	62,8%	37,2%	4 591	4 668
79 Sévres Deux	1 963	50,8%	113	2,9%	1 433	37,1%	4	0,1%	121	3,1%	227	5,9%	6	0,2%	67,4%	32,6%	3 746	3 867
86 Vienne	1 540	42,7%	109	3,0%	1 683	46,6%	33	0,9%	66	1,8%	165	4,6%	14	0,4%	65,0%	35,0%	3 544	3 610
87 Vienne (Haute)	2 103	65,4%	56	1,7%	898	27,9%	7	0,2%	44	1,4%	109	3,4%	0	0,0%	71,6%	28,4%	3 173	3 217
Nouvelle Aquitaine	27 144	54,2%	1 197	2,4%	17 186	34,3%	305	0,6%	1 156	2,3%	3 027	6,0%	89	0,2%	65,8%	34,2%	48 948	50 104
21 Côte d'Or	1 842	66,2%	82	2,9%	765	27,5%	15	0,5%	18	0,6%	61	2,2%	1	0,0%	63,9%	36,1%	2 766	2 784
25 Doubs	1 697	54,9%	79	2,6%	878	28,4%	67	2,2%	81	2,6%	270	8,7%	20	0,6%	70,2%	29,8%	3 011	3 092
39 Jura	1 375	58,5%	86	3,7%	745	31,7%	51	2,2%	40	1,7%	52	2,2%	1	0,0%	70,2%	29,8%	2 310	2 350
58 Nièvre	1 195	52,6%	68	3,0%	720	31,7%	42	1,8%	29	1,3%	214	9,4%	4	0,2%	61,3%	38,7%	2 243	2 272
70 Saône Haute	480	22,4%	53	2,5%	815	38,1%	35	1,6%	98	4,6%	655	30,6%	3	0,1%	65,9%	34,1%	2 041	2 139
71 Saône Loire	2 882	62,2%	120	2,6%	1 357	29,3%	72	1,6%	87	1,9%	101	2,2%	16	0,3%	75,9%	24,1%	4 548	4 635
89 Yonne	1 511	53,7%	57	2,0%	958	34,0%	20	0,7%	13	0,5%	250	8,9%	7	0,2%	61,9%	38,1%	2 803	2 816
90 Territ. de Belfort	493	47,9%	25	2,4%	436	42,3%	18	1,7%	30	2,9%	28	2,7%	0	0,0%	72,3%	27,7%	1 000	1 030
Bourgogne-Franche Comté	11 475	54,3%	570	2,7%	6 674	31,6%	320	1,5%	396	1,9%	1 631	7,7%	52	0,2%	68,2%	31,8%	20 722	21 118
22 Côtes d'Armor	3 047	53,2%	126	2,2%	1 782	31,1%	22	0,4%	116	2,0%	632	11,0%	6	0,1%	66,2%	33,8%	5 615	5 731
29 Finistère	5 061	62,5%	69	0,9%	2 460	30,4%	32	0,4%	57	0,7%	370	4,6%	44	0,5%	65,4%	34,6%	8 036	8 093
35 Ille et Vilaine	3 931	58,5%	147	2,2%	1 932	28,8%	16	0,2%	103	1,5%	585	8,7%	6	0,1%	70,6%	29,4%	6 617	6 720
56 Morbihan	3 547	61,8%	205	3,6%	1 835	32,0%	14	0,2%	59	1,0%	65	1,1%	18	0,3%	77,9%	22,1%	5 684	5 743
Bretagne	15 586	59,3%	547	2,1%	8 009	30,5%	84	0,3%	335	1,3%	1 652	6,3%	74	0,3%	69,6%	30,4%	25 952	26 287

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures au 31/12

Régions et départements	Mesures au 31 décembre 2020 (prévisionnel)																	
	Curatelle renforcée		Curatelle simple		Tutelle		Mesure d'accompagnement judiciaire		Sauvegarde de justice		Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne		Subrogé tuteur ou curateur		% des mesures à domicile	% des mesures en établissement	Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde	Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde
	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures				
18 Cher	911	26,3%	96	2,8%	1 236	35,6%	42	1,2%	43	1,2%	1 139	32,8%	2	0,1%	65,7%	34,3%	3 426	3 469
28 Eure et Loir	1 443	51,7%	77	2,8%	1 130	40,5%	18	0,6%	31	1,1%	78	2,8%	13	0,5%	61,0%	39,0%	2 759	2 790
36 Indre	1 462	54,3%	64	2,4%	993	36,9%	4	0,1%	115	4,3%	29	1,1%	27	1,0%	64,9%	35,1%	2 579	2 694
37 Indre-et-Loire	2 828	57,5%	151	3,1%	1 765	35,9%	20	0,4%	97	2,0%	57	1,2%	1	0,0%	66,4%	33,6%	4 822	4 919
41 Loir et Cher	1 195	53,3%	60	2,7%	790	35,3%	53	2,4%	20	0,9%	120	5,4%	2	0,1%	60,8%	39,2%	2 220	2 240
45 Loiret	1 597	56,6%	76	2,7%	961	34,1%	20	0,7%	63	2,2%	99	3,5%	6	0,2%	66,8%	33,2%	2 759	2 822
Centre-Val de Loire	9 436	49,8%	524	2,8%	6 875	36,3%	157	0,8%	369	1,9%	1 522	8,0%	51	0,3%	64,6%	35,4%	18 565	18 934
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2B Corse Haute	278	45,2%	23	3,7%	262	42,6%	26	4,2%	10	1,6%	16	2,6%	0	0,0%	64,1%	35,9%	605	615
Corse	278	45,2%	23	3,7%	262	42,6%	26	4,2%	10	1,6%	16	2,6%	0	0,0%	64,1%	35,9%	605	615
75 Paris	3 531	60,9%	175	3,0%	1 806	31,1%	12	0,2%	86	1,5%	175	3,0%	15	0,3%	66,6%	33,4%	5 714	5 800
77 Seine-Marne	2 875	55,8%	101	2,0%	1 892	36,7%	36	0,7%	30	0,6%	206	4,0%	10	0,2%	61,8%	38,2%	5 120	5 150
78 Yvelines	2 572	59,8%	107	2,5%	1 508	35,1%	2	0,0%	16	0,4%	96	2,2%	0	0,0%	60,7%	39,3%	4 285	4 301
91 Essonne	2 858	62,1%	120	2,6%	1 365	29,6%	10	0,2%	70	1,5%	156	3,4%	25	0,5%	281,9%	160,5%	1 025	4 604
92 Seine Hauts de	2 344	60,5%	113	2,9%	1 163	30,0%	49	1,3%	61	1,6%	120	3,1%	22	0,6%	71,9%	28,1%	3 811	3 872
93 Seine St Denis	2 362	53,0%	144	3,2%	1 634	36,6%	4	0,1%	118	2,6%	123	2,8%	74	1,7%	66,7%	33,3%	4 341	4 459
94 Val de Marne	2 284	61,9%	82	2,2%	1 050	28,5%	19	0,5%	43	1,2%	195	5,3%	14	0,4%	69,5%	30,5%	3 644	3 687
95 Val d'Oise	1 510	49,1%	73	2,4%	1 271	41,3%	8	0,3%	42	1,4%	163	5,3%	7	0,2%	61,0%	39,0%	3 032	3 074
Ile de France	20 336	58,2%	915	2,6%	11 689	33,4%	140	0,4%	466	1,3%	1 234	3,5%	167	0,5%	72,6%	38,7%	30 972	34 947
9 Ariège	432	47,7%	36	4,0%	365	40,3%	4	0,4%	55	6,1%	12	1,3%	1	0,1%	62,8%	37,2%	850	905
11 Aude	1 593	53,3%	90	3,0%	1 181	39,5%	8	0,3%	65	2,2%	42	1,4%	11	0,4%	100,3%	57,0%	1 860	2 990
12 Aveyron	1 329	61,0%	98	4,5%	688	31,6%	19	0,9%	25	1,1%	18	0,8%	0	0,0%	57,2%	42,8%	2 152	2 177
30 Gard	2 236	59,4%	61	1,6%	1 217	32,3%	10	0,3%	163	4,3%	70	1,9%	7	0,2%	68,3%	31,7%	3 601	3 764
31 Garonne (Haute)	2 348	55,4%	93	2,2%	1 565	36,9%	32	0,8%	87	2,1%	100	2,4%	14	0,3%	63,4%	36,6%	4 152	4 239
32 Gers	794	37,4%	45	2,1%	852	40,2%	7	0,3%	47	2,2%	364	17,2%	13	0,6%	57,1%	42,9%	2 075	2 122
34 Hérault	3 208	62,9%	125	2,5%	1 409	27,6%	46	0,9%	150	2,9%	142	2,8%	20	0,4%	67,1%	32,9%	4 950	5 100
46 Lot	905	57,1%	35	2,2%	596	37,6%	1	0,1%	25	1,6%	19	1,2%	3	0,2%	56,9%	43,1%	1 559	1 584
48 Lozère	592	38,5%	26	1,7%	881	57,3%	5	0,3%	8	0,5%	25	1,6%	1	0,1%	21,6%	78,4%	1 530	1 538
65 Pyrénées Hautes	782	47,9%	6	0,4%	680	41,6%	1	0,1%	5	0,3%	157	9,6%	2	0,1%	62,2%	37,8%	1 628	1 633
66 Pyrénées Orient.	1 689	56,7%	141	4,7%	961	32,2%	4	0,1%	123	4,1%	42	1,4%	20	0,7%	65,1%	34,9%	2 857	2 980
81 Tarn	1 348	58,7%	65	2,8%	723	31,5%	9	0,4%	43	63,9%	84	3,7%	23	1,0%	63,9%	36,1%	2 252	2 295
82 Tarn et Garonne	801	52,5%	35	2,3%	541	35,4%	2	0,1%	12	0,8%	135	8,8%	1	0,1%	64,6%	35,4%	1 515	1 527
Occitanie	18 057	55,0%	856	2,6%	11 659	35,5%	148	0,5%	808	2,5%	1 210	3,7%	116	0,4%	63,7%	39,7%	30 981	32 854
2 Aisne	858	19,1%	59	1,3%	1 263	28,2%	1	0,0%	25	0,6%	2 274	50,7%	1	0,0%	54,9%	45,1%	4 456	4 481
59 Nord	9 117	44,3%	392	1,9%	8 938	43,5%	0	0,0%	275	1,3%	1 784	8,7%	54	0,3%	62,3%	37,7%	20 285	20 560
60 Oise	2 347	49,2%	148	3,1%	1 742	36,5%	21	0,4%	119	2,5%	393	8,2%	5	0,1%	62,1%	37,9%	4 656	4 775
82 Pas-de-Calais	4 278	37,0%	247	2,1%	4 553	39,3%	50	0,4%	119	1,0%	2 315	20,0%	12	0,1%	64,3%	35,7%	11 455	11 574
80 Somme	2 689	51,6%	96	1,8%	2 101	40,3%	53	1,0%	103	2,0%	151	2,9%	18	0,3%	65,0%	35,0%	5 108	5 211
Hauts-de-France	19 289	41,4%	942	2,0%	18 597	39,9%	125	0,3%	641	1,4%	6 917	14,8%	90	0,2%	62,4%	37,6%	45 960	46 601

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures au 31/12

Mesures au 31 décembre 2020 (pévisionnel)

Régions et départements	Curatelle renforcée		Curatelle simple		Tutelle		Mesure d'accompagnement judiciaire		Sauvegarde de justice		Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne		Subrogé tuteur ou curateur		% des mesures à domicile	% des mesures en établissement	Total des mesures au 31/12 hors sauvegarde	Total des mesures au 31/12 avec sauvegarde
	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures	Nombre	% du total des mesures				
14 Calvados	4 202	61,3%	140	2,0%	2 224	32,5%	23	0,3%	109	1,6%	149	2,2%	4	0,1%	72,2%	27,8%	6 742	6 851
27 Eure	2 428	52,0%	81	1,7%	1 844	39,5%	7	0,1%	74	1,6%	175	3,7%	60	1,3%	67,3%	32,7%	4 595	4 669
50 Manche	2 697	59,8%	133	2,9%	1 281	28,4%	19	0,4%	124	2,7%	225	5,0%	32	0,7%	76,2%	23,8%	4 387	4 511
61 Orne	1 582	55,8%	45	1,6%	1 015	35,8%	60	2,1%	14	0,5%	117	4,1%	0	0,0%	62,5%	37,5%	2 819	2 833
76 Seine Maritime	5 903	55,7%	353	3,3%	3 533	33,3%	68	0,6%	197	1,9%	451	4,3%	89	0,8%	70,6%	29,4%	10 397	10 594
Normandie	16 812	57,1%	752	2,6%	9 897	33,6%	177	0,6%	518	1,8%	1 117	3,8%	185	0,6%	70,5%	29,5%	28 940	29 458
44 Loire Atlantique	4 111	65,6%	96	1,5%	1 744	27,8%	18	0,3%	83	1,3%	210	3,4%	2	0,0%	72,4%	27,6%	6 181	6 264
49 Maine-et-Loire	3 157	57,1%	47	0,9%	1 763	31,9%	7	0,1%	34	0,6%	494	8,9%	5	0,1%	70,8%	29,2%	5 494	5 528
53 Mayenne	897	65,2%	32	2,3%	407	29,6%	28	0,5%	4	0,3%	29	2,1%	0	0,0%	68,2%	31,8%	1 372	1 376
72 Sarthe	2 258	58,5%	37	1,0%	1 399	36,3%	14	0,4%	26	0,7%	123	3,2%	0	0,0%	67,4%	32,6%	3 831	3 857
85 Vendée	1 943	45,8%	101	2,4%	1 251	29,5%	31	0,7%	34	0,8%	881	20,8%	0	0,0%	63,7%	36,3%	4 207	4 241
Pays de Loire	12 366	58,1%	313	1,5%	6 564	30,9%	98	0,5%	181	0,9%	1 737	8,2%	7	0,0%	69,1%	30,9%	21 085	21 266
4 Alpes de Hautes Provençes	853	57,8%	42	2,8%	521	35,3%	1	0,1%	20	1,4%	30	2,0%	10	0,7%	56,8%	43,2%	1 457	1 477
5 Alpes Hautes	379	53,0%	13	1,8%	296	41,4%	4	0,6%	10	1,4%	11	1,5%	2	0,3%	53,8%	46,2%	705	715
6 Alpes Maritimes	2 580	42,9%	168	2,8%	2 442	40,6%	21	0,3%	280	4,7%	469	7,8%	53	0,9%	62,9%	37,1%	5 733	6 013
13 Bouches du Rhône	3 112	47,9%	114	1,8%	2 937	45,2%	48	0,7%	166	2,6%	112	1,7%	13	0,2%	54,8%	45,2%	6 336	6 502
83 Var	2 130	47,8%	102	2,3%	1 889	42,4%	50	1,1%	161	3,6%	66	1,5%	61	1,4%	63,4%	36,6%	4 298	4 459
84 Vaucluse	1 800	50,6%	92	2,6%	1 342	37,7%	5	0,1%	215	6,0%	91	2,6%	12	0,3%	65,7%	34,3%	3 342	3 557
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	10 854	47,8%	531	2,3%	9 427	41,5%	129	0,6%	852	3,7%	779	3,4%	151	0,7%	60,4%	39,6%	21 871	22 723
1 Ain	2 072	64,9%	60	1,9%	952	29,8%	14	0,4%	9	0,3%	69	2,2%	15	0,5%	59,1%	40,9%	3 182	3 191
3 Allier	1 061	47,0%	50	2,2%	1 009	44,7%	14	0,6%	17	0,8%	101	4,5%	4	0,2%	66,7%	33,3%	2 239	2 256
7 Ardèche	1 232	47,5%	48	1,8%	1 179	45,4%	13	0,5%	40	1,5%	83	3,2%	0	0,0%	52,1%	47,9%	2 555	2 595
15 Cantal	971	56,3%	82	4,8%	628	36,4%	7	0,4%	26	1,5%	9	0,5%	1	0,1%	53,9%	46,1%	1 698	1 724
26 Drôme	2 440	53,8%	172	3,8%	1 625	35,8%	19	0,4%	160	3,5%	94	2,1%	26	0,6%	64,2%	35,8%	4 376	4 536
38 Isère	3 896	65,2%	170	2,8%	1 656	27,7%	4	0,1%	33	0,6%	180	3,0%	33	0,6%	67,3%	32,7%	5 939	5 972
42 Loire	3 399	59,0%	218	3,8%	1 902	33,0%	58	1,0%	146	2,5%	36	0,6%	3	0,1%	64,7%	35,3%	5 616	5 762
43 Loire (Haute)	1 127	62,7%	54	3,0%	503	28,0%	1	0,1%	30	1,7%	79	4,4%	3	0,2%	64,1%	35,9%	1 767	1 797
63 Puy de Dome	3 313	60,5%	82	1,5%	1 918	35,1%	33	0,6%	50	0,9%	75	1,4%	1	0,0%	66,2%	33,8%	5 422	5 472
69 Rhône	4 561	58,4%	182	2,3%	2 566	32,8%	21	0,3%	205	2,6%	228	2,9%	49	0,6%	61,8%	38,2%	7 607	7 812
73 Savoie	1 632	60,1%	94	3,5%	700	25,8%	14	0,5%	61	2,2%	210	7,7%	5	0,2%	64,6%	35,4%	2 655	2 716
74 Savoie Haute	1 834	63,3%	70	2,4%	914	31,5%	26	0,9%	36	1,2%	14	0,5%	5	0,2%	66,9%	33,1%	2 863	2 899
Auvergne-Rhône-Alpes	27 538	58,9%	1 282	2,7%	15 552	33,3%	224	0,5%	813	1,7%	1 178	2,5%	145	0,3%	63,4%	36,6%	45 919	46 732
France métropole hors DOM	203 626	53,1%	9 143	2,4%	135 161	35,2%	2 180	0,6%	6 926	1,8%	25 009	6,5%	1 661	0,4%	66,3%	35,0%	372 206	383 706
Guadeloupe	704	42,8%	40	2,4%	876	53,3%	0	0,0%	17	1,0%	5	0,3%	1	0,1%	83,0%	17,0%	1 626	1 643
Martinique	412	31,7%	74	5,7%	588	45,2%	0	0,0%	192	14,8%	26	2,0%	8	0,6%	74,4%	25,6%	1 108	1 300
Guyane	208	48,9%	3	0,7%	197	46,4%	0	0,0%	2	0,5%	9	2,1%	6	1,4%	73,3%	26,7%	423	425
Réunion	1 851	45,4%	54	1,3%	2 102	51,6%	0	0,0%	37	0,9%	22	0,5%	8	0,2%	82,5%	17,5%	4 036	4 073
Mayotte	66	20,8%	14	4,4%	122	38,4%	0	0,0%	25	7,9%	83	26,1%	8	2,5%	99,3%	0,7%	293	318
DOM	3 241	41,8%	185	2,4%	3 885	50,1%	0	0,0%	273	3,5%	145	1,9%	31	0,4%	81,6%	18,4%	7 486	7 759
France (métropole et DOM)	206 867	52,8%	9 328	2,4%	139 046	35,5%	2 180	0,6%	7 199	1,8%	25 154	6,4%	1 692	0,4%	66,6%	34,6%	379 692	391 465

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2018										
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués à la tutelle	Coût de l'intervention des délégués à la tutelle
8 Ardennes	10,88	12,35	5,12	5,34	10,46	8 821	8 726	4 387	33,54	0,84	37,11
10 Aube	10,84	13,42	6,51	4,77	11,29	6 870	8 472	3 793	29,00	0,95	30,81
51 Marne	11,17	13,31	5,76	5,27	11,03	7 269	8 044	3 819	29,19	0,94	28,27
52 Marne Haute	11,13	13,65	5,36	5,70	11,06	7 495	7 539	3 759	28,73	0,85	29,53
54 Meurthe-et-Moselle	10,78	13,55	5,68	5,19	10,86	7 728	8 823	4 120	31,50	0,92	30,73
55 Meuse	10,35	14,22	5,43	6,07	11,50	7 573	6 948	3 624	27,70	0,75	33,80
57 Moselle	10,64	12,29	5,14	5,11	10,25	8 748	8 425	4 292	32,81	0,97	29,26
67 Rhin (Bas)	10,82	14,54	7,47	5,11	12,58	6 106	8 830	3 610	27,60	0,91	31,82
68 Rhin (Haut)	10,79	13,77	6,05	5,05	11,10	6 973	8 189	3 766	28,79	1,00	26,15
88 Vosges	10,75	13,94	5,29	5,66	10,95	7 414	9 557	4 175	31,92	0,95	12,00
Grand-Est	10,79	13,39	5,78	5,26	11,04	7 485	8 423	3 963	30,30	0,93	26,45
16 Charente	10,89	14,79	5,85	6,76	12,61	7 289	6 391	3 405	26,03	0,89	30,66
17 Charente Maritime	11,13	13,66	5,37	5,57	10,94	8 472	8 302	4 193	32,06	0,97	27,99
19 Corrèze	10,31	14,19	5,88	6,20	12,07	7 911	7 863	3 944	30,15	0,91	31,86
23 Creuse	9,69	13,76	6,22	4,76	10,98	7 138	8 929	3 967	30,33	0,91	32,86
24 Dordogne	10,81	14,48	6,07	5,93	12,01	7 755	7 357	3 776	28,86	0,91	39,89
33 Gironde	11,47	15,06	5,76	6,74	12,51	7 745	6 999	3 677	28,11	0,90	30,67
40 Landes	11,33	13,03	5,90	5,61	11,51	7 988	7 876	3 966	30,32	0,84	34,99
47 Lot-et-Garonne	11,14	14,76	6,19	5,59	11,78	7 321	7 229	3 637	27,81	0,93	31,07
64 Pyrénées Atlantiques	10,98	15,37	5,95	6,53	12,49	8 021	6 565	3 610	27,60	0,91	33,68
79 Sèvres Deux	11,01	13,67	5,80	5,73	11,53	7 763	7 642	3 851	29,44	0,93	30,03
86 Vienne	10,49	14,45	5,45	6,79	12,24	8 042	6 760	3 673	28,08	0,92	30,76
87 Vienne (Haute)	11,38	13,77	6,21	5,56	11,77	7 406	8 363	3 928	30,03	0,91	31,88
Nouvelle Aquitaine	11,03	14,38	5,83	6,11	11,95	7 799	7 348	3 783	28,93	0,91	31,77
21 Côte d'Or	11,22	13,43	5,84	5,19	11,03	7 752	9 160	4 199	32,10	0,88	31,95
25 Doubs	11,35	13,13	6,10	4,61	10,71	6 355	10 443	3 951	30,20	0,95	25,91
39 Jura	11,33	11,86	4,91	5,33	10,24	7 990	8 438	4 104	31,38	0,85	29,73
58 Nièvre	10,71	14,94	5,98	5,82	11,80	7 023	6 973	3 499	26,75	1,00	27,39
70 Saône Haute	10,54	13,69	5,45	6,11	11,55	7 391	8 908	4 040	30,88	0,99	25,84
71 Saône Loire	11,40	13,59	5,20	5,59	10,79	8 085	7 923	4 002	30,59	0,95	26,97
89 Yonne	10,70	13,35	5,14	6,13	11,27	8 207	7 199	3 835	29,32	0,92	30,46
90 Territ. de Belfort	11,10	13,06	6,31	4,88	11,18	7 270	8 897	4 001	30,59	0,96	29,81
Bourgogne-Franche Comté	11,08	13,40	5,54	5,48	11,01	7 515	8 318	3 948	30,18	0,94	28,12
22 Côtes d'Armor	11,00	13,80	6,35	5,02	11,37	7 685	8 943	4 133	31,60	0,92	39,27
29 Finistère	11,03	13,28	5,94	5,16	11,10	8 105	9 481	4 370	33,41	0,99	31,96
35 Ille et Vilaine	11,24	13,62	6,04	5,62	11,66	9 197	9 852	4 757	36,37	1,03	33,11
56 Morbihan	11,60	13,33	5,82	4,78	10,60	8 341	8 867	4 298	32,86	0,94	30,86
Bretagne	11,20	13,49	6,02	5,16	11,19	8 311	9 307	4 390	33,57	0,98	33,39

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2018										
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués à la tutelle	Coût de l'intervention des délégués à la tutelle
18 Cher	10,49	14,19	6,38	5,33	11,72	6 936	8 005	3 716	28,41	1,04	26,81
28 Eure et Loir	10,75	12,96	5,99	4,88	10,87	7 377	8 332	3 913	29,91	0,94	29,90
36 Indre	10,95	14,21	5,80	5,88	11,68	7 626	7 741	3 842	29,37	0,93	29,91
37 Indre-et-Loire	10,94	13,67	6,09	5,43	11,52	7 239	7 799	3 754	28,70	0,94	29,71
41 Loir et Cher	10,57	13,21	6,58	4,52	11,11	7 127	8 368	3 849	29,43	0,95	27,96
45 Loiret	10,84	16,05	5,75	7,36	13,11	8 203	6 614	3 662	28,00	0,96	30,69
Centre-Val de Loire	10,77	14,04	6,10	5,58	11,68	7 367	7 752	3 777	28,88	0,96	29,04
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2B Corse Haute	10,82	17,07	6,70	5,79	12,49	6 482	7 276	3 428	26,21	0,91	30,85
Corse	10,82	17,07	6,70	5,79	12,49	6 482	7 276	3 428	26,21	0,91	30,85
75 Paris	11,17	17,17	6,82	6,75	13,57	6 619	7 539	3 525	26,95	0,97	30,22
77 Seine Marne	10,85	14,69	6,07	5,77	11,84	7 338	8 252	3 884	29,69	0,85	32,63
78 Yvelines	10,70	14,63	6,28	5,39	11,67	7 314	8 757	3 985	30,47	0,84	31,45
91 Essonne	11,08	11,29	4,21	4,57	8,78	8 105	7 720	3 954	30,23	0,98	22,34
92 Seine Hauts de	11,50	13,71	5,33	5,93	11,26	7 110	8 061	3 778	28,88	0,96	26,43
93 Seine St Denis	11,16	14,97	5,08	5,79	10,88	8 352	8 777	4 280	32,72	1,01	30,08
94 Val de Marne	11,24	14,55	4,29	4,06	8,36	8 580	7 941	4 124	31,53	0,97	22,30
95 Val d'oise	10,53	17,21	7,37	6,32	13,69	6 989	8 227	3 779	28,89	0,84	35,42
Ile de France	11,04	14,75	5,66	5,60	11,26	7 484	8 120	3 894	29,77	0,93	28,83
9 Ariège	11,07	16,14	4,66	5,87	10,53	6 358	7 423	3 425	26,18	1,00	22,43
11 Aude	10,80	14,13	5,63	6,02	11,65	7 997	7 292	3 814	29,16	1,29	21,68
12 Aveyron	10,49	16,20	6,29	7,07	13,36	7 853	6 374	3 518	26,90	1,03	32,95
30 Gard	11,43	13,92	6,06	5,18	11,24	7 198	9 059	4 011	30,67	1,01	49,47
31 Garonne (Haute)	11,09	15,06	5,76	6,25	12,02	7 495	7 011	3 622	27,69	1,04	27,78
32 Gers	10,22	16,27	6,71	6,97	13,68	6 625	6 409	3 258	24,91	0,85	34,75
34 Hérault	11,21	13,37	5,31	5,37	10,68	7 418	8 238	3 903	29,84	1,01	29,32
46 Lot	10,73	15,13	5,89	6,66	12,55	8 140	6 110	3 490	26,68	0,84	35,75
48 Lozère	8,56	14,89	4,41	6,52	10,93	8 292	7 564	3 956	30,24	1,00	23,22
65 Pyrénées Hautes	10,57	16,10	5,47	7,07	12,54	8 562	7 256	3 928	30,03	0,91	32,01
66 Pyrénées Orient.	11,07	13,20	5,56	5,34	10,91	7 451	7 931	3 842	29,37	0,99	26,05
81 Tarn	10,90	15,06	6,26	5,69	11,95	6 731	7 163	3 470	26,53	1,03	25,44
82 Tarn et Garonne	10,68	13,06	5,86	4,92	10,78	8 159	8 387	4 136	31,62	0,91	32,80
Occitanie	10,81	14,54	5,74	5,94	11,68	7 479	7 445	3 731	28,52	1,01	29,54
2 Aisne	9,67	14,08	6,54	4,67	11,21	6 533	9 712	3 906	29,86	0,98	28,61
59 Nord	10,35	14,03	5,37	5,04	10,42	7 139	8 314	3 841	29,37	0,87	29,10
60 Oise	10,66	13,59	5,97	4,81	10,78	6 402	10 301	3 948	30,18	0,95	27,98
62 Pas-de-Calais	10,50	14,27	5,80	5,73	11,52	7 421	8 254	3 908	29,88	0,89	29,94
80 Somme	10,70	14,85	5,72	5,21	10,93	7 589	8 582	4 028	30,79	0,91	31,54
Hauts-de-France	10,39	14,15	5,68	5,18	10,86	7 115	8 604	3 895	29,77	0,90	29,40

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2018										
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnels	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués à la tutelle	Coût de l'intervention des délégués à la tutelle
14 Calvados	11,24	13,88	5,97	5,67	11,64	7 791	8 283	4 015	30,69	0,87	34,65
27 Eure	10,85	13,37	5,93	4,96	10,89	7 253	8 423	3 897	29,79	0,90	30,32
50 Manche	11,48	13,12	5,39	5,11	10,49	7 804	8 672	4 107	31,40	0,93	28,40
61 Orne	10,76	15,52	5,97	6,62	12,59	6 916	6 763	3 419	26,14	0,93	28,00
76 Seine Maritime	11,18	13,44	5,35	6,06	11,41	7 922	7 774	3 924	30,00	0,93	29,30
Normandie	11,14	13,69	5,65	5,71	11,36	7 657	7 997	3 912	29,90	0,91	30,35
44 Loire Atlantique	11,37	14,26	5,51	6,57	12,09	8 469	7 468	3 968	30,34	0,96	30,70
49 Maine-et-Loire	11,24	14,12	6,19	5,88	12,07	7 732	7 916	3 912	29,90	0,99	27,41
53 Mayenne	11,06	13,46	5,83	5,82	11,65	7 834	8 151	3 995	30,54	0,87	32,75
72 Sarthe	11,04	14,22	5,97	6,00	11,97	7 749	7 154	3 720	28,44	0,97	30,24
85 Vendée	10,78	13,74	5,69	5,59	11,28	7 604	7 808	3 852	29,45	1,07	26,57
Pays de Loire	11,13	14,03	5,83	6,04	11,87	7 919	7 658	3 893	29,76	0,98	29,12
4 Alpes de Hautes Provençes	10,82	14,48	7,51	4,33	11,83	6 889	8 442	3 794	29,00	0,94	36,11
5 Alpes Hautes	10,43	16,82	4,84	7,46	12,30	7 786	5 213	3 122	23,87	0,93	29,03
6 Alpes Maritimes	10,92	14,61	5,31	5,99	11,30	7 685	7 539	3 806	29,09	0,93	28,11
13 Bouches du Rhône	10,28	14,98	6,27	5,76	12,02	7 649	8 768	4 085	31,23	0,97	35,97
83 Var	10,88	14,37	6,06	5,89	11,95	7 982	7 564	3 884	29,69	0,95	31,78
84 Vaucluse	11,11	14,20	5,82	5,35	11,17	6 937	8 148	3 747	28,65	0,93	35,79
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	10,73	14,66	5,93	5,75	11,67	7 552	7 896	3 860	29,51	0,94	32,66
1 Ain	10,80	14,32	5,79	5,89	11,67	7 283	7 051	3 583	27,39	0,99	27,45
3 Allier	10,89	14,52	5,63	6,18	11,81	8 087	7 225	3 816	29,17	0,91	31,04
7 Ardèche	10,25	13,93	6,31	5,29	11,59	6 727	7 823	3 617	27,65	0,99	28,63
15 Cantal	10,62	14,68	5,57	6,44	12,00	7 671	7 051	3 674	28,09	0,98	26,65
26 Drôme	11,02	14,50	5,83	5,88	11,71	7 229	7 859	3 765	28,79	0,92	28,93
38 Isère	11,26	15,13	6,13	5,54	11,68	7 030	7 752	3 687	28,19	0,94	33,02
42 Loire	11,11	13,22	5,91	5,28	11,19	7 542	8 258	3 942	30,14	0,94	27,24
43 Loire (Haute)	11,00	13,69	5,65	5,30	10,95	8 196	7 530	3 924	30,00	0,98	29,31
63 Puy de Dome	11,03	14,37	6,33	5,59	11,92	7 452	8 175	3 898	29,80	0,88	32,91
69 Rhône	10,77	14,46	5,12	5,61	10,73	7 454	7 654	3 776	28,87	1,07	24,55
73 Savoie	11,21	14,89	5,80	5,87	11,67	7 466	7 208	3 667	28,04	0,84	27,59
74 Savoie Haute	11,22	15,60	7,20	5,63	12,83	7 010	8 549	3 852	29,45	0,93	33,77
Auvergne-Rhône-Alpes	10,96	14,43	5,90	5,65	11,55	7 365	7 747	3 776	28,87	0,95	29,03
France métropole hors DOM	10,91	14,14	5,80	5,63	11,43	7 553	7 988	3 882	29,63	0,94	29,74
Guadeloupe	11,02	15,80	5,12	6,36	11,48	9 160	11 854	5 167	39,50	0,92	30,84
Martinique	10,88	16,03	3,90	7,39	11,29	11 849	5 585	3 796	29,02	0,92	25,67
Guyane	10,63	15,62	5,22	7,07	12,29	7 006	7 784	3 687	28,19	1,09	23,09
Réunion	11,14	13,92	6,49	5,10	11,60	6 932	8 657	3 850	29,43	0,99	30,80
Mayotte	13,37	10,31	5,43	2,07	7,50	6 707	8 650	3 778	28,88	0,97	19,49
DOM	11,10	14,62	5,74	5,72	11,45	7 790	8 478	4 060	31,04	0,97	29,34
France (métropole et DOM)	10,91	14,15	5,80	5,63	11,43	7 558	7 997	3 886	29,65	0,94	29,74

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2019								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
8 Ardennes	10,83	12,50	5,10	5,76	10,86	7 889	8 069	3 989	30,50
10 Aube	10,85	12,89	6,43	4,48	10,90	6 874	8 773	3 854	29,47
51 Marne	11,10	14,07	6,26	5,52	11,79	6 907	8 106	3 729	28,51
52 Marne Haute	10,99	13,21	5,22	5,47	10,69	7 454	6 793	3 554	27,17
54 Meurthe-et-Moselle	10,82	13,42	5,58	5,33	10,91	7 794	8 597	4 088	31,25
55 Meuse	10,33	14,62	5,50	6,20	11,71	7 715	6 947	3 656	27,95
57 Moselle	10,52	12,98	5,41	5,36	10,76	8 173	7 773	3 984	30,46
67 Rhin (Bas)	10,97	14,59	7,40	4,85	12,25	6 317	9 126	3 733	28,54
68 Rhin (Haut)	10,72	13,35	6,32	4,52	10,84	6 900	8 439	3 796	29,02
88 Vosges	10,84	13,56	5,50	5,43	10,94	7 484	8 839	4 053	30,98
Grand-Est	10,77	13,48	5,90	5,24	11,14	7 343	8 198	3 873	29,61
16 Charente	10,87	14,51	5,84	6,60	12,44	7 438	6 374	3 432	26,24
17 Charente Maritime	11,01	13,60	5,49	5,54	11,04	8 452	8 319	4 192	32,05
19 Corrèze	10,18	13,37	6,03	5,27	11,30	7 678	8 049	3 930	30,04
23 Creuse	9,74	13,51	5,93	4,37	10,30	7 371	8 921	4 036	30,86
24 Dordogne	10,86	14,23	5,99	5,98	11,97	7 550	7 459	3 752	28,68
33 Gironde	11,43	14,22	5,63	6,04	11,66	7 852	7 275	3 776	28,87
40 Landes	11,24	13,45	6,00	5,83	11,83	7 809	7 595	3 850	29,44
47 Lot-et-Garonne	11,16	15,09	5,80	6,33	12,13	7 492	7 154	3 660	27,98
64 Pyrénées Atlantiques	10,99	15,17	5,90	6,73	12,63	8 146	6 674	3 668	28,05
79 Sèvres Deux	10,97	14,18	6,20	5,77	11,98	7 629	7 150	3 691	28,22
86 Vienne	10,49	14,40	5,59	6,72	12,31	7 904	6 525	3 574	27,33
87 Vienne (Haute)	11,29	13,92	6,50	5,39	11,89	7 482	8 386	3 954	30,23
Nouvelle Aquitaine	10,99	14,20	5,85	5,98	11,83	7 804	7 361	3 788	28,96
21 Côte d'Or	11,05	14,37	6,37	5,56	11,93	7 407	8 980	4 059	31,03
25 Doubs	11,31	13,23	6,45	4,35	10,80	6 343	10 560	3 963	30,30
39 Jura	11,29	13,03	6,00	5,56	11,56	6 951	7 955	3 710	28,36
58 Nièvre	10,68	14,51	5,86	6,01	11,88	7 468	7 161	3 656	27,95
70 Saône Haute	10,59	13,63	6,23	5,15	11,38	6 869	8 484	3 796	29,02
71 Saône Loire	11,49	13,37	5,23	5,59	10,82	8 094	7 873	3 991	30,51
89 Yonne	10,69	14,10	5,51	6,46	11,97	7 818	6 964	3 683	28,16
90 Territ. de Belfort	11,33	12,33	6,04	4,63	10,68	7 827	9 579	4 307	32,93
Bourgogne-Franche Comté	11,09	13,63	5,89	5,47	11,36	7 331	8 221	3 875	29,63
22 Côtes d'Armor	10,98	13,87	6,59	5,09	11,68	7 733	9 007	4 161	31,81
29 Finistère	11,03	13,25	5,91	5,35	11,26	7 948	9 041	4 230	32,34
35 Ille et Vilaine	11,18	13,62	5,97	5,62	11,58	8 593	9 322	4 471	34,18
56 Morbihan	11,71	12,94	4,32	3,91	8,22	8 246	8 917	4 284	32,75
Bretagne	11,20	13,41	5,71	5,04	10,75	8 120	9 075	4 285	32,76

	Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs
--	---

	Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes
--	---

Régions et départements	Exercice 2019								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
18 Cher	10,50	14,47	6,56	5,36	11,93	6 698	7 843	3 613	27,62
28 Eure et Loir	10,61	13,53	6,36	5,01	11,37	7 031	7 764	3 690	28,21
36 Indre	11,01	13,79	5,68	5,82	11,50	7 661	7 796	3 864	29,54
37 Indre-et-Loire	10,94	14,24	6,22	6,04	12,26	7 074	7 643	3 674	28,09
41 Loir et Cher	10,63	13,57	6,37	5,24	11,61	7 179	8 190	3 826	29,25
45 Loiret	10,91	15,71	5,69	7,45	13,13	7 355	5 697	3 210	24,54
Centre-Val de Loire	10,77	14,26	6,17	5,85	12,02	7 123	7 388	3 626	27,72
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2B Corse Haute	11,20	15,51	5,86	5,58	11,43	7 018	7 671	3 665	28,02
Corse	11,20	15,51	5,86	5,58	11,43	7 018	7 671	3 665	28,02
75 Paris	11,12	16,05	6,62	6,41	13,03	6 961	7 857	3 691	28,22
77 Seine Marne	10,96	14,32	6,12	5,48	11,59	7 213	8 497	3 901	29,83
78 Yvelines	10,63	14,50	6,20	5,21	11,41	7 408	8 610	3 982	30,44
91 Essonne	11,11	11,08	4,51	4,28	8,79	7 711	8 327	4 003	30,61
92 Seine Hauts de	11,48	14,36	5,77	5,96	11,72	7 049	8 185	3 787	28,96
93 Seine St Denis	10,66	15,67	5,31	6,22	11,53	7 371	7 521	3 722	28,46
94 Val de Marne	11,02	15,10	5,99	5,54	11,54	7 756	7 815	3 893	29,76
95 Val d'oise	10,54	15,65	6,83	5,69	12,51	7 078	8 058	3 768	28,81
Ile de France	10,95	14,56	5,90	5,61	11,51	7 300	8 097	3 839	29,35
9 Ariège	11,02	15,03	5,51	6,52	12,03	7 492	6 822	3 570	27,30
11 Aude	10,85	13,95	5,76	5,94	11,70	7 299	7 388	3 672	28,07
12 Aveyron	10,71	15,90	6,29	6,76	13,06	7 634	6 251	3 437	26,27
30 Gard	11,42	13,73	6,05	5,03	11,08	6 921	9 527	4 009	30,65
31 Garonne (Haute)	10,88	15,01	6,19	5,92	12,12	7 484	7 193	3 668	28,04
32 Gers	10,32	16,05	6,65	6,81	13,46	6 837	6 594	3 357	25,66
34 Hérault	11,18	13,74	5,54	5,55	11,09	7 344	7 634	3 743	28,62
46 Lot	10,73	14,33	5,68	6,18	11,86	7 997	6 373	3 547	27,11
48 Lozère	8,40	14,28	5,05	6,09	11,14	7 779	7 635	3 853	29,46
65 Pyrénées Hautes	10,52	15,64	5,42	7,11	12,53	8 554	7 099	3 879	29,66
66 Pyrénées Orient.	10,98	13,67	5,78	5,60	11,39	7 196	7 397	3 648	27,89
81 Tarn	10,88	14,53	6,22	5,59	11,81	7 031	7 705	3 676	28,11
82 Tarn et Garonne	10,69	13,44	6,05	5,25	11,31	8 202	8 420	4 155	31,77
Occitanie	10,79	14,43	5,90	5,88	11,78	7 387	7 431	3 704	28,32
2 Aisne	9,64	14,22	6,70	4,82	11,52	6 697	9 647	3 953	30,22
59 Nord	10,36	14,37	5,48	5,15	10,63	7 060	8 322	3 820	29,20
60 Oise	10,60	14,01	6,51	4,71	11,21	6 654	9 583	3 927	30,02
62 Pas-de-Calais	10,44	14,19	5,99	5,52	11,51	7 195	8 043	3 798	29,04
80 Somme	10,69	13,70	5,92	5,58	11,51	7 566	7 802	3 841	29,37
Hauts-de-France	10,37	14,20	5,87	5,22	11,09	7 069	8 400	3 839	29,35

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs									
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes									
Régions et départements	Exercice 2019								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnels	Valeur du point personnel	N ombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
14 Calvados	11,26	14,20	6,22	5,76	11,98	7 621	8 227	3 956	30,25
27 Eure	10,83	13,43	5,85	5,12	10,96	7 418	8 246	3 905	29,86
50 Manche	11,55	13,08	5,49	5,11	10,60	7 719	8 522	4 050	30,97
61 Orne	10,71	16,15	6,51	6,55	13,06	6 788	7 030	3 453	26,40
76 Seine Maritime	11,13	13,87	5,64	5,87	11,51	7 981	7 858	3 959	30,27
Normandie	11,14	13,97	5,87	5,67	11,54	7 638	8 011	3 910	29,89
44 Loire Atlantique	12,16	13,34	5,19	6,00	11,19	8 815	7 851	4 153	31,75
49 Maine-et-Loire	11,11	13,98	6,29	5,86	12,14	7 677	7 839	3 879	29,65
53 Mayenne	11,05	13,83	6,08	5,76	11,84	7 922	7 924	3 961	30,29
72 Sarthe	10,95	14,33	5,81	6,31	12,12	7 824	7 199	3 749	28,66
85 Vendée	10,79	13,51	5,67	5,34	11,00	8 136	7 918	4 013	30,68
Pays de Loire	11,31	13,74	5,75	5,87	11,62	8 126	7 753	3 968	30,33
4 Alpes de Hautes Provenances	10,68	13,48	6,15	5,12	11,28	6 917	8 563	3 826	29,25
5 Alpes Hautes	10,70	13,82	4,41	7,15	11,56	8 899	5 812	3 516	26,88
6 Alpes Maritimes	10,85	14,69	5,63	5,89	11,51	7 646	7 359	3 750	28,67
13 Bouches du Rhône	10,28	15,22	6,13	6,05	12,18	7 374	8 077	3 855	29,47
83 Var	10,68	14,00	6,05	5,72	11,78	7 436	7 822	3 812	29,14
84 Vaucluse	11,11	14,20	6,06	5,34	11,40	6 653	7 928	3 617	27,66
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	10,68	14,52	5,91	5,80	11,72	7 340	7 732	3 765	28,79
1 Ain	10,85	14,32	5,77	5,75	11,52	7 381	7 473	3 713	28,39
3 Allier	10,75	14,49	5,62	6,21	11,84	7 979	7 262	3 802	29,07
7 Ardèche	10,24	13,88	6,34	5,40	11,74	7 122	7 879	3 741	28,60
15 Cantal	10,57	14,62	5,75	6,11	11,86	7 249	6 999	3 561	27,22
26 Drôme	11,04	11,81	5,79	5,78	11,56	7 400	8 054	3 857	29,48
38 Isère	11,20	14,94	6,31	5,46	11,76	6 983	7 706	3 663	28,01
42 Loire	11,06	13,25	5,74	5,23	10,96	7 348	8 228	3 882	29,68
43 Loire (Haute)	10,96	13,81	5,25	6,07	11,31	7 907	7 313	3 799	29,04
63 Puy de Dome	11,00	14,42	6,42	5,50	11,91	7 310	7 848	3 785	28,93
69 Rhône	10,79	14,44	5,28	5,64	10,92	7 132	7 526	3 662	28,00
73 Savoie	11,09	14,63	5,55	6,49	12,04	7 323	7 323	3 662	27,99
74 Savoie Haute	11,31	14,32	6,47	5,09	11,56	6 500	8 738	3 727	28,50
Auvergne-Rhône-Alpes	10,94	14,06	5,87	5,63	11,50	7 236	7 743	3 740	28,60
France métropole hors DOM	10,89	14,06	5,87	5,60	11,48	7 459	7 910	3 839	29,30
Guadeloupe	10,93	14,47	5,33	5,95	11,28	9 182	11 883	5 180	39,60
Martinique	10,67	21,11	8,89	6,46	15,36	5 777	6 098	2 967	22,68
Guyane	10,70	14,92	5,32	6,68	11,99	7 361	8 179	3 874	29,62
Réunion	11,16	14,28	6,58	4,97	11,55	7 211	8 919	3 987	30,48
Mayotte	11,77	12,21	7,10	3,09	10,19	5 048	8 957	3 229	24,68
DOM	11,04	15,12	6,53	5,41	11,94	7 254	8 871	3 990	30,51
France (métropole et DOM)	10,90	14,08	5,89	5,60	11,49	7 456	7 925	3 842	29,32

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2020								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	N ombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
8 Ardennes	10,93	12,68	5,20	5,85	11,04	7 736	7 819	3 888	29,73
10 Aube	10,79	13,25	6,58	4,65	11,24	6 924	8 836	3 882	29,68
51 Marne	11,14	14,68	6,28	6,00	12,29	6 943	7 656	3 641	27,84
52 Marne Haute	11,16	13,72	5,74	5,19	10,93	7 569	7 282	3 711	28,37
54 Meurthe-et-Moselle	10,52	13,12	5,61	5,06	10,67	7 660	8 706	4 075	31,15
55 Meuse	10,30	14,44	5,52	6,18	11,70	7 606	7 163	3 689	28,20
57 Moselle	10,48	13,07	5,26	5,58	10,84	8 393	7 314	3 908	29,88
67 Rhin (Bas)	11,12	14,27	7,05	4,92	11,97	6 379	9 293	3 783	28,92
68 Rhin (Haut)	10,60	13,25	6,06	4,61	10,67	6 872	8 519	3 804	29,08
88 Vosges	10,95	13,09	4,62	5,86	10,49	7 589	8 870	4 090	31,27
Grand-Est	10,76	13,48	5,77	5,36	11,13	7 371	8 123	3 864	29,54
16 Charente	10,90	14,88	5,85	6,79	12,63	7 558	6 301	3 436	26,27
17 Charente Maritime	11,02	13,73	5,51	5,68	11,19	8 253	8 099	4 088	31,25
19 Corrèze	10,22	13,90	6,23	5,59	11,82	7 742	7 896	3 909	29,89
23 Creuse	9,91	13,48	5,90	4,37	10,27	7 500	9 359	4 163	31,83
24 Dordogne	10,81	14,40	6,18	6,00	12,18	7 461	7 404	3 716	28,41
33 Gironde	11,39	14,68	5,70	6,43	12,13	7 718	6 995	3 669	28,05
40 Landes	11,27	14,65	6,32	5,98	12,30	7 626	7 725	3 838	29,34
47 Lot-et-Garonne	11,17	14,58	5,60	6,13	11,73	7 521	7 206	3 680	28,14
64 Pyrénées Atlantiques	11,08	15,04	5,79	6,53	12,32	7 966	6 877	3 691	28,22
79 Sèvres Deux	10,97	14,43	6,20	5,93	12,14	7 648	7 066	3 673	28,08
86 Vienne	10,40	14,19	5,50	6,46	11,96	7 683	6 761	3 596	27,50
87 Vienne (Haute)	11,37	13,89	6,34	5,55	11,89	7 330	8 293	3 891	29,75
Nouvelle Aquitaine	11,00	14,39	5,87	6,09	11,95	7 712	7 311	3 753	28,69
21 Côte d'Or	10,95	14,73	6,68	5,42	12,11	7 228	9 052	4 019	30,73
25 Doubs	11,31	13,44	6,61	4,35	10,97	6 411	10 339	3 957	30,25
39 Jura	11,34	12,91	5,92	5,49	11,41	6 975	7 957	3 717	28,42
58 Nièvre	10,70	14,33	5,86	5,80	11,66	7 522	7 373	3 723	28,47
70 Saône Haute	10,59	13,48	6,00	5,24	11,24	6 832	8 332	3 754	28,70
71 Saône Loire	11,75	13,45	5,29	5,67	10,96	7 943	7 877	3 955	30,24
89 Yonne	10,72	14,23	5,54	6,53	12,07	7 854	6 989	3 698	28,27
90 Territ. de Belfort	11,35	11,53	5,91	4,37	10,28	7 847	10 189	4 433	33,89
Bourgogne-Franche Comté	11,14	13,66	5,93	5,44	11,37	7 306	8 255	3 876	29,63
22 Côtes d'Armor	10,99	14,05	6,42	5,35	11,76	7 681	8 676	4 074	31,15
29 Finistère	11,07	13,59	5,90	5,36	11,26	7 758	9 059	4 179	31,95
35 Ille et Vilaine	11,28	13,86	6,14	5,79	11,93	8 623	9 386	4 494	34,36
56 Morbihan	11,65	13,61	5,75	4,91	10,66	8 059	8 734	4 191	32,04
Bretagne	11,23	13,76	6,04	5,36	11,40	8 014	8 979	4 235	32,37

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2020								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	N ombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
18 Cher	10,43	14,74	6,46	5,59	12,05	6 675	7 844	3 606	27,57
28 Eure et Loir	10,68	13,65	6,29	4,96	11,26	7 057	8 007	3 751	28,68
36 Indre	11,03	13,77	5,71	5,73	11,44	7 522	7 644	3 791	28,98
37 Indre-et-Loire	10,95	14,15	6,32	5,87	12,18	7 063	7 521	3 642	27,85
41 Loir et Cher	10,62	14,25	6,25	5,98	12,23	7 188	7 769	3 734	28,54
45 Loiret	10,91	15,58	5,92	6,99	12,91	7 230	6 028	3 287	25,13
Centre-Val de Loire	10,78	14,36	6,18	5,85	12,03	7 089	7 409	3 623	27,70
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2B Corse Haute	11,97	13,56	5,19	4,80	9,99	7 720	8 676	4 085	31,23
Corse	11,97	13,56	5,19	4,80	9,99	7 720	8 676	4 085	31,23
75 Paris	11,16	15,55	6,16	6,11	12,27	7 257	8 842	3 986	30,47
77 Seine Marne	10,97	14,24	6,13	5,32	11,46	7 293	8 617	3 950	30,20
78 Yvelines	10,76	14,67	6,23	5,36	11,60	7 233	8 771	3 964	30,31
91 Essonne	11,05	11,30	4,61	4,27	8,87	7 480	8 322	3 939	30,12
92 Seine Hauts de	11,46	14,13	5,84	5,71	11,55	6 856	8 344	3 763	28,77
93 Seine St Denis	11,08	15,52	5,37	5,85	11,22	7 174	7 863	3 751	28,68
94 Val de Marne	11,32	14,78	6,01	5,32	11,33	7 869	8 204	4 017	30,71
95 Val d'oise	10,57	15,53	6,71	5,69	12,40	7 300	8 313	3 887	29,72
Ile de France	11,06	14,44	5,85	5,46	11,32	7 293	8 425	3 909	29,89
9 Ariège	11,33	14,55	5,22	6,35	11,58	7 731	7 052	3 688	28,20
11 Aude	10,82	14,18	5,79	6,15	11,94	7 176	7 421	3 648	27,89
12 Aveyron	10,62	16,80	6,53	7,28	13,80	7 637	6 152	3 407	26,05
30 Gard	11,42	13,27	6,05	4,73	10,77	6 812	9 552	3 976	30,40
31 Garonne (Haute)	10,95	15,04	5,98	6,10	12,08	7 614	7 229	3 708	28,35
32 Gers	10,30	15,94	6,52	6,85	13,37	6 720	6 550	3 317	25,36
34 Hérault	11,22	13,71	5,61	5,56	11,17	7 309	7 811	3 776	28,87
46 Lot	10,68	14,48	5,49	6,43	11,93	7 810	6 686	3 602	27,54
48 Lozère	8,42	13,83	5,09	5,90	10,99	7 801	7 994	3 948	30,19
65 Pyrénées Hautes	10,68	14,88	5,32	6,67	11,98	8 628	7 482	4 007	30,63
66 Pyrénées Orient.	11,04	13,82	5,43	5,87	11,30	7 527	7 210	3 682	28,15
81 Tarn	10,89	14,68	5,95	5,81	11,76	7 344	7 870	3 799	29,04
82 Tarn et Garonne	10,67	13,78	6,07	5,39	11,46	8 071	8 293	4 090	31,27
Occitanie	10,82	14,42	5,82	5,95	11,77	7 413	7 510	3 730	28,52
2 Aisne	9,63	14,28	6,55	4,90	11,45	6 727	9 669	3 967	30,33
59 Nord	10,44	14,72	5,52	5,44	10,96	7 023	8 208	3 785	28,93
60 Oise	10,57	13,48	6,27	4,47	10,75	6 542	10 168	3 981	30,43
62 Pas-de-Calais	10,56	14,37	6,10	5,57	11,67	7 156	8 081	3 795	29,02
80 Somme	10,83	14,12	6,11	5,73	11,84	7 371	7 559	3 732	28,53
Hauts-de-France	10,45	14,40	5,90	5,36	11,26	7 013	8 369	3 816	29,17

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2020								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	N ombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
14 Calvados	11,29	14,26	6,35	5,68	12,03	7 696	8 304	3 994	30,54
27 Eure	10,78	13,60	5,87	5,20	11,06	7 408	7 994	3 845	29,40
50 Manche	11,57	13,36	5,64	5,10	10,74	7 657	8 564	4 043	30,91
61 Orne	10,78	16,09	6,14	6,44	12,58	6 956	6 989	3 486	26,65
76 Seine Maritime	11,17	13,87	5,84	5,94	11,78	7 797	7 844	3 910	29,89
Normandie	11,16	14,05	5,96	5,68	11,64	7 604	7 987	3 895	29,78
44 Loire Atlantique	11,48	13,99	5,44	6,29	11,73	8 405	7 487	3 960	30,27
49 Maine-et-Loire	11,12	14,08	6,23	5,83	12,06	7 660	7 855	3 878	29,65
53 Mayenne	11,07	14,44	6,20	6,22	12,42	7 754	7 785	3 885	29,70
72 Sarthe	10,97	13,93	5,67	6,13	11,80	7 827	7 286	3 773	28,85
85 Vendée	10,77	13,70	5,62	5,39	11,02	8 093	7 966	4 015	30,69
Pays de Loire	11,12	14,01	5,80	5,98	11,78	7 979	7 658	3 908	29,88
4 Alpes de Hautes Provençes	10,65	13,78	6,28	4,93	11,21	7 048	8 330	3 818	29,19
5 Alpes Hautes	10,66	13,82	4,71	6,65	11,36	8 200	6 052	3 482	26,62
6 Alpes Maritimes	10,88	14,60	5,47	5,98	11,45	7 419	7 452	3 718	28,42
13 Bouches du Rhône	10,36	14,90	6,25	5,72	11,97	7 421	8 617	3 987	30,48
83 Var	10,74	13,92	6,00	5,61	11,61	7 539	7 900	3 858	29,49
84 Vaucluse	11,16	13,88	5,91	5,21	11,11	6 706	8 051	3 659	27,97
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	10,72	14,35	5,89	5,66	11,55	7 314	7 929	3 805	29,09
1 Ain	10,82	14,46	5,81	5,79	11,60	7 383	7 420	3 701	28,29
3 Allier	10,79	14,61	5,93	6,00	11,92	7 881	7 378	3 811	29,13
7 Ardèche	10,29	14,29	6,54	5,54	12,08	7 084	7 784	3 709	28,35
15 Cantal	10,57	14,17	5,70	5,81	11,51	7 253	7 337	3 648	27,89
26 Drôme	11,11	14,56	5,98	5,69	11,67	7 154	8 145	3 809	29,12
38 Isère	11,28	15,05	6,04	5,75	11,79	7 427	7 547	3 743	28,62
42 Loire	11,11	13,22	5,76	5,27	11,02	7 296	8 179	3 856	29,48
43 Loire (Haute)	10,99	13,79	5,55	5,79	11,34	7 842	7 482	3 829	29,27
63 Puy de Dome	11,03	14,44	6,15	5,60	11,76	7 331	7 749	3 767	28,80
69 Rhône	10,84	14,42	5,52	5,34	10,86	7 015	7 815	3 697	28,26
73 Savoie	11,21	14,87	5,47	6,38	11,84	7 383	7 447	3 708	28,35
74 Savoie Haute	11,23	14,90	6,81	5,18	11,98	6 743	9 301	3 909	29,89
Auvergne-Rhône-Alpes	10,98	14,40	5,91	5,61	11,52	7 261	7 817	3 764	28,78
France métropole hors DOM	10,92	14,19	5,90	5,65	11,55	7 426	7 941	3 837	29,28
Guadeloupe	10,99	15,22	5,49	6,77	12,26	9 119	9 683	4 696	35,90
Martinique	12,25	9,38	6,20	6,38	12,58	7 891	8 104	3 998	30,57
Guyane	10,86	14,98	5,34	6,83	12,17	6 839	8 685	3 826	29,25
Réunion	11,67	13,28	6,28	4,91	11,18	7 498	9 638	4 217	32,24
Mayotte	12,45	13,72	6,92	3,43	10,35	5 378	11 691	3 683	28,16
DOM	11,59	13,21	6,08	5,56	11,63	7 677	9 393	4 224	32,30
France (métropole et DOM)	10,93	14,17	5,90	5,65	11,55	7 431	7 966	3 844	29,34

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes

Régions et départements	Exercice 2018										
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués à la tutelle	Coût de l'intervention des délégués à la tutelle
8 Ardennes	10,87	13,22	5,27	5,72	10,99	8 709	8 220	4 223	32,29	0,86	95,94
10 Aube	10,23	13,59	6,68	4,88	11,44	6 999	8 591	3 832	29,30	0,94	31,43
51 Marne	11,17	17,40	8,35	6,76	15,11	6 186	8 193	3 535	27,03	0,95	28,25
52 Marne Haute	10,99	14,22	5,14	5,85	10,99	7 626	7 286	3 711	28,37	0,83	29,74
54 Meurthe-et-Moselle	10,81	13,69	5,70	5,33	10,83	7 526	8 637	4 131	31,58	0,89	31,28
55 Meuse	10,35	14,19	5,41	6,07	11,48	7 593	6 944	3 624	27,71	0,77	35,58
57 Moselle	10,71	12,43	4,82	5,20	10,24	8 924	8 671	4 448	34,01	0,91	26,40
67 Rhin (Bas)	10,26	14,37	7,38	5,21	12,10	5 909	8 852	3 590	27,44	0,99	28,76
68 Rhin (Haut)	10,58	13,83	6,33	4,78	11,11	7 192	8 199	3 831	29,29	0,95	26,91
88 Vosges	10,75	13,78	5,68	5,11	10,79	7 464	9 375	4 177	31,93	0,95	31,61
Grand-Est	10,74	13,81	5,79	5,32	11,13	7 353	8 335	3 832	29,30	0,94	29,48
16 Charente	10,85	14,06	5,66	6,78	11,52	7 146	6 837	3 462	26,47	0,95	26,20
17 Charente Maritime	11,49	13,69	5,50	5,26	10,83	8 499	8 768	4 314	32,99	1,00	28,94
19 Corrèze	10,60	14,22	5,88	5,98	11,92	7 654	8 599	4 078	31,18	0,96	32,69
23 Creuse	9,05	13,67	5,93	5,33	10,84	7 922	8 517	4 140	31,65	0,93	32,72
24 Dordogne	10,82	14,54	6,03	6,08	12,12	7 684	7 104	3 747	28,65	0,88	33,70
33 Gironde	11,57	14,85	5,95	6,41	12,52	7 538	7 232	3 715	28,40	0,91	29,16
40 Landes	11,33	13,03	5,90	5,61	11,51	7 988	7 876	3 966	30,32	0,84	34,99
47 Lot-et-Garonne	11,19	14,92	5,73	5,71	11,59	7 388	7 145	3 631	27,76	0,93	28,15
64 Pyrénées Atlantiques	11,09	15,44	6,02	6,61	12,63	8 153	6 373	3 616	27,64	0,93	34,59
79 Sèvres Deux	10,99	13,65	5,78	5,71	11,50	7 748	7 663	3 850	29,43	0,93	29,91
86 Vienne	9,65	14,32	5,30	6,09	11,10	8 094	6 908	3 751	28,68	0,94	30,14
87 Vienne (Haute)	11,31	13,93	6,32	4,44	10,80	7 451	10 304	4 075	31,15	0,91	33,78
Nouvelle Aquitaine	10,96	14,15	5,80	5,84	11,48	7 747	7 489	3 796	29,02	0,93	30,75
21 Côte d'Or	11,23	13,40	5,83	5,17	11,00	7 747	9 347	4 219	32,26	0,88	32,08
25 Doubs	11,37	12,88	6,17	4,50	10,32	6 589	10 572	3 909	29,89	0,95	24,65
39 Jura	11,33	11,86	4,91	5,33	10,24	7 990	8 438	4 104	31,38	0,85	29,73
58 Nièvre	10,40	14,58	5,72	5,32	11,19	6 791	7 571	3 511	26,84	0,97	26,16
70 Saône Haute	10,50	13,83	5,61	6,00	11,61	7 190	8 995	3 978	30,41	0,98	25,62
71 Saône Loire	11,72	13,34	5,26	4,40	9,22	8 096	8 994	4 339	33,18	0,94	26,87
89 Yonne	10,70	13,60	5,01	6,23	11,24	7 704	7 048	3 846	29,40	0,91	28,50
90 Territ. de Belfort	11,10	13,06	6,31	4,88	11,18	7 270	8 897	4 001	30,59	0,96	29,81
Bourgogne-Franche Comté	11,02	13,43	5,57	5,08	11,06	7 474	8 831	3 969	30,34	0,95	26,85
22 Côtes d'Armor	10,93	13,02	5,39	5,13	10,44	7 767	8 554	4 114	31,45	0,91	39,61
29 Finistère	11,02	13,28	5,93	5,15	11,08	8 105	9 486	4 370	33,41	1,00	31,92
35 Ille et Vilaine	11,24	13,65	6,06	5,61	11,66	9 215	10 034	4 796	36,67	1,04	33,09
56 Morbihan	11,62	13,13	6,06	4,45	10,25	8 180	8 171	4 157	31,78	0,95	31,14
Bretagne	11,22	13,30	5,88	5,09	10,55	8 098	9 036	4 259	32,56	0,95	32,14

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes

Régions et départements	Exercice 2018										
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués à la tutelle	Coût de l'intervention des délégués à la tutelle
18 Cher	10,41	14,48	5,70	5,22	11,89	7 355	7 712	3 683	28,16	1,00	26,86
28 Eure et Loir	10,69	12,99	6,06	4,93	10,72	8 096	8 531	4 004	30,61	0,94	29,88
36 Indre	11,11	14,42	5,99	5,99	11,58	7 664	7 886	3 883	29,69	0,96	29,20
37 Indre-et-Loire	11,01	13,62	6,24	5,52	11,46	7 172	7 856	3 749	28,66	0,94	30,14
41 Loir et Cher	10,57	13,21	6,58	4,52	11,11	7 127	8 368	3 849	29,43	0,95	27,96
45 Loiret	11,02	13,60	4,82	7,23	10,57	8 408	6 170	3 730	28,52	0,95	25,59
Centre-Val de Loire	10,88	13,48	5,97	5,39	11,11	7 552	8 071	3 787	28,95	0,96	28,49
2A Corse du Sud											
2B Corse Haute	10,80	17,40	6,76	5,89	12,65	6 482	7 492	3 463	26,47	0,91	31,45
Corse	10,80	17,40	6,76	5,89	12,65	6 482	7 492	3 463	26,47	0,91	31,45
75 Paris	11,14	16,55	6,31	6,74	12,87	6 979	7 800	3 683	28,16	1,00	28,96
77 Seine Marne	10,88	14,76	5,61	5,90	11,75	7 504	7 430	3 793	29,00	0,88	30,16
78 Yvelines	10,71	14,56	6,29	5,50	11,84	7 343	8 676	3 923	29,99	0,88	29,25
91 Essonne	10,83	13,88	5,22	4,64	10,86	7 248	7 906	3 781	28,91	0,93	28,40
92 Seine Hauts de	11,25	13,81	4,19	6,86	11,20	6 705	6 723	3 578	27,36	0,97	25,89
93 Seine St Denis	11,14	14,15	5,02	5,82	10,84	8 166	8 751	4 060	31,04	0,99	26,21
94 Val de Marne	11,33	14,67	6,05	4,11	10,53	8 324	7 880	4 173	31,90	0,92	33,65
95 Val d'oise	10,35	15,78	6,59	6,46	12,49	7 269	8 115	3 834	29,32	0,82	36,03
Ile de France	10,90	14,67	5,92	5,53	11,49	7 350	7 880	3 898	29,80	0,94	28,73
9 Ariège	11,12	16,11	4,68	5,88	10,56	6 447	8 113	3 442	26,31	1,01	22,22
11 Aude	10,91	14,01	5,63	5,82	11,53	7 981	7 266	3 752	28,69	1,00	24,87
12 Aveyron	9,98	14,93	6,26	5,75	11,88	8 030	6 073	3 509	26,83	1,00	30,46
30 Gard	11,34	13,94	5,99	4,67	10,76	6 492	10 886	3 968	30,33	1,00	26,63
31 Garonne (Haute)	11,00	15,12	5,54	6,31	11,89	7 529	6 627	3 615	27,64	0,93	28,71
32 Gers	10,24	16,27	6,71	6,97	13,68	6 691	6 410	3 267	24,98	0,86	35,05
34 Hérault	11,28	13,54	5,05	5,59	10,66	7 706	8 235	3 853	29,45	1,01	25,91
46 Lot	10,73	15,13	5,88	6,66	12,54	8 146	6 114	3 490	26,68	0,83	36,08
48 Lozère	8,20	15,45	4,31	5,99	11,74	8 478	7 932	3 911	29,90	0,98	23,75
65 Pyrénées Hautes	10,30	16,45	5,27	7,32	12,59	8 725	7 053	3 879	29,66	0,93	30,68
66 Pyrénées Orient.	11,10	13,03	5,22	5,28	10,50	7 639	7 654	3 806	29,10	0,99	24,97
81 Tarn	10,49	14,96	6,23	5,56	11,88	6 345	7 011	3 445	26,33	1,00	25,88
82 Tarn et Garonne	11,34	13,94	5,99	4,67	10,76	6 492	10 886	4 128	31,56	0,92	32,61
Occitanie	10,91	14,78	5,90	5,64	11,74	7 529	7 554	3 736	28,56	0,98	27,22
2 Aisne	10,00	14,58	6,18	4,73	11,14	6 423	10 475	3 950	30,20	0,95	30,27
59 Nord	10,58	14,45	5,47	5,07	11,73	7 617	8 185	3 994	30,54	0,92	26,88
60 Oise	10,53	14,17	5,89	4,80	11,20	6 282	10 573	4 058	31,02	0,95	28,71
62 Pas-de-Calais	10,48	14,43	5,68	5,81	11,49	7 332	9 411	4 052	30,98	0,88	27,99
80 Somme	10,70	14,95	5,74	5,18	10,91	7 592	8 829	4 065	31,07	0,91	31,66
Hauts-de-France	10,49	14,40	5,83	4,82	11,20	7 221	9 069	4 052	30,98	0,92	28,58

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes

Régions et départements	Exercice 2018										
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués à la tutelle	Coût de l'intervention des délégués à la tutelle
14 Calvados	11,36	13,63	5,88	5,76	11,64	7 769	8 277	3 958	30,26	0,87	35,88
27 Eure	10,88	13,41	5,99	5,26	10,81	6 894	8 234	3 867	29,56	0,90	29,31
50 Manche	11,47	13,10	5,34	5,10	10,44	7 849	8 678	4 120	31,50	0,94	28,20
61 Orne	10,74	15,77	5,89	6,90	13,12	6 923	6 473	3 345	25,57	0,96	25,94
76 Seine Maritime	11,36	13,74	6,20	6,13	10,90	7 908	8 393	4 094	31,30	0,93	34,36
Normandie	11,21	13,68	5,91	5,52	11,21	7 622	8 255	3 906	29,86	0,92	30,24
44 Loire Atlantique	11,57	14,20	5,47	6,54	11,99	8 553	7 486	3 943	30,15	0,96	30,19
49 Maine-et-Loire	11,16	12,72	5,72	4,91	10,55	7 684	8 885	4 171	31,89	0,98	27,41
53 Mayenne	11,06	13,44	5,82	5,81	11,63	7 852	8 259	4 021	30,74	0,87	32,66
72 Sarthe	11,12	14,45	6,26	5,78	12,04	7 636	7 107	3 681	28,14	0,97	30,91
85 Vendée	10,79	13,81	5,23	5,43	11,09	8 045	7 808	3 962	30,29	0,97	31,57
Pays de Loire	11,07	13,89	5,63	5,78	11,63	8 104	7 686	3 945	30,16	0,97	30,77
4 Alpes de Hautes Provenances	10,79	14,64	7,52	4,26	11,78	6 800	10 087	4 062	31,05	0,97	32,97
5 Alpes Hautes	10,43	16,82	4,84	7,46	12,30	7 786	5 213	3 122	23,87	0,93	29,03
6 Alpes Maritimes	11,09	14,66	5,38	6,30	10,79	7 360	7 235	3 866	29,56	0,95	25,87
13 Bouches du Rhône	10,21	15,04	6,11	6,07	11,77	7 710	8 681	4 032	30,83	0,98	33,97
83 Var	11,30	14,49	5,59	6,08	11,56	7 783	7 652	3 764	28,78	0,96	27,58
84 Vaucluse	11,10	14,68	5,74	5,50	11,33	7 063	7 850	3 779	28,89	0,92	27,04
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	10,79	14,70	5,73	6,06	11,69	7 368	7 850	3 792	28,99	0,95	28,57
1 Ain	10,98	13,70	5,67	5,79	11,57	6 534	7 014	3 457	26,43	0,99	25,70
3 Allier	10,89	14,54	5,74	6,07	11,81	8 073	7 348	3 836	29,33	0,91	31,43
7 Ardèche	10,35	13,84	6,31	5,18	11,50	6 723	7 859	3 623	27,70	0,99	28,54
15 Cantal	10,50	14,49	5,43	6,18	11,61	7 850	7 262	3 772	28,84	0,96	26,64
26 Drôme	11,18	14,46	5,71	6,01	11,73	7 266	7 584	3 722	28,45	0,92	29,35
38 Isère	10,88	15,90	6,23	6,28	12,28	7 082	7 291	3 575	27,33	0,97	27,90
42 Loire	11,17	13,22	6,04	4,43	10,26	7 348	8 734	3 928	30,03	0,93	25,68
43 Loire (Haute)	10,98	13,57	5,69	5,08	10,77	8 238	7 697	3 975	30,39	0,99	29,57
63 Puy de Dome	11,05	14,38	6,22	5,75	11,90	7 444	8 491	3 957	30,25	0,89	32,93
69 Rhône	10,82	14,48	5,57	5,64	11,16	7 416	8 032	3 849	29,43	0,98	26,74
73 Savoie	11,29	14,97	5,83	5,78	11,61	7 450	7 546	3 732	28,53	0,86	27,61
74 Savoie Haute	11,40	15,03	6,58	5,27	11,85	7 127	8 865	3 950	30,20	0,96	30,57
Auvergne-Rhône-Alpes	10,98	14,42	5,92	5,69	11,73	7 348	7 977	3 802	29,07	0,95	27,71
France métropole hors DOM	10,82	14,05	5,81	5,62	11,38	7 536	8 006	3 832	29,24	0,93	30,21
Guadeloupe	11,15	16,35	5,49	6,39	11,88	8 608	10 840	4 759	36,38	0,94	30,08
Martinique	10,52	19,97	4,41	7,49	12,90	11 551	5 619	3 995	30,55	1,00	35,93
Guyane	10,63	15,62	5,22	7,07	12,29	7 006	7 784	3 687	28,19	1,09	23,09
Réunion	11,17	13,94	6,55	5,31	11,66	6 903	8 417	3 981	30,43	1,00	30,22
Mayotte	13,80	10,75	5,66	2,11	7,77	6 672	8 572	3 751	28,68	0,95	22,37
DOM	11,17	14,01	5,67	6,09	11,66	7 409	8 026	3 921	29,98	1,00	29,90
France (métropole et DOM)	10,82	14,05	5,81	5,62	11,38	7 536	8 006	3 832	29,24	0,93	30,21

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes

Régions et départements	Exercice 2019								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
8 Ardennes	10,87	12,75	5,20	5,94	11,14	8 235	7 452	3 881	29,67
10 Aube	10,21	13,00	6,97	4,10	11,07	6 637	9 005	3 870	29,59
51 Marne	11,10	17,37	6,17	6,72	15,14	6 910	8 141	3 738	28,58
52 Marne Haute	10,92	13,32	5,08	5,58	10,66	7 541	6 693	3 543	27,09
54 Meurthe-et-Moselle	10,82	13,76	5,68	5,04	11,14	7 621	8 320	4 024	30,76
55 Meuse	10,32	14,60	5,46	6,22	11,68	7 732	6 951	3 652	27,92
57 Moselle	10,62	13,13	4,86	5,83	10,72	7 975	6 052	3 438	26,28
67 Rhin (Bas)	10,36	14,63	7,48	4,94	11,81	6 261	9 580	3 605	27,56
68 Rhin (Haut)	10,34	12,63	6,34	3,68	10,10	7 023	8 297	3 940	30,12
88 Vosges	10,86	12,94	6,04	5,29	10,88	7 269	9 375	4 261	32,58
Grand-Est	10,75	13,71	6,06	5,29	11,17	7 289	8 294	3 779	28,89
16 Charente	10,85	13,88	5,58	6,05	11,24	7 899	6 916	3 703	28,31
17 Charente Maritime	11,39	13,59	5,39	5,42	11,05	8 661	8 439	4 275	32,68
19 Corrèze	10,43	13,97	5,88	4,88	11,27	7 913	8 599	4 268	32,63
23 Creuse	9,29	13,51	5,75	4,39	10,26	7 258	9 053	4 194	32,06
24 Dordogne	11,01	14,15	5,90	6,31	12,26	7 725	7 200	3 767	28,80
33 Gironde	11,43	14,19	5,65	6,06	11,57	7 571	7 781	3 829	29,27
40 Landes	11,24	13,45	6,00	5,83	11,83	7 809	7 595	3 850	29,44
47 Lot-et-Garonne	11,22	14,96	5,77	6,11	11,93	7 542	7 161	3 682	28,15
64 Pyrénées Atlantiques	11,10	15,54	5,94	7,01	12,98	8 410	6 434	3 645	27,87
79 Sèvres Deux	10,95	14,18	6,21	5,74	11,95	7 619	7 141	3 686	28,18
86 Vienne	9,77	14,51	5,60	6,14	12,10	7 777	6 347	3 624	27,70
87 Vienne (Haute)	11,26	12,90	6,33	4,63	10,48	7 413	10 311	4 324	33,06
Nouvelle Aquitaine	11,01	14,12	5,80	5,85	11,44	7 739	7 310	3 799	29,05
21 Côte d'Or	11,06	14,31	6,33	5,52	11,85	7 441	9 249	4 113	31,45
25 Doubs	11,33	13,33	5,98	4,35	10,49	6 259	10 876	3 956	30,24
39 Jura	11,29	13,03	6,00	5,56	11,56	6 951	7 955	3 710	28,36
58 Nièvre	10,45	14,15	5,86	5,13	11,26	7 271	8 015	3 768	28,81
70 Saône Haute	10,58	13,59	6,11	5,00	11,11	6 830	8 539	3 793	29,00
71 Saône Loire	11,76	13,32	5,14	5,37	11,01	8 249	8 490	3 944	30,15
89 Yonne	10,66	14,11	5,47	6,65	11,38	7 931	6 965	3 725	28,48
90 Territ. de Belfort	11,33	12,33	6,04	4,63	10,68	7 827	9 579	4 307	32,93
Bourgogne-Franche Comté	10,90	13,43	5,88	5,00	11,02	7 181	8 592	3 835	29,32
22 Côtes d'Armor	10,99	13,17	5,97	5,00	10,91	7 858	8 915	4 196	32,08
29 Finistère	11,03	13,26	5,92	5,35	11,26	7 948	9 058	4 230	32,34
35 Ille et Vilaine	11,17	13,63	5,97	5,59	11,56	8 587	9 332	4 471	34,18
56 Morbihan	11,71	12,96	5,32	4,16	10,21	7 780	8 717	4 228	32,32
Bretagne	11,11	13,41	5,89	5,24	11,03	7 927	9 010	4 236	32,39

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes

Régions et départements	Exercice 2019								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
18 Cher	10,44	14,12	6,46	5,40	11,88	6 623	7 880	3 602	27,54
28 Eure et Loir	10,53	13,56	6,33	5,04	11,46	7 708	7 800	3 854	29,46
36 Indre	11,20	13,97	5,82	5,72	11,28	7 641	7 873	3 861	29,52
37 Indre-et-Loire	11,17	14,09	6,34	6,41	11,75	7 002	7 435	3 629	27,75
41 Loir et Cher	10,63	13,57	6,37	5,24	11,61	7 179	8 190	3 826	29,25
45 Loiret	11,10	14,47	5,22	7,80	11,58	7 732	5 513	3 508	26,82
Centre-Val de Loire	10,83	13,91	5,95	5,41	11,59	7 292	7 798	3 779	28,89
2A Corse du Sud									
2B Corse Haute	11,19	15,58	5,85	5,62	11,47	7 025	7 931	3 706	28,34
Corse	11,19	15,58	5,85	5,62	11,47	7 025	7 931	3 706	28,34
75 Paris	11,16	15,74	6,06	6,16	12,54	6 817	7 713	3 704	28,32
77 Seine Marne	11,01	14,34	6,21	5,63	11,60	7 267	7 723	3 886	29,71
78 Yvelines	10,67	14,55	5,99	5,19	11,53	7 560	8 643	3 917	29,95
91 Essonne	11,04	13,63	5,57	4,37	10,88	7 188	8 551	3 816	29,18
92 Seine Hauts de	11,30	13,73	5,11	7,16	11,63	6 929	6 954	3 598	27,51
93 Seine St Denis	10,68	13,88	4,53	6,45	10,57	7 152	7 196	4 131	31,58
94 Val de Marne	11,15	15,16	6,19	4,71	11,35	7 844	8 009	3 963	30,30
95 Val d'oise	10,54	15,80	6,89	5,66	12,61	7 516	8 128	3 821	29,21
Ile de France	10,98	14,49	6,00	5,66	11,71	7 183	7 974	3 905	29,86
9 Ariège	11,06	15,02	5,51	6,52	12,03	7 509	7 090	3 627	27,73
11 Aude	10,98	14,25	5,69	5,73	11,95	7 187	7 452	3 659	27,97
12 Aveyron	10,19	14,95	6,83	5,44	12,51	6 538	6 677	3 438	26,29
30 Gard	11,49	13,97	6,01	4,44	10,77	6 506	9 529	3 977	30,40
31 Garonne (Haute)	10,96	15,43	6,02	6,14	12,31	7 706	6 753	3 731	28,52
32 Gers	10,34	16,06	6,65	6,81	13,47	6 869	6 624	3 372	25,78
34 Hérault	11,20	13,68	5,09	5,68	10,97	7 432	7 709	3 670	28,06
46 Lot	10,74	14,33	5,68	6,18	11,86	7 998	6 373	3 547	27,11
48 Lozère	8,12	15,01	5,01	5,87	11,47	7 825	7 608	3 705	28,32
65 Pyrénées Hautes	10,29	15,66	5,29	7,20	12,49	8 613	6 944	3 837	29,33
66 Pyrénées Orient.	11,00	13,62	5,42	5,62	11,04	7 315	7 083	3 576	27,34
81 Tarn	10,45	14,53	6,08	5,66	11,85	7 033	7 564	3 644	27,86
82 Tarn et Garonne	10,68	13,43	6,01	5,28	11,28	8 231	8 402	4 155	31,77
Occitanie	10,96	14,39	5,83	5,66	11,71	7 369	7 564	3 711	28,38
2 Aisne	9,88	14,26	6,38	4,88	11,51	6 664	9 620	3 930	30,05
59 Nord	10,52	14,55	5,78	5,36	11,78	7 617	8 106	3 952	30,22
60 Oise	10,57	13,94	6,34	4,66	11,42	6 713	9 426	3 921	29,97
62 Pas-de-Calais	10,50	13,85	5,96	5,08	11,18	7 277	8 736	3 922	29,99
80 Somme	10,69	13,69	5,95	5,56	11,51	7 555	8 002	3 857	29,49
Hauts-de-France	10,49	14,15	6,27	5,17	11,43	7 169	8 869	3 921	29,98

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes

Régions et départements	Exercice 2019								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
14 Calvados	11,46	14,01	6,23	5,76	11,80	7 610	8 040	3 884	29,69
27 Eure	10,89	14,02	5,99	5,56	10,90	7 963	8 163	3 947	30,18
50 Manche	11,53	13,07	5,47	5,10	10,57	7 721	8 510	4 047	30,94
61 Orne	10,65	16,51	6,72	6,65	13,37	6 838	6 747	3 396	25,97
76 Seine Maritime	11,20	13,84	6,11	5,82	11,05	7 987	8 263	3 982	30,44
Normandie	11,18	14,02	6,12	5,66	11,67	7 654	8 102	3 959	30,27
44 Loire Atlantique	12,50	13,12	5,01	6,12	11,13	9 059	7 964	4 241	32,43
49 Maine-et-Loire	10,60	12,88	5,84	5,12	10,92	7 629	8 967	4 107	31,40
53 Mayenne	11,05	13,82	6,06	5,75	11,81	8 001	8 018	4 005	30,62
72 Sarthe	11,04	14,19	5,71	6,16	11,87	7 871	7 316	3 791	28,99
85 Vendée	10,86	13,45	5,35	5,36	10,64	8 140	7 871	4 024	30,77
Pays de Loire	11,05	13,50	5,54	5,58	11,12	7 992	7 865	3 967	30,33
4 Alpes de Hautes Provenances	10,59	13,56	5,86	5,65	11,63	7 273	9 761	3 904	29,85
5 Alpes Hautes	10,70	13,82	4,41	7,15	11,56	8 899	5 812	3 516	26,88
6 Alpes Maritimes	10,99	14,01	5,46	6,09	11,93	7 414	7 143	3 598	27,51
13 Bouches du Rhône	10,29	15,13	6,26	6,44	12,67	7 411	7 887	3 821	29,21
83 Var	10,80	14,41	5,98	5,47	11,85	7 137	7 611	3 736	28,56
84 Vaucluse	11,17	14,18	5,91	5,42	11,45	7 026	7 553	3 640	27,83
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	10,80	14,18	5,80	5,65	11,68	7 281	7 553	3 704	28,32
1 Ain	11,19	14,90	5,67	5,48	11,69	7 123	7 214	3 584	27,40
3 Allier	10,75	14,48	5,64	6,15	11,79	7 955	7 381	3 816	29,17
7 Ardèche	10,33	13,77	6,31	5,35	11,66	7 182	7 925	3 767	28,80
15 Cantal	10,49	14,48	5,60	5,99	11,59	7 364	7 312	3 665	28,02
26 Drôme	11,12	14,20	5,95	5,61	11,55	7 234	8 406	3 887	29,72
38 Isère	11,08	15,23	6,36	5,82	11,56	7 291	7 439	3 583	27,39
42 Loire	11,24	13,18	5,78	4,89	10,73	7 014	8 651	3 794	29,01
43 Loire (Haute)	10,94	13,70	5,22	5,94	11,16	7 875	7 389	3 804	29,08
63 Puy de Dome	11,06	14,30	6,55	5,55	12,02	7 320	7 725	3 755	28,71
69 Rhône	10,91	14,39	5,67	5,73	11,42	6 873	7 821	3 765	28,78
73 Savoie	11,16	14,59	5,36	6,54	11,90	7 358	7 784	3 765	28,78
74 Savoie Haute	11,63	13,42	5,83	4,75	10,58	6 516	8 883	3 758	28,73
Auvergne-Rhône-Alpes	10,98	14,35	5,95	5,61	11,61	7 230	7 833	3 772	28,84
France métropole hors DOM	10,86	13,96	5,91	5,59	11,28	7 559	7 909	3 799	28,99
Guadeloupe	11,00	14,65	5,57	5,79	11,37	8 750	11 147	4 899	37,45
Martinique	10,51	19,94	8,73	5,05	13,03	6 644	7 501	3 818	29,19
Guyane	10,70	14,92	5,32	6,68	11,99	7 361	8 179	3 874	29,62
Réunion	11,08	14,40	6,55	4,94	11,23	7 060	9 540	4 115	31,46
Mayotte	11,90	11,54	6,53	3,21	9,75	4 953	8 781	3 167	24,21
DOM	11,04	14,44	6,09	5,09	11,38	7 060	8 925	3 933	30,07
France (métropole et DOM)	10,86	13,96	5,91	5,59	11,28	7 559	7 909	3 799	28,99

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes

Régions et départements	Exercice 2020								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
8 Ardennes	10,96	13,11	5,27	6,11	11,38	8 146	7 290	3 819	29,20
10 Aube	10,21	13,95	6,98	4,07	11,34	6 771	9 187	3 898	29,80
51 Marne	11,15	16,76	6,20	6,75	12,14	6 947	7 652	3 641	27,84
52 Marne Haute	11,32	13,69	5,56	5,03	10,60	7 880	7 492	3 840	29,36
54 Meurthe-et-Moselle	10,54	13,20	5,79	4,72	10,51	7 708	8 564	4 057	31,01
55 Meuse	10,28	14,45	5,48	6,21	11,69	7 598	7 175	3 686	28,18
57 Moselle	10,63	13,11	4,88	5,72	10,75	8 063	6 178	3 405	26,03
67 Rhin (Bas)	11,14	14,19	7,34	4,57	11,19	6 131	11 084	3 697	28,26
68 Rhin (Haut)	10,26	12,58	6,33	4,53	9,91	6 987	8 514	3 923	29,99
88 Vosges	10,95	12,77	4,16	5,61	10,65	7 550	9 526	4 283	32,74
Grand-Est	10,82	13,67	5,79	5,44	11,05	7 325	8 275	3 867	29,56
16 Charente	10,89	15,18	5,96	6,49	12,46	7 421	6 518	3 440	26,30
17 Charente Maritime	11,44	13,73	5,53	5,68	11,27	8 176	8 149	4 059	31,03
19 Corrèze	10,51	14,34	6,08	5,22	11,78	8 065	8 011	4 144	31,68
23 Creuse	9,41	13,79	5,74	4,61	10,67	7 554	9 505	4 365	33,37
24 Dordogne	10,91	14,58	6,07	6,28	12,17	7 644	7 312	3 830	29,28
33 Gironde	11,40	14,65	5,93	6,29	11,93	7 292	7 286	3 606	27,57
40 Landes	11,27	14,65	6,32	5,98	12,30	7 626	7 725	3 838	29,34
47 Lot-et-Garonne	11,19	14,69	5,57	6,15	11,74	7 591	7 229	3 727	28,49
64 Pyrénées Atlantiques	11,21	15,19	5,81	6,79	12,60	7 824	6 777	3 725	28,48
79 Sèvres Deux	10,95	14,44	6,21	5,91	12,12	7 646	7 056	3 669	28,05
86 Vienne	10,02	14,34	5,16	5,88	11,14	7 837	6 984	3 648	27,89
87 Vienne (Haute)	11,37	13,51	6,50	4,75	11,09	7 364	9 127	4 102	31,36
Nouvelle Aquitaine	10,99	14,33	5,83	5,91	11,70	7 686	7 391	3 770	28,82
21 Côte d'Or	10,96	14,67	6,64	5,39	12,03	7 245	9 255	4 055	31,00
25 Doubs	11,36	13,37	6,06	4,33	10,69	6 316	10 680	3 952	30,22
39 Jura	11,34	12,91	5,92	5,49	11,41	6 975	7 957	3 717	28,42
58 Nièvre	10,42	13,87	5,84	4,95	10,54	7 332	8 680	3 939	30,12
70 Saône Haute	10,58	13,37	5,89	5,03	10,92	6 821	8 556	3 790	28,98
71 Saône Loire	11,73	13,46	5,26	4,92	10,92	7 740	8 049	3 946	30,17
89 Yonne	10,71	14,16	5,48	6,66	11,78	7 933	6 898	3 690	28,21
90 Territ. de Belfort	11,35	11,53	5,91	4,37	10,28	7 847	10 189	4 433	33,89
Bourgogne-Franche Comté	10,92	13,58	5,91	4,86	11,05	7 300	8 642	3 915	29,93
22 Côtes d'Armor	11,02	14,03	6,10	5,38	11,49	7 699	8 261	4 033	30,83
29 Finistère	11,07	13,60	5,90	5,36	11,26	7 762	9 075	4 179	31,95
35 Ille et Vilaine	11,27	13,84	6,14	5,75	11,89	8 624	9 395	4 497	34,38
56 Morbihan	11,63	13,62	6,16	4,70	10,70	7 780	8 825	4 128	31,56
Bretagne	11,15	13,67	6,10	5,34	11,20	7 881	9 258	4 158	31,79

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes

Régions et départements	Exercice 2020								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
18 Cher	10,67	13,89	5,94	5,54	11,65	6 784	7 793	3 615	27,64
28 Eure et Loir	10,59	13,75	6,20	5,05	11,19	7 461	8 075	3 893	29,77
36 Indre	11,22	14,03	5,76	5,43	11,04	7 536	7 837	3 783	28,92
37 Indre-et-Loire	11,13	13,74	6,24	6,11	11,52	6 974	7 404	3 629	27,74
41 Loir et Cher	10,62	14,25	6,25	5,98	12,23	7 188	7 769	3 734	28,54
45 Loiret	10,92	14,95	6,01	7,43	11,49	7 485	5 723	3 588	27,43
Centre-Val de Loire	10,88	13,93	5,97	5,50	11,44	7 161	7 781	3 722	28,45
2A Corse du Sud									
2B Corse Haute	11,95	13,64	5,27	4,79	10,07	7 713	8 766	4 086	31,24
Corse	11,95	13,64	5,27	4,79	10,07	7 713	8 766	4 086	31,24
75 Paris	11,07	15,63	6,16	6,61	12,07	7 222	8 749	4 012	30,67
77 Seine Marne	11,00	14,19	5,86	5,56	11,56	7 096	7 930	3 888	29,72
78 Yvelines	10,82	14,80	5,86	5,37	11,17	7 173	8 840	3 945	30,16
91 Essonne	10,88	13,98	5,66	4,62	11,02	7 240	8 613	3 801	29,06
92 Seine Hauts de	11,25	13,95	5,25	6,72	12,04	6 476	7 115	3 685	28,17
93 Seine St Denis	11,19	15,11	4,38	5,85	10,21	7 114	7 799	3 826	29,25
94 Val de Marne	11,25	14,80	5,96	4,70	10,96	7 590	8 316	4 101	31,35
95 Val d'oïse	10,58	15,79	6,79	5,57	12,39	7 546	8 272	3 926	30,02
Ile de France	11,06	14,80	5,86	5,57	11,58	7 346	8 279	3 922	29,98
9 Ariège	11,36	14,59	5,23	6,36	11,58	7 734	7 252	3 724	28,47
11 Aude	10,86	13,99	5,60	6,29	11,89	7 151	7 414	3 640	27,83
12 Aveyron	10,14	15,82	6,43	6,01	12,45	7 116	6 338	3 352	25,63
30 Gard	11,53	13,36	5,79	4,65	10,69	6 863	9 497	4 108	31,40
31 Garonne (Haute)	10,93	15,53	5,61	6,16	12,37	7 706	6 830	3 774	28,85
32 Gers	10,32	15,95	6,52	6,85	13,37	6 726	6 575	3 324	25,41
34 Hérault	11,26	13,78	5,23	5,68	11,10	7 347	7 928	3 720	28,44
46 Lot	10,69	14,47	5,49	6,43	11,92	7 817	6 692	3 602	27,54
48 Lozère	8,12	14,27	5,12	5,77	11,16	7 843	8 040	3 884	29,69
65 Pyrénées Hautes	10,57	14,72	5,10	6,69	11,79	8 964	7 410	4 042	30,90
66 Pyrénées Orient.	11,06	13,71	5,18	5,80	10,98	7 564	6 970	3 616	27,64
81 Tarn	10,45	14,68	5,95	5,96	11,91	7 351	7 813	3 790	28,98
82 Tarn et Garonne	10,66	13,71	5,99	5,40	11,40	8 084	8 270	4 086	31,24
Occitanie	10,90	14,39	5,62	5,91	11,61	7 502	7 652	3 789	28,97
2 Aisne	9,88	14,37	6,24	5,00	11,32	6 722	9 539	3 953	30,22
59 Nord	10,58	14,67	5,73	5,46	11,26	7 052	8 055	3 733	28,54
60 Oise	10,62	13,92	6,23	4,59	11,26	6 475	10 462	4 077	31,17
62 Pas-de-Calais	10,55	14,11	6,04	5,25	11,38	7 137	8 533	3 977	30,40
80 Somme	10,84	14,08	6,13	5,69	11,82	7 362	7 929	3 776	28,87
Hauts-de-France	10,53	14,39	5,95	5,19	11,41	6 961	8 624	3 923	29,99

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Valeurs médianes

Régions et départements	Exercice 2020								
	Poids moyen de la mesure majeur protégé	Valeur du point service	Valeur du point délégué du personnel	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
14 Calvados	11,45	14,19	6,50	5,54	12,05	7 835	8 196	4 013	30,68
27 Eure	10,87	13,98	5,93	5,53	11,19	7 579	7 526	3 861	29,52
50 Manche	11,56	13,36	5,61	5,10	10,71	7 665	8 552	4 041	30,89
61 Orne	10,78	16,74	6,16	6,73	12,80	7 019	6 573	3 394	25,95
76 Seine Maritime	11,22	13,54	5,85	5,92	11,47	7 903	8 277	4 045	30,92
Normandie	11,06	14,17	6,08	5,53	11,60	7 579	7 985	3 910	29,89
44 Loire Atlantique	11,75	13,59	5,42	6,06	11,48	8 331	7 731	4 022	30,75
49 Maine-et-Loire	10,51	13,64	6,11	5,37	11,48	7 610	8 862	4 089	31,26
53 Mayenne	11,07	14,44	6,20	6,21	12,41	7 782	7 818	3 900	29,82
72 Sarthe	10,99	13,90	5,62	6,03	11,65	7 838	7 385	3 802	29,06
85 Vendée	10,83	13,75	5,53	5,42	11,02	8 122	7 929	4 023	30,76
Pays de Loire	11,04	13,84	5,64	5,73	11,48	8 005	7 841	3 961	30,28
4 Alpes de Hautes Provenances	10,66	13,64	5,90	5,08	11,29	6 974	9 516	4 067	31,09
5 Alpes Hautes	10,66	13,82	4,71	6,65	11,36	8 200	6 052	3 482	26,62
6 Alpes Maritimes	11,02	13,96	5,24	6,17	11,85	7 523	7 252	3 661	27,99
13 Bouches du Rhône	10,37	14,85	6,14	5,68	12,03	7 444	8 398	3 934	30,08
83 Var	10,79	14,31	6,15	5,34	11,57	7 783	7 783	3 750	28,67
84 Vaucluse	11,21	14,04	5,82	5,17	11,18	7 098	7 910	3 619	27,67
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	10,79	14,10	5,82	5,45	11,35	7 174	7 783	3 750	28,67
1 Ain	11,15	14,73	5,68	5,65	11,69	6 951	7 193	3 535	27,03
3 Allier	10,78	14,58	5,96	5,91	11,86	7 868	7 452	3 822	29,22
7 Ardèche	10,37	14,28	6,56	5,53	12,10	7 137	7 797	3 725	28,48
15 Cantal	10,49	13,98	5,57	5,66	11,24	7 290	7 471	3 689	28,20
26 Drôme	11,15	14,48	5,95	5,40	11,67	7 110	8 374	3 845	29,40
38 Isère	11,16	15,33	6,17	5,71	11,73	7 415	7 435	3 646	27,87
42 Loire	11,23	13,28	5,91	4,11	10,71	6 686	8 768	3 927	30,03
43 Loire (Haute)	10,98	13,69	5,55	5,64	11,20	7 811	7 552	3 830	29,28
63 Puy de Dome	11,09	14,26	6,32	5,81	11,81	7 375	7 715	3 770	28,83
69 Rhône	10,92	14,30	5,84	5,61	11,37	7 295	7 857	3 792	28,99
73 Savoie	11,26	14,89	5,31	6,41	11,72	7 371	7 955	3 797	29,03
74 Savoie Haute	11,45	14,06	6,32	4,61	10,93	6 765	10 043	4 032	30,83
Auvergne-Rhône-Alpes	11,10	14,39	6,01	5,61	11,63	7 360	7 813	3 809	29,12
France métropole hors DOM	10,91	14,19	5,83	5,72	11,38	7 582	7 808	3 807	29,05
Guadeloupe	11,06	14,76	5,43	6,29	11,72	8 959	9 917	4 699	35,93
Martinique	11,86	15,79	6,01	6,39	10,79	8 675	8 567	4 582	35,03
Guyane	10,86	14,98	5,34	6,83	12,17	6 839	8 685	3 826	29,25
Réunion	11,26	13,85	6,43	4,94	11,44	7 711	9 909	4 325	33,06
Mayotte	12,51	13,65	6,88	3,45	10,33	5 348	11 668	3 665	28,02
DOM	11,40	14,13	6,05	5,20	11,08	7 711	9 783	4 325	33,06
France (métropole et DOM)	10,91	14,19	5,83	5,72	11,38	7 582	7 808	3 807	29,05

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2018											
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I
					Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI	
8 Ardennes	71,5	49,7%	50,3%	31	2%	5%	58%	15%	19%	1%	100%	1,27
10 Aube	78,1	55,2%	44,8%	16	11%	38%	24%	16%	7%	3%	100%	1,22
51 Marne	98,8	52,5%	47,5%	61	3%	8%	55%	2%	33%	0%	100%	1,20
52 Marne Haute	47,8	50,1%	49,9%	38	3%	6%	54%	19%	13%	5%	100%	1,20
54 Meurthe-et-Moselle	107,3	53,3%	46,7%	58	2%	6%	60%	18%	14%	0%	100%	1,22
55 Meuse	61,1	47,8%	52,2%	56	1%	4%	54%	1%	39%	0%	100%	1,22
57 Moselle	177,2	49,1%	50,9%	39	6%	15%	52%	21%	5%	0%	100%	1,20
67 Rhin (Bas)	121,2	59,1%	40,9%	33	8%	10%	57%	20%	5%	0%	100%	1,25
68 Rhin (Haut)	122,8	54,0%	46,0%	38	3%	13%	52%	25%	6%	0%	100%	1,19
88 Vosges	93,2	56,3%	43,7%	41	2%	5%	56%	28%	7%	2%	100%	1,26
Grand Est	978,9	52,9%	47,1%	41	4%	11%	53%	18%	13%	1%	100%	1,22
16 Charente	117,8	46,7%	53,3%	23	5%	23%	48%	10%	13%	2%	100%	1,11
17 Charente Maritime	199,1	49,5%	50,5%	37	3%	14%	53%	9%	14%	8%	100%	1,27
19 Corrèze	72,9	49,8%	50,2%	46	2%	7%	51%	15%	22%	2%	100%	1,26
23 Creuse	38,0	55,6%	44,4%	11	0%	5%	62%	21%	12%	0%	100%	1,24
24 Dordogne	172,9	48,7%	51,3%	22	2%	9%	62%	22%	5%	1%	100%	1,23
33 Gironde	343,2	47,5%	52,5%	38	5%	10%	53%	19%	12%	1%	100%	1,24
40 Landes	94,5	49,6%	50,4%	16	1%	4%	56%	29%	11%	0%	100%	1,34
47 Lot-et-Garonne	121,3	49,7%	50,3%	49	3%	17%	48%	23%	9%	0%	100%	1,22
64 Pyrénées Atlantiques	166,3	45,0%	55,0%	25	2%	5%	57%	12%	25%	0%	100%	1,30
79 Sèvres Deux	127,8	49,6%	50,4%	20	2%	6%	57%	16%	19%	0%	100%	1,26
86 Vienne	115,6	45,7%	54,3%	39	2%	10%	59%	17%	12%	0%	100%	1,22
87 Vienne (Haute)	109,7	53,0%	47,0%	36	2%	8%	53%	14%	22%	1%	100%	1,29
Nouvelle Aquitaine	1 679,0	48,5%	51,5%	32	3%	10%	54%	17%	14%	1%	100%	1,25
21 Côte d'Or	82,0	54,2%	45,8%	79	4%	16%	68%	5%	7%	0%	100%	1,29
25 Doubs	99,9	62,2%	37,8%	29	2%	6%	70%	4%	17%	2%	100%	1,12
39 Jura	73,4	51,4%	48,6%	56	1%	1%	67%	20%	11%	0%	100%	1,21
58 Nièvre	82,3	49,8%	50,2%	29	5%	14%	51%	16%	12%	1%	100%	1,20
70 Saône Haute	62,2	54,7%	45,3%	31	6%	8%	74%	12%	0%	0%	100%	1,27
71 Saône Loire	148,7	49,5%	50,5%	44	4%	10%	56%	20%	10%	0%	100%	1,24
89 Yonne	93,1	46,7%	53,3%	27	1%	6%	55%	6%	32%	1%	100%	1,23
90 Territ. de Belfort	29,8	55,0%	45,0%	24	10%	12%	48%	12%	13%	6%	100%	1,30
Bourgogne-Franche Comté	671,4	52,5%	47,5%	41	3%	9%	61%	13%	14%	1%	100%	1,22
22 Côtes d'Armor	176,5	53,8%	46,2%	35	1%	7%	72%	16%	4%	0%	100%	1,17
29 Finistère	244,9	53,9%	46,1%	25	3%	8%	69%	3%	16%	1%	100%	1,29
35 Ille et Vilaine	182,7	51,7%	48,3%	29	9%	7%	74%	5%	4%	1%	100%	1,02
56 Morbihan	177,5	51,5%	48,5%	35	2%	10%	61%	23%	5%	0%	100%	1,26
Bretagne	781,5	52,8%	47,2%	31	4%	8%	69%	11%	8%	0%	100%	1,19

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2018											
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I
					Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI	
18 Cher	117,4	53,6%	46,4%	37	4%	8%	60%	25%	2%	0%	100%	1,22
28 Eure et Loir	87,1	53,0%	47,0%	32	2%	6%	58%	22%	12%	0%	100%	1,24
36 Indre	79,0	50,4%	49,6%	24	7%	11%	38%	25%	19%	0%	100%	1,24
37 Indre-et-Loire	160,3	51,9%	48,1%	25	3%	7%	58%	11%	20%	0%	100%	1,27
41 Loir et Cher	74,3	54,0%	46,0%	6	1%	5%	64%	3%	26%	1%	100%	1,20
45 Loiret	98,0	44,6%	55,4%	30	2%	0%	66%	4%	28%	0%	100%	1,28
Centre-Val de Loire	616,0	51,3%	48,7%	26	3%	6%	58%	15%	17%	0%	100%	1,24
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2B Corse Haute	20,8	52,9%	47,1%	13	5%	19%	41%	35%	0%	0%	100%	1,03
Corse	20,8	52,9%	47,1%	13	5%	19%	41%	35%	0%	0%	100%	1,03
75 Paris	197,7	53,2%	46,8%	29	8%	19%	48%	15%	9%	1%	100%	1,18
77 Seine Marne	152,5	52,9%	47,1%	44	4%	20%	46%	17%	12%	0%	100%	1,22
78 Yvelines	135,0	54,5%	45,5%	33	6%	16%	45%	13%	19%	2%	100%	1,23
91 Essonne	145,5	48,8%	51,2%	39	2%	9%	49%	20%	17%	4%	100%	1,16
92 Seine Hauts de	130,6	53,1%	46,9%	64	16%	14%	36%	13%	16%	5%	100%	1,15
93 Seine St Denis	138,9	51,2%	48,8%	69	1%	5%	60%	14%	19%	1%	100%	1,13
94 Val de Marne	116,5	48,1%	51,9%	69	1%	8%	51%	32%	8%	0%	100%	1,22
95 Val d'oise	96,8	54,1%	45,9%	28	7%	14%	45%	24%	9%	0%	100%	1,28
Ile de France	1 113,6	52,0%	48,0%	46	6%	13%	48%	18%	14%	2%	100%	1,19
9 Ariège	33,4	53,9%	46,1%	56	0%	6%	57%	8%	30%	0%	100%	1,26
11 Aude	97,3	47,7%	52,3%	30	4%	7%	56%	26%	7%	0%	100%	1,24
12 Aveyron	78,1	44,8%	55,2%	47	2%	3%	56%	24%	14%	0%	100%	1,35
30 Gard	110,7	55,7%	44,3%	27	2%	6%	66%	24%	2%	0%	100%	1,19
31 Garonne (Haute)	151,8	48,3%	51,7%	50	2%	7%	54%	10%	24%	3%	100%	1,21
32 Gers	78,5	49,2%	50,8%	26	3%	5%	61%	30%	0%	0%	100%	1,30
34 Hérault	167,1	52,6%	47,4%	32	5%	14%	52%	22%	7%	0%	100%	1,18
46 Lot	55,6	42,9%	57,1%	56	1%	18%	35%	21%	24%	0%	100%	1,24
48 Lozère	39,6	47,7%	52,3%	37	5%	10%	50%	24%	7%	4%	100%	1,11
65 Pyrénées Hautes	48,2	45,9%	54,1%	42	4%	1%	62%	30%	4%	0%	100%	1,32
66 Pyrénées Orient.	95,6	51,6%	48,4%	53	8%	46%	10%	32%	4%	0%	100%	1,23
81 Tarn	84,6	51,6%	48,4%	50	2%	7%	60%	16%	13%	1%	100%	1,22
82 Tarn et Garonne	47,3	50,7%	49,3%	20	3%	6%	72%	16%	3%	0%	100%	1,29
Occitanie	1 087,8	49,9%	50,1%	39	3%	11%	52%	22%	10%	1%	100%	1,23
2 Aisne	125,5	59,8%	40,2%	42	1%	8%	59%	31%	0%	0%	100%	1,22
59 Nord	658,3	53,8%	46,2%	26	2%	9%	70%	18%	1%	0%	100%	1,26
60 Oise	143,5	61,7%	38,3%	42	6%	21%	50%	15%	5%	3%	100%	1,22
62 Pas-de-Calais	358,2	52,7%	47,3%	32	1%	8%	66%	17%	7%	1%	100%	1,23
80 Somme	161,1	53,1%	46,9%	22	2%	4%	66%	20%	5%	2%	100%	1,24
Hauts-de-France	1 446,6	54,7%	45,3%	30	2%	9%	66%	19%	4%	1%	100%	1,24

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2018											
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I
					Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI	
14 Calvados	223,9	51,5%	48,5%	30	2%	6%	65%	19%	8%	0%	100%	1,26
27 Eure	146,1	53,7%	46,3%	18	2%	16%	49%	23%	10%	0%	100%	1,23
50 Manche	142,6	52,6%	47,4%	34	2%	9%	60%	19%	10%	1%	100%	1,26
61 Orne	107,8	49,4%	50,6%	52	3%	8%	55%	34%	0%	0%	100%	1,20
76 Seine Maritime	340,9	49,5%	50,5%	29	8%	12%	53%	18%	8%	0%	100%	1,19
Normandie	961,2	51,1%	48,9%	31	4%	10%	56%	20%	8%	0%	100%	1,22
44 Loire Atlantique	210,0	46,9%	53,1%	21	3%	7%	62%	21%	6%	0%	100%	1,22
49 Maine-et-Loire	188,4	50,6%	49,4%	32	1%	6%	57%	23%	12%	0%	100%	1,28
53 Mayenne	88,7	51,0%	49,0%	29	5%	4%	58%	13%	19%	0%	100%	1,29
72 Sarthe	131,5	48,0%	52,0%	28	1%	3%	60%	14%	19%	2%	100%	1,27
85 Vendée	137,0	50,7%	49,3%	11	8%	11%	47%	23%	9%	1%	100%	1,26
Pays de Loire	755,6	49,2%	50,8%	24	4%	7%	57%	20%	12%	1%	100%	1,26
4 Alpes de Hautes Provenances	44,8	55,1%	44,9%	37	3%	4%	62%	24%	6%	0%	100%	1,26
5 Alpes Hautes	25,7	40,1%	59,9%	67	2%	0%	78%	11%	9%	0%	100%	1,17
6 Alpes Maritimes	197,3	49,5%	50,5%	33	4%	23%	40%	21%	11%	0%	100%	1,21
13 Bouches du Rhône	188,6	53,4%	46,6%	20	6%	39%	31%	16%	7%	2%	100%	1,10
83 Var	142,7	48,7%	51,3%	37	3%	5%	72%	8%	13%	0%	100%	1,23
84 Vaucluse	117,0	54,0%	46,0%	19	2%	5%	64%	25%	3%	0%	100%	1,12
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	716,1	51,1%	48,9%	29	4%	19%	49%	18%	9%	1%	100%	1,17
1 Ain	110,8	49,2%	50,8%	56	4%	7%	55%	30%	3%	0%	100%	1,21
3 Allier	75,2	47,2%	52,8%	7	10%	12%	45%	24%	10%	0%	100%	1,20
7 Ardèche	84,4	53,8%	46,2%	6	1%	9%	61%	9%	18%	1%	100%	1,20
15 Cantal	56,4	47,9%	52,1%	9	10%	6%	60%	20%	3%	0%	100%	1,18
26 Drôme	148,3	52,1%	47,9%	29	4%	7%	60%	19%	5%	5%	100%	1,25
38 Isère	211,9	52,4%	47,6%	31	6%	13%	50%	23%	6%	1%	100%	1,17
42 Loire	182,1	52,3%	47,7%	35	2%	15%	64%	19%	0%	0%	100%	1,13
43 Loire (Haute)	59,5	47,9%	52,1%	27	4%	12%	57%	9%	17%	0%	100%	1,26
63 Puy de Dome	178,5	52,3%	47,7%	32	2%	5%	60%	29%	4%	0%	100%	1,24
69 Rhône	261,0	50,7%	49,3%	30	4%	10%	59%	21%	7%	0%	100%	1,14
73 Savoie	96,9	49,1%	50,9%	62	9%	14%	52%	19%	5%	1%	100%	1,18
74 Savoie Haute	93,0	54,9%	45,1%	31	1%	10%	57%	32%	0%	0%	100%	1,23
Auvergne-Rhône-Alpes	1 558,0	51,3%	48,7%	31	4%	10%	57%	22%	6%	1%	100%	1,19
France métropole hors DOM	12 386,7	51,4%	48,6%	34	4%	10%	56%	18%	10%	1%	100%	1,22
Guadeloupe	39,0	56,4%	43,6%	37	0%	4%	89%	4%	4%	0%	100%	1,05
Martinique	32,6	32,0%	68,0%	699	0%	11%	57%	14%	14%	5%	100%	0,98
Guyane	13,3	52,6%	47,4%	45	19%	12%	33%	36%	0%	0%	100%	1,15
Réunion	132,1	55,5%	44,5%	30	3%	18%	38%	37%	4%	0%	100%	1,14
Mayotte	6,6	56,3%	43,7%	50	18%	34%	48%	0%	0%	0%	100%	1,00
DOM	223,6	52,1%	47,9%	93	4%	15%	47%	29%	5%	0%	100%	1,11
France (métropole et DOM)	12 610,3	51,4%	48,6%	35	4%	11%	56%	18%	10%	1%	100%	1,22

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2019				Exercice 2020			
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
8 Ardennes	79,8	50,6%	49,4%	23	84,3	50,3%	49,7%	29
10 Aube	79,6	56,1%	43,9%	3	79,6	56,1%	43,9%	36
51 Marne	101,5	54,0%	46,0%	74	104,5	52,4%	47,6%	72
52 Marne Haute	50,7	47,7%	52,3%	78	50,7	49,0%	51,0%	81
54 Meurthe-et-Moselle	111,9	52,4%	47,6%	70	119,6	53,2%	46,8%	67
55 Meuse	62,1	47,4%	52,6%	42	62,7	48,5%	51,5%	53
57 Moselle	191,4	48,7%	51,3%	32	196,9	46,6%	53,4%	33
67 Rhin (Bas)	119,2	59,1%	40,9%	39	124,1	59,3%	40,7%	40
68 Rhin (Haut)	124,3	55,0%	45,0%	48	126,3	55,4%	44,6%	36
88 Vosges	98,4	54,2%	45,8%	38	101,1	53,9%	46,1%	53
Grand Est	1 018,8	52,8%	47,2%	43	1 049,7	52,4%	47,6%	47
16 Charente	116,6	46,1%	53,9%	17	117,9	45,5%	54,5%	18
17 Charente Maritime	203,8	49,6%	50,4%	39	215,6	49,5%	50,5%	20
19 Corrèze	73,3	51,2%	48,8%	17	74,3	50,5%	49,5%	18
23 Creuse	38,4	54,8%	45,2%	11	38,4	55,5%	44,5%	52
24 Dordogne	177,8	49,7%	50,3%	22	181,8	49,8%	50,2%	17
33 Gironde	340,4	48,1%	51,9%	27	353,5	47,5%	52,5%	36
40 Landes	98,2	49,3%	50,7%	15	100,2	50,3%	49,7%	92
47 Lot-et-Garonne	121,3	48,8%	51,2%	45	122,6	48,9%	51,1%	56
64 Pyrénées Atlantiques	166,6	45,0%	55,0%	18	168,6	46,3%	53,7%	10
79 Sèvres Deux	134,4	48,4%	51,6%	27	137,4	48,0%	52,0%	27
86 Vienne	120,4	45,2%	54,8%	19	121,6	46,8%	53,2%	28
87 Vienne (Haute)	108,4	52,9%	47,1%	25	111,8	53,1%	46,9%	25
Nouvelle Aquitaine	1 699,4	48,5%	51,5%	26	1 743,9	48,7%	51,3%	31
21 Côte d'Or	86,0	54,8%	45,2%	21	89,2	55,6%	44,4%	41
25 Doubs	101,5	62,5%	37,5%	33	103,9	61,7%	38,3%	30
39 Jura	82,8	53,4%	46,6%	50	84,8	53,3%	46,7%	51
58 Nièvre	79,2	49,0%	51,0%	40	78,3	49,5%	50,5%	31
70 Saône Haute	68,0	55,3%	44,7%	34	70,3	54,9%	45,1%	52
71 Saône Loire	153,0	49,3%	50,7%	31	162,5	49,8%	50,2%	18
89 Yonne	97,4	47,1%	52,9%	26	97,5	47,1%	52,9%	3
90 Territ. de Belfort	29,8	55,0%	45,0%	24	30,8	56,5%	43,5%	26
Bourgogne-Franche Comté	697,7	52,9%	47,1%	33	717,4	53,0%	47,0%	30
22 Côtes d'Armor	177,8	53,8%	46,2%	32	184,0	53,0%	47,0%	26
29 Finistère	252,9	53,2%	46,8%	30	256,9	53,9%	46,1%	40
35 Ille et Vilaine	196,5	52,0%	48,0%	18	200,1	52,1%	47,9%	42
56 Morbihan	181,6	52,0%	48,0%	26	189,1	52,0%	48,0%	24
Bretagne	808,8	52,8%	47,2%	27	830,1	52,8%	47,2%	34

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2019				Exercice 2020			
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
18 Cher	119,4	53,9%	46,1%	46	119,2	54,0%	46,0%	84
28 Eure et Loir	92,9	52,5%	47,5%	38	94,4	53,2%	46,8%	52
36 Indre	82,3	50,4%	49,6%	49	89,3	50,4%	49,6%	45
37 Indre-et-Loire	166,2	51,9%	48,1%	31	173,2	51,6%	48,4%	33
41 Loir et Cher	75,3	53,3%	46,7%	8	77,2	51,9%	48,1%	8
45 Loiret	112,3	43,6%	56,4%	24	110,7	45,5%	54,5%	36
Centre-Val de Loire	648,3	50,9%	49,1%	33	664,0	51,1%	48,9%	44
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0
2B Corse Haute	21,4	52,2%	47,8%	88	22,3	52,9%	47,1%	53
Corse	21,4	52,2%	47,8%	88	22,3	52,9%	47,1%	53
75 Paris	195,3	53,0%	47,0%	36	192,5	54,9%	45,1%	36
77 Seine Marne	159,4	54,1%	45,9%	39	166,0	54,2%	45,8%	61
78 Yvelines	135,3	53,8%	46,2%	36	139,1	54,8%	45,2%	35
91 Essonne	147,2	51,9%	48,1%	36	152,1	52,7%	47,3%	34
92 Seine Hauts de	133,3	53,7%	46,3%	64	138,6	54,9%	45,1%	71
93 Seine St Denis	147,8	50,5%	49,5%	47	155,1	52,3%	47,7%	46
94 Val de Marn	120,9	50,2%	49,8%	69	121,9	51,0%	49,0%	94
95 Val d'oise	99,4	53,2%	46,8%	12	99,1	53,2%	46,8%	30
Ile de France	1 138,5	52,6%	47,4%	42	1 164,4	53,6%	46,4%	50
9 Ariège	31,8	47,7%	52,3%	66	33,3	47,7%	52,3%	63
11 Aude	102,9	50,3%	49,7%	25	104,7	50,8%	49,2%	24
12 Aveyron	80,6	45,0%	55,0%	35	80,6	44,6%	55,4%	40
30 Gard	118,5	57,9%	42,1%	28	126,1	58,4%	41,6%	46
31 Garonne (Haute)	148,3	49,0%	51,0%	46	150,5	48,7%	51,3%	38
32 Gers	78,0	49,1%	50,9%	27	78,9	49,4%	50,6%	29
34 Hérault	175,4	51,0%	49,0%	35	178,9	51,7%	48,3%	32
46 Lot	56,3	44,3%	55,7%	56	56,3	46,1%	53,9%	84
48 Lozère	39,7	49,5%	50,5%	38	39,2	50,6%	49,4%	37
65 Pyrénées Hautes	49,6	45,4%	54,6%	41	50,6	46,4%	53,6%	50
66 Pyrénées Orient.	101,4	50,7%	49,3%	52	104,0	48,9%	51,1%	54
81 Tarn	80,0	52,3%	47,7%	39	77,8	51,7%	48,3%	36
82 Tarn et Garonne	47,3	50,7%	49,3%	18	48,0	50,7%	49,3%	17
Occitanie	1 110,0	50,1%	49,9%	37	1 129,0	50,3%	49,7%	40
2 Aisne	126,7	59,0%	41,0%	29	128,9	59,0%	41,0%	43
59 Nord	664,7	54,1%	45,9%	26	680,1	53,9%	46,1%	33
60 Oise	146,9	59,0%	41,0%	55	148,9	60,8%	39,2%	52
62 Pas-de-Calais	370,8	52,8%	47,2%	27	381,3	53,0%	47,0%	27
80 Somme	169,6	50,8%	49,2%	58	178,0	50,6%	49,4%	86
Hauts-de-France	1 478,8	54,3%	45,7%	33	1 517,3	54,4%	45,6%	40

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Nbre d'ETP et valeurs moyennes

Régions et départements	Exercice 2019				Exercice 2020			
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
14 Calvados	229,1	51,9%	48,1%	34	230,7	51,9%	48,1%	34
27 Eure	149,0	52,6%	47,4%	37	154,6	51,9%	48,1%	38
50 Manche	150,1	52,5%	47,5%	20	152,4	52,8%	47,2%	20
61 Orne	104,8	50,9%	49,1%	71	104,4	50,1%	49,9%	65
76 Seine Maritime	343,0	49,6%	50,4%	15	357,3	50,2%	49,8%	19
Normandie	976,0	51,2%	48,8%	30	999,3	51,2%	48,8%	30
44 Loire Atlantique	216,7	47,1%	52,9%	27	216,7	47,1%	52,9%	27
49 Maine-et-Loire	188,4	50,5%	49,5%	30	190,0	50,6%	49,4%	18
53 Mayenne	90,7	50,0%	50,0%	29	94,5	50,1%	49,9%	31
72 Sarthe	132,3	47,9%	52,1%	21	133,6	48,2%	51,8%	24
85 Vendée	133,6	49,3%	50,7%	11	135,7	49,6%	50,4%	10
Pays de Loire	761,7	48,8%	51,2%	24	770,5	49,0%	51,0%	21
4 Alpes de Hautes Provenances	46,3	55,3%	44,7%	43	48,6	54,2%	45,8%	71
5 Alpes Hautes	24,3	39,5%	60,5%	103	25,3	42,5%	57,5%	131
6 Alpes Maritimes	204,3	49,0%	51,0%	45	208,5	50,1%	49,9%	45
13 Bouches du Rhône	197,8	52,3%	47,7%	49	198,2	53,7%	46,3%	49
83 Var	146,7	51,3%	48,7%	32	147,8	51,2%	48,8%	30
84 Vaucluse	122,1	54,4%	45,6%	24	125,9	54,6%	45,4%	59
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	741,5	51,3%	48,7%	41	754,4	52,0%	48,0%	50
1 Ain	107,7	50,3%	49,7%	75	110,1	50,1%	49,9%	37
3 Allier	75,8	47,6%	52,4%	25	76,3	48,3%	51,7%	18
7 Ardèche	83,3	52,5%	47,5%	6	85,9	52,4%	47,6%	6
15 Cantal	58,8	49,1%	50,9%	50	59,1	50,3%	49,7%	17
26 Drôme	147,4	52,1%	47,9%	30	152,0	53,2%	46,8%	46
38 Isère	212,6	52,5%	47,5%	47	213,8	50,4%	49,6%	48
42 Loire	187,7	52,8%	47,2%	39	195,6	52,9%	47,1%	30
43 Loire (Haute)	61,4	48,0%	52,0%	34	61,9	48,8%	51,2%	16
63 Puy de Dome	186,5	51,8%	48,2%	36	190,9	51,4%	48,6%	48
69 Rhône	271,3	51,3%	48,7%	36	273,1	52,7%	47,3%	34
73 Savoie	95,6	50,0%	50,0%	46	96,9	50,2%	49,8%	41
74 Savoie Haute	99,4	57,3%	42,7%	49	98,1	58,0%	42,0%	49
Auvergne-Rhône-Alpes	1 587,6	51,7%	48,3%	39	1 613,6	51,8%	48,2%	36
France métropole hors DOM	12 688,5	51,5%	48,5%	34	12 975,9	51,7%	48,3%	38
Guadeloupe	39,0	56,4%	43,6%	19	44,7	51,5%	48,5%	0
Martinique	37,0	51,4%	48,6%	92	37,5	50,7%	49,3%	53
Guyane	13,3	52,6%	47,4%	29	14,3	55,9%	44,1%	38
Réunion	129,0	55,3%	44,7%	15	131,6	56,2%	43,8%	10
Mayotte	8,6	64,0%	36,0%	40	11,0	68,5%	31,5%	37
DOM	226,9	55,0%	45,0%	29	239,0	55,0%	45,0%	17
France (métropole et DOM)	12 915,4	51,5%	48,5%	34	13 214,8	51,7%	48,3%	38

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Valeurs médianes

Régions et départements	2018										2019			2020			
	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
				Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI							
8 Ardennes	48,5%	51,5%	33	3%	3%	59%	23%	11%	0%	100%	1,34	47,4%	52,6%	16	47,2%	52,8%	20
10 Aube	56,6%	43,4%	17	13%	47%	11%	24%	10%	0%	100%	1,22	57,6%	42,4%	6	57,6%	42,4%	22
51 Marne	52,6%	47,4%	60	3%	8%	57%	1%	20%	0%	100%	1,20	54,1%	45,9%	38	52,4%	47,6%	0
52 Marne Haute	48,8%	51,2%	44	4%	4%	55%	22%	11%	4%	100%	1,18	47,0%	53,0%	81	48,8%	51,2%	108
54 Meurthe-et-Moselle	53,4%	46,6%	72	2%	6%	60%	24%	8%	0%	100%	1,25	52,6%	47,4%	59	52,6%	47,4%	55
55 Meuse	47,8%	52,2%	54	1%	4%	54%	1%	39%	0%	100%	1,22	47,3%	52,7%	43	48,5%	51,5%	53
57 Moselle	48,1%	51,9%	45	2%	12%	50%	37%	0%	0%	100%	1,12	48,9%	51,1%	51	47,8%	52,2%	38
67 Rhin (Bas)	59,8%	40,2%	39	4%	2%	63%	10%	0%	0%	100%	1,16	60,6%	39,4%	49	61,8%	38,2%	40
68 Rhin (Haut)	53,3%	46,7%	33	0%	15%	55%	24%	13%	0%	100%	1,17	54,2%	45,8%	55	54,9%	45,1%	47
88 Vosges	55,5%	44,5%	35	2%	1%	56%	29%	12%	2%	100%	1,26	54,5%	45,5%	33	55,0%	45,0%	33
Grand Est	53,4%	46,6%	37	2%	7%	56%	21%	8%	0%	100%	1,21	53,5%	46,5%	41	53,1%	46,9%	43
16 Charente	46,3%	53,7%	29	6%	19%	46%	11%	7%	0%	100%	1,16	46,1%	53,9%	14	46,1%	53,9%	15
17 Charente Maritime	50,8%	49,2%	41	2%	7%	51%	6%	4%	2%	100%	1,29	50,1%	49,9%	44	49,7%	50,3%	26
19 Corrèze	50,4%	49,6%	32	2%	7%	49%	22%	12%	2%	100%	1,30	51,4%	48,6%	23	51,4%	48,6%	23
23 Creuse	52,6%	47,4%	5	0%	4%	61%	21%	1%	0%	100%	1,21	56,2%	43,8%	4	57,1%	42,9%	30
24 Dordogne	47,4%	52,6%	26	1%	6%	62%	21%	3%	0%	100%	1,21	48,4%	51,6%	16	48,5%	51,5%	13
33 Gironde	49,0%	51,0%	42	6%	8%	53%	19%	12%	0%	100%	1,26	49,0%	51,0%	19	49,5%	50,5%	44
40 Landes	49,6%	50,4%	16	1%	4%	56%	29%	11%	0%	100%	1,34	49,3%	50,7%	15	50,3%	49,7%	92
47 Lot-et-Garonne	49,1%	50,9%	43	4%	9%	54%	30%	6%	0%	100%	1,21	48,6%	51,4%	39	48,9%	51,1%	47
64 Pyrénées Atlantiques	44,6%	55,4%	21	1%	6%	55%	13%	13%	0%	100%	1,27	44,6%	55,4%	21	45,3%	54,7%	14
79 Sèvres Deux	49,7%	50,3%	20	2%	6%	57%	15%	20%	0%	100%	1,26	48,4%	51,6%	27	48,0%	52,0%	27
86 Vienne	46,6%	53,4%	29	1%	5%	53%	15%	24%	0%	100%	1,20	45,3%	54,7%	14	46,6%	53,4%	12
87 Vienne (Haute)	56,0%	44,0%	26	1%	6%	55%	24%	8%	0%	100%	1,25	56,0%	44,0%	18	55,1%	44,9%	16
Nouvelle Aquitaine	49,0%	51,0%	30	2%	7%	54%	17%	8%	0%	100%	1,24	48,8%	51,2%	20	49,0%	51,0%	23
21 Côte d'Or	54,5%	45,5%	78	3%	12%	76%	3%	5%	0%	100%	1,29	55,2%	44,8%	20	55,9%	44,1%	38
25 Doubs	61,1%	38,9%	29	0%	6%	65%	1%	5%	1%	100%	1,13	61,7%	38,3%	58	61,1%	38,9%	29
39 Jura	51,4%	48,6%	56	1%	1%	67%	20%	11%	0%	100%	1,21	53,4%	46,6%	50	53,3%	46,7%	51
58 Nièvre	53,3%	46,7%	39	5%	11%	53%	15%	5%	0%	100%	1,20	52,9%	47,1%	22	54,3%	45,7%	23
70 Saône Haute	55,7%	44,3%	40	6%	8%	74%	11%	0%	0%	100%	1,26	55,6%	44,4%	41	55,6%	44,4%	54
71 Saône Loire	51,8%	48,2%	47	3%	9%	56%	20%	11%	0%	100%	1,21	53,4%	46,6%	43	51,0%	49,0%	5
89 Yonne	46,5%	53,5%	16	0%	0%	69%	5%	16%	0%	100%	1,17	46,5%	53,5%	14	46,5%	53,5%	14
90 Territ. de Belfort	55,0%	45,0%	24	10%	12%	48%	12%	13%	6%	100%	1,30	55,0%	45,0%	24	56,5%	43,5%	26
Bourgogne-Franche Comté	54,2%	45,8%	39	1%	7%	65%	11%	10%	0%	100%	1,21	55,1%	44,9%	28	55,6%	44,4%	23
22 Côtes d'Armor	51,9%	48,1%	42	0%	7%	68%	14%	2%	0%	100%	1,20	52,9%	47,1%	42	51,2%	48,8%	25
29 Finistère	53,9%	46,1%	25	3%	8%	70%	3%	16%	1%	100%	1,29	53,3%	46,7%	30	53,9%	46,1%	40
35 Ille et Vilaine	52,0%	48,0%	29	10%	7%	73%	5%	5%	1%	100%	1,06	52,1%	47,9%	17	52,1%	47,9%	44
56 Morbihan	52,1%	47,9%	42	1%	9%	54%	29%	2%	0%	100%	1,21	53,1%	46,9%	32	53,1%	46,9%	32
Bretagne	52,9%	47,1%	29	2%	8%	65%	6%	2%	0%	100%	1,21	52,6%	47,4%	27	52,2%	47,8%	34

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Valeurs médianes

Régions et départements	2018											2019			2020		
	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
				Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI							
18 Cher	52,2%	47,8%	41	6%	11%	54%	21%	2%	0%	100%	1,22	54,1%	45,9%	32	54,1%	45,9%	63
28 Eure et Loir	52,3%	47,7%	28	2%	9%	59%	19%	10%	0%	100%	1,24	53,0%	47,0%	43	53,8%	46,2%	45
36 Indre	51,0%	49,0%	17	5%	7%	35%	21%	22%	0%	100%	1,23	50,9%	49,1%	33	50,9%	49,1%	36
37 Indre-et-Loire	52,3%	47,7%	26	3%	7%	59%	11%	22%	0%	100%	1,26	51,5%	48,5%	33	51,5%	48,5%	36
41 Loir et Cher	54,0%	46,0%	6	1%	5%	64%	3%	26%	1%	100%	1,20	53,3%	46,7%	8	51,9%	48,1%	8
45 Loiret	43,3%	56,7%	26	2%	0%	78%	7%	7%	0%	100%	1,20	42,7%	57,3%	50	44,8%	55,2%	56
Centre-Val de Loire	52,2%	47,8%	26	3%	6%	56%	15%	8%	0%	100%	1,24	52,4%	47,6%	34	52,1%	47,9%	39
2A Corse du Sud																	
2B Corse Haute	53,1%	46,9%	13	5%	19%	42%	35%	0%	0%	100%	1,06	52,5%	47,5%	88	53,2%	46,8%	54
Corse	53,1%	46,9%	13	5%	19%	42%	35%	0%	0%	100%	1,06	52,5%	47,5%	88	53,2%	46,8%	54
75 Paris	52,8%	47,2%	11	1%	14%	40%	18%	6%	0%	100%	1,15	52,8%	47,2%	17	55,6%	44,4%	34
77 Seine Mame	49,6%	50,4%	47	4%	23%	45%	19%	8%	0%	100,5	1,22	51,9%	48,1%	40	50,5%	49,5%	75
78 Yvelines	54,5%	45,5%	37	3%	17%	41%	16%	17%	0%	100%	1,19	54,2%	45,8%	41	55,0%	45,0%	36
91 Essonne	52,2%	47,8%	35	0%	7%	51%	24%	12%	1%	100%	1,15	53,1%	46,9%	35	53,4%	46,6%	33
92 Seine Hauts de	52,1%	47,9%	25	26%	18%	10%	12%	13%	0%	100,1	1,23	52,1%	47,9%	36	50,1%	49,9%	82
93 Seine St Denis	49,9%	50,1%	69	1%	5%	61%	13%	18%	0%	100%	1,12	49,9%	50,1%	83	52,7%	47,3%	80
94 Val de Mame	49,5%	50,5%	75	1%	6%	49%	19%	3%	0%	100%	1,20	50,5%	49,5%	56	51,1%	48,9%	60
95 Val d'oise	52,8%	47,2%	25	4%	5%	53%	24%	10%	0%	100,3	1,27	51,9%	48,1%	13	52,3%	47,7%	40
Ile de France	51,6%	48,4%	34	3%	10%	48%	18%	10%	0%	100%	1,19	52,0%	48,0%	37	52,2%	47,8%	41
9 Ariège	54,7%	45,3%	55	0%	6%	57%	9%	28%	0%	100%	1,26	48,1%	51,9%	67	48,0%	52,0%	63
11 Aude	46,9%	53,1%	37	3%	5%	56%	29%	8%	0%	100,9	1,23	50,9%	49,1%	23	50,9%	49,1%	26
12 Aveyron	42,7%	57,3%	22	2%	0%	57%	30%	8%	0%	100%	1,29	50,5%	49,5%	31	47,1%	52,9%	31
30 Gard	61,1%	38,9%	22	0%	4%	61%	29%	0%	0%	100%	1,23	59,4%	40,6%	24	58,0%	42,0%	20
31 Garonne (Haute)	48,0%	52,0%	63	1%	7%	55%	7%	25%	0%	100,1	1,22	50,9%	49,1%	42	52,1%	47,9%	40
32 Gers	49,1%	50,9%	27	3%	5%	61%	31%	0%	0%	100%	1,30	49,1%	50,9%	27	49,4%	50,6%	29
34 Hérault	51,6%	48,4%	30	4%	13%	52%	23%	6%	0%	100%	1,17	50,8%	49,2%	34	51,9%	48,1%	29
46 Lot	42,9%	57,1%	56	1%	18%	35%	21%	24%	0%	100%	1,23	44,3%	55,7%	55	46,1%	53,9%	84
48 Lozère	48,3%	51,7%	50	6%	11%	49%	25%	11%	0%	100%	1,18	51,4%	48,6%	38	51,7%	48,3%	38
65 Pyrénées Hautes	44,6%	55,4%	57	5%	1%	61%	27%	5%	0%	100%	1,33	44,6%	55,4%	61	45,4%	54,6%	68
66 Pyrénées Orient.	50,0%	50,0%	69	13%	34%	14%	35%	5%	0%	100%	1,19	49,0%	51,0%	66	47,8%	52,2%	66
81 Tarn	48,7%	51,3%	50	3%	7%	60%	18%	11%	2%	100%	1,22	52,8%	47,2%	45	53,1%	46,9%	36
82 Tarn et Garonne	50,5%	49,5%	19	2%	5%	77%	13%	2%	0%	100%	1,28	50,5%	49,5%	18	50,6%	49,4%	17
Occitanie	49,4%	50,6%	38	2%	6%	56%	23%	7%	0%	100%	1,23	51,4%	48,6%	34	50,7%	49,3%	34
2 Aisne	61,9%	38,1%	30	2%	8%	61%	31%	0%	0%	100%	1,20	59,0%	41,0%	35	58,6%	41,4%	52
59 Nord	50,6%	49,4%	24	2%	8%	65%	24%	0%	0%	100%	1,25	50,9%	49,1%	41	52,6%	47,4%	33
60 Oise	61,2%	38,8%	31	3%	6%	56%	17%	3%	0%	100,0	1,20	58,4%	41,6%	35	61,0%	39,0%	39
62 Pas-de-Calais	56,2%	43,8%	30	1%	8%	66%	12%	2%	0%	100%	1,22	55,7%	44,3%	29	52,2%	47,8%	29
80 Somme	53,5%	46,5%	21	2%	5%	66%	20%	6%	2%	100%	1,25	51,3%	48,7%	60	51,4%	48,6%	88
Hauts-de-France	56,6%	43,4%	28	2%	8%	63%	22%	0%	0%	100%	1,23	55,3%	44,7%	35	54,8%	45,2%	36

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Indicateurs relatifs au personnel- Valeurs médianes

Régions et départements	2018											2019			2020		
	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	% d'ETP délégués à la tutelle	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
				Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI							
14 Calvados	52,7%	47,3%	23	2%	5%	61%	19%	7%	0%	100%	1,26	52,0%	48,0%	27	52,3%	47,7%	27
27 Eure	54,4%	45,6%	12	0%	9%	47%	34%	0%	0%	100%	1,24	50,3%	49,7%	35	50,9%	49,1%	27
50 Manche	52,5%	47,5%	33	2%	9%	60%	19%	10%	1%	100%	1,26	52,4%	47,6%	21	52,7%	47,3%	21
61 Orne	48,3%	51,7%	52	3%	8%	55%	34%	0%	0%	100%	1,18	51,4%	48,6%	64	51,1%	48,9%	17
76 Seine Maritime	50,4%	49,6%	33	9%	12%	49%	25%	8%	0%	100%	1,19	50,2%	49,8%	24	50,6%	49,4%	26
Normandie	52,0%	48,0%	25	2%	9%	54%	23%	7%	0%	100%	1,21	51,3%	48,7%	27	51,1%	48,9%	26
44 Loire Atlantique	47,3%	52,7%	22	3%	4%	66%	21%	4%	0%	100%	1,22	48,0%	52,0%	20	48,0%	52,0%	20
49 Maine-et-Loire	50,0%	50,0%	27	0%	10%	60%	23%	2%	0%	100%	1,28	50,0%	50,0%	27	50,1%	49,9%	17
53 Mayenne	51,2%	48,8%	29	5%	4%	58%	14%	19%	0%	100%	1,28	50,0%	50,0%	29	50,1%	49,9%	30
72 Sarthe	48,2%	51,8%	30	1%	6%	62%	16%	13%	2%	100%	1,25	48,2%	51,8%	17	48,5%	51,5%	22
85 Vendée	49,3%	50,7%	11	2%	12%	47%	23%	9%	0%	100%	1,25	49,5%	50,5%	9	49,7%	50,3%	7
Pays de Loire	49,6%	50,4%	26	2%	5%	58%	22%	8%	0%	100%	1,24	49,6%	50,4%	14	49,9%	50,1%	17
4 Alpes de Hautes Provenances	59,7%	40,3%	28	2%	5%	62%	18%	4%	0%	100%	1,25	60,0%	40,0%	20	54,5%	45,5%	46
5 Alpes Hautes	40,1%	59,9%	67	2%	0%	78%	11%	9%	0%	100%	1,17	39,5%	60,5%	103	42,5%	57,5%	131
6 Alpes Maritimes	49,4%	50,6%	28	2%	11%	41%	19%	11%	0%	100%	1,23	49,6%	50,4%	40	49,2%	50,8%	35
13 Bouches du Rhône	52,9%	47,1%	18	2%	25%	22%	22%	2%	0%	100%	1,06	51,9%	48,1%	23	54,4%	45,6%	25
83 Var	46,4%	53,6%	37	2%	3%	69%	8%	10%	0%	100%	1,17	50,0%	50,0%	33	50,0%	50,0%	33
84 Vaucluse	53,4%	46,6%	15	0%	2%	64%	27%	1%	0%	100%	1,20	51,8%	48,2%	20	52,4%	47,6%	30
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	50,6%	49,4%	28	2%	5%	58%	18%	5%	0%	100%	1,18	50,7%	49,3%	33	51,5%	48,5%	33
1 Ain	51,4%	48,6%	52	3%	8%	55%	31%	1%	0%	100%	1,16	50,3%	49,7%	38	50,9%	49,1%	15
3 Allier	47,6%	52,4%	8	9%	11%	46%	25%	9%	0%	100%	1,19	48,1%	51,9%	24	48,6%	51,4%	17
7 Ardèche	53,9%	46,1%	6	1%	10%	62%	10%	16%	0%	100%	1,20	52,5%	47,5%	7	52,2%	47,8%	7
15 Cantal	48,0%	52,0%	7	10%	5%	60%	21%	3%	0%	100%	1,18	49,7%	50,3%	43	50,6%	49,4%	18
26 Drôme	52,0%	48,0%	18	4%	7%	59%	15%	4%	7%	100%	1,25	53,8%	46,2%	40	54,1%	45,9%	24
38 Isère	49,8%	50,2%	33	5%	8%	52%	17%	4%	0%	100%	1,18	51,3%	48,7%	42	49,7%	50,3%	41
42 Loire	57,1%	42,9%	39	3%	5%	59%	20%	0%	0%	100%	1,19	55,2%	44,8%	38	55,2%	44,8%	30
43 Loire (Haute)	48,2%	51,8%	25	4%	10%	57%	8%	20%	0%	100%	1,24	48,4%	51,6%	33	49,2%	50,8%	16
63 Puy de Dome	53,4%	46,6%	36	2%	5%	57%	28%	3%	0%	100%	1,22	51,4%	48,6%	19	51,1%	48,9%	20
69 Rhône	50,6%	49,4%	20	2%	10%	55%	25%	0%	0%	100%	1,17	51,1%	48,9%	29	52,1%	47,9%	34
73 Savoie	50,1%	49,9%	72	7%	14%	51%	22%	5%	1%	100%	1,17	51,1%	48,9%	44	51,5%	48,5%	43
74 Savoie Haute	55,4%	44,6%	26	1%	8%	57%	35%	0%	0%	100%	1,20	57,7%	42,3%	51	59,6%	40,4%	42
Auvergne-Rhône-Alpes	51,4%	48,6%	27	3%	8%	57%	20%	2%	0%	100%	1,19	51,3%	48,7%	38	51,5%	48,5%	27
France métropole hors DOM	50,2%	49,8%	34	2%	7%	55%	19%	8%	0%	100%	1,22	50,1%	49,9%	31	50,3%	49,7%	33
Guadeloupe	54,6%	45,4%	68	0%	5%	86%	5%	5%	0%	100%	1,05	55,8%	44,2%	34	52,5%	47,5%	0
Martinique	36,3%	63,7%	430	0%	14%	46%	13%	9%	0%	100%	1,00	53,6%	46,4%	40	53,6%	46,4%	0
Guyane	52,6%	47,4%	45	19%	12%	33%	36%	0%	0%	100%	1,15	52,6%	47,4%	29	55,9%	44,1%	38
Réunion	55,0%	45,0%	29	3%	15%	41%	33%	2%	0%	100%	1,16	56,3%	43,7%	15	57,7%	42,3%	6
Mayotte	56,2%	43,8%	62	16%	27%	58%	0%	0%	0%	100%	1,00	64,0%	36,0%	44	68,4%	31,6%	39
DOM	53,3%	46,7%	41	0%	10%	50%	15%	0%	0%	100%	1,05	55,8%	44,2%	24	55,4%	44,6%	0
France (métropole et DOM)	50,2%	49,8%	34	2%	7%	55%	19%	8%	0%	100%	1,22	50,1%	49,9%	31	50,3%	49,7%	33

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures en moyenne

	Exercice 2018												
	Tutelle	Curatelle renforcée	Curatelle simple	TPSA ou MAJ	Sauvegarde de justice	Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	Subrogé tuteur ou curateur	Total des mesures hors sauvegarde	Total des mesures avec sauvegarde	Mesures en établissement	Mesures à domicile	Sorties de mesures	Mesures nouvelles
8 Ardennes	1 241	1 029	44	5	24	60	0	2 378	2 402	650	1 728	249	282
10 Aube	1 026	948	50	7	28	218	0	2 249	2 277	698	1 551	208	274
51 Marne	820	1 378	62	9	42	502	3	2 773	2 814	758	2 015	269	218
52 Marne Haute	603	630	44	23	22	24	0	1 322	1 344	361	961	123	165
54 Meurthe-et-Moselle	1 523	1 484	51	11	50	299	1	3 368	3 418	1 102	2 267	260	392
55 Meuse	943	755	42	14	2	29	0	1 781	1 783	698	1 084	168	232
57 Moselle	2 509	2 687	181	76	62	437	9	5 897	5 959	2 197	3 701	602	687
67 Rhin (Bas)	1 383	1 457	115	41	30	343	0	3 339	3 368	953	2 386	331	264
68 Rhin (Haut)	1 274	1 500	68	22	46	660	3	3 526	3 571	1 130	2 396	295	322
88 Vosges	1 062	1 626	49	35	13	231	1	3 003	3 016	1 139	1 864	281	355
Grand-Est	12 381	13 492	704	240	319	2 802	16	29 634	29 953	9 683	19 951	2 786	3 191
16 Charente	1 109	1 595	50	36	53	223	6	3 017	3 070	1 016	2 001	284	234
17 Charente Maritime	2 373	3 275	188	19	136	253	8	6 115	6 251	2 096	4 019	662	835
19 Corrèze	1 067	1 093	38	30	41	55	0	2 283	2 324	1 113	1 170	181	273
23 Creuse	430	135	31	20	13	668	0	1 283	1 295	692	591	117	146
24 Dordogne	2 060	2 606	175	42	100	49	0	4 931	5 031	1 771	3 160	452	471
33 Gironde	2 686	5 420	209	37	267	537	18	8 906	9 172	2 453	6 453	795	771
40 Landes	596	1 773	45	9	139	195	1	2 618	2 756	999	1 619	142	237
47 Lot-et-Garonne	1 063	1 969	81	22	85	78	3	3 215	3 300	1 086	2 129	350	256
64 Pyrénées Atlantiques	1 332	2 616	109	25	73	402	3	4 485	4 558	1 690	2 796	480	438
79 Sévres Deux	1 380	1 855	118	14	133	221	4	3 591	3 724	1 146	2 445	282	247
86 Vienne	1 583	1 468	112	14	29	165	3	3 344	3 373	1 177	2 168	377	294
87 Vienne (Haute)	864	2 005	56	12	42	175	3	3 114	3 156	923	2 191	310	291
Nouvelle Aquitaine	16 540	25 807	1 210	277	1 110	3 017	48	46 898	48 008	16 159	30 739	4 432	4 493
21 Côte d'Or	687	1 684	84	16	27	61	1	2 531	2 558	846	1 686	240	248
25 Doubs	832	1 592	77	56	82	260	1	2 817	2 898	941	1 876	294	345
39 Jura	708	1 285	77	51	50	45	2	2 167	2 217	731	1 436	263	285
58 Nièvre	721	1 139	68	52	45	218	1	2 197	2 241	877	1 320	266	239
70 Saône Haute	729	398	55	41	79	683	4	1 909	1 988	659	1 250	225	124
71 Saône Loire	1 363	2 595	132	64	92	97	9	4 259	4 350	1 190	3 069	524	388
89 Yonne	956	1 492	73	27	31	198	6	2 750	2 781	1 098	1 653	257	284
90 Territ. de Belfort	370	468	23	8	6	22	0	890	895	270	620	110	115
Bourgogne-Franche Comté	6 365	10 651	587	313	410	1 581	22	19 518	19 928	6 609	12 909	2 179	2 028
22 Côtes d'Armor	1 799	2 879	133	25	71	618	4	5 456	5 527	1 857	3 599	546	567
29 Finistère	2 545	4 937	69	50	51	363	73	8 036	8 086	2 831	5 205	892	926
35 Ille et Vilaine	1 983	3 656	138	18	134	515	3	6 313	6 447	2 033	4 280	511	660
56 Morbihan	1 798	3 359	205	8	56	55	1	5 425	5 481	1 247	4 178	592	639
Bretagne	8 125	14 831	545	100	312	1 550	81	25 229	25 541	7 967	17 262	2 541	2 792

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures en moyenne

	Exercice 2018												
	Tutelle	Curatelle renforcée	Curatelle simple	TPSA ou MAJ	Sauvegarde de justice	Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	Subrogé tuteur ou curateur	Total des mesures hors sauvegarde	Total des mesures avec sauvegarde	Mesures en établissement	Mesures à domicile	Sorties de mesures	Mesures nouvelles
18 Cher	1 245	860	103	31	56	1 169	2	3 409	3 464	1 153	2 256	343	228
28 Eure et Loir	1 064	1 359	72	17	60	65	7	2 583	2 643	1 019	1 564	278	292
36 Indre	863	1 294	58	6	41	32	17	2 269	2 309	777	1 492	206	229
37 Indre-et-Loire	1 709	2 569	135	25	71	75	1	4 512	4 582	1 542	2 970	403	374
41 Loir et Cher	807	1 214	68	51	35	76	3	2 218	2 253	913	1 305	209	137
45 Loiret	944	1 563	74	23	48	103	7	2 713	2 760	932	1 781	204	138
Centre-Val de Loire	6 631	8 858	508	152	310	1 518	36	17 702	18 012	6 335	11 368	1 643	1 398
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2B Corse Haute	239	253	20	21	6	11	0	544	549	203	341	57	89
Corse	239	253	20	21	6	11	0	544	549	203	341	57	89
75 Paris	1 586	3 168	167	28	79	162	10	5 119	5 198	1 713	3 406	625	568
77 Seine Marne	1 718	2 452	93	33	20	230	3	4 528	4 547	1 773	2 755	499	689
78 Yvelines	1 480	2 485	103	3	19	100	1	4 170	4 189	1 672	2 499	348	424
91 Essonne	1 373	2 648	126	9	49	116	7	4 279	4 328	1 523	2 756	468	529
92 Seine Hauts de	1 082	2 160	90	53	69	100	20	3 505	3 574	1 034	2 471	392	481
93 Seine St Denis	1 644	2 423	152	4	70	94	54	4 370	4 439	1 357	3 013	398	691
94 Val de Marne	1 038	2 203	92	16	16	191	8	3 547	3 562	1 125	2 422	287	451
95 Val d'oise	1 212	1 394	71	13	34	169	3	2 862	2 896	1 158	1 704	238	319
Ile de France	11 132	18 931	892	158	357	1 160	104	32 377	32 734	11 352	21 025	3 255	4 152
9 Ariège	351	395	32	1	71	10	1	789	860	305	484	88	46
11 Aude	1 167	1 488	81	16	65	38	11	2 800	2 865	1 038	1 762	338	268
12 Aveyron	703	1 326	99	20	23	13	0	2 159	2 182	963	1 196	255	146
30 Gard	1 027	1 936	69	13	145	45	5	3 094	3 238	987	2 107	344	254
31 Garonne (Haute)	1 529	2 285	105	38	70	91	18	4 064	4 134	1 455	2 610	472	911
32 Gers	872	739	49	4	29	389	4	2 056	2 085	899	1 157	222	204
34 Hérault	1 361	3 069	129	41	119	113	18	4 731	4 849	1 553	3 178	435	373
46 Lot	589	838	39	0	33	9	1	1 475	1 507	663	812	161	180
48 Lozère	897	555	22	5	24	24	0	1 502	1 525	1 181	321	100	123
65 Pyrénées Hautes	657	670	3	1	3	161	1	1 491	1 494	565	927	118	153
66 Pyrénées Orient.	921	1 582	138	7	70	37	11	2 695	2 765	957	1 739	332	301
81 Tarn	723	1 323	76	13	23	75	13	2 222	2 244	800	1 422	169	206
82 Tarn et Garonne	539	788	36	6	16	140	3	1 510	1 526	546	964	107	95
Occitanie	11 333	16 991	874	162	690	1 141	84	30 583	31 273	11 909	18 675	3 141	3 260
2 Aisne	1 197	816	58	3	25	2 124	2	4 199	4 224	1 921	2 279	375	520
59 Nord	8 933	8 980	426	1	196	1 791	42	20 172	20 368	7 880	12 292	1 686	1 586
60 Oise	1 663	2 187	131	14	66	362	8	4 363	4 429	1 661	2 703	493	482
62 Pas-de-Calais	4 391	4 132	208	48	117	2 203	13	10 993	11 110	4 113	6 881	1 121	1 214
80 Somme	2 175	2 483	86	65	116	116	16	4 940	5 055	1 897	3 043	461	486
Hauts-de-France	18 357	18 597	907	130	520	6 596	80	44 666	45 186	17 471	27 196	4 136	4 288

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures en moyenne

	Exercice 2018												
	Tutelle	Curatelle renforcée	Curatelle simple	TPSA ou MAJ	Sauvegarde de justice	Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	Subrogé tuteur ou curateur	Total des mesures hors sauvegarde	Total des mesures avec sauvegarde	Mesures en établissement	Mesures à domicile	Sorties de mesures	Mesures nouvelles
14 Calvados	2 131	4 023	119	32	99	254	9	6 567	6 665	1 871	4 696	640	537
27 Eure	1 822	2 205	85	9	60	165	30	4 314	4 374	1 448	2 867	393	475
50 Manche	1 382	2 498	105	16	79	166	8	4 174	4 253	1 092	3 082	391	453
61 Orne	1 066	1 566	46	52	9	116	0	2 845	2 854	1 064	1 781	298	283
76 Seine Maritime	3 476	5 507	300	91	154	367	75	9 815	9 968	2 945	6 870	972	1 110
Normandie	9 876	15 798	654	199	400	1 067	120	27 713	28 113	8 419	19 295	2 694	2 858
44 Loire Atlantique	1 739	3 914	111	17	104	222	1	6 004	6 107	1 798	4 206	466	525
49 Maine-et-Loire	1 731	3 079	52	30	75	497	3	5 391	5 465	1 565	3 826	441	438
53 Mayenne	866	1 653	91	16	5	39	0	2 665	2 669	872	1 793	182	281
72 Sarthe	1 338	2 124	60	27	11	133	0	3 681	3 691	1 238	2 443	331	444
85 Vendée	1 263	1 874	91	21	39	794	0	4 043	4 081	1 456	2 587	413	401
Pays de Loire	6 937	12 642	405	110	232	1 685	4	21 782	22 014	6 928	14 854	1 833	2 089
4 Alpes de Hautes Provenances	466	738	51	5	27	23	1	1 283	1 310	559	724	132	191
5 Alpes Hautes	264	350	10	5	2	11	0	639	641	303	336	73	81
6 Alpes Maritimes	2 323	2 389	151	31	324	470	45	5 407	5 731	1 965	3 442	627	478
13 Bouches du Rhône	2 909	2 967	97	50	139	84	2	6 108	6 247	2 790	3 319	749	461
83 Var	1 833	2 006	90	38	175	46	59	4 070	4 245	1 534	2 536	455	547
84 Vaucluse	1 267	1 718	93	4	155	41	13	3 134	3 288	1 078	2 056	474	255
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	9 060	10 166	491	132	822	675	118	20 640	21 462	8 229	12 412	2 510	2 013
1 Ain	1 037	1 882	57	12	4	67	3	3 058	3 062	1 298	1 761	377	423
3 Allier	998	1 008	42	16	19	110	4	2 176	2 195	699	1 477	196	278
7 Ardèche	1 094	1 203	41	14	30	99	1	2 452	2 482	1 223	1 229	262	326
15 Cantal	575	917	81	5	47	3	0	1 581	1 627	714	867	187	134
26 Drôme	1 489	2 347	173	19	87	87	20	4 134	4 221	1 446	2 688	500	439
38 Isère	1 622	3 713	169	8	53	197	20	5 727	5 780	1 906	3 822	765	713
42 Loire	1 797	3 173	200	51	116	46	4	5 269	5 384	1 879	3 390	478	585
43 Loire (Haute)	515	1 092	59	1	36	67	1	1 734	1 769	630	1 104	157	140
63 Puy de Dome	1 861	3 150	80	35	45	83	3	5 211	5 256	1 800	3 412	439	611
69 Rhône	2 507	4 424	195	39	202	213	47	7 424	7 626	2 933	4 491	690	507
73 Savoie	720	1 550	72	14	68	217	2	2 575	2 643	926	1 649	355	315
74 Savoie Haute	824	1 684	83	26	32	12	2	2 629	2 661	899	1 730	266	304
Auvergne-Rhône-Alpes	15 037	26 143	1 250	238	739	1 198	104	43 968	44 707	16 351	27 617	4 672	4 775
France métropole hors DOM	132 010	193 156	9 044	2 230	6 228	23 998	814	361 252	367 480	127 612	233 640	35 879	37 426
Guadeloupe	844	635	42	0	1	3	0	1 524	1 525	258	1 266	85	144
Martinique	532	343	27	0	31	13	1	916	947	261	655	134	113
Guyane	207	165	3	0	1	5	5	384	384	116	268	31	49
Réunion	2 012	1 714	41	1	24	15	1	3 783	3 806	730	3 053	348	398
Mayotte	74	25	6	0	29	20	4	128	156	2	126	8	53
DOM	3 668	2 880	118	1	86	56	11	6 733	6 818	1 366	5 367	606	757
France (métropole et DOM)	135 678	196 036	9 162	2 231	6 313	24 053	825	367 984	374 298	128 978	239 007	36 485	38 183

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures en moyenne

	Exercice 2019												
	Tutelle	Curatelle renforcée	Curatelle simple	TPSA ou MAJ	Sauvegarde de justice	Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	Subrogé tuteur ou curateur	Total des mesures hors sauvegarde	Total des mesures avec sauvegarde	Mesures en établissement	Mesures à domicile	Sorties de mesures	Mesures nouvelles
8 Ardennes	1 250	1 074	41	4	18	64	0	2 433	2 450	634	1 799	216	234
10 Aube	1 037	1 007	59	11	31	211	0	2 325	2 356	686	1 639	198	247
51 Marne	824	1 432	59	10	29	486	4	2 813	2 842	769	2 045	211	200
52 Marne Haute	619	641	44	19	20	23	0	1 346	1 366	379	967	123	125
54 Meurthe-et-Moselle	1 565	1 526	56	14	52	311	1	3 472	3 524	1 141	2 331	281	442
55 Meuse	950	786	41	16	2	36	1	1 828	1 830	722	1 107	153	225
57 Moselle	2 550	2 707	189	72	42	457	25	5 999	6 041	2 219	3 780	558	621
67 Rhin (Bas)	1 364	1 499	106	33	42	339	0	3 340	3 382	925	2 416	310	309
68 Rhin (Haut)	1 293	1 519	66	23	40	699	27	3 626	3 666	1 189	2 437	259	399
88 Vosges	1 069	1 673	48	33	9	235	1	3 058	3 066	1 129	1 929	285	395
Grand-Est	12 519	13 862	708	232	285	2 860	58	30 238	30 523	9 790	20 448	2 594	3 197
16 Charente	1 094	1 597	54	29	58	231	7	3 011	3 069	1 001	2 010	233	204
17 Charente Maritime	2 464	3 411	182	19	133	252	9	6 336	6 468	2 207	4 129	599	778
19 Corrèze	1 063	1 150	39	31	24	52	0	2 334	2 358	1 089	1 245	173	192
23 Creuse	445	150	29	18	19	664	1	1 305	1 324	713	592	127	145
24 Dordogne	2 083	2 680	171	41	90	55	0	5 030	5 120	1 798	3 233	521	565
33 Gironde	2 772	5 527	215	37	248	541	29	9 120	9 368	2 511	6 609	818	794
40 Landes	607	1 802	48	11	140	194	2	2 662	2 802	998	1 665	222	128
47 Lot-et-Garonne	1 046	1 994	79	18	94	80	4	3 221	3 315	1 087	2 135	356	252
64 Pyrénées Atlantiques	1 337	2 656	108	21	75	434	4	4 558	4 633	1 685	2 874	446	445
79 Sévres Deux	1 415	1 914	120	7	101	206	5	3 667	3 768	1 200	2 467	317	295
86 Vienne	1 608	1 474	106	20	28	175	9	3 391	3 419	1 227	2 165	267	340
87 Vienne (Haute)	863	2 040	58	10	41	152	3	3 125	3 165	921	2 204	288	233
Nouvelle Aquitaine	16 795	26 393	1 208	259	1 050	3 034	71	47 759	48 808	16 434	31 325	4 367	4 371
21 Côte d'Or	714	1 748	83	15	15	58	1	2 618	2 633	975	1 643	223	265
25 Doubs	841	1 642	74	60	84	258	5	2 879	2 963	880	1 999	226	267
39 Jura	731	1 306	82	53	48	48	1	2 220	2 267	672	1 548	216	231
58 Nièvre	723	1 176	71	46	26	217	3	2 235	2 260	877	1 358	252	265
70 Saône Haute	777	432	51	35	81	651	3	1 949	2 030	661	1 288	209	137
71 Saône Loire	1 372	2 659	123	59	101	103	13	4 329	4 429	1 163	3 166	364	423
89 Yonne	962	1 479	61	21	20	249	7	2 778	2 798	1 097	1 681	267	283
90 Territ. de Belfort	386	473	22	10	30	24	0	915	944	270	645	108	115
Bourgogne-Franche Comté	6 505	10 913	567	297	404	1 607	32	19 920	20 324	6 595	13 326	1 865	1 986
22 Côtes d'Armor	1 774	2 864	126	20	106	721	4	5 507	5 613	1 874	3 633	555	515
29 Finistère	2 485	4 999	71	42	54	364	69	8 028	8 082	2 792	5 236	873	854
35 Ille et Vilaine	1 985	3 763	140	18	87	555	3	6 464	6 550	2 017	4 447	521	645
56 Morbihan	1 754	3 454	200	12	59	59	1	5 479	5 538	1 173	4 306	469	653
Bretagne	7 997	15 079	537	91	306	1 699	76	25 477	25 783	7 856	17 621	2 418	2 667

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures en moyenne

Exercice 2019

	Tutelle	Curatelle renforcée	Curatelle simple	TPSA ou MAJ	Sauvegarde de justice	Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	Subrogé tuteur ou curateur	Total des mesures hors sauvegarde	Total des mesures avec sauvegarde	Mesures en établissement	Mesures à domicile	Sorties de mesures	Mesures nouvelles
18 Cher	1 214	870	108	37	61	1 133	2	3 362	3 422	1 140	2 222	316	215
28 Eure et Loir	1 094	1 379	74	16	53	70	8	2 640	2 693	1 032	1 609	261	230
36 Indre	886	1 344	63	5	58	28	24	2 349	2 407	810	1 540	241	256
37 Indre-et-Loire	1 715	2 659	142	22	56	59	1	4 596	4 652	1 565	3 032	404	389
41 Loir et Cher	804	1 204	62	46	36	104	2	2 222	2 258	889	1 333	186	137
45 Loiret	947	1 560	73	21	50	96	6	2 703	2 752	912	1 791	179	167
Centre-Val de Loire	6 659	9 016	521	145	313	1 489	42	17 871	18 184	6 345	11 526	1 587	1 394
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2B Corse Haute	248	268	21	25	4	17	0	579	583	208	371	122	156
Corse	248	268	21	25	4	17	0	579	583	208	371	122	156
75 Paris	1 672	3 287	172	30	66	162	14	5 335	5 401	1 810	3 526	501	613
77 Seine Marne	1 760	2 593	94	32	31	215	5	4 697	4 728	1 810	2 887	448	767
78 Yvelines	1 490	2 527	105	2	3	97	0	4 220	4 224	1 680	2 540	281	371
91 Essonne	1 378	2 719	134	7	53	121	8	4 367	4 419	1 511	2 856	442	519
92 Seine Hauts de	1 100	2 217	100	48	70	110	21	3 595	3 665	1 027	2 568	364	455
93 Seine St Denis	1 614	2 315	143	4	41	119	66	4 260	4 301	1 349	2 911	498	267
94 Val de Marne	1 036	2 206	83	18	25	181	12	3 535	3 560	1 130	2 405	279	273
95 Val d'oise	1 236	1 449	69	10	30	163	5	2 931	2 961	1 175	1 756	308	315
Ile de France	11 285	19 310	899	149	319	1 166	129	32 938	33 257	11 491	21 447	3 121	3 580
9 Ariège	353	405	35	1	56	10	1	804	859	309	495	80	71
11 Aude	1 169	1 507	84	11	85	36	11	2 818	2 902	1 042	1 776	316	270
12 Aveyron	675	1 312	93	19	43	16	0	2 113	2 156	922	1 191	210	173
30 Gard	1 106	2 063	62	9	165	54	7	3 300	3 465	1 051	2 250	288	276
31 Garonne (Haute)	1 545	2 287	96	40	76	107	17	4 091	4 167	1 511	2 580	440	430
32 Gers	860	770	47	5	44	382	8	2 070	2 114	891	1 179	222	206
34 Hérault	1 376	3 104	123	44	103	130	18	4 793	4 895	1 579	3 214	368	382
46 Lot	595	875	36	1	30	16	2	1 522	1 552	678	844	163	202
48 Lozère	885	575	26	3	4	24	1	1 513	1 516	1 177	336	86	109
65 Pyrénées Hautes	664	694	3	1	3	159	2	1 522	1 524	578	944	109	139
66 Pyrénées Orient.	925	1 622	141	6	61	39	13	2 745	2 806	985	1 760	274	283
81 Tarn	718	1 331	72	10	30	78	16	2 224	2 254	806	1 419	172	192
82 Tarn et Garonne	544	789	41	3	19	136	1	1 513	1 532	544	969	84	95
Occitanie	11 411	17 331	856	149	718	1 185	94	31 025	31 743	12 071	18 954	2 812	2 828
2 Aisne	1 235	816	59	3	20	2 199	2	4 312	4 332	1 954	2 358	408	494
59 Nord	8 859	8 999	405	0	250	1 855	47	20 164	20 414	7 784	12 380	1 502	1 449
60 Oise	1 688	2 238	141	17	69	377	7	4 467	4 536	1 705	2 762	416	426
62 Pas-de-Calais	4 422	4 202	219	45	74	2 270	13	11 169	11 243	4 077	7 092	1 003	1 054
80 Somme	2 118	2 583	90	61	86	127	16	4 993	5 079	1 812	3 182	471	411
Hauts-de-France	18 321	18 837	913	124	500	6 827	83	45 104	45 604	17 331	27 774	3 800	3 834

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs

Nombre de mesures en moyenne

Exercice 2019

	Tutelle	Curatelle renforcée	Curatelle simple	TPSA ou MAJ	Sauvegarde de justice	Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	Subrogé tuteur ou curateur	Total des mesures hors sauvegarde	Total des mesures avec sauvegarde	Mesures en établissement	Mesures à domicile	Sorties de mesures	Mesures nouvelles
14 Calvados	2 101	4 069	123	26	109	274	9	6 601	6 709	1 817	4 784	535	485
27 Eure	1 828	2 294	80	9	59	170	39	4 418	4 477	1 446	2 972	396	431
50 Manche	1 364	2 589	116	20	122	168	9	4 266	4 388	1 071	3 195	356	395
61 Orne	1 042	1 554	42	57	7	114	0	2 808	2 815	1 037	1 771	215	231
76 Seine Maritime	3 466	5 637	330	71	173	410	83	9 996	10 169	2 968	7 028	824	978
Normandie	9 800	16 142	690	182	470	1 135	139	28 088	28 558	8 338	19 749	2 326	2 520
44 Loire Atlantique	1 756	3 988	96	17	98	212	2	6 070	6 168	1 781	4 290	485	545
49 Maine-et-Loire	1 741	3 127	50	27	40	493	4	5 441	5 480	1 592	3 849	433	368
53 Mayenne	859	1 702	87	13	5	45	0	2 705	2 710	892	1 813	162	260
72 Sarthe	1 380	2 186	47	18	16	128	1	3 759	3 775	1 235	2 525	279	360
85 Vendée	1 250	1 894	93	27	43	837	0	4 100	4 142	1 484	2 616	364	398
Pays de Loire	6 985	12 896	372	102	201	1 714	6	22 074	22 275	6 983	15 091	1 723	1 931
4 Alpes de Hautes Provenances	501	786	44	3	19	28	3	1 363	1 382	598	765	150	195
5 Alpes Hautes	272	357	12	5	8	13	0	658	665	309	349	91	116
6 Alpes Maritimes	2 415	2 450	162	26	331	446	53	5 552	5 882	2 085	3 467	647	458
13 Bouches du Rhône	2 820	2 973	102	52	140	89	5	6 040	6 180	2 780	3 260	629	489
83 Var	1 887	2 081	98	46	136	59	58	4 228	4 363	1 568	2 660	454	485
84 Vaucluse	1 257	1 730	90	3	162	61	13	3 152	3 314	1 078	2 075	393	243
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	9 150	10 375	506	134	795	696	131	20 991	21 786	8 417	12 574	2 364	1 986
1 Ain	992	1 931	56	15	5	68	7	3 068	3 073	1 264	1 804	363	407
3 Allier	1 002	1 044	48	14	21	102	3	2 212	2 233	731	1 481	213	223
7 Ardèche	1 127	1 224	42	8	37	97	1	2 499	2 535	1 233	1 266	234	317
15 Cantal	582	934	81	6	42	7	1	1 609	1 651	742	868	179	151
26 Drôme	1 507	2 383	167	18	109	87	22	4 181	4 290	1 446	2 735	416	412
38 Isère	1 636	3 740	166	6	32	196	20	5 763	5 794	1 908	3 855	601	682
42 Loire	1 848	3 232	208	54	112	37	4	5 381	5 493	1 917	3 465	471	549
43 Loire (Haute)	505	1 103	56	1	33	74	3	1 740	1 773	632	1 108	147	122
63 Puy de Dome	1 895	3 207	78	33	52	83	2	5 296	5 348	1 812	3 485	438	551
69 Rhône	2 519	4 479	182	34	187	220	48	7 482	7 669	2 908	4 574	774	542
73 Savoie	715	1 566	76	14	53	203	4	2 577	2 630	928	1 649	324	294
74 Savoie Haute	861	1 723	73	24	32	16	3	2 699	2 731	910	1 789	244	352
Auvergne-Rhône-Alpes	15 187	26 563	1 230	223	715	1 187	115	44 504	45 219	16 428	28 077	4 404	4 602
France métropole hors DOM	132 859	196 983	9 026	2 111	6 080	24 612	975	366 566	372 646	128 285	238 280	33 503	35 052
Guadeloupe	851	650	35	0	1	3	1	1 539	1 540	254	1 285	90	104
Martinique	483	319	28	0	10	16	2	847	857	209	638	127	74
Guyane	199	189	2	0	1	6	6	401	401	115	286	43	43
Réunion	1 999	1 755	45	1	22	19	5	3 822	3 844	706	3 116	295	370
Mayotte	91	39	8	0	14	41	6	183	197	3	181	13	53
DOM	3 622	2 950	117	1	48	84	19	6 791	6 838	1 287	5 504	568	644
France (métropole et DOM)	136 480	199 933	9 142	2 111	6 128	24 696	994	373 356	379 484	129 572	243 784	34 071	35 696

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs													
Nombre de mesures en moyenne													
	Exercice 2020												
	Tutelle	Curatelle renforcée	Curatelle simple	TPSA ou MAJ	Sauvegarde de justice	Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	Subrogé tuteur ou curateur	Total des mesures hors sauvegarde	Total des mesures avec sauvegarde	Mesures en établissement	Mesures à domicile	Sorties de mesures	Mesures nouvelles
8 Ardennes	1 252	1 115	41	5	21	66	0	2 478	2 499	611	1 868	226	248
10 Aube	1 029	1 046	64	13	20	214	0	2 366	2 385	675	1 691	182	207
51 Marne	822	1 450	54	12	29	478	4	2 819	2 847	752	2 067	181	217
52 Marne Haute	640	657	43	19	24	23	0	1 381	1 404	398	983	128	172
54 Meurthe-et-Moselle	1 615	1 564	60	19	58	344	201	3 801	3 859	1 291	2 510	317	875
55 Meuse	959	812	39	17	3	42	1	1 869	1 872	729	1 141	151	211
57 Moselle	2 575	2 733	188	70	44	461	50	6 076	6 120	2 229	3 848	526	599
67 Rhin (Bas)	1 404	1 584	96	28	52	355	0	3 465	3 517	934	2 532	289	414
68 Rhin (Haut)	1 322	1 544	69	29	40	718	60	3 740	3 779	1 240	2 500	244	357
88 Vosges	1 082	1 732	47	30	13	244	1	3 134	3 147	1 094	2 040	301	398
Grand-Est	12 699	14 235	698	240	302	2 942	316	31 127	31 429	9 951	21 177	2 545	3 698
16 Charente	1 096	1 619	54	28	59	233	10	3 038	3 096	1 005	2 033	233	211
17 Charente Maritime	2 533	3 527	178	19	139	259	10	6 525	6 663	2 255	4 270	615	788
19 Corrèze	1 049	1 176	37	27	25	55	0	2 344	2 368	1 070	1 274	179	180
23 Creuse	444	171	27	37	15	650	1	1 328	1 343	713	615	165	187
24 Dordogne	2 105	2 744	181	42	75	65	0	5 135	5 210	1 862	3 273	496	616
33 Gironde	2 859	5 581	206	38	229	539	41	9 262	9 491	2 549	6 713	810	813
40 Landes	623	1 832	53	14	140	178	3	2 702	2 842	986	1 717	248	117
47 Lot-et-Garonne	1 026	2 051	81	16	97	91	6	3 269	3 366	1 135	2 134	419	284
64 Pyrénées Atlantiques	1 346	2 676	104	22	89	441	4	4 591	4 680	1 701	2 890	532	526
79 Sévres Deux	1 428	1 950	116	4	110	221	6	3 725	3 834	1 214	2 511	311	279
86 Vienne	1 653	1 520	109	30	12	169	14	3 493	3 504	1 228	2 265	217	310
87 Vienne (Haute)	881	2 081	58	9	37	124	0	3 152	3 189	914	2 238	269	287
Nouvelle Aquitaine	17 041	26 924	1 200	283	1 024	3 022	92	48 561	49 585	16 630	31 932	4 494	4 598
21 Côte d'Or	745	1 810	86	16	11	60	1	2 716	2 727	1 012	1 705	189	255
25 Doubs	861	1 680	76	63	73	264	15	2 958	3 031	881	2 078	166	287
39 Jura	737	1 354	85	51	40	51	1	2 278	2 317	682	1 596	235	266
58 Nièvre	721	1 195	68	42	27	214	4	2 244	2 271	870	1 374	262	252
70 Saône Haute	804	456	52	35	75	654	3	2 003	2 078	677	1 326	200	155
71 Saône Loire	1 367	2 796	122	66	93	102	16	4 467	4 560	1 127	3 341	436	593
89 Yonne	958	1 504	59	20	6	251	7	2 798	2 804	1 077	1 721	299	302
90 Territ. de Belfort	419	486	25	16	32	27	0	971	1 003	274	697	90	130
Bourgogne-Franche Comté	6 610	11 280	571	307	356	1 621	47	20 434	20 790	6 598	13 836	1 877	2 240
22 Côtes d'Armor	1 775	2 840	124	21	113	808	5	5 572	5 685	1 892	3 680	557	549
29 Finistère	2 461	5 041	70	34	61	364	52	8 020	8 081	2 783	5 237	877	869
35 Ile et Vilaine	1 948	3 878	144	17	77	574	5	6 565	6 642	1 971	4 595	598	707
56 Morbihan	1 796	3 538	196	15	60	64	0	5 608	5 668	1 208	4 400	495	628
Bretagne	7 980	15 296	533	87	310	1 809	61	25 765	26 075	7 854	17 911	2 527	2 753

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs													
Nombre de mesures en moyenne													
	Exercice 2020												
	Tutelle	Curatelle renforcée	Curatelle simple	TPSA ou MAJ	Sauvegarde de justice	Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	Subrogé tuteur ou curateur	Total des mesures hors sauvegarde	Total des mesures avec sauvegarde	Mesures en établissement	Mesures à domicile	Sorties de mesures	Mesures nouvelles
18 Cher	1 223	891	104	41	50	1 127	2	3 386	3 436	1 152	2 235	255	199
28 Eure et Loir	1 125	1 409	76	17	54	75	11	2 711	2 765	1 059	1 652	266	273
36 Indre	949	1 423	64	4	63	27	28	2 494	2 557	864	1 630	225	315
37 Indre-et-Loire	1 740	2 776	149	20	59	58	1	4 743	4 802	1 602	3 141	297	407
41 Loir et Cher	794	1 200	61	48	37	120	2	2 224	2 261	873	1 352	145	113
45 Loiret	955	1 585	75	21	43	98	6	2 738	2 781	913	1 825	182	177
Centre-Val de Loire	6 784	9 283	528	150	308	1 503	49	18 296	18 603	6 462	11 834	1 370	1 484
2A Corse du Sud	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2B Corse Haute	260	283	22	26	27	18	0	608	634	215	393	239	250
Corse	260	283	22	26	27	18	0	608	634	215	393	239	250
75 Paris	1 719	3 471	174	28	90	233	15	5 639	5 728	1 894	3 745	573	649
77 Seine Marne	1 835	2 764	99	34	32	207	9	4 947	4 979	1 894	3 054	487	797
78 Yvelines	1 501	2 556	105	2	9	97	0	4 260	4 269	1 683	2 577	315	476
91 Essonne	1 372	2 807	127	8	50	138	17	4 470	4 520	1 510	2 960	371	480
92 Seine Hauts de	1 134	2 293	111	49	67	120	21	3 726	3 793	1 048	2 678	331	456
93 Seine St Denis	1 622	2 313	141	4	99	127	71	4 277	4 375	1 375	2 902	320	589
94 Val de Marne	1 036	2 242	81	18	27	188	15	3 578	3 605	1 102	2 476	295	483
95 Val d'oise	1 265	1 502	71	8	23	162	7	3 014	3 037	1 186	1 828	289	342
Ile de France	11 482	19 945	907	150	396	1 271	155	33 910	34 307	11 691	22 219	2 981	4 272
9 Ariège	356	424	36	3	72	11	1	830	902	315	516	96	109
11 Aude	1 179	1 560	89	9	57	40	11	2 887	2 944	1 057	1 830	252	293
12 Aveyron	675	1 322	94	20	28	19	0	2 128	2 155	917	1 211	160	158
30 Gard	1 173	2 169	62	10	174	65	7	3 485	3 659	1 111	2 375	278	305
31 Garonne (Haute)	1 570	2 331	87	48	78	118	15	4 167	4 245	1 544	2 623	530	529
32 Gers	852	789	45	6	44	370	12	2 074	2 118	892	1 182	214	196
34 Hérault	1 395	3 169	125	46	125	139	19	4 890	5 015	1 611	3 280	349	395
46 Lot	597	900	35	1	32	19	3	1 553	1 584	683	870	142	182
48 Lozère	880	589	26	4	9	25	1	1 524	1 533	1 189	336	82	106
65 Pyrénées Hautes	673	743	6	1	2	156	2	1 580	1 582	599	981	93	190
66 Pyrénées Orient.	950	1 665	140	5	75	41	17	2 818	2 892	1 005	1 813	239	302
81 Tarn	719	1 344	67	9	20	84	20	2 242	2 261	812	1 430	224	230
82 Tarn et Garonne	539	798	43	2	15	136	1	1 519	1 533	546	972	86	99
Occitanie	11 556	17 800	851	161	730	1 220	107	31 694	32 424	12 278	19 416	2 745	3 094
2 Aisne	1 253	843	58	2	19	2 250	1	4 406	4 425	1 990	2 416	422	473
59 Nord	8 884	9 070	389	0	303	1 839	53	20 235	20 538	7 682	12 553	1 579	1 568
60 Oise	1 759	2 278	149	19	69	393	6	4 603	4 672	1 779	2 825	389	452
62 Pas-de-Calais	4 495	4 250	238	47	87	2 298	12	11 338	11 425	4 085	7 253	1 112	1 355
80 Somme	2 054	2 673	89	59	92	132	16	5 021	5 113	1 740	3 281	495	469
Hauts-de-France	18 445	19 113	922	126	570	6 911	87	45 603	46 172	17 275	28 328	3 997	4 317

Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs													
Nombre de mesures en moyenne													
	Exercice 2020												
	Tutelle	Curatelle renforcée	Curatelle simple	TPSA ou MAJ	Sauvegarde de justice	Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	Subrogé tuteur ou curateur	Total des mesures hors sauvegarde	Total des mesures avec sauvegarde	Mesures en établissement	Mesures à domicile	Sorties de mesures	Mesures nouvelles
14 Calvados	2 209	4 152	138	23	123	150	5	6 676	6 798	1 866	4 810	530	525
27 Eure	1 835	2 387	80	8	63	173	51	4 533	4 595	1 474	3 059	381	366
50 Manche	1 303	2 644	121	19	113	211	25	4 323	4 436	1 044	3 279	316	401
61 Orne	1 023	1 567	44	60	4	114	0	2 807	2 811	1 048	1 759	234	296
76 Seine Maritime	3 504	5 801	347	65	178	439	87	10 241	10 419	3 018	7 224	807	1 094
Normandie	9 872	16 551	730	173	481	1 086	167	28 579	29 060	8 449	20 130	2 268	2 682
44 Loire Atlantique	1 748	4 064	95	18	94	211	2	6 137	6 231	1 729	4 409	462	566
49 Maine-et-Loire	1 755	3 152	48	26	45	491	5	5 477	5 522	1 599	3 878	376	367
53 Mayenne	855	1 757	84	12	5	48	5	2 759	2 764	905	1 854	149	274
72 Sarthe	1 400	2 238	40	15	14	124	1	3 817	3 831	1 237	2 580	302	374
85 Vendée	1 249	1 930	98	30	42	864	0	4 171	4 212	1 506	2 665	371	403
Pays de Loire	7 007	13 139	365	101	201	1 737	12	22 360	22 560	6 976	15 385	1 660	1 984
4 Alpes de Hautes Provenances	517	833	41	1	22	30	7	1 429	1 451	620	810	130	192
5 Alpes Hautes	289	366	13	4	7	12	1	683	690	322	362	103	120
6 Alpes Maritimes	2 438	2 525	167	24	279	455	51	5 661	5 940	2 128	3 533	640	605
13 Bouches du Rhône	2 858	3 053	108	53	177	102	11	6 183	6 360	2 817	3 367	485	524
83 Var	1 886	2 123	102	49	137	66	62	4 287	4 423	1 569	2 718	468	401
84 Vaucluse	1 306	1 767	91	3	180	81	13	3 260	3 440	1 120	2 141	353	292
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	9 293	10 666	520	133	802	745	145	21 502	22 304	8 574	12 929	2 179	2 134
1 Ain	957	2 020	58	15	9	68	13	3 130	3 138	1 276	1 854	287	408
3 Allier	1 003	1 055	50	14	20	103	4	2 227	2 247	738	1 489	230	239
7 Ardèche	1 164	1 230	45	9	42	90	1	2 537	2 579	1 227	1 311	256	315
15 Cantal	610	956	81	7	37	9	1	1 662	1 699	767	896	151	191
26 Drôme	1 525	2 399	169	19	122	86	25	4 222	4 344	1 454	2 768	413	502
38 Isère	1 664	3 837	162	4	35	186	28	5 880	5 914	1 924	3 956	630	761
42 Loire	1 892	3 326	215	56	133	36	4	5 529	5 661	1 978	3 551	438	605
43 Loire (Haute)	501	1 117	55	1	40	79	3	1 756	1 795	634	1 122	128	115
63 Puy de Dome	1 905	3 281	82	35	55	76	1	5 378	5 432	1 819	3 559	451	577
69 Rhône	2 552	4 536	175	25	198	224	49	7 560	7 759	2 920	4 641	632	686
73 Savoie	704	1 600	88	14	58	204	5	2 614	2 672	930	1 684	259	362
74 Savoie Haute	906	1 797	70	26	27	17	5	2 820	2 847	937	1 883	260	316
Auvergne-Rhône-Alpes	15 381	27 151	1 247	222	775	1 174	138	45 312	46 087	16 602	28 710	4 135	5 077
France métropole hors DOM	134 406	201 663	9 091	2 158	6 282	25 055	1 375	373 748	380 030	129 552	244 197	33 017	38 583
Guadeloupe	864	682	38	0	1	4	2	1 589	1 590	275	1 315	75	134
Martinique	514	367	59	0	55	21	5	965	1 020	260	705	109	431
Guyane	195	207	3	0	2	8	6	418	420	113	305	38	48
Réunion	2 049	1 815	50	1	18	22	8	3 944	3 962	695	3 250	299	749
Mayotte	111	54	13	0	15	71	8	256	270	3	253	23	113
DOM	3 732	3 123	162	1	90	125	28	7 171	7 261	1 345	5 826	544	1 475
France (métropole et DOM)	138 138	204 787	9 253	2 158	6 372	25 180	1 403	380 919	387 291	130 897	250 023	33 561	40 058

Annexe 8

***Services Délégués
aux prestations***

Tableau de bord

Tableau de bord relatif aux indicateurs des services délégués aux prestations familiales-valeurs moyennes

Données générales

	2018	2019		2020	
		Nombre	Taux évolution/N-1	Nombre	Taux évolution/N
Mesures au 31/12	14 132	14 337	1,4%	14 783	3,1%
Mesures en moyenne dans l'année	13 968	14 102	1,0%	14 299	1,4%
ETP	921	947	2,9%	956	1,0%
Nombre de points	3 401 647	3 399 466	-0,1%	3 478 633	2,3%

Indicateurs de référence-Moyennes

	2018	2019	2020
Poids moyen de la mesure	20,29	20,09	20,27
Valeur du point service	16,26	16,30	16,21
Nombre de points par ETP	3 694	3 589	3 637
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	15,91	15,46	15,66

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Moyennes

	2018	2019	2020
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	13,38	13,80	13,58
- Valeur du point délégué	7,33	7,70	7,58
- Valeur du point autres personnels	6,05	6,10	6,00

Indicateurs relatifs au personnel-Moyennes

Nombre de postes ETP (en %)	2018	2019	2020
Délégués	55,2%	56,7%	56,3%
Autres personnel	44,8%	43,3%	43,6%

Indicateur de qualification en 2018	Niveau I (H1/H)	Niveau II (H2/H)	Niveau III (H3/H)	Niveau IV (H4/H)	Niveau V (H5/H)	Niveau VI (H6/H)	Niveaux I à VI
%	3,9%	10,0%	63,4%	12,5%	9,5%	0,7%	100%

Indicateur de formation	2018	2019	2020
nb d'h/ETP	39,5	35,8	40,6

Indice de vieillesse-technicité en 2018	1,3
---	-----

	2018	2019	2020
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 694	3 589	3 637
Nombre de points par ETP délégués	6 696	6 331	6 457
Nombre de points par ETP autres personnels	8 240	8 288	8 349

Indicateurs d'activité-Moyennes

	2018
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,9

	2018
Coût de l'intervention des délégués	33,7

Tableau de bord relatif aux indicateurs des services délégués aux prestations familiales-valeurs médianes

Indicateurs de référence-Médianes

	2018	2018	2020
Poids moyen de la mesure	20,08	19,88	19,99
Valeur du point service	16,76	16,96	16,44
Nombre de points par ETP	3 802	3 547	3 622
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	16,38	15,28	15,60

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels-Médianes

	2018	2018	2020
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	13,48	14,28	13,24
- Valeur du point délégué	7,45	7,89	7,66
- Valeur du point autres personnels	5,84	5,89	5,70

Indicateurs relatifs au personnel-Médianes

Nombre de postes ETP (en %)	2018	2019	2020
Délégués	55,4%	56,6%	56,0%
Autres personnel	44,6%	43,4%	44,0%

Indicateur de qualification en 2018	Niveau I (H1/H)	Niveau II (H2/H)	Niveau III (H3/H)	Niveau IV (H4/H)	Niveau V (H5/H)	Niveau VI (H6/H)	Niveaux I à VI
%	2,8%	6,7%	63,2%	12,5%	4,7%	0,0%	100,0%

Indicateur de formation	2018	2019	2020
nb d'h/ETP	22,1	35,8	40,6

Indice de vieillesse-technicité en 2018	1,30
---	------

	2018	2019	2020
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 802	3 547	3 622
Nombre de points par ETP délégués	6 614	6 286	6 675
Nombre de points par ETP autres personnels	8 802	8 690	8 544

Indicateurs d'activité-Médianes

	2018
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,92

	2018
Coût de l'intervention des délégués	34,43

Tableau de bord sur les mesures

Nombre de mesures en moyenne, au 31/12 et flux

		2018		2019		2020	
		En nombre	En % du Total des mesures au 31/12	En nombre	En % du Total des mesures au 31/12	En nombre	En % du Total des mesures au 31/12
MJAGBF ou TPSE	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	13 895	98,3%	14 028	97,8%	14 222	96,2%
	Nombre de mesures au 31/12	14 060	99,5%	14 259	99,5%	14 705	99,5%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	3 476	24,6%	3 292	23,0%	3 478	23,5%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	3 445	24,4%	2 925	20,4%	2 929	19,8%
MJAGBF doublée d'une MAJ	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	73	0,5%	74	0,5%	78	0,5%
	Nombre de mesures au 31/12	72	0,5%	78	0,5%	78	0,5%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	29	0,2%	22	0,2%	22	0,1%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	26	0,2%	14	0,1%	21	0,1%
Total des mesures (MJAGBF et MJAGBF doublée d'une MAJ)	Nombre de mesures en moyenne dans l'année	13 968	98,8%	14 102	98,4%	14 299	96,7%
	Nombre de mesures au 31/12	14 132	100,0%	14 337	100,0%	14 783	100,0%
	Nombre de mesures nouvelles (1er janvier au 31 décembre)	3 505	24,8%	3 314	23,1%	3 500	23,7%
	Nombre de sorties de mesures (1er janvier au 31 décembre)	3 471	24,6%	2 939	20,5%	2 950	20,0%

Répartition des familles en fonction de la prestation sociale perçue et selon les financeurs publics

Départements	Répartition en % des familles selon les financeurs publics				
	CAF	MSA	CARSAT	Régime spécial	TOTAL
Grand-Est	98,7%	1,3%	0,0%	0,0%	100,0%
Nouvelle Aquitaine	94,8%	5,2%	0,1%	0,0%	100,0%
Bourgogne-Franche Comté	97,2%	2,8%	0,0%	0,0%	100,0%
Bretagne	96,6%	3,4%	0,0%	0,0%	100,0%
Centre-Val de Loire	97,1%	2,9%	0,0%	0,0%	100,0%
Corse	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100,0%
Ile de France	99,8%	0,2%	0,0%	0,0%	100,0%
Occitanie	97,9%	2,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Hauts-de-France	98,8%	1,2%	0,0%	0,0%	100,0%
Normandie	98,3%	1,7%	0,0%	0,0%	100,0%
Pays de Loire	95,9%	4,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	98,5%	1,5%	0,0%	0,0%	100,0%
Auvergne-Rhône-Alpes	98,9%	1,1%	0,0%	0,0%	100,0%
Total National	98,4%	1,6%	0,0%	0,0%	0,0%

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux- Moyennes

	Exercice 2018													
	MJAGBF ou TPSE					MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ					TOTAL			
	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures
8 Ardennes	0	33	12	19	97%	1	1	0	0	3%	38	34	12	19
10 Aube	62	61	22	24	100%	0	0	0	0	0%	62	61	22	24
51 Marne	142	139	45	43	100%	0	0	0	1	0%	142	139	45	44
52 Marne Haute	49	52	16	10	100%	0	0	0	0	0%	49	52	16	10
54 Meurthe-et-Moselle	151	145	34	45	100%	0	0	0	0	0%	151	145	34	45
55 Meuse	96	93	17	22	100%	0	0	0	0	0%	96	93	17	22
57 Moselle	327	330	72	66	100%	0	0	0	0	0%	327	330	72	66
67 Rhin (Bas)	269	259	59	78	99%	3	2	0	0	1%	272	261	59	78
68 Rhin (Haut)	163	163	50	49	100%	0	0	0	0	0%	163	163	50	49
88 Vosges	140	132	33	49	100%	1	0	0	1	0%	141	132	33	50
Grand-Est	1 435	1 407	360	405	100%	4	3	0	2	0%	1 439	1 410	360	407
16 Charente	134	135	18	16	96%	5	6	4	4	4%	139	141	22	20
17 Charente Maritime	100	106	41	29	100%	0	0	0	0	0%	100	106	41	29
19 Corrèze	145	146	25	19	100%	0	0	0	0	0%	145	146	25	19
23 Creuse	37	39	8	3	100%	0	0	0	0	0%	37	39	8	3
24 Dordogne	159	158	15	22	100%	0	0	0	0	0%	159	158	15	22
33 Gironde	369	378	84	66	100%	0	0	0	0	0%	369	378	84	66
40 Landes	158	163	37	32	100%	0	0	0	0	0%	158	163	37	32
47 Lot-et-Garonne	89	86	7	13	100%	0	0	0	0	0%	89	86	7	13
64 Pyrénées Atlantiques	207	204	34	44	100%	1	1	0	0	0%	208	205	34	44
79 Sèvres Deux	148	135	18	39	99%	3	2	0	0	1%	150	137	18	39
86 Vienne	154	150	26	37	100%	0	0	0	0	0%	154	150	26	37
87 Vienne (Haute)	133	132	25	26	100%	0	0	0	1	0%	133	132	25	27
Nouvelle Aquitaine	1 832	1 832	338	346	100%	9	9	4	5	0%	1 841	1 841	342	351
21 Côte d'Or	179	173	54	55	99%	2	2	2	0	1%	181	175	56	55
25 Doubs	174	176	56	51	90%	19	19	10	10	10%	193	195	66	61
39 Jura	107	108	33	31	95%	5	6	4	1	5%	111	114	37	32
58 Nièvre	69	76	25	9	95%	4	4	1	1	5%	73	80	26	10
70 Saône Haute	114	103	20	37	89%	13	13	4	3	11%	127	116	24	40
71 Saône Loire	195	207	56	33	100%	1	1	0	0	0%	196	208	56	33
89 Yonne	88	81	13	26	100%	0	0	0	0	0%	88	81	13	26
90 Territ. de Belfort	38	39	11	10	100%	0	0	0	0	0%	38	39	11	10
Bourgogne-Franche Comté	963	963	268	252	96%	44	45	21	15	4%	1 006	1 008	289	267
22 Côtes d'Armor	0	195	58	51	100%	0	0	0	0	0%	0	195	58	51
29 Finistère	248	248	42	41	100%	0	0	0	0	0%	248	248	42	41
35 Ille et Vilaine	86	85	41	45	100%	0	0	0	0	0%	86	85	41	45
56 Morbihan	87	82	23	32	100%	0	0	0	0	0%	87	82	23	32
Bretagne	421	610	164	169	100%	0	0	0	0	0%	421	610	164	169

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux- Moyennes

	Exercice 2018													
	MJAGBF ou TPSE					MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ					TOTAL			
	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures
18 Cher	71	70	15	15	100%	1	0	0	0	0%	72	70	15	15
28 Eure et Loir	153	152	43	45	100%	0	0	0	0	0%	153	152	43	45
36 Indre	77	76	16	17	100%	0	0	0	0	0%	77	76	16	17
37 Indre-et-Loire	134	133	28	42	99%	1	2	0	0	1%	135	135	28	42
41 Loir et Cher	65	60	15	25	100%	0	0	0	0	0%	65	60	15	25
45 Loiret	94	87	11	25	100%	0	0	0	0	0%	94	87	11	25
Centre-Val de Loire	594	578	128	169	100%	2	2	0	0	0%	596	580	128	169
2A Corse du Sud	14	15	9	6	100%	0	0	0	0	0%	14	15	9	6
2B Corse Haute	13	14	5	2	93%	1	1	1	0	7%	14	15	6	2
Corse	27	29	14	8	97%	1	1	1	0	3%	28	30	15	8
75 Paris	199	192	29	42	100%	0	0	0	0	0%	199	192	29	42
77 Seine Marne	344	326	78	114	100%	0	0	0	0	0%	344	326	78	114
78 Yvelines	346	346	48	48	100%	0	0	0	0	0%	346	346	48	48
91 Essonne	629	636	146	131	100%	0	0	0	0	0%	629	636	146	131
92 Seine Hauts de	275	264	44	66	100%	0	0	0	0	0%	275	264	44	66
93 Seine St Denis	356	354	79	66	100%	0	0	0	0	0%	356	354	79	66
94 Val de Marne	152	151	35	37	99%	1	1	0	0	1%	153	152	35	37
95 Val d'oise	91	101	39	36	100%	0	0	0	0	0%	91	101	39	36
Ile de France	2 391	2 370	498	540	100%	1	1	0	0	0%	2 392	2 371	498	540
9 Ariège	19	18	5	6	100%	0	0	0	0	0%	19	18	5	6
11 Aude	134	135	45	38	100%	0	0	0	0	0%	134	135	45	38
12 Aveyron	39	38	12	14	100%	0	0	0	0	0%	39	38	12	14
30 Gard	147	152	52	40	100%	0	0	0	0	0%	147	152	52	40
31 Garonne (Haute)	191	197	73	61	100%	0	0	0	0	0%	191	197	73	61
32 Gers	44	43	9	9	98%	1	1	1	0	2%	45	44	10	9
34 Hérault	192	199	64	51	100%	0	0	0	0	0%	192	199	64	51
46 Lot	15	15	4	3	100%	0	0	0	0	0%	15	15	4	3
48 Lozère	22	19	4	10	100%	0	0	0	0	0%	22	19	4	10
65 Pyrénées Hautes	48	50	16	11	100%	0	0	0	0	0%	48	50	16	11
66 Pyrénées Orient.	49	45	16	23	100%	0	0	0	0	0%	49	45	16	23
81 Tarn	69	70	15	15	100%	0	0	0	0	0%	69	70	15	15
82 Tarn et Garonne	62	67	23	9	99%	2	1	0	1	1%	64	68	23	10
Occitanie	1 029	1 048	338	290	100%	3	2	1	1	0%	1 031	1 050	339	291
2 Aisne	118	115	42	47	100%	0	0	0	0	0%	118	115	42	47
59 Nord	899	903	315	217	100%	0	0	0	0	0%	899	903	315	217
60 Oise	126	136	57	36	100%	0	0	0	0	0%	126	136	57	36
62 Pas-de-Calais	459	468	182	159	100%	0	0	0	0	0%	459	468	182	159
80 Somme	183	173	27	46	99%	3	2	1	2	1%	185	175	28	48
Hauts-de-France	1 784	1 795	623	505	100%	3	2	1	2	0%	1 786	1 797	624	507

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux- Moyennes

	Exercice 2018													
	MJAGBF ou TPSE					MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ					TOTAL			
	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures
14 Calvados	240	236	43	50	100%	0	0	0	0	0%	240	236	43	50
27 Eure	187	180	33	47	100%	0	0	0	0	0%	187	180	33	47
50 Manche	192	187	47	55	99%	1	1	0	0	1%	193	188	47	55
61 Orne	143	141	22	26	98%	3	3	1	1	2%	146	144	23	27
76 Seine Maritime	383	370	70	95	100%	0	0	0	0	0%	383	370	70	95
Normandie	1 144	1 114	215	273	100%	4	4	1	1	0%	1 148	1 118	216	274
44 Loire Atlantique	113	109	34	37	100%	0	0	0	0	0%	113	109	34	37
49 Maine-et-Loire	197	187	46	65	100%	0	0	0	0	0%	197	187	46	65
53 Mayenne	143	150	39	24	100%	0	0	0	0	0%	143	150	39	24
72 Sarthe	102	105	23	21	50%	103	105	0	0	50%	205	210	23	21
85 Vendée	109	107	17	20	100%	0	0	0	0	0%	109	107	17	20
Pays de Loire	663	658	159	167	86%	103	105	0	0	14%	766	763	159	167
4 Alpes de Hautes Provenances	9	13	13	5	100%	0	0	0	0	0%	9	13	13	5
5 Alpes Hautes	33	32	7	9	100%	0	0	0	0	0%	33	32	7	9
6 Alpes Maritimes	139	138	20	17	100%	0	0	0	0	0%	139	138	20	17
13 Bouches du Rhône	341	368	84	48	100%	0	0	0	0	0%	341	368	84	48
83 Var	37	37	13	13	100%	0	0	0	0	0%	37	37	13	13
84 Vaucluse	157	167	46	27	100%	0	0	0	0	0%	157	167	46	27
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	716	755	183	119	100%	0	0	0	0	0%	716	755	183	119
1 Ain	111	115	28	20	100%	0	0	0	0	0%	111	115	28	20
3 Allier	120	116	0	0	100%	0	0	0	0	0%	120	116	0	0
7 Ardèche	37	38	11	7	100%	0	0	0	0	0%	37	38	11	7
15 Cantal	46	47	12	10	100%	0	0	0	0	0%	46	47	12	10
26 Drôme	96	93	24	29	100%	0	0	0	0	0%	96	93	24	29
38 Isère	158	159	58	51	100%	0	0	0	0	0%	158	159	58	51
42 Loire	217	211	39	49	100%	0	0	0	0	0%	217	211	39	49
43 Loire (Haute)	109	109	33	32	100%	0	0	0	0	0%	109	109	33	32
63 Puy de Dome	158	157	42	46	98%	3	3	0	0	2%	161	160	42	46
69 Rhône	271	271	37	37	100%	1	0	0	0	0%	272	271	37	37
73 Savoie	97	83	10	36	100%	0	0	0	0	0%	97	83	10	36
74 Savoie Haute	89	105	33	27	100%	0	0	0	0	0%	89	105	33	27
Auvergne-Rhône-Alpes	1 507	1 504	327	344	100%	4	3	0	0	0%	1 510	1 507	327	344
France métropole hors DOM	13 840	14 005	3 456	3 420	99%	73	72	29	26	1%	13 912	14 077	3 485	3 446
Guadeloupe	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	0	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	0	0	0	0
Réunion	56	55	20	25	100%	0	0	0	0	0%	56	55	20	25
DOM	56	55	20	25	100%	0	0	0	0	0%	56	55	20	25
France (métropole et DOM)	13 895	14 060	3 476	3 445	99%	73	72	29	26	1%	13 968	14 132	3 505	3 471

Services Délégués aux prestations familiales														
Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux- Moyennes														
	Exercice 2019													
	MJAGBF ou TPSE					MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ					TOTAL			
	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures
8 Ardennes	34	35	15	13	100%	1	0	0	1	0%	35	35	15	14
10 Aube	59	56	16	21	100%	0	0	0	0	0%	59	56	16	21
51 Marne	135	130	26	35	100%	0	0	0	0	0%	135	130	26	35
52 Marne Haute	53	54	18	12	100%	0	0	0	0	0%	53	54	18	12
54 Meurthe-et-Moselle	147	149	35	31	100%	0	0	0	0	0%	147	149	35	31
55 Meuse	94	95	15	13	100%	0	0	0	0	0%	94	95	15	13
57 Moselle	328	325	51	56	100%	0	0	0	0	0%	328	325	51	56
67 Rhin (Bas)	264	268	60	51	99%	2	2	0	0	1%	266	270	60	51
68 Rhin (Haut)	168	170	40	39	100%	0	0	0	0	0%	168	170	40	39
88 Vosges	139	145	41	28	100%	0	0	0	0	0%	139	145	41	28
Grand-Est	1 419	1 427	317	299	100%	3	2	0	1	0%	1 421	1 429	317	300
16 Charente	138	140	25	20	97%	5	5	0	0	3%	143	145	25	20
17 Charente Maritime	109	114	33	25	100%	0	0	0	0	0%	109	114	33	25
19 Corrèze	134	122	11	35	100%	0	0	0	0	0%	134	122	11	35
23 Creuse	43	46	12	6	100%	0	0	0	0	0%	43	46	12	6
24 Dordogne	156	139	21	40	99%	2	2	1	0	1%	157	141	22	40
33 Gironde	391	404	98	72	100%	0	0	0	0	0%	391	404	98	72
40 Landes	155	147	13	29	100%	0	0	0	0	0%	155	147	13	29
47 Lot-et-Garonne	91	96	16	6	100%	0	0	0	0	0%	91	96	16	6
64 Pyrénées Atlantiques	208	214	39	29	99%	1	2	1	0	1%	209	216	40	29
79 Sèvres Deux	127	118	13	29	100%	1	0	0	0	0%	128	118	13	29
86 Vienne	150	143	16	23	100%	0	0	0	0	0%	150	143	16	23
87 Vienne (Haute)	134	131	23	21	99%	1	1	0	0	1%	135	132	23	21
Nouvelle Aquitaine	1 834	1 814	320	335	99%	10	10	2	0	1%	1 843	1 824	322	335
21 Côte d'Or	168	177	35	45	98%	2	3	1	0	2%	170	180	36	45
25 Doubs	178	179	51	48	90%	20	21	6	4	11%	198	200	57	52
39 Jura	116	123	37	22	95%	7	7	2	1	5%	122	130	39	23
58 Nièvre	86	86	23	13	99%	1	1	1	1	1%	87	87	24	14
70 Saône Haute	113	114	18	23	90%	13	12	2	3	10%	126	126	20	26
71 Saône Loire	209	225	51	32	99%	2	2	0	0	1%	211	227	51	32
89 Yonne	81	81	14	14	100%	0	0	0	0	0%	81	81	14	14
90 Territ. de Belfort	40	40	10	10	100%	0	0	0	0	0%	40	40	10	10
Bourgogne-Franche Comté	990	1 025	239	207	96%	45	46	12	9	4%	1 034	1 071	251	216
22 Côtes d'Armor	0	210	54	39	100%	0	0	0	0	0%	0	210	54	39
29 Finistère	262	275	73	46	100%	0	0	0	0	0%	262	275	73	46
35 Ille et Vilaine	89	93	46	44	100%	0	0	0	0	0%	89	93	46	44
56 Morbihan	82	82	18	18	100%	0	0	0	0	0%	82	82	18	18
Bretagne	433	660	191	147	100%	0	0	0	0	0%	433	660	191	147

Services Délégués aux prestations familiales														
Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux- Moyennes														
	Exercice 2019													
	MJAGBF ou TPSE					MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ					TOTAL			
	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures
18 Cher	74	78	19	24	100%	0	0	0	0	0%	74	78	19	24
28 Eure et Loir	156	160	48	40	100%	0	0	0	0	0%	156	160	48	40
36 Indre	79	80	17	14	100%	0	0	0	0	0%	79	80	17	14
37 Indre-et-Loire	134	131	20	21	99%	1	1	0	0	1%	135	132	20	21
41 Loir et Cher	63	65	20	15	100%	0	0	0	0	0%	63	65	20	15
45 Loiret	80	72	10	25	100%	0	0	0	0	0%	80	72	10	25
Centre-Val de Loire	585	586	134	139	100%	1	1	0	0	0%	586	587	134	139
2A Corse du Sud	15	15	5	5	100%	0	0	0	0	0%	15	15	5	5
2B Corse Haute	13	13	0	0	93%	1	1	0	0	7%	14	14	0	0
Corse	28	28	5	5	97%	1	1	0	0	3%	29	29	5	5
75 Paris	196	200	23	15	100%	0	0	0	0	0%	196	200	23	15
77 Seine Marne	347	368	116	74	100%	0	0	0	0	0%	347	368	116	74
78 Yvelines	347	348	50	48	100%	0	0	0	0	0%	347	348	50	48
91 Essonne	633	630	97	69	100%	0	0	0	0	0%	633	630	97	69
92 Seine Hauts de	265	266	44	42	100%	0	0	0	0	0%	265	266	44	42
93 Seine St Denis	325	327	60	68	100%	0	0	0	0	0%	325	327	60	68
94 Val de Marne	153	153	28	25	99%	2	2	2	0	1%	155	155	30	25
95 Val d'oise	96	101	45	34	100%	0	0	0	0	0%	96	101	45	34
Ile de France	2 362	2 393	463	375	100%	2	2	2	0	0%	2 364	2 395	465	375
9 Ariège	19	20	2	0	100%	0	0	0	0	0%	19	20	2	0
11 Aude	119	113	14	36	100%	0	0	0	0	0%	119	113	14	36
12 Aveyron	43	47	20	11	98%	1	1	1	0	2%	43	48	21	11
30 Gard	154	155	40	37	100%	0	0	0	0	0%	154	155	40	37
31 Garonne (Haute)	198	199	55	53	100%	0	0	0	0	0%	198	199	55	53
32 Gers	42	40	5	8	98%	1	1	0	0	2%	43	41	5	8
34 Hérault	202	205	53	51	100%	0	0	0	0	0%	202	205	53	51
46 Lot	16	20	11	6	100%	0	0	0	0	0%	16	20	11	6
48 Lozère	21	23	12	8	100%	0	0	0	0	0%	21	23	12	8
65 Pyrénées Hautes	51	52	12	10	100%	0	0	0	0	0%	51	52	12	10
66 Pyrénées Orient.	49	52	20	13	100%	0	0	0	0	0%	49	52	20	13
81 Tarn	73	75	19	12	100%	0	0	0	0	0%	73	75	19	12
82 Tarn et Garonne	60	53	9	23	98%	1	1	0	0	2%	61	54	9	23
Occitanie	1 044	1 054	272	268	100%	3	3	1	0	0%	1 047	1 057	273	268
2 Aisne	116	117	38	36	100%	0	0	0	0	0%	116	117	38	36
59 Nord	915	928	378	294	100%	0	0	0	0	0%	915	928	378	294
60 Oise	143	150	53	39	100%	0	0	0	0	0%	143	150	53	39
62 Pas-de-Calais	487	506	174	165	100%	0	0	0	0	0%	487	506	174	165
80 Somme	171	169	33	38	99%	2	1	3	4	1%	173	170	36	42
Hauts-de-France	1 832	1 870	676	572	100%	2	1	3	4	0%	1 834	1 871	679	576

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux- Moyennes

	Exercice 2019													
	MJAGBF ou TPSE					MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ					TOTAL			
	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures
14 Calvados	236	239	31	42	100%	0	0	0	0	0%	236	239	31	42
27 Eure	200	210	41	21	100%	0	0	0	0	0%	200	210	41	21
50 Manche	198	202	50	42	100%	0	0	0	0	0%	198	202	50	42
61 Orne	148	155	29	11	95%	6	8	1	0	5%	154	163	30	11
76 Seine Maritime	370	369	63	64	100%	0	0	0	0	0%	370	369	63	64
Normandie	1 151	1 175	214	180	99%	6	8	1	0	1%	1 157	1 183	215	180
44 Loire Atlantique	117	124	31	15	100%	0	0	0	0	0%	117	124	31	15
49 Maine-et-Loire	194	201	48	34	100%	0	0	0	0	0%	194	201	48	34
53 Mayenne	139	127	14	50	100%	0	0	0	0	0%	139	127	14	50
72 Sarthe	106	109	20	16	100%	0	0	0	0	0%	106	109	20	16
85 Vendée	106	106	17	13	100%	0	0	0	0	0%	106	106	17	13
Pays de Loire	662	667	130	128	100%	0	0	0	0	0%	662	667	130	128
4 Alpes de Hautes Provenances	13	14	5	2	100%	0	0	0	0	0%	13	14	5	2
5 Alpes Hautes	33	34	9	7	100%	0	0	0	0	0%	33	34	9	7
6 Alpes Maritimes	134	138	29	17	100%	0	0	0	0	0%	134	138	29	17
13 Bouches du Rhône	371	375	40	32	100%	0	0	0	0	0%	371	375	40	32
83 Var	41	46	20	14	98%	1	1	1	0	2%	42	47	21	14
84 Vaucluse	172	181	34	16	100%	0	0	0	0	0%	172	181	34	16
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	764	788	137	88	100%	1	1	1	0	0%	765	789	138	88
1 Ain	107	99	24	40	100%	0	0	0	0	0%	107	99	24	40
3 Allier	118	117	0	0	100%	0	0	0	0	0%	118	117	0	0
7 Ardèche	37	36	3	5	100%	0	0	0	0	0%	37	36	3	5
15 Cantal	50	52	18	13	100%	0	0	0	0	0%	50	52	18	13
26 Drôme	96	98	25	20	100%	0	0	0	0	0%	96	98	25	20
38 Isère	150	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	150	0	0	0
42 Loire	206	202	30	51	100%	0	0	0	0	0%	206	202	30	51
43 Loire (Haute)	114	119	37	27	100%	0	0	0	0	0%	114	119	37	27
63 Puy de Dome	172	172	36	36	98%	3	3	0	0	2%	175	175	36	36
69 Rhône	272	259	51	63	100%	0	0	0	0	0%	272	259	51	63
73 Savoie	89	94	26	15	100%	0	0	0	0	0%	89	94	26	15
74 Savoie Haute	103	110	34	20	100%	0	0	0	0	0%	103	110	34	20
Auvergne-Rhône-Alpes	1 513	1 358	284	290	100%	3	3	0	0	0%	1 516	1 361	284	290
France métropole hors DOM	13 951	14 178	3 252	2 905	99%	74	78	22	14	1%	14 025	14 256	3 274	2 919
Guadeloupe	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	0	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	0	0	0	0
Réunion	77	81	40	20	100%	0	0	0	0	0%	77	81	40	20
DOM	77	81	40	20	100%	0	0	0	0	0%	77	81	40	20
France (métropole et DOM)	14 028	14 259	3 292	2 925	99%	74	78	22	14	1%	14 102	14 337	3 314	2 939

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux- Moyennes

	Exercice 2020													
	MJAGBF ou TPSE					MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ					TOTAL			
	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures
8 Ardennes	35	35	15	15	100%	0	0	0	0	0%	35	35	15	15
10 Aube	56	55	16	17	100%	0	0	0	0	0%	56	55	16	17
51 Marne	131	132	26	24	100%	0	0	0	0	0%	131	132	26	24
52 Marne Haute	54	54	18	18	100%	0	0	0	0	0%	54	54	18	18
54 Meurthe-et-Moselle	149	151	31	29	100%	0	0	0	0	0%	149	151	31	29
55 Meuse	96	96	16	15	100%	0	0	0	0	0%	96	96	16	15
57 Moselle	328	330	61	56	100%	0	0	0	0	0%	328	330	61	56
67 Rhin (Bas)	273	278	65	55	99%	2	2	0	0	1%	275	280	65	55
68 Rhin (Haut)	155	155	50	50	100%	0	0	0	0	0%	155	155	50	50
88 Vosges	145	145	36	36	100%	0	0	0	0	0%	145	145	36	36
Grand-Est	1 421	1 431	334	315	100%	2	2	0	0	0%	1 423	1 433	334	315
16 Charente	140	140	15	15	97%	5	5	0	0	3%	145	145	15	15
17 Charente Maritime	118	124	41	31	100%	0	0	0	0	0%	118	124	41	31
19 Corrèze	121	127	16	11	100%	0	0	0	0	0%	121	127	16	11
23 Creuse	49	53	14	7	100%	0	0	0	0	0%	49	53	14	7
24 Dordogne	149	144	15	22	99%	2	2	1	0	1%	151	146	16	22
33 Gironde	420	435	102	71	100%	0	0	0	0	0%	420	435	102	71
40 Landes	149	150	30	27	100%	0	0	0	0	0%	149	150	30	27
47 Lot-et-Garonne	101	105	13	4	100%	0	0	0	0	0%	101	105	13	4
64 Pyrénées Atlantiques	214	217	39	36	99%	1	2	1	1	1%	215	219	40	37
79 Sèvres Deux	118	118	12	12	100%	0	0	0	0	0%	118	118	12	12
86 Vienne	145	140	20	23	100%	0	0	0	0	0%	145	140	20	23
87 Vienne (Haute)	135	137	26	22	100%	1	0	0	1	0%	136	137	26	23
Nouvelle Aquitaine	1 857	1 890	343	281	100%	9	9	2	2	0%	1 866	1 899	345	283
21 Côte d'Or	177	177	45	45	98%	3	3	0	0	2%	180	180	45	45
25 Doubs	182	184	56	51	89%	22	22	8	7	11%	203	206	64	58
39 Jura	123	122	38	39	94%	8	8	2	1	6%	130	130	40	40
58 Nièvre	88	90	43	39	99%	1	1	0	0	1%	89	91	43	39
70 Saône Haute	94	92	20	30	88%	12	12	2	3	12%	106	104	22	33
71 Saône Loire	224	236	51	40	99%	2	2	0	0	1%	226	238	51	40
89 Yonne	81	81	25	25	100%	0	0	0	0	0%	81	81	25	25
90 Territ. de Belfort	40	40	10	10	100%	0	0	0	0	0%	40	40	10	10
Bourgogne-Franche Comté	1 008	1 022	288	279	96%	47	48	12	11	4%	1 055	1 070	300	290
22 Côtes d'Armor	0	211	58	57	100%	0	0	0	0	0%	0	211	58	57
29 Finistère	275	275	62	62	100%	0	0	0	0	0%	275	275	62	62
35 Ille et Vilaine	94	95	46	44	100%	0	0	0	0	0%	94	95	46	44
56 Morbihan	84	85	21	18	100%	0	0	0	0	0%	84	85	21	18
Bretagne	453	666	187	181	100%	0	0	0	0	0%	453	666	187	181

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux- Moyennes

	Exercice 2020													
	MJAGBF ou TPSE					MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ					TOTAL			
	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures
18 Cher	79	80	19	17	100%	0	0	0	0	0%	79	80	19	17
28 Eure et Loir	163	166	49	43	100%	0	0	0	0	0%	163	166	49	43
36 Indre	83	84	21	16	100%	0	0	0	0	0%	83	84	21	16
37 Indre-et-Loire	130	129	20	21	100%	0	0	0	0	0%	130	129	20	21
41 Loir et Cher	65	65	15	15	100%	0	0	0	0	0%	65	65	15	15
45 Loiret	75	77	15	10	100%	0	0	0	0	0%	75	77	15	10
Centre-Val de Loire	594	601	139	122	100%	0	0	0	0	0%	594	601	139	122
2A Corse du Sud	15	15	5	5	100%	0	0	0	0	0%	15	15	5	5
2B Corse Haute	14	14	2	1	93%	1	1	0	0	7%	15	15	2	1
Corse	29	29	7	6	97%	1	1	0	0	3%	30	30	7	6
75 Paris	200	200	23	23	100%	0	0	0	0	0%	200	200	23	23
77 Seine Marne	368	368	106	106	100%	0	0	0	0	0%	368	368	106	106
78 Yvelines	348	348	45	45	100%	0	0	0	0	0%	348	348	45	45
91 Essonne	635	640	101	71	100%	0	0	0	0	0%	635	640	101	71
92 Seine Hauts de	270	274	48	40	100%	0	0	0	0	0%	270	274	48	40
93 Seine St Denis	362	362	60	68	100%	0	0	0	0	0%	362	362	60	68
94 Val de Mame	155	158	38	33	99%	2	2	0	0	1%	157	160	38	33
95 Val d'oise	101	101	38	32	100%	0	0	0	0	0%	101	101	38	32
Ile de France	2 439	2 451	459	418	100%	2	2	0	0	0%	2 441	2 453	459	418
9 Ariège	23	25	6	1	100%	0	0	0	0	0%	23	25	6	1
11 Aude	119	125	27	15	100%	0	0	0	0	0%	119	125	27	15
12 Aveyron	44	52	15	12	100%	1	0	0	0	0%	45	52	15	12
30 Gard	164	173	52	34	100%	0	0	0	0	0%	164	173	52	34
31 Garonne (Haute)	208	216	65	48	100%	0	0	0	0	0%	208	216	65	48
32 Gers	44	42	7	5	98%	1	1	0	0	2%	45	43	7	5
34 Hérault	208	213	57	57	100%	0	0	0	0	0%	208	213	57	57
46 Lot	21	30	13	6	100%	0	0	0	0	0%	21	30	13	6
48 Lozère	29	35	15	3	100%	0	0	0	0	0%	29	35	15	3
65 Pyrénées Hautes	52	52	12	12	100%	0	0	0	0	0%	52	52	12	12
66 Pyrénées Orient.	55	57	25	20	100%	0	0	0	0	0%	55	57	25	20
81 Tarn	76	76	20	14	100%	0	0	0	0	0%	76	76	20	14
82 Tarn et Garonne	55	55	10	8	98%	1	1	0	0	2%	56	56	10	8
Occitanie	1 096	1 151	324	235	100%	3	2	0	0	0%	1 099	1 153	324	235
2 Aisne	119	120	39	36	100%	0	0	0	0	0%	119	120	39	36
59 Nord	965	1 002	410	300	100%	0	0	0	0	0%	965	1 002	410	300
60 Oise	155	160	53	43	100%	0	0	0	0	0%	155	160	53	43
62 Pas-de-Calais	514	522	179	157	100%	0	0	0	0	0%	514	522	179	157
80 Somme	171	173	43	38	99%	2	2	4	3	1%	173	175	47	41
Hauts-de-France	1 924	1 977	724	574	100%	2	2	4	3	0%	1 926	1 979	728	577

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs relatifs au nombre de mesures et aux flux- Moyennes

	Exercice 2020													
	MJAGBF ou TPSE					MJAGBF doublée d'une TPSA ou MAJ					TOTAL			
	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures	% mesures au 31/12 dans le total des mesures	Mesures en moyenne	Mesures au 31/12	Mesures nouvelles	Sorties de mesures
14 Calvados	240	242	43	40	100%	0	0	0	0	0%	240	242	43	40
27 Eure	213	214	33	30	100%	0	0	0	0	0%	213	214	33	30
50 Manche	170	170	45	45	99%	1	1	0	0	1%	171	171	45	45
61 Orne	155	155	16	15	95%	8	8	4	4	5%	163	163	20	19
76 Seine Maritime	370	370	56	55	100%	0	0	0	0	0%	370	370	56	55
Normandie	1 147	1 151	193	185	99%	9	9	4	4	1%	1 156	1 160	197	189
44 Loire Atlantique	125	125	32	15	100%	0	0	0	0	0%	125	125	32	15
49 Maine-et-Loire	204	206	54	49	100%	0	0	0	0	0%	204	206	54	49
53 Mayenne	145	140	45	30	100%	0	0	0	0	0%	145	140	45	30
72 Sarthe	0	110	0	0	100%	0	0	0	0	0%	0	110	0	0
85 Vendée	111	115	19	10	100%	0	0	0	0	0%	111	115	19	10
Pays de Loire	584	696	150	104	100%	0	0	0	0	0%	584	696	150	104
4 Alpes de Hautes Provenances	13	11	8	11	100%	0	0	0	0	0%	13	11	8	11
5 Alpes Hautes	38	42	13	5	100%	0	0	0	0	0%	38	42	13	5
6 Alpes Maritimes	135	138	27	15	100%	0	0	0	0	0%	135	138	27	15
13 Bouches du Rhône	390	410	35	0	100%	0	0	0	0	0%	390	410	35	0
83 Var	48	50	17	15	100%	1	0	0	1	0%	49	50	17	16
84 Vaucluse	176	172	30	20	100%	0	0	0	0	0%	176	172	30	20
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	800	823	130	66	100%	1	0	0	1	0%	800	823	130	67
1 Ain	107	115	30	14	100%	0	0	0	0	0%	107	115	30	14
3 Allier	97	97	0	0	100%	0	0	0	0	0%	97	97	0	0
7 Ardèche	38	43	13	6	100%	0	0	0	0	0%	38	43	13	6
15 Cantal	53	53	14	13	100%	0	0	0	0	0%	53	53	14	13
26 Drôme	102	105	24	17	100%	0	0	0	0	0%	102	105	24	17
38 Isère	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	0	0	0	0
42 Loire	208	214	40	51	100%	0	0	0	0	0%	208	214	40	51
43 Loire (Haute)	121	123	40	36	100%	0	0	0	0	0%	121	123	40	36
63 Puy de Dome	173	175	36	36	98%	3	3	0	0	2%	176	178	36	36
69 Rhône	266	283	64	40	100%	0	0	0	0	0%	266	283	64	40
73 Savoie	100	105	16	5	100%	0	0	0	0	0%	100	105	16	5
74 Savoie Haute	108	110	33	29	100%	0	0	0	0	0%	108	110	33	29
Auvergne-Rhône-Alpes	1 371	1 423	310	247	100%	3	3	0	0	0%	1 374	1 426	310	247
France métropole hors DOM	14 136	14 615	3 438	2 909	99%	78	78	22	21	1%	14 214	14 693	3 460	2 930
Guadeloupe	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	0	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0%	0	0	0	0	0%	0	0	0	0
Réunion	86	90	40	20	100%	0	0	0	0	0%	86	90	40	20
DOM	86	90	40	20	100%	0	0	0	0	0%	86	90	40	20
France (métropole et DOM)	14 222	14 705	3 478	2 929	99%	78	78	22	21	1%	14 299	14 783	3 500	2 950

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes

	Exercice 2018													
	Points mesures nouvelles	Points mesure en moyenne	Total des points	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués	Coût de l'intervention des délégués
8 Ardennes	1 647	7 506	9 153	20,34	24,87	10,93	10,89	21,83	5 085	4 817	2 474	10,31	0,88	39,38
10 Aube	3 094	12 276	15 370	20,66	21,49	10,59	8,35	18,94	6 404	4 658	2 696	11,24	0,96	43,96
51 Marne	6 786	28 224	35 010	20,55	16,90	7,41	7,18	14,60	7 815	6 366	3 508	14,62	0,99	36,42
52 Marne Haute	2 146	9 810	11 956	20,33	21,88	9,79	5,39	15,18	5 088	5 666	2 681	11,17	0,85	36,58
54 Meurthe-et-Moselle	5 289	30 600	35 889	19,87	12,97	5,42	4,87	10,28	7 975	9 700	4 377	18,25	0,88	29,76
55 Meuse	2 146	19 854	22 000	19,20	18,64	6,91	8,04	14,95	7 719	5 366	3 165	13,20	0,84	39,00
57 Moselle	11 078	66 636	77 714	19,80	13,45	6,68	4,27	10,95	7 850	9 809	4 360	18,18	0,88	39,00
67 Rhin (Bas)	8 932	55 422	64 354	19,75	15,28	7,67	4,63	12,29	6 442	10 481	3 990	16,63	0,82	37,72
68 Rhin (Haut)	7 335	32 454	39 789	20,34	14,48	8,31	3,52	11,83	6 075	11 533	3 979	16,59	0,87	36,21
88 Vosges	5 190	28 476	33 666	19,97	21,89	8,23	8,71	16,93	5 611	6 352	2 979	12,42	0,83	34,46
Grand-Est	53 643	291 258	344 901	19,98	16,32	7,56	5,68	13,23	6 787	7 943	3 660	15,26	0,87	36,93
16 Charente	3 293	29 052	32 345	19,39	16,68	8,34	6,62	14,96	6 986	7 125	3 527	14,70	0,81	44,42
17 Charente Maritime	6 088	19 404	25 492	21,24	17,38	6,63	6,66	13,29	7 357	8 497	3 943	16,44	0,80	35,52
19 Corrèze	4 242	29 358	33 600	19,31	12,61	6,40	3,83	10,24	6 680	16 076	4 719	19,67	0,96	29,24
23 Creuse	1 198	7 452	8 650	19,75	20,83	8,60	7,28	15,88	5 274	6 603	2 932	12,22	0,97	29,02
24 Dordogne	2 246	33 534	35 780	18,75	18,21	8,84	7,01	15,85	6 148	3 336	2 162	9,01	0,83	46,01
33 Gironde	12 026	75 366	87 392	19,74	17,09	7,39	6,78	14,17	6 278	7 365	3 389	14,13	0,85	38,36
40 Landes	5 539	32 130	37 669	19,87	11,50	5,47	4,61	10,08	7 848	9 784	4 355	18,15	0,88	30,51
47 Lot-et-Garonne	998	18 864	19 862	18,60	17,46	9,27	5,61	14,88	6 325	9 689	3 827	15,95	0,81	44,83
64 Pyrénées Atlantiques	5 289	43 452	48 741	19,49	12,80	7,61	3,20	10,81	6 249	10 596	3 931	16,39	0,91	36,83
79 Sèvres Deux	2 745	31 410	34 155	18,98	20,01	9,48	7,45	16,93	5 008	6 337	2 797	11,66	0,88	33,70
86 Vienne	4 341	31 698	36 039	19,50	16,96	4,85	9,70	14,55	6 674	6 931	3 400	14,17	0,89	21,80
87 Vienne (Haute)	3 643	27 414	31 057	19,46	21,14	11,19	6,24	17,43	5 519	7 171	3 119	13,00	0,88	51,17
Nouvelle Aquitaine	51 647	379 134	430 781	19,50	16,45	7,65	6,17	13,83	6 326	7 307	3 391	14,14	0,87	36,72
21 Côte d'Or	7 784	35 640	43 424	19,99	13,76	7,51	3,91	11,43	6 481	12 407	4 257	17,75	0,92	35,29
25 Doubs	9 681	38 088	47 769	20,68	16,09	7,71	5,77	13,48	6 369	9 013	3 732	15,56	0,92	33,21
39 Jura	5 389	22 140	27 529	20,67	12,08	6,78	3,41	10,19	6 555	15 294	4 588	19,13	0,87	31,70
58 Nièvre	4 142	14 274	18 416	21,02	13,96	5,98	5,09	11,07	9 692	9 692	4 846	20,20	0,98	36,91
70 Saône Haute	2 894	25 740	28 634	18,79	15,45	7,04	6,61	13,65	6 659	6 984	3 409	14,21	0,95	30,16
71 Saône Loire	8 184	39 600	47 784	20,32	17,67	6,44	7,24	13,68	7 351	7 964	3 823	15,94	0,70	41,95
89 Yonne	2 046	18 162	20 208	19,25	13,67	7,44	4,12	11,55	6 736	12 709	4 403	18,35	0,90	34,81
90 Territ. de Belfort	1 497	7 776	9 273	20,34	21,94	7,80	9,60	17,39	6 182	5 796	2 991	12,47	0	0
Bourgogne-Franche Comté	41 617	201 420	243 037	20,13	15,32	7,09	5,51	12,61	6 827	9 424	3 959	16,50	0,88	36,25
22 Côtes d'Armor	8 633	38 250	46 883	0	15,30	7,68	5,54	13,22	7 257	9 193	4 056	16,91	0,91	38,17
29 Finistère	6 138	51 246	57 384	19,32	17,32	8,18	6,67	14,85	6 596	9 109	3 826	15,95	1,10	36,73
35 Ille et Vilaine	6 986	16 272	23 258	22,54	18,44	6,46	8,85	15,31	9 303	6 645	3 876	16,16	0,84	46,19
56 Morbihan	3 543	17 406	20 949	20,07	21,37	8,12	6,47	14,58	6 348	9 108	3 741	15,59	0,80	40,21
Bretagne	25 299	123 174	148 473	29,42	17,43	7,74	6,62	14,37	7 084	8 632	3 891	16,22	0,95	38,72

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes

	Exercice 2018													
	Points mesures nouvelles	Points mesure en moyenne	Total des points	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués	Coût de l'intervention des délégués
18 Cher	2 196	14 652	16 848	19,50	16,96	7,71	6,46	14,17	5 810	6 240	3 009	12,54	1,00	27,88
28 Eure et Loir	6 238	30 798	37 036	20,17	15,45	6,55	6,11	12,66	6 858	6 734	3 398	14,16	0,80	34,81
36 Indre	2 395	15 768	18 163	19,66	15,34	6,85	6,61	13,46	6 054	6 263	3 079	12,83	0,88	29,43
37 Indre-et-Loire	4 341	27 378	31 719	19,58	15,12	6,86	5,32	12,19	8 811	9 141	4 486	18,70	0,91	37,34
41 Loir et Cher	2 246	13 230	15 476	19,84	9,67	7,32	1,51	8,83	6 190	22 108	4 836	20,16	0,72	39,31
45 Loiret	1 597	19 728	21 325	18,90	22,31	7,77	9,81	17,58	5 924	4 739	2 633	10,98	0,96	29,90
Centre-Val de Loire	19 012	121 554	140 566	19,65	15,95	7,07	6,09	13,16	6 694	7 110	3 448	14,37	0,88	33,00
2A Corse du Sud	1 198	2 484	3 682	22,73	17,37	6,74	7,63	14,38	6 694	8 181	3 682	15,35	1,00	28,09
2B Corse Haute	749	2 538	3 287	19,56	14,42	5,69	2,69	8,39	6 573	10 955	4 108	17,13	0	0
Corse	1 946	5 022	6 968	21,12	15,98	6,25	5,30	11,55	6 636	9 291	3 871	16,14	1,00	49,26
75 Paris	4 341	41 310	45 651	19,17	17,39	7,35	7,26	14,60	7 246	7 998	3 802	15,85	0,95	41,50
77 Seine Marne	12 226	69 894	82 120	19,89	19,39	8,02	6,73	14,74	6 083	7 821	3 422	14,26	0,88	34,46
78 Yvelines	7 784	71 928	79 712	19,20	17,07	8,13	5,32	13,46	6 223	9 939	3 827	15,95	0,81	39,12
91 Essonne	22 156	127 764	149 920	19,88	18,58	8,63	5,08	13,71	5 900	10 440	3 770	15,71	1,01	31,68
92 Seine Hauts de	6 537	56 718	63 255	19,17	15,37	6,24	6,21	12,95	6 876	8 110	3 721	15,51	0,98	29,21
93 Seine St Denis	12 974	70 380	83 354	19,51	14,14	5,33	6,53	11,86	7 394	10 876	4 402	18,35	1,99	12,31
94 Val de Marne	5 140	31 194	36 334	19,79	25,65	6,07	5,89	11,96	5 956	4 977	2 711	11,30	1,00	23,25
95 Val d'oise	5 639	17 622	23 261	21,30	29,69	9,66	11,09	20,75	4 846	5 815	2 643	11,02	0,69	42,13
Ile de France	76 796	486 810	563 606	19,64	18,29	7,54	6,17	13,72	6 305	8 624	3 642	15,18	1,06	28,32
9 Ariège	848	3 690	4 538	20,44	27,02	10,67	12,32	22,99	6 303	4 933	2 767	11,54	0,61	67,38
11 Aude	6 936	25 902	32 838	20,42	17,67	6,14	8,31	14,44	7 139	7 314	3 613	15,06	0,89	29,89
12 Aveyron	1 946	7 722	9 668	20,66	40,21	17,71	16,27	33,98	3 119	2 844	1 487	6,20	0,99	40,25
30 Gard	7 685	28 872	36 557	20,79	10,03	4,64	3,16	7,80	7 982	14 060	5 091	21,22	1,00	31,05
31 Garonne (Haute)	10 679	37 404	48 083	20,98	16,40	7,68	4,97	12,65	7 513	12 742	4 726	19,70	0,87	41,08
32 Gers	1 547	9 054	10 601	19,85	14,22	4,15	8,03	12,18	9 637	6 626	3 926	16,37	0,85	34,03
34 Hérault	9 481	37 944	47 425	20,64	15,54	7,80	5,33	13,13	5 769	11 359	3 826	15,95	1,05	26,18
46 Lot	848	2 934	3 782	21,01	15,51	6,85	6,23	13,07	7 416	7 565	3 745	15,61	0,97	32,56
48 Lozère	749	4 482	5 231	19,81	18,90	7,42	7,78	15,20	5 812	5 812	2 906	12,11	1,00	26,85
65 Pyrénées Hautes	2 096	9 504	11 600	20,35	17,18	8,24	5,37	13,61	6 628	8 923	3 803	15,85	1,08	32,13
66 Pyrénées Orient.	2 495	9 576	12 071	20,74	17,83	9,83	5,32	15,15	6 036	10 589	3 844	16,03	0,99	37,11
81 Tarn	2 196	14 112	16 308	19,70	2,87	9,85	4,00	13,85	5 436	7 766	3 198	13,33	0,90	37,13
82 Tarn et Garonne	2 944	12 330	15 274	19,89	14,30	4,93	5,60	10,53	9 546	8 486	4 492	18,73	0,95	30,94
Occitanie	50 449	203 526	253 975	20,53	15,64	7,44	5,98	13,42	6 600	8 850	3 781	15,76	0,96	33,28
2 Aisne	6 737	22 950	29 687	20,97	17,38	8,28	5,68	13,96	5 937	9 106	3 594	14,98	0,92	34,28
59 Nord	54 092	174 672	228 764	21,21	6,82	6,60	3,54	10,14	8 633	15 562	5 553	23,15	1,06	34,50
60 Oise	8 583	24 012	32 595	21,64	15,59	6,97	5,89	12,86	7 086	8 809	3 927	16,37	0,98	31,59
62 Pas-de-Calais	25 549	89 388	114 937	20,89	18,53	7,96	6,29	14,25	6 475	7 363	3 445	14,36	0,85	37,88
80 Somme	3 942	38 538	42 480	19,14	25,77	8,90	8,23	17,13	5 481	5 467	2 737	11,41	0,65	48,27
Hauts-de-France	98 902	349 560	448 462	20,92	12,95	7,30	5,01	12,31	7 280	9 957	4 205	17,53	0,93	36,35

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes

	Exercice 2018													
	Points mesures nouvelles	Points mesure en moyenne	Total des points	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués	Coût de l'intervention des délégués
14 Calvados	7 136	49 266	56 402	19,58	15,35	6,23	6,52	12,75	8 057	6 963	3 735	15,57	0,83	37,65
27 Eure	4 741	38 682	43 423	19,35	18,76	8,92	6,05	14,97	6 386	8 737	3 689	15,38	0,99	35,99
50 Manche	7 086	38 916	46 002	19,86	14,88	8,29	4,22	12,50	6 970	10 110	4 126	17,20	0,89	40,56
61 Orne	2 295	30 600	32 895	18,84	17,42	3,97	10,99	14,95	6 195	8 244	3 537	14,75	0,93	25,74
76 Seine Maritime	11 128	78 606	89 734	19,55	16,33	6,52	6,87	13,39	6 871	7 528	3 592	14,98	0,91	30,72
Normandie	32 385	236 070	268 455	19,49	16,40	6,84	6,71	13,55	6 924	8 006	3 713	15,48	0,90	34,24
44 Loire Atlantique	5 040	22 590	27 630	20,38	11,91	5,19	4,11	9,30	8 424	12 172	4 978	20,75	0,92	29,71
49 Maine-et-Loire	7 086	39 888	46 974	19,92	13,61	7,23	4,92	12,14	7 227	9 471	4 099	17,09	0,90	40,39
53 Mayenne	4 192	29 268	33 460	19,50	12,55	6,54	4,22	10,75	7 419	10 970	4 426	18,45	0,85	35,64
72 Sarthe	3 343	21 258	24 601	10,00	16,82	8,12	3,61	11,73	6 759	12 880	4 433	18,48	1,01	33,70
85 Vendée	2 395	22 572	24 967	19,18	20,09	9,34	6,65	15,98	4 632	7 218	2 821	11,76	0,84	38,59
Pays de Loire	22 056	135 576	157 632	17,15	14,61	7,20	4,70	11,89	6 760	10 073	4 045	16,86	0,90	36,20
4 Alpes de Hautes Provenances	1 697	1 332	3 029	28,04	13,67	6,58	3,33	9,91	10 095	15 143	6 057	25,25	0,95	43,31
5 Alpes Hautes	1 148	6 714	7 862	19,85	12,12	6,23	3,95	10,18	7 147	11 231	4 368	18,21	0,81	34,13
6 Alpes Maritimes	3 094	28 800	31 894	19,19	15,60	8,24	5,24	13,48	7 920	10 919	4 590	19,14	0,97	42,04
13 Bouches du Rhône	12 575	69 120	81 695	19,96	18,47	7,24	7,30	14,55	6 382	6 333	3 179	13,25	0,85	34,43
83 Var	1 846	7 326	9 172	20,66	23,51	10,40	9,27	19,67	5 096	5 395	2 621	10,92	1,00	32,98
84 Vaucluse	7 535	31 302	38 837	20,61	14,26	6,11	6,03	12,14	7 615	9 247	4 176	17,41	0,84	34,51
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	27 894	144 594	172 488	20,09	16,89	7,28	6,52	13,80	6 865	7 625	3 612	15,06	0,88	35,79
1 Ain	4 192	22 464	26 656	20,01	20,21	7,58	7,55	15,12	6 199	9 036	3 677	15,33	0,99	29,63
3 Allier	2 295	24 984	27 279	19,02	17,45	6,50	8,14	14,64	6 200	5 930	3 031	12,64	0,92	27,34
7 Ardèche	1 597	7 308	8 905	20,06	10,01	7,22	1,28	8,51	7 546	30 706	6 058	25,25	0,67	330,24
15 Cantal	1 796	9 288	11 084	20,08	18,91	8,47	8,29	16,75	5 278	6 520	2 917	12,16	1,03	29,72
26 Drôme	3 593	19 440	23 033	19,99	0,00	0,00	0,00	0,00	7 284	6 154	3 336	13,91	0,96	0,00
38 Isère	8 134	31 086	39 220	20,75	17,44	7,46	5,84	13,30	7 844	9 121	4 217	17,58	1,09	33,65
42 Loire	5 838	44 874	50 712	19,47	23,59	6,73	11,70	18,43	7 063	4 262	2 658	11,08	1,06	25,75
43 Loire (Haute)	4 890	21 672	26 562	20,40	15,93	6,69	6,77	13,45	6 828	8 680	3 822	15,93	0,96	29,50
63 Puy de Dome	6 537	33 174	39 711	20,58	16,49	7,65	5,95	13,60	6 847	9 150	3 916	16,33	0,82	47,78
69 Rhône	11 028	54 666	65 694	20,16	16,98	7,41	5,34	12,75	6 649	11 346	4 192	17,48	0,81	37,59
73 Savoie	1 796	20 196	21 992	18,99	20,50	8,89	7,17	16,06	5 364	6 664	2 972	12,39	0,99	31,36
74 Savoie Haute	4 790	19 872	24 662	23,09	14,43	6,39	5,77	12,15	6 507	9 486	3 860	16,09	1,00	25,87
Auvergne-Rhône-Alpes	56 487	309 024	365 511	20,17	16,95	6,82	6,61	13,43	6 672	7 525	3 536	14,74	0,95	30,69
France métropole hors DOM	536 076	2 851 146	3 387 222	20,29	16,23	7,33	6,03	13,35	6 698	8 268	3 700	15,94	0,93	33,74
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	3 643	10 782	14 425	21,66	23,21	7,63	11,74	19,37	6 191	4 594	2 637	10,99	1,00	29,39
DOM	3 643	10 782	14 425	21,66	23,21	7,63	11,74	19,37	6 191	4 594	2 637	10,99	1,00	29,39
France (métropole et DOM)	539 718	2 861 928	3 401 647	20,29	16,26	7,33	6,05	13,38	6 696	8 240	3 694	15,91	0,93	33,71

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes

	Exercice 2019											
	Points mesures nouvelles	Points mesure en moyenne	Total des points	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
8 Ardennes	2 295	6 624	8 919	21,54	22,85	7,91	11,25	19,16	4 955	4 795	2 437	10,16
10 Aube	2 595	11 700	14 295	20,36	22,04	10,84	8,25	19,10	6 498	4 765	2 749	11,46
51 Marne	3 842	27 666	31 508	19,52	19,90	8,98	8,08	17,06	6 302	6 178	3 120	13,00
52 Marne Haute	2 395	10 584	12 979	20,41	21,28	9,07	7,51	16,58	5 352	5 910	2 809	11,71
54 Meurthe-et-Moselle	5 090	29 916	35 006	19,84	12,98	4,25	5,85	10,10	7 779	8 622	4 089	17,05
55 Meuse	2 395	19 440	21 835	19,36	18,03	7,44	6,75	14,20	7 661	6 617	3 550	14,80
57 Moselle	8 034	67 842	75 876	19,31	15,34	7,94	4,54	12,48	7 439	9 793	4 228	17,62
67 Rhin (Bas)	8 383	54 324	62 707	19,68	14,75	8,16	4,50	12,66	6 271	10 280	3 895	16,24
68 Rhin (Haut)	6 138	34 398	40 536	20,11	14,01	7,28	3,97	11,25	6 189	11 260	3 994	16,65
88 Vosges	5 888	27 792	33 680	20,26	22,86	9,90	8,44	18,34	4 811	5 521	2 571	10,72
Grand-Est	47 056	290 286	337 342	19,78	16,89	7,95	5,91	13,86	6 422	7 833	3 529	14,71
16 Charente	3 892	29 484	33 376	19,52	15,51	7,23	6,61	13,84	6 910	7 551	3 608	15,04
17 Charente Maritime	4 990	21 636	26 626	20,45	17,38	7,10	6,20	13,30	7 396	8 480	3 950	16,47
19 Corrèze	1 996	28 224	30 220	18,79	15,72	8,27	3,67	11,94	6 008	14 459	4 244	17,69
23 Creuse	1 796	8 532	10 328	20,02	21,16	8,17	3,26	11,42	4 954	11 940	3 501	14,60
24 Dordogne	2 944	32 526	35 470	18,83	18,69	8,83	7,64	16,46	5 759	6 928	3 145	13,11
33 Gironde	15 070	79 020	94 090	20,05	16,36	6,80	6,70	13,50	6 907	7 566	3 611	15,05
40 Landes	1 896	32 796	34 692	18,65	14,67	7,12	5,90	13,02	5 981	8 783	3 558	14,83
47 Lot-et-Garonne	2 295	18 828	21 123	19,34	14,69	7,77	4,47	12,24	6 500	11 118	4 102	17,10
64 Pyrénées Atlantiques	5 739	43 398	49 137	19,64	15,06	7,99	4,48	12,47	6 220	9 827	3 809	15,88
79 Sèvres Deux	1 896	26 856	28 752	18,79	24,21	11,66	9,04	20,69	3 594	5 750	2 212	9,22
86 Vienne	2 395	30 780	33 175	18,43	18,89	8,22	7,93	16,15	5 924	6 569	3 115	12,99
87 Vienne (Haute)	3 443	27 270	30 713	18,96	20,05	10,61	5,89	16,50	5 484	6 856	3 047	12,70
Nouvelle Aquitaine	48 353	379 350	427 703	19,34	17,24	8,08	6,21	14,28	5 984	8 002	3 424	14,27
21 Côte d'Or	4 940	36 342	41 282	20,24	15,36	8,68	4,34	13,02	5 774	11 795	3 876	16,16
25 Doubs	8 333	39 654	47 987	20,25	16,23	7,78	5,88	13,66	6 398	8 936	3 729	15,54
39 Jura	5 489	24 372	29 861	20,40	11,42	6,41	3,48	9,89	7 301	16 317	5 044	21,03
58 Nièvre	3 343	16 722	20 065	19,22	12,87	5,73	5,41	11,14	9 555	10 033	4 894	20,40
70 Saône Haute	3 044	24 174	27 218	18,00	16,93	7,41	7,19	14,60	6 186	6 639	3 202	13,35
71 Saône Loire	7 735	43 110	50 845	20,13	16,35	6,42	6,29	12,71	7 264	8 432	3 902	16,27
89 Yonne	2 196	16 704	18 900	19,44	16,70	10,37	4,19	14,56	4 846	12 600	3 500	14,59
90 Territ. de Belfort	1 297	8 172	9 469	19,73	16,02	6,22	5,49	11,71	9 469	9 105	4 642	19,35
Bourgogne-Franche Comté	36 377	209 250	245 627	19,80	15,36	7,42	5,38	12,79	6 614	9 682	3 929	16,38
22 Côtes d'Armor	8 134	40 914	49 048	0	16,31	7,93	5,98	13,91	7 593	9 432	4 206	17,54
29 Finistère	10 130	52 830	62 960	20,06	15,34	6,80	5,80	12,60	6 996	10 493	4 197	17,50
35 Ille et Vilaine	6 238	16 974	23 212	21,73	20,65	7,45	10,21	17,66	4 298	5 803	2 469	10,29
56 Morbihan	2 645	16 758	19 403	19,72	0,00	0,00	0,00	0,00	5 880	8 436	3 465	14,44
Bretagne	27 146	127 476	154 622	29,79	14,52	6,40	5,79	12,19	6 400	8 836	3 712	15,47

Services Délégués aux prestations familiales												
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes												
	Exercice 2019											
	Points mesures nouvelles	Points mesure en moyenne	Total des points	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
18 Cher	2 695	15 012	17 707	19,94	16,49	6,92	6,75	13,67	6 558	7 083	3 405	14,20
28 Eure et Loir	7 335	31 050	38 385	20,50	16,30	7,15	6,29	13,44	7 108	6 979	3 522	14,68
36 Indre	2 695	15 984	18 679	19,70	15,05	6,73	6,50	13,22	6 226	6 441	3 166	13,20
37 Indre-et-Loire	2 944	27 774	30 718	19,03	17,15	8,21	6,67	14,88	7 680	8 191	3 964	16,52
41 Loir et Cher	2 794	12 492	15 286	20,38	10,73	7,76	2,05	9,80	6 115	19 108	4 632	19,31
45 Loiret	1 248	16 722	17 970	18,84	27,08	11,66	9,59	21,25	3 436	4 179	1 886	7,86
Centre-Val de Loire	19 711	119 034	138 745	19,75	17,13	7,95	6,42	14,37	6 077	7 025	3 258	13,58
2A Corse du Sud	798	2 952	3 750	20,84	15,70	6,68	6,05	12,74	6 819	10 715	4 167	17,37
2B Corse Haute	150	2 970	3 120	18,57	17,43	8,25	4,32	12,57	6 239	7 799	3 466	14,45
Corse	948	5 922	6 870	19,74	16,49	7,40	5,27	12,66	6 543	9 160	3 817	15,91
75 Paris	3 543	41 058	44 601	18,96	17,73	7,04	7,87	14,91	7 052	7 843	3 713	15,48
77 Seine Marne	18 463	68 292	86 755	20,83	18,67	7,81	6,59	14,41	6 426	7 544	3 470	14,47
78 Yvelines	7 485	72 252	79 737	19,15	17,07	8,45	6,05	14,50	6 041	9 724	3 726	15,53
91 Essonne	13 822	131 742	145 564	19,16	19,08	8,99	5,44	14,43	5 556	9 783	3 543	14,77
92 Seine Hauts de	6 537	54 882	61 419	19,31	17,89	8,47	6,52	14,99	5 906	7 874	3 375	14,07
93 Seine St Denis	12 176	66 672	78 848	20,22	17,50	6,88	6,98	13,86	6 571	8 881	3 777	15,74
94 Val de Marne	4 242	31 626	35 868	19,28	21,85	7,51	8,54	16,05	6 079	6 642	3 174	13,23
95 Val d'oise	6 537	18 270	24 807	21,65	24,38	8,44	8,46	16,90	5 168	4 961	2 531	10,55
Ile de France	72 804	484 794	557 598	19,66	18,68	8,10	6,57	14,67	6 040	8 280	3 492	14,56
9 Ariège	150	4 050	4 200	18,42	28,79	10,47	12,99	23,46	5 250	4 200	2 333	9,73
11 Aude	2 096	26 028	28 124	19,69	21,69	8,32	10,72	19,04	5 247	5 740	2 741	11,43
12 Aveyron	3 194	8 136	11 330	21,96	32,79	14,38	13,24	27,63	3 332	3 332	1 666	6,95
30 Gard	6 337	30 870	37 207	20,20	10,70	5,10	3,52	8,63	8 124	14 311	5 182	21,60
31 Garonne (Haute)	8 882	39 564	48 446	20,39	15,71	8,12	5,00	13,12	7 258	11 499	4 450	18,55
32 Gers	649	8 946	9 595	18,81	17,03	5,98	8,73	14,71	7 381	5 644	3 198	13,33
34 Hérault	8 483	40 572	49 055	20,24	15,81	8,29	4,48	12,77	5 737	11 641	3 843	16,02
46 Lot	1 297	3 312	4 609	24,78	12,47	5,59	5,15	10,74	9 038	9 219	4 564	19,03
48 Lozère	1 497	3 996	5 493	21,80	19,32	7,65	7,64	15,30	6 103	6 103	3 052	12,72
65 Pyrénées Hautes	1 946	10 314	12 260	20,03	18,19	8,56	6,24	14,80	7 006	8 757	3 892	16,23
66 Pyrénées Orient.	2 894	9 432	12 326	21,18	17,92	9,84	5,25	15,09	6 163	10 103	3 828	15,96
81 Tarn	2 595	14 616	17 211	19,78	1,36	9,55	3,87	13,41	5 737	8 196	3 375	14,07
82 Tarn et Garonne	1 747	12 546	14 293	19,53	15,60	5,78	6,21	11,99	8 933	7 940	4 204	17,52
Occitanie	41 766	212 382	254 148	20,24	15,95	7,98	6,08	14,06	6 287	8 487	3 611	15,06
2 Aisne	5 689	23 004	28 693	20,61	18,40	8,90	6,08	14,98	5 739	8 341	3 400	14,17
59 Nord	63 872	174 708	238 580	21,73	6,95	6,62	3,49	10,12	7 075	18 495	5 118	21,33
60 Oise	7 784	28 080	35 864	20,90	14,99	6,79	5,72	12,51	7 631	8 539	4 030	16,80
62 Pas-de-Calais	26 647	95 580	122 227	20,91	17,60	7,75	5,65	13,39	6 772	7 611	3 583	14,94
80 Somme	4 491	35 640	40 131	19,39	22,46	10,13	10,19	20,32	5 497	6 733	3 026	12,62
Hauts-de-France	108 483	357 012	465 495	21,16	12,41	7,37	4,97	12,34	6 769	10 937	4 181	17,43

Services Délégués aux prestations familiales												
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes												
	Exercice 2019											
	Points mesures nouvelles	Points mesure en moyenne	Total des points	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
14 Calvados	4 641	49 626	54 267	19,16	18,08	7,51	7,50	15,01	6 700	6 453	3 287	13,70
27 Eure	6 188	39 888	46 076	19,25	19,63	9,60	6,15	15,75	6 582	9 052	3 811	15,89
50 Manche	7 685	39 996	47 681	20,07	14,42	7,62	4,24	11,86	7 224	10 479	4 276	17,83
61 Orne	4 391	31 572	35 963	19,52	15,75	4,87	8,96	13,83	6 773	9 013	3 867	16,12
76 Seine Maritime	9 631	76 338	85 969	19,39	17,46	7,47	6,91	14,38	6 583	7 212	3 442	14,35
Normandie	32 535	237 420	269 955	19,45	17,19	7,52	6,70	14,22	6 737	7 949	3 647	15,20
44 Loire Atlantique	4 890	23 400	28 290	20,24	14,07	6,99	4,27	11,27	6 357	11 070	4 038	16,83
49 Maine-et-Loire	7 236	39 294	46 530	19,99	13,51	6,43	5,08	11,51	7 505	9 673	4 226	17,62
53 Mayenne	2 545	28 998	31 543	18,91	13,47	6,93	4,42	11,35	6 994	9 826	4 086	17,03
72 Sarthe	3 643	21 798	25 441	20,00	16,77	8,10	3,94	12,04	7 008	12 720	4 519	18,84
85 Vendée	2 595	22 068	24 663	19,39	19,65	9,36	6,64	16,01	5 468	7 130	3 095	12,90
Pays de Loire	20 908	135 558	156 466	19,71	15,10	7,37	4,86	12,23	6 715	9 758	3 978	16,58
4 Alpes de Hautes Provenances	948	2 358	3 306	22,04	16,82	7,59	4,25	11,83	6 612	22 041	5 086	21,20
5 Alpes Hautes	1 198	6 696	7 894	19,93	14,06	7,71	4,79	12,51	5 638	9 287	3 508	14,63
6 Alpes Maritimes	4 441	27 342	31 783	19,77	14,60	7,82	4,77	12,59	7 946	10 421	4 508	18,79
13 Bouches du Rhône	5 938	77 994	83 932	18,85	19,76	8,04	7,28	15,32	6 082	6 715	3 191	13,30
83 Var	2 994	7 992	10 986	21,80	15,65	7,88	4,83	12,70	6 658	9 553	3 924	16,36
84 Vaucluse	5 689	35 208	40 897	19,81	14,74	6,22	4,79	11,01	8 019	9 737	4 397	18,33
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	21 208	157 590	178 798	19,49	17,14	7,55	5,95	13,50	6 760	8 164	3 698	15,42
1 Ain	3 593	21 816	25 409	19,79	20,00	7,88	7,09	14,97	5 909	8 196	3 434	14,31
3 Allier	1 647	24 894	26 541	18,74	18,01	6,69	7,81	14,51	6 473	5 898	3 086	12,87
7 Ardèche	499	7 812	8 311	18,72	15,56	8,90	4,78	13,68	6 493	11 543	4 156	17,32
15 Cantal	2 695	9 720	12 415	20,90	16,99	8,07	6,40	14,47	5 643	7 390	3 200	13,34
26 Drôme	3 643	19 314	22 957	20,03	0,00	0,00	0,00	0,00	6 957	5 351	3 025	12,61
38 Isère	6 088	14 976	21 064	11,70	0,00	13,27	10,96	24,23	4 247	4 899	2 275	9,48
42 Loire	5 838	42 498	48 336	19,55	23,54	7,76	10,78	18,54	6 488	4 218	2 556	10,66
43 Loire (Haute)	5 739	22 554	28 293	20,68	14,73	6,62	5,73	12,35	7 054	8 833	3 922	16,35
63 Puy de Dome	5 589	35 136	40 725	19,35	15,84	7,73	5,28	13,00	6 516	9 152	3 806	15,87
69 Rhône	7 685	54 468	62 153	19,04	18,37	8,56	6,74	15,30	5 505	9 290	3 457	14,41
73 Savoie	3 643	17 802	21 445	20,19	21,58	9,52	8,27	17,79	5 230	5 796	2 749	11,46
74 Savoie Haute	5 090	20 412	25 502	20,63	15,51	6,22	5,67	11,89	6 220	8 501	3 592	14,97
Auvergne-Rhône-Alpes	51 746	291 402	343 148	18,86	16,10	7,59	6,93	14,51	5 984	6 716	3 165	13,19
France métropole hors DOM	508 132	2 871 918	3 380 050	20,08	16,29	7,71	6,08	13,79	6 323	8 311	3 591	15,47
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	7 735	11 682	19 417	21,15	17,98	5,86	9,27	15,13	8 090	5 548	3 291	13,72
DOM	7 735	11 682	19 417	21,15	17,98	5,86	9,27	15,13	8 090	5 548	3 291	13,72
France (métropole et DOM)	515 866	2 883 600	3 399 466	20,09	16,30	7,70	6,10	13,80	6 331	8 288	3 589	15,46

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes

	Exercice 2020											
	Points mesures nouvelles	Points mesure en moyenne	Total des points	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
8 Ardennes	2 295	6 732	9 027	21,49	18,27	4,77	10,39	15,16	9 027	5 310	3 343	13,94
10 Aube	2 445	11 106	13 551	20,35	22,26	11,36	8,36	19,73	6 776	4 517	2 710	11,30
51 Marne	3 892	26 892	30 784	19,58	21,50	9,48	9,01	18,49	6 157	6 036	3 048	12,71
52 Marne Haute	2 395	10 800	13 195	20,36	20,93	8,37	7,81	16,18	4 473	5 810	2 527	10,54
54 Meurthe-et-Moselle	4 641	30 726	35 367	19,78	12,99	4,61	5,58	10,19	7 859	8 502	4 084	17,02
55 Meuse	2 395	19 764	22 159	19,34	18,00	7,52	6,83	14,36	7 775	6 715	3 603	15,02
57 Moselle	9 032	67 482	76 514	19,47	14,55	6,99	4,73	11,73	7 246	9 712	4 150	17,30
67 Rhin (Bas)	9 581	55 944	65 525	19,86	14,56	8,14	4,29	12,43	6 424	10 254	3 950	16,47
68 Rhin (Haut)	7 485	30 780	38 265	20,57	14,94	8,36	4,37	12,73	5 842	10 629	3 770	15,72
88 Vosges	5 389	29 376	34 765	19,98	21,47	9,31	7,67	16,99	4 966	6 321	2 781	11,59
Grand-Est	49 551	289 602	339 153	19,87	16,65	7,79	5,94	13,72	6 447	7 906	3 551	14,80
16 Charente	2 994	30 240	33 234	19,10	15,37	6,66	6,83	13,49	6 881	7 570	3 605	15,03
17 Charente Maritime	6 038	23 202	29 240	20,74	16,48	7,08	5,85	12,93	7 310	9 312	4 095	17,07
19 Corrèze	2 146	26 118	28 264	19,47	16,98	8,58	4,13	12,71	5 619	13 523	3 970	16,55
23 Creuse	2 196	9 900	12 096	20,57	14,00	7,68	2,81	10,49	5 801	13 983	4 100	17,09
24 Dordogne	2 495	31 284	33 779	18,70	19,07	8,78	8,04	16,82	5 883	6 587	3 108	12,95
33 Gironde	14 920	85 230	100 150	19,89	15,75	6,32	6,86	13,18	7 246	7 412	3 664	15,27
40 Landes	1 647	31 482	33 129	18,59	15,89	7,90	5,06	12,97	5 712	8 387	3 398	14,16
47 Lot-et-Garonne	1 896	21 024	22 920	19,01	14,15	7,53	4,48	12,01	7 515	11 460	4 539	18,92
64 Pyrénées Atlantiques	6 138	44 766	50 904	19,73	14,15	7,18	4,25	11,43	6 444	10 284	3 961	16,51
79 Sèvres Deux	1 846	24 822	26 668	18,83	24,63	10,83	9,98	20,81	4 445	5 334	2 222	9,26
86 Vienne	2 844	29 538	32 382	18,61	18,71	8,33	7,48	15,81	5 783	7 024	3 172	13,22
87 Vienne (Haute)	4 042	27 486	31 528	19,32	19,98	7,31	8,84	16,15	6 434	6 268	3 175	13,24
Nouvelle Aquitaine	49 201	385 092	434 293	19,40	16,87	7,56	6,40	13,96	6 316	7 945	3 490	14,55
21 Côte d'Or	6 587	36 504	43 091	19,95	15,72	8,59	4,41	13,00	6 027	11 806	3 990	16,63
25 Doubs	9 531	40 410	49 941	20,50	15,56	7,39	5,70	13,09	6 659	9 300	3 880	16,18
39 Jura	5 988	25 920	31 908	20,45	10,82	5,96	3,43	9,38	7 801	17 436	5 390	22,47
58 Nièvre	6 138	16 794	22 932	21,47	11,26	5,02	4,73	9,75	10 920	11 466	5 593	23,32
70 Saône Haute	3 293	21 276	24 569	19,32	17,11	7,30	7,27	14,57	6 825	6 037	3 203	13,35
71 Saône Loire	7 635	44 766	52 401	19,36	16,21	6,80	6,00	12,80	6 987	7 964	3 722	15,51
89 Yonne	3 593	16 200	19 793	20,36	16,44	9,98	4,26	14,24	5 075	13 195	3 665	15,28
90 Territ. de Belfort	1 297	8 172	9 469	19,73	15,77	6,16	5,44	11,61	9 469	9 105	4 642	19,35
Bourgogne-Franche Comté	44 062	210 042	254 104	20,08	14,96	7,22	5,20	12,42	6 897	9 758	4 041	16,85
22 Côtes d'Armor	8 633	42 354	50 987	0	16,30	7,92	5,98	13,90	7 893	9 805	4 373	18,23
29 Finistère	9 281	56 052	65 333	19,80	14,96	6,73	5,54	12,27	7 259	10 889	4 356	18,16
35 Ille et Vilaine	6 238	18 054	24 292	21,54	20,14	7,40	9,86	17,25	4 498	6 073	2 584	10,77
56 Morbihan	3 144	16 902	20 046	19,89	23,30	8,78	6,62	15,40	6 074	8 716	3 580	14,92
Bretagne	27 295	133 362	160 657	29,55	17,21	7,46	6,47	13,93	6 650	9 180	3 856	16,08

Services Délégés aux prestations familiales												
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes												
	Exercice 2020											
	Points mesures nouvelles	Points mesure en moyenne	Total des points	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
18 Cher	2 844	16 038	18 882	19,92	15,21	6,75	5,89	12,64	7 262	7 405	3 666	15,28
28 Eure et Loir	7 285	32 580	39 865	20,38	15,69	6,74	6,21	12,95	7 973	6 568	3 601	15,01
36 Indre	2 944	16 758	19 702	19,90	15,16	7,22	6,19	13,41	5 629	6 794	3 078	12,83
37 Indre-et-Loire	2 944	26 910	29 854	19,21	17,34	8,29	6,88	15,17	7 464	7 961	3 852	16,06
41 Loir et Cher	2 345	13 194	15 539	19,92	10,95	7,44	2,59	10,03	6 216	19 424	4 709	19,63
45 Loiret	2 246	15 282	17 528	19,61	26,71	11,62	9,39	21,01	3 852	4 763	2 130	8,88
Centre-Val de Loire	20 609	120 762	141 371	19,85	16,75	7,82	6,30	14,12	6 382	7 158	3 374	14,07
2A Corse du Sud	749	2 970	3 719	20,66	17,06	6,74	7,33	14,07	6 761	8 263	3 719	15,50
2B Corse Haute	250	3 042	3 292	18,29	17,33	7,80	5,91	13,72	6 583	8 229	3 657	15,25
Corse	998	6 012	7 010	19,47	17,18	7,24	6,66	13,90	6 676	8 247	3 689	15,38
75 Paris	3 493	41 940	45 433	18,93	18,14	7,31	7,78	15,10	7 183	8 023	3 790	15,80
77 Seine Marne	15 868	73 764	89 632	20,30	18,45	7,95	6,39	14,34	6 639	7 794	3 585	14,95
78 Yvelines	7 485	72 468	79 953	19,15	16,39	8,01	5,74	13,75	6 057	10 121	3 789	15,80
91 Essonne	14 671	131 868	146 539	19,23	19,02	9,02	5,36	14,38	5 499	10 016	3 550	14,80
92 Seine Hauts de	6 986	55 800	62 786	19,38	17,50	8,34	5,94	14,27	6 279	8 070	3 531	14,72
93 Seine St Denis	12 176	73 800	85 976	19,79	17,59	7,08	6,75	13,84	6 878	9 576	4 003	16,69
94 Val de Marne	5 689	31 968	37 657	19,99	22,50	8,32	2,09	10,41	6 382	6 382	3 191	13,30
95 Val d'oise	5 788	19 728	25 516	21,05	23,74	7,92	8,45	16,37	5 316	5 103	2 604	10,85
Ile de France	72 155	501 336	573 491	19,58	18,55	8,12	5,96	14,08	6 175	8 515	3 579	14,92
9 Ariège	749	4 590	5 339	19,77	22,65	10,44	8,24	18,68	6 673	5 339	2 966	12,36
11 Aude	3 992	24 264	28 256	19,79	21,59	8,28	10,67	18,95	5 272	5 767	2 754	11,48
12 Aveyron	1 347	10 314	11 661	21,60	35,69	15,24	14,06	29,30	3 430	3 430	1 715	7,15
30 Gard	7 585	32 688	40 273	20,46	10,18	5,41	2,78	8,19	6 849	15 490	4 749	19,80
31 Garonne (Haute)	9 731	41 310	51 041	20,50	14,55	7,73	4,54	12,27	7 397	12 645	4 667	19,46
32 Gers	1 048	8 694	9 742	18,04	16,82	6,02	8,52	14,54	7 494	5 731	3 247	13,54
34 Hérault	9 132	41 634	50 766	20,39	15,56	8,00	4,62	12,62	5 938	11 501	3 916	16,32
46 Lot	1 297	4 824	6 121	24,29	9,73	4,27	4,14	8,41	12 003	12 243	6 061	25,27
48 Lozère	1 647	5 670	7 317	21,03	14,98	5,93	5,89	11,82	8 130	8 130	4 065	16,95
65 Pyrénées Hautes	1 796	10 584	12 380	19,84	18,01	8,46	6,61	15,07	7 075	8 843	3 930	16,38
66 Pyrénées Orient.	3 693	10 440	14 133	21,61	16,43	8,66	5,05	13,71	7 066	11 584	4 389	18,30
81 Tarn	2 695	15 336	18 031	19,90	1,32	9,34	3,83	13,17	6 010	8 586	3 535	14,74
82 Tarn et Garonne	1 497	11 232	12 729	18,94	16,89	5,49	6,90	12,40	8 601	7 232	3 929	16,38
Occitanie	46 207	221 580	267 787	20,31	15,37	7,77	5,78	13,55	6 402	8 947	3 732	15,56
2 Aisne	5 838	23 490	29 328	20,54	18,16	8,55	6,22	14,78	5 866	8 526	3 475	14,49
59 Nord	70 958	182 844	253 802	21,92	7,59	6,88	3,57	10,44	6 934	16 753	4 904	20,45
60 Oise	7 984	30 600	38 584	20,74	15,21	6,79	5,95	12,74	6 769	8 426	3 754	15,65
62 Pas-de-Calais	29 042	100 548	129 590	21,01	16,98	7,65	5,33	12,99	6 949	8 069	3 734	15,56
80 Somme	5 539	35 262	40 801	19,71	19,67	9,28	7,37	16,65	5 556	6 880	3 074	12,81
Hauts-de-France	119 361	372 744	492 105	21,30	12,29	7,37	4,69	12,07	6 714	10 897	4 154	17,32

Services Délégués aux prestations familiales												
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Moyennes												
	Exercice 2020											
	Points mesures nouvelles	Points mesure en moyenne	Total des points	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
14 Calvados	6 387	49 644	56 031	19,46	17,24	7,21	7,28	14,49	6 917	6 662	3 394	14,15
27 Eure	4 990	44 100	49 090	19,25	17,04	7,87	5,39	13,26	7 013	9 644	4 060	16,93
50 Manche	6 624	34 547	41 171	20,06	18,13	9,05	5,26	14,32	6 238	9 049	3 692	15,39
61 Orne	5 240	33 210	38 450	19,72	14,70	4,68	8,10	12,78	7 241	9 636	4 134	17,24
76 Seine Maritime	8 333	76 806	85 139	19,20	17,44	7,35	7,02	14,37	6 725	7 154	3 466	14,45
Normandie	31 574	238 307	269 881	19,46	17,04	7,30	6,66	13,96	6 803	7 951	3 666	15,28
44 Loire Atlantique	4 741	25 182	29 923	20,03	13,10	6,37	4,05	10,43	7 008	12 066	4 433	18,48
49 Maine-et-Loire	7 934	41 094	49 028	20,08	12,69	6,24	4,95	11,19	7 908	9 786	4 374	18,23
53 Mayenne	2 944	29 826	32 770	18,83	13,14	7,15	4,75	11,90	7 266	8 786	3 977	16,58
72 Sarthe	0	23 652	23 652	0	17,87	8,71	4,24	12,95	6 516	11 826	4 201	17,51
85 Vendée	2 794	22 860	25 654	19,35	19,28	9,15	6,41	15,56	5 688	7 479	3 231	13,47
Pays de Loire	18 413	142 614	161 027	23,00	14,67	7,28	4,87	12,15	6 965	9 671	4 049	16,88
4 Alpes de Hautes Provinces	998	2 340	3 338	22,25	18,61	7,56	4,30	11,85	6 676	22 253	5 135	21,41
5 Alpes Hautes	1 896	7 524	9 420	20,66	14,86	7,97	5,16	13,13	5 233	8 121	3 183	13,27
6 Alpes Maritimes	4 092	27 792	31 884	19,68	14,24	4,77	7,63	12,40	7 971	6 377	3 543	14,77
13 Bouches du Rhône	5 240	82 890	88 130	18,83	19,40	6,53	8,07	14,60	7 469	6 049	3 342	13,93
83 Var	2 545	9 558	12 103	20,80	14,46	7,20	4,45	11,65	7 335	10 524	4 322	18,02
84 Vaucluse	5 090	36 288	41 378	19,59	13,18	6,09	4,36	10,45	7 389	9 852	4 222	17,60
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	19 860	166 392	186 252	19,40	16,57	6,26	6,72	12,99	7 347	7 101	3 611	15,05
1 Ain	4 441	21 510	25 951	20,21	19,68	7,85	6,88	14,73	5 767	8 110	3 370	14,05
3 Allier	1 447	20 430	21 877	18,79	18,40	6,25	8,42	14,67	6 837	5 742	3 121	13,01
7 Ardèche	1 796	7 884	9 680	21,23	12,76	6,98	4,12	11,11	7 563	13 445	4 840	20,18
15 Cantal	2 545	10 422	12 967	20,58	16,17	7,30	6,54	13,84	6 325	7 452	3 421	14,26
26 Drôme	3 743	20 574	24 317	19,96	0,00	0,00	0,00	0,00	7 369	5 539	3 162	13,18
38 Isère	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
42 Loire	7 335	42 282	49 617	19,88	21,47	7,20	9,09	16,29	7 297	5 364	3 091	12,89
43 Loire (Haute)	5 739	24 066	29 805	20,53	16,04	7,57	5,67	13,24	6 095	8 870	3 613	15,06
63 Puy de Dome	5 539	35 154	40 693	19,32	17,09	7,85	5,36	13,21	6 511	8 943	3 768	15,71
69 Rhône	9 581	55 080	64 661	20,26	16,91	8,45	5,72	14,16	5 727	9 709	3 602	15,02
73 Savoie	2 545	20 574	23 119	19,36	19,54	9,18	7,13	16,31	5 440	6 663	2 995	12,48
74 Savoie Haute	4 940	21 546	26 486	20,44	16,87	6,61	6,08	12,69	5 965	8 382	3 485	14,53
Auvergne-Rhône-Alpes	49 651	279 522	329 173	19,96	16,64	7,93	6,89	14,82	5 754	6 738	3 104	12,94
France métropole hors DOM	530 524	2 924 753	3 455 277	20,26	16,21	7,59	5,99	13,58	6 449	8 363	3 637	15,66
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	7 984	15 372	23 356	22,76	17,11	5,90	8,20	14,10	8 054	6 673	3 649	15,21
DOM	7 984	15 372	23 356	22,76	17,11	5,90	8,20	14,10	8 054	6 673	3 649	15,21
France (métropole et DOM)	538 508	2 940 125	3 478 633	20,27	16,21	7,58	6,00	13,58	6 457	8 349	3 637	15,66

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Médianes

	Exercice 2018										
	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués	Coût de l'intervention des délégués
8 Ardennes	20,34	24,87	10,93	10,89	21,83	5 085	4 817	2 474	10,31	0,88	39,38
10 Aube	20,66	21,49	10,59	8,35	18,94	6 404	4 658	2 696	11,24	0,96	43,96
51 Marne	20,55	16,90	7,41	7,18	14,60	7 815	6 366	3 508	14,62	0,99	36,42
52 Marne Haute	20,33	21,88	9,79	5,39	15,18	5 088	5 666	2 681	11,17	0,85	36,58
54 Meurthe-et-Moselle	19,87	12,97	5,42	4,87	10,28	7 975	9 700	4 377	18,25	0,88	29,76
55 Meuse	19,20	18,64	6,91	8,04	14,95	7 719	5 366	3 165	13,20	0,84	39,00
57 Moselle	19,80	13,45	6,68	4,27	10,95	7 850	9 809	4 360	18,18	0,88	39,00
67 Rhin (Bas)	19,75	15,28	7,67	4,63	12,29	6 442	10 481	3 990	16,63	0,82	37,72
68 Rhin (Haut)	20,34	14,48	8,31	3,52	11,83	6 075	11 533	3 979	16,59	0,87	36,21
88 Vosges	19,97	21,89	8,23	8,71	16,93	5 611	6 352	2 979	12,42	0,83	34,46
Grand-Est	20,15	17,77	7,95	6,29	14,77	6 423	6 359	3 337	13,91	0,87	37,15
16 Charente	19,39	16,68	8,34	6,62	14,96	6 986	7 125	3 527	14,70	0,81	44,42
17 Charente Maritime	21,23	19,34	6,77	6,45	13,22	6 887	8 823	3 809	15,88	0,76	34,68
19 Corrèze	19,31	12,61	6,40	3,83	10,24	6 680	16 076	4 719	19,67	0,96	29,24
23 Creuse	18,95	34,43	19,16	8,12	27,28	4 157	6 062	2 240	9,34	0,97	28,37
24 Dordogne	18,75	18,21	8,84	7,01	15,85	6 148	3 336	2 162	9,01	0,83	46,01
33 Gironde	19,46	20,41	8,50	7,95	16,45	6 176	7 143	3 210	13,38	0,86	40,28
40 Landes	19,87	11,50	5,47	4,61	10,08	7 848	9 784	4 355	18,15	0,88	30,51
47 Lot-et-Garonne	20,17	12,60	6,93	3,57	10,50	8 334	20 401	5 789	24,13	0,84	38,52
64 Pyrénées Atlantiques	19,54	12,63	7,44	3,15	10,59	6 421	10 744	4 017	16,75	0,90	36,23
79 Sèvres Deux	18,98	20,01	9,48	7,45	16,93	5 008	6 337	2 797	11,66	0,88	33,70
86 Vienne	19,50	16,96	4,85	9,70	14,55	6 674	6 931	3 400	14,17	0,89	21,80
87 Vienne (Haute)	19,38	19,33	10,64	5,58	16,23	5 593	9 196	3 408	14,21	0,89	47,07
Nouvelle Aquitaine	19,45	16,82	7,69	6,33	13,87	6 283	8 694	3 593	14,98	0,88	34,01
21 Côte d'Or	19,99	13,76	7,51	3,91	11,43	6 481	12 407	4 257	17,75	0,92	35,29
25 Doubs	20,68	16,09	7,71	5,77	13,48	6 369	9 013	3 732	15,56	0,92	33,21
39 Jura	20,67	12,08	6,78	3,41	10,19	6 555	15 294	4 588	19,13	0,87	31,70
58 Nièvre	21,02	13,96	5,98	5,09	11,07	9 692	9 692	4 846	20,20	0,98	36,91
70 Saône Haute	18,79	15,45	7,04	6,61	13,65	6 659	6 984	3 409	14,21	0,95	30,16
71 Saône Loire	20,27	17,61	6,63	7,23	13,86	7 364	7 983	3 830	15,97	0,74	42,00
89 Yonne	19,25	13,67	7,44	4,12	11,55	6 736	12 709	4 403	18,35	0,90	34,81
90 Territ. de Belfort	20,34	21,94	7,80	9,60	17,39	6 182	5 796	2 991	12,47		
Bourgogne-Franche Comté	20,34	15,45	7,44	5,77	13,05	6 659	9 013	3 864	16,11	0,92	35,05
22 Côtes d'Armor		15,30	7,68	5,54	13,22	7 257	9 193	4 056	16,91	0,91	38,17
29 Finistère	19,71	14,80	7,24	4,99	12,23	7 108	17 090	4 800	20,01	1,06	33,32
35 Ille et Vilaine	22,54	18,44	6,46	8,85	15,31	9 303	6 645	3 876	16,16	0,84	46,19
56 Morbihan	20,07	21,37	8,12	6,47	14,58	6 348	9 108	3 741	15,59	0,80	40,21
Bretagne	20,15	18,26	7,68	6,47	14,58	7 257	9 108	3 876	16,16	0,91	38,17

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Médianes

	Exercice 2018										
	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués	Coût de l'intervention des délégués
18 Cher	19,50	16,96	7,71	6,46	14,17	5 810	6 240	3 009	12,54	1,00	27,88
28 Eure et Loir	20,17	15,45	6,55	6,11	12,66	6 858	6 734	3 398	14,16	0,80	34,81
36 Indre	19,66	15,34	6,85	6,61	13,46	6 054	6 263	3 079	12,83	0,88	29,43
37 Indre-et-Loire	19,58	15,12	6,86	5,32	12,19	8 811	9 141	4 486	18,70	0,91	37,34
41 Loir et Cher	19,84	9,67	7,32	1,51	8,83	6 190	22 108	4 836	20,16	0,72	39,31
45 Loiret	18,90	22,31	7,77	9,81	17,58	5 924	4 739	2 633	10,98	0,96	29,90
Centre-Val de Loire	19,62	15,39	7,09	6,28	13,06	6 122	6 498	3 238	13,50	0,89	32,35
2A Corse du Sud	22,73	17,37	6,74	7,63	14,38	6 694	8 181	3 682	15,35	1,00	28,09
2B Corse Haute	19,56	14,42	5,69	2,69	8,39	6 573	10 955	4 108	17,13		
Corse	21,14	15,89	6,22	5,16	11,38	6 633	9 568	3 895	16,24	1,00	28,09
75 Paris	19,17	17,39	7,35	7,26	14,60	7 246	7 998	3 802	15,85	0,95	41,50
77 Seine Marne	19,89	19,39	8,02	6,73	14,74	6 083	7 821	3 422	14,26	0,88	34,46
78 Yvelines	19,20	17,07	8,13	5,32	13,46	6 223	9 939	3 827	15,95	0,81	39,12
91 Essonne	19,88	18,58	8,63	5,08	13,71	5 900	10 440	3 770	15,71	1,01	31,68
92 Seine Hauts de	19,17	15,37	6,74	6,21	12,95	6 876	8 110	3 721	15,51	0,98	29,21
93 Seine St Denis	19,51	14,14	5,33	6,53	11,86	7 394	10 876	4 402	18,35	1,99	12,31
94 Val de Marne	19,79	25,65	6,07	5,89	11,96	5 956	4 977	2 711	11,30	1,00	23,25
95 Val d'oise	21,30	29,69	9,66	11,09	20,75	4 846	5 815	2 643	11,02	0,69	42,13
Ile de France	19,65	17,98	7,68	6,37	13,59	6 153	8 054	3 745	15,61	0,97	33,07
9 Ariège	20,44	27,02	10,67	12,32	22,99	6 303	4 933	2 767	11,54	0,61	67,38
11 Aude	20,42	17,67	6,14	8,31	14,44	7 139	7 314	3 613	15,06	0,89	29,89
12 Aveyron	20,66	40,21	17,71	16,27	33,98	3 119	2 844	1 487	6,20	0,99	40,25
30 Gard	20,90	9,67	5,14	2,88	8,01	7 439	14 385	4 865	20,28	1,00	22,89
31 Garonne (Haute)	20,98	16,40	7,68	4,97	12,65	7 513	12 742	4 726	19,70	0,87	41,08
32 Gers	19,85	14,22	4,15	8,03	12,18	9 637	6 626	3 926	16,37	0,85	34,03
34 Hérault	21,25	16,51	7,89	5,85	13,74	5 977	10 574	3 487	14,53	1,00	27,56
46 Lot	20,97	15,77	6,97	6,27	13,24	7 434	8 036	3 831	15,97	0,97	32,53
48 Lozère	19,81	18,90	7,42	7,78	15,20	5 812	5 812	2 906	12,11	1,00	26,85
65 Pyrénées Hautes	20,35	17,18	8,24	5,37	13,61	6 628	8 923	3 803	15,85	1,08	32,13
66 Pyrénées Orient.	20,74	17,83	9,83	5,32	15,15	6 036	10 589	3 844	16,03	0,99	37,11
81 Tarn	19,70	2,87	9,85	4,00	13,85	5 436	7 766	3 198	13,33	0,90	37,13
82 Tarn et Garonne	19,89	14,30	4,93	5,60	10,53	9 546	8 486	4 492	18,73	0,95	30,94
Occitanie	20,44	16,51	7,68	5,79	13,74	6 319	8 486	3 803	15,85	0,97	31,58
2 Aisne	20,97	17,38	8,28	5,68	13,96	5 937	9 106	3 594	14,98	0,92	34,28
59 Nord	21,20	6,96	6,61	3,55	10,16	8 814	15 580	5 587	23,29	1,09	34,50
60 Oise	21,64	15,59	6,97	5,89	12,86	7 086	8 809	3 927	16,37	0,98	31,59
62 Pas-de-Calais	21,26	16,72	7,64	5,55	13,20	6 494	8 750	3 679	15,34	0,84	36,81
80 Somme	19,14	25,77	8,90	8,23	17,13	5 481	5 467	2 737	11,41	0,65	48,27
Hauts-de-France	20,97	15,59	7,04	5,68	12,86	6 529	9 106	3 927	16,37	0,91	34,86

Services Délégués aux prestations familiales

Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points- Médianes

	Exercice 2018										
	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP	Temps actif mobilisable des délégués	Coût de l'intervention des délégués
14 Calvados	19,58	15,35	6,23	6,52	12,75	8 057	6 963	3 735	15,57	0,83	37,65
27 Eure	19,24	18,34	9,31	5,81	15,12	6 302	8 095	3 534	14,73	0,95	38,40
50 Manche	19,86	14,88	8,29	4,22	12,50	6 970	10 110	4 126	17,20	0,89	40,56
61 Orne	18,61	16,58	5,66	8,55	14,21	5 954	9 423	3 583	14,94	0,91	28,04
76 Seine Maritime	19,59	16,13	6,52	6,82	13,34	6 919	7 617	3 625	15,11	0,92	30,56
Normandie	19,40	16,26	7,41	6,33	13,34	6 585	7 809	3 700	15,43	0,90	35,77
44 Loire Atlantique	20,38	11,91	5,19	4,11	9,30	8 424	12 172	4 978	20,75	0,92	29,71
49 Maine-et-Loire	19,92	13,61	7,23	4,92	12,14	7 227	9 471	4 099	17,09	0,90	40,39
53 Mayenne	19,50	12,55	6,54	4,22	10,75	7 419	10 970	4 426	18,45	0,85	35,64
72 Sarthe	10,00	16,82	8,12	3,61	11,73	6 759	12 880	4 433	18,48	1,01	33,70
85 Vendée	19,46	21,35	11,77	5,77	17,54	4 127	8 896	2 749	11,46	1,11	32,99
Pays de Loire	19,64	15,21	7,68	4,51	11,94	6 993	10 824	4 262	17,77	0,91	34,67
4 Alpes de Hautes Provenances	28,04	13,67	6,58	3,33	9,91	10 095	15 143	6 057	25,25	0,95	43,31
5 Alpes Hautes	19,85	12,12	6,23	3,95	10,18	7 147	11 231	4 368	18,21	0,81	34,13
6 Alpes Maritimes	19,19	15,60	8,24	5,24	13,48	7 920	10 919	4 590	19,14	0,97	42,04
13 Bouches du Rhône	19,96	18,47	7,24	7,30	14,55	6 382	6 333	3 179	13,25	0,85	34,43
83 Var	20,66	23,51	10,40	9,27	19,67	5 096	5 395	2 621	10,92	1,00	32,98
84 Vaucluse	20,61	14,26	6,11	6,03	12,14	7 615	9 247	4 176	17,41	0,84	34,51
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	20,29	14,93	6,91	5,64	12,81	7 381	10 083	4 272	17,81	0,90	34,47
1 Ain	20,01	20,21	7,58	7,55	15,12	6 199	9 036	3 677	15,33	0,99	29,63
3 Allier	19,02	17,45	6,50	8,14	14,64	6 200	5 930	3 031	12,64	0,92	27,34
7 Ardèche	19,99	9,61	6,64	1,45	8,09	8 796	28 089	6 447	26,88	0,67	55,06
15 Cantal	20,08	18,91	8,47	8,29	16,75	5 278	6 520	2 917	12,16	1,03	29,72
26 Drôme	19,99	0,00	0,00	0,00	0,00	7 284	6 154	3 336	13,91	0,96	0,00
38 Isère	20,75	17,44	7,46	5,84	13,30	7 844	9 121	4 217	17,58	1,09	33,65
42 Loire	19,47	23,59	6,73	11,70	18,43	7 063	4 262	2 658	11,08	1,06	25,75
43 Loire (Haute)	20,40	15,93	6,69	6,77	13,45	6 828	8 680	3 822	15,93	0,96	29,50
63 Puy de Dome	20,11	15,48	7,68	4,40	12,09	6 836	15 435	4 483	18,69	0,82	39,48
69 Rhône	20,31	16,90	7,51	5,41	12,92	6 639	11 511	4 208	17,54	0,80	38,69
73 Savoie	18,99	20,50	8,89	7,17	16,06	5 364	6 664	2 972	12,39	0,99	31,36
74 Savoie Haute	23,09	14,43	6,39	5,77	12,15	6 507	9 486	3 860	16,09	1,00	25,87
Auvergne-Rhône-Alpes	20,01	17,02	7,46	5,84	13,45	6 819	9 036	3 822	15,93	0,96	29,72
France métropole hors DOM	20,29	16,23	7,33	6,03	13,35	6 698	8 268	3 700	15,94	0,93	33,74
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
Réunion	21,67	23,19	7,62	11,80	19,41	6 276	4 688	2 638	11,00	1,00	29,63
DOM	21,67	23,19	7,62	11,80	19,41	6 276	4 688	2 638	11,00	1,00	29,63
France (métropole et DOM)	20,29	16,26	7,33	6,05	13,38	6 696	8 240	3 694	15,91	0,93	33,71

Services Délégués aux prestations familiales									
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points-Médianes									
	Exercice 2019								
	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
8 Ardennes	21,54	22,85	7,91	11,25	19,16	4 955	4 795	2 437	10,16
10 Aube	20,36	22,04	10,84	8,25	19,10	6 498	4 765	2 749	11,46
51 Marne	19,52	19,90	8,98	8,08	17,06	6 302	6 178	3 120	13,00
52 Marne Haute	20,41	21,28	9,07	7,51	16,58	5 352	5 910	2 809	11,71
54 Meurthe-et-Moselle	19,84	12,98	4,25	5,85	10,10	7 779	8 622	4 089	17,05
55 Meuse	19,36	18,03	7,44	6,75	14,20	7 661	6 617	3 550	14,80
57 Moselle	19,31	15,34	7,94	4,54	12,48	7 439	9 793	4 228	17,62
67 Rhin (Bas)	19,68	14,75	8,16	4,50	12,66	6 271	10 280	3 895	16,24
68 Rhin (Haut)	20,11	14,01	7,28	3,97	11,25	6 189	11 260	3 994	16,65
88 Vosges	20,26	22,86	9,90	8,44	18,34	4 811	5 521	2 571	10,72
Grand-Est	19,98	18,96	8,05	7,13	15,39	6 286	6 397	3 335	13,90
16 Charente	19,52	15,51	7,23	6,61	13,84	6 910	7 551	3 608	15,04
17 Charente Maritime	20,50	19,57	7,70	5,74	13,44	6 930	8 668	3 808	15,88
19 Corrèze	18,79	15,72	8,27	3,67	11,94	6 008	14 459	4 244	17,69
23 Creuse	18,11	37,99	20,75	6,43	27,17	3 650	8 931	2 555	10,65
24 Dordogne	18,83	18,69	8,83	7,64	16,46	5 759	6 928	3 145	13,11
33 Gironde	20,02	19,08	7,15	8,19	15,34	6 781	7 531	3 425	14,28
40 Landes	18,65	14,67	7,12	5,90	13,02	5 981	8 783	3 558	14,83
47 Lot-et-Garonne	21,34	11,21	6,44	3,09	9,53	7 804	21 514	5 576	23,25
64 Pyrénées Atlantiques	19,67	14,93	7,83	4,46	12,29	6 500	10 224	3 973	16,56
79 Sèvres Deux	18,79	24,21	11,66	9,04	20,69	3 594	5 750	2 212	9,22
86 Vienne	18,43	18,89	8,22	7,93	16,15	5 924	6 569	3 115	12,99
87 Vienne (Haute)	19,55	18,31	9,99	5,27	15,26	5 842	8 311	3 409	14,21
Nouvelle Aquitaine	19,46	16,22	8,24	5,50	13,60	6 075	8 728	3 583	14,94
21 Côte d'Or	20,24	15,36	8,68	4,34	13,02	5 774	11 795	3 876	16,16
25 Doubs	20,25	16,23	7,78	5,88	13,66	6 398	8 936	3 729	15,54
39 Jura	20,40	11,42	6,41	3,48	9,89	7 301	16 317	5 044	21,03
58 Nièvre	19,22	12,87	5,73	5,41	11,14	9 555	10 033	4 894	20,40
70 Saône Haute	18,00	16,93	7,41	7,19	14,60	6 186	6 639	3 202	13,35
71 Saône Loire	20,36	16,66	6,84	6,69	13,52	7 234	8 246	3 826	15,95
89 Yonne	19,44	16,70	10,37	4,19	14,56	4 846	12 600	3 500	14,59
90 Territ. de Belfort	19,73	16,02	6,22	5,49	11,71	9 469	9 105	4 642	19,35
Bourgogne-Franche Comté	19,73	16,02	7,41	5,41	13,02	7 130	9 740	3 876	16,16
22 Côtes d'Armor		16,31	7,93	5,98	13,91	7 593	9 432	4 206	17,54
29 Finistère	20,10	13,68	6,21	4,38	10,59	7 586	18 699	5 203	21,69
35 Ille et Vilaine	21,73	20,65	7,45	10,21	17,66	4 298	5 803	2 469	10,29
56 Morbihan	19,72	0,00	0,00	0,00	0,00	5 880	8 436	3 465	14,44
Bretagne	20,10	15,93	7,01	5,98	13,32	6 827	9 432	3 986	16,62

Services Délégués aux prestations familiales									
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points-Médianes									
	Exercice 2019								
	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
18 Cher	19,94	16,49	6,92	6,75	13,67	6 558	7 083	3 405	14,20
28 Eure et Loir	20,50	16,30	7,15	6,29	13,44	7 108	6 979	3 522	14,68
36 Indre	19,70	15,05	6,73	6,50	13,22	6 226	6 441	3 166	13,20
37 Indre-et-Loire	19,03	17,15	8,21	6,67	14,88	7 680	8 191	3 964	16,52
41 Loir et Cher	20,38	10,73	7,76	2,05	9,80	6 115	19 108	4 632	19,31
45 Loiret	18,84	27,08	11,66	9,59	21,25	3 436	4 179	1 886	7,86
Centre-Val de Loire	19,82	16,40	7,45	6,58	13,55	6 392	7 031	3 463	14,44
2A Corse du Sud	20,84	15,70	6,68	6,05	12,74	6 819	10 715	4 167	17,37
2B Corse Haute	18,57	17,43	8,25	4,32	12,57	6 239	7 799	3 466	14,45
Corse	19,70	16,56	7,47	5,19	12,65	6 529	9 257	3 817	15,91
75 Paris	18,96	17,73	7,04	7,87	14,91	7 052	7 843	3 713	15,48
77 Seine Marne	20,83	18,67	7,81	6,59	14,41	6 426	7 544	3 470	14,47
78 Yvelines	19,15	17,07	8,45	6,05	14,50	6 041	9 724	3 726	15,53
91 Essonne	19,16	19,08	8,99	5,44	14,43	5 556	9 783	3 543	14,77
92 Seine Hauts de	19,31	17,89	8,47	6,52	14,99	5 906	7 874	3 375	14,07
93 Seine St Denis	20,22	17,50	6,88	6,98	13,86	6 571	8 881	3 777	15,74
94 Val de Marne	19,28	21,85	7,51	8,54	16,05	6 079	6 642	3 174	13,23
95 Val d'oïse	21,65	24,38	8,44	8,46	16,90	5 168	4 961	2 531	10,55
Ile de France	19,30	18,28	8,13	6,79	14,70	6 060	7 859	3 507	14,62
9 Ariège	18,42	28,79	10,47	12,99	23,46	5 250	4 200	2 333	9,73
11 Aude	19,69	21,69	8,32	10,72	19,04	5 247	5 740	2 741	11,43
12 Aveyron	21,96	32,79	14,38	13,24	27,63	3 332	3 332	1 666	6,95
30 Gard	19,92	10,94	6,00	3,20	9,20	7 059	13 231	4 569	19,05
31 Garonne (Haute)	20,39	15,71	8,12	5,00	13,12	7 258	11 499	4 450	18,55
32 Gers	18,81	17,03	5,98	8,73	14,71	7 381	5 644	3 198	13,33
34 Hérault	20,74	15,27	8,47	5,73	12,77	5 960	11 112	4 027	16,79
46 Lot	26,14	13,34	6,03	5,47	11,51	9 080	10 024	4 729	19,71
48 Lozère	21,80	19,32	7,65	7,64	15,30	6 103	6 103	3 052	12,72
65 Pyrénées Hautes	20,03	18,19	8,56	6,24	14,80	7 006	8 757	3 892	16,23
66 Pyrénées Orient.	21,18	17,92	9,84	5,25	15,09	6 163	10 103	3 828	15,96
81 Tarn	19,78	1,36	9,55	3,87	13,41	5 737	8 196	3 375	14,07
82 Tarn et Garonne	19,53	15,60	5,78	6,21	11,99	8 933	7 940	4 204	17,52
Occitanie	20,33	17,03	8,12	5,73	14,36	6 163	8 757	3 416	14,24
2 Aisne	20,61	18,40	8,90	6,08	14,98	5 739	8 341	3 400	14,17
59 Nord	21,75	7,31	6,68	3,51	10,18	7 079	18 504	5 120	21,35
60 Oise	20,90	14,99	6,79	5,72	12,51	7 631	8 539	4 030	16,80
62 Pas-de-Calais	20,89	16,71	7,98	5,22	13,21	6 797	9 121	3 842	16,01
80 Somme	19,39	22,46	10,13	10,19	20,32	5 497	6 733	3 026	12,62
Hauts-de-France	20,86	15,03	7,56	5,72	12,86	6 750	8 539	4 030	16,80

Services Délégués aux prestations familiales									
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points-Médianes									
	Exercice 2019								
	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
14 Calvados	19,16	18,08	7,51	7,50	15,01	6 700	6 453	3 287	13,70
27 Eure	19,36	18,61	8,72	6,35	15,07	6 572	8 451	3 687	15,37
50 Manche	20,07	14,42	7,62	4,24	11,86	7 224	10 479	4 276	17,83
61 Orne	19,44	14,70	5,82	7,06	12,88	6 588	10 500	3 975	16,57
76 Seine Maritime	19,44	17,28	7,42	6,88	14,31	6 766	7 460	3 548	14,79
Normandie	19,40	16,96	7,57	6,62	14,42	6 643	8 364	3 823	15,94
44 Loire Atlantique	20,24	14,07	6,99	4,27	11,27	6 357	11 070	4 038	16,83
49 Maine-et-Loire	19,99	13,51	6,43	5,08	11,51	7 505	9 673	4 226	17,62
53 Mayenne	18,91	13,47	6,93	4,42	11,35	6 994	9 826	4 086	17,03
72 Sarthe	20,00	16,77	8,10	3,94	12,04	7 008	12 720	4 519	18,84
85 Vendée	18,72	22,45	12,29	5,91	18,20	4 099	7 339	2 524	10,52
Pays de Loire	19,71	15,42	7,54	4,75	11,78	6 676	9 750	4 062	16,93
4 Alpes de Hautes Provinces	22,04	16,82	7,59	4,25	11,83	6 612	22 041	5 086	21,20
5 Alpes Hautes	19,93	14,06	7,71	4,79	12,51	5 638	9 287	3 508	14,63
6 Alpes Maritimes	19,77	14,60	7,82	4,77	12,59	7 946	10 421	4 508	18,79
13 Bouches du Rhône	18,85	19,76	8,04	7,28	15,32	6 082	6 715	3 191	13,30
83 Var	21,80	15,65	7,88	4,83	12,70	6 658	9 553	3 924	16,36
84 Vaucluse	19,81	14,74	6,22	4,79	11,01	8 019	9 737	4 397	18,33
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	19,87	15,19	7,77	4,79	12,55	6 635	9 645	4 161	17,34
1 Ain	19,79	20,00	7,88	7,09	14,97	5 909	8 196	3 434	14,31
3 Allier	18,74	18,01	6,69	7,81	14,51	6 473	5 898	3 086	12,87
7 Ardèche	19,75	15,16	9,10	4,09	13,19	7 336	12 031	4 547	18,95
15 Cantal	20,90	16,99	8,07	6,40	14,47	5 643	7 390	3 200	13,34
26 Drôme	20,03	0,00	0,00	0,00	0,00	6 957	5 351	3 025	12,61
38 Isère	11,70	0,00	13,27	10,96	24,23	4 247	4 899	2 275	9,48
42 Loire	19,55	23,54	7,76	10,78	18,54	6 488	4 218	2 556	10,66
43 Loire (Haute)	20,68	14,73	6,62	5,73	12,35	7 054	8 833	3 922	16,35
63 Puy de Dome	19,04	15,45	7,75	4,24	12,00	6 577	12 162	4 182	17,44
69 Rhône	19,24	18,15	8,48	6,57	15,05	5 540	9 490	3 497	14,58
73 Savoie	20,19	21,58	9,52	8,27	17,79	5 230	5 796	2 749	11,46
74 Savoie Haute	20,63	15,51	6,22	5,67	11,89	6 220	8 501	3 592	14,97
Auvergne-Rhône-Alpes	19,79	16,03	7,88	5,90	14,08	6 220	8 451	3 434	14,31
France métropole hors DOM	20,08	16,29	7,71	6,08	13,79	6 323	8 311	3 591	15,47
Guadeloupe									
Martinique									
Guyane									
Réunion	21,24	18,01	5,87	9,27	15,14	8 344	5 650	3 291	13,72
DOM	21,24	18,01	5,87	9,27	15,14	8 344	5 650	3 291	13,72
France (métropole et DOM)	20,09	16,30	7,70	6,10	13,80	6 331	8 288	3 589	15,46

Services Délégués aux prestations familiales									
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points-Médianes									
	Exercice 2018								
	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
8 Ardennes	21,49	18,27	4,77	10,39	15,16	9 027	5 310	3 343	13,94
10 Aube	20,35	22,26	11,36	8,36	19,73	6 776	4 517	2 710	11,30
51 Marne	19,58	21,50	9,48	9,01	18,49	6 157	6 036	3 048	12,71
52 Marne Haute	20,36	20,93	8,37	7,81	16,18	4 473	5 810	2 527	10,54
54 Meurthe-et-Moselle	19,78	12,99	4,61	5,58	10,19	7 859	8 502	4 084	17,02
55 Meuse	19,34	18,00	7,52	6,83	14,36	7 775	6 715	3 603	15,02
57 Moselle	19,47	14,55	6,99	4,73	11,73	7 246	9 712	4 150	17,30
67 Rhin (Bas)	19,86	14,56	8,14	4,29	12,43	6 424	10 254	3 950	16,47
68 Rhin (Haut)	20,57	14,94	8,36	4,37	12,73	5 842	10 629	3 770	15,72
88 Vosges	19,98	21,47	9,31	7,67	16,99	4 966	6 321	2 781	11,59
Grand-Est	19,92	18,13	8,25	7,25	14,76	6 600	6 518	3 473	14,48
16 Charente	19,10	15,37	6,66	6,83	13,49	6 881	7 570	3 605	15,03
17 Charente Maritime	21,10	16,88	7,09	5,24	12,33	7 375	10 573	4 308	17,96
19 Corrèze	19,47	16,98	8,58	4,13	12,71	5 619	13 523	3 970	16,55
23 Creuse	26,58	27,78	16,88	4,54	21,42	4 360	10 897	3 066	12,78
24 Dordogne	18,70	19,07	8,78	8,04	16,82	5 883	6 587	3 108	12,95
33 Gironde	19,75	17,88	6,50	8,04	14,54	7 179	7 182	3 486	14,53
40 Landes	18,59	15,89	7,90	5,06	12,97	5 712	8 387	3 398	14,16
47 Lot-et-Garonne	19,89	11,65	6,73	3,26	9,98	7 724	22 298	5 364	22,36
64 Pyrénées Atlantiques	19,76	13,96	7,00	4,23	11,23	6 758	10 720	4 145	17,28
79 Sèvres Deux	18,83	24,63	10,83	9,98	20,81	4 445	5 334	2 222	9,26
86 Vienne	18,61	18,71	8,33	7,48	15,81	5 783	7 024	3 172	13,22
87 Vienne (Haute)	19,73	18,18	7,62	7,34	14,96	6 356	8 108	3 445	14,36
Nouvelle Aquitaine	19,49	16,12	7,50	5,41	13,42	6 709	8 706	3 747	15,62
21 Côte d'Or	19,95	15,72	8,59	4,41	13,00	6 027	11 806	3 990	16,63
25 Doubs	20,50	15,56	7,39	5,70	13,09	6 659	9 300	3 880	16,18
39 Jura	20,45	10,82	5,96	3,43	9,38	7 801	17 436	5 390	22,47
58 Nièvre	21,47	11,26	5,02	4,73	9,75	10 920	11 466	5 593	23,32
70 Saône Haute	19,32	17,11	7,30	7,27	14,57	6 825	6 037	3 203	13,35
71 Saône Loire	19,79	16,71	7,16	6,50	13,67	7 010	7 756	3 662	15,27
89 Yonne	20,36	16,44	9,98	4,26	14,24	5 075	13 195	3 665	15,28
90 Territ. de Belfort	19,73	15,77	6,16	5,44	11,61	9 469	9 105	4 642	19,35
Bourgogne-Franche Comté	20,36	15,72	7,30	4,95	13,00	6 941	9 300	3 882	16,18
22 Côtes d'Armor		16,30	7,92	5,98	13,90	7 893	9 805	4 373	18,23
29 Finistère	19,91	13,41	6,16	4,22	10,38	7 768	19 028	5 316	22,16
35 Ille et Vilaine	21,54	20,14	7,40	9,86	17,25	4 498	6 073	2 584	10,77
56 Morbihan	19,89	23,30	8,78	6,62	15,40	6 074	8 716	3 580	14,92
Bretagne	19,97	16,30	7,40	6,00	13,90	7 114	9 805	4 154	17,32

Services Délégués aux prestations familiales									
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points-Médianes									
	Exercice 2018								
	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
18 Cher	19,92	15,21	6,75	5,89	12,64	7 262	7 405	3 666	15,28
28 Eure et Loir	20,38	15,69	6,74	6,21	12,95	7 973	6 568	3 601	15,01
36 Indre	19,90	15,16	7,22	6,19	13,41	5 629	6 794	3 078	12,83
37 Indre-et-Loire	19,21	17,34	8,29	6,88	15,17	7 464	7 961	3 852	16,06
41 Loir et Cher	19,92	10,95	7,44	2,59	10,03	6 216	19 424	4 709	19,63
45 Loiret	19,61	26,71	11,62	9,39	21,01	3 852	4 763	2 130	8,88
Centre-Val de Loire	19,91	15,45	7,33	6,20	13,18	6 739	7 099	3 634	15,15
2A Corse du Sud	20,66	17,06	6,74	7,33	14,07	6 761	8 263	3 719	15,50
2B Corse Haute	18,29	17,33	7,80	5,91	13,72	6 583	8 229	3 657	15,25
Corse	19,47	17,19	7,27	6,62	13,89	6 672	8 246	3 688	15,37
75 Paris	18,93	18,14	7,31	7,78	15,10	7 183	8 023	3 790	15,80
77 Seine Marne	20,30	18,45	7,95	6,39	14,34	6 639	7 794	3 585	14,95
78 Yvelines	19,15	16,39	8,01	5,74	13,75	6 057	10 121	3 789	15,80
91 Essonne	19,23	19,02	9,02	5,36	14,38	5 499	10 016	3 550	14,80
92 Seine Hauts de	19,38	17,50	8,34	5,94	14,27	6 279	8 070	3 531	14,72
93 Seine St Denis	19,79	17,59	7,08	6,75	13,84	6 878	9 576	4 003	16,69
94 Val de Marne	19,99	22,50	8,32	2,09	10,41	6 382	6 382	3 191	13,30
95 Val d'oise	21,05	23,74	7,92	8,45	16,37	5 316	5 103	2 604	10,85
Ile de France	19,59	18,30	7,98	6,16	14,31	6 331	8 047	3 568	14,87
9 Ariège	19,77	22,65	10,44	8,24	18,68	6 673	5 339	2 966	12,36
11 Aude	19,79	21,59	8,28	10,67	18,95	5 272	5 767	2 754	11,48
12 Aveyron	21,60	35,69	15,24	14,06	29,30	3 430	3 430	1 715	7,15
30 Gard	20,84	10,44	5,96	2,81	8,78	6 154	14 079	4 282	17,85
31 Garonne (Haute)	20,50	14,55	7,73	4,54	12,27	7 397	12 645	4 667	19,46
32 Gers	18,04	16,82	6,02	8,52	14,54	7 494	5 731	3 247	13,54
34 Hérault	20,94	15,52	8,13	5,25	12,41	6 001	11 540	3 948	16,46
46 Lot	25,36	9,82	4,31	4,17	8,49	12 022	12 915	6 176	25,75
48 Lozère	21,03	14,98	5,93	5,89	11,82	8 130	8 130	4 065	16,95
65 Pyrénées Hautes	19,84	18,01	8,46	6,61	15,07	7 075	8 843	3 930	16,38
66 Pyrénées Orient.	21,61	16,43	8,66	5,05	13,71	7 066	11 584	4 389	18,30
81 Tarn	19,90	1,32	9,34	3,83	13,17	6 010	8 586	3 535	14,74
82 Tarn et Garonne	18,94	16,89	5,49	6,90	12,40	8 601	7 232	3 929	16,38
Occitanie	20,50	15,52	7,73	5,25	12,41	7 075	9 556	3 930	16,38
2 Aisne	20,54	18,16	8,55	6,22	14,78	5 866	8 526	3 475	14,49
59 Nord	21,93	8,02	6,96	3,60	10,56	7 037	16 737	4 935	20,57
60 Oise	20,74	15,21	6,79	5,95	12,74	6 769	8 426	3 754	15,65
62 Pas-de-Calais	20,95	16,30	7,93	5,02	12,95	6 942	9 450	3 957	16,49
80 Somme	19,71	19,67	9,28	7,37	16,65	5 556	6 880	3 074	12,81
Hauts-de-France	20,74	15,21	8,19	5,59	12,87	6 769	8 526	3 754	15,65

Services Délégués aux prestations familiales									
Indicateurs financiers et relatifs au nombre de points-Médianes									
	Exercice 2018								
	Poids moyen de la mesure	Valeur du point service	Valeur du point délégué	Valeur du point autres personnel	Valeur du point personnel	Nombre de points par ETP délégués	Nombre de points par ETP autres personnels	Nombre de points par ETP	Nombre de mesure moyenne par ETP
14 Calvados	19,46	17,24	7,21	7,28	14,49	6 917	6 662	3 394	14,15
27 Eure	19,07	16,43	7,41	5,64	13,05	7 149	9 165	4 005	16,70
50 Manche	20,06	18,13	9,05	5,26	14,32	6 238	9 049	3 692	15,39
61 Orne	19,64	13,96	5,70	6,46	12,17	6 927	10 932	4 164	17,36
76 Seine Maritime	19,20	17,28	7,31	6,99	14,30	6 891	7 443	3 577	14,91
Normandie	19,39	16,40	7,40	6,30	13,38	6 938	8 805	4 001	16,68
44 Loire Atlantique	20,03	13,10	6,37	4,05	10,43	7 008	12 066	4 433	18,48
49 Maine-et-Loire	20,08	12,69	6,24	4,95	11,19	7 908	9 786	4 374	18,23
53 Mayenne	18,83	13,14	7,15	4,75	11,90	7 266	8 786	3 977	16,58
72 Sarthe		17,87	8,71	4,24	12,95	6 516	11 826	4 201	17,51
85 Vendée	20,62	19,69	10,74	5,33	16,07	4 680	9 546	2 982	12,43
Pays de Loire	20,03	15,50	7,93	4,50	12,42	6 762	10 756	4 089	17,05
4 Alpes de Hautes Provenances	22,25	18,61	7,56	4,30	11,85	6 676	22 253	5 135	21,41
5 Alpes Hautes	20,66	14,86	7,97	5,16	13,13	5 233	8 121	3 183	13,27
6 Alpes Maritimes	19,68	14,24	4,77	7,63	12,40	7 971	6 377	3 543	14,77
13 Bouches du Rhône	18,83	19,40	6,53	8,07	14,60	7 469	6 049	3 342	13,93
83 Var	20,80	14,46	7,20	4,45	11,65	7 335	10 524	4 322	18,02
84 Vaucluse	19,59	13,18	6,09	4,36	10,45	7 389	9 852	4 222	17,60
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	20,17	14,66	6,86	4,81	12,12	7 362	8 986	3 882	16,18
1 Ain	20,21	19,68	7,85	6,88	14,73	5 767	8 110	3 370	14,05
3 Allier	18,79	18,40	6,25	8,42	14,67	6 837	5 742	3 121	13,01
7 Ardèche	20,97	10,93	5,85	3,42	9,27	8 979	14 637	5 552	23,15
15 Cantal	20,58	16,17	7,30	6,54	13,84	6 325	7 452	3 421	14,26
26 Drôme	19,96	0,00	0,00	0,00	0,00	7 369	5 539	3 162	13,18
38 Isère						0	0	0	0,00
42 Loire	19,88	21,47	7,20	9,09	16,29	7 297	5 364	3 091	12,89
43 Loire (Haute)	20,53	16,04	7,57	5,67	13,24	6 095	8 870	3 613	15,06
63 Puy de Dome	18,97	16,21	7,83	4,31	12,14	6 561	12 022	4 152	17,31
69 Rhône	20,18	16,73	8,30	5,64	13,94	5 809	9 994	3 672	15,31
73 Savoie	19,36	19,54	9,18	7,13	16,31	5 440	6 663	2 995	12,48
74 Savoie Haute	20,44	16,87	6,61	6,08	12,69	5 965	8 382	3 485	14,53
Auvergne-Rhône-Alpes	20,09	16,52	7,62	5,92	13,48	6 325	8 247	3 430	14,30
France métropole hors DOM	20,26	16,21	7,59	5,99	13,58	6 449	8 363	3 637	15,66
Guadeloupe									
Martinique									
Guyane									
Réunion	22,76	17,19	5,99	8,19	14,17	9 050	6 764	3 675	15,32
DOM	22,76	17,19	5,99	8,19	14,17	9 050	6 764	3 675	15,32
France (métropole et DOM)	20,27	16,21	7,58	6,00	13,58	6 457	8 349	3 637	15,66

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Moyennes

	Exercice 2018											
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I
					Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI	
8 Ardennes	3,7	48,6%	51,4%	16	7,9%	10,8%	52,4%	0,5%	25,7%	2,7%	100%	1,3
10 Aube	5,7	42,1%	57,9%	0	5,3%	47,4%	35,1%	12,3%	0,0%	0,0%	100%	1,3
51 Marne	10,0	44,9%	55,1%	31	1,5%	12,5%	52,5%	0,0%	31,9%	1,6%	100%	1,4
52 Marne Haute	4,5	52,7%	47,3%	28	2,7%	2,7%	64,4%	30,2%	0,0%	0,0%	100%	1,2
54 Meurthe-et-Moselle	8,2	54,9%	45,1%	20	3,7%	6,1%	73,2%	4,9%	12,2%	0,0%	100%	1,1
55 Meuse	7,0	41,0%	59,0%	8	3,3%	5,0%	50,7%	3,3%	37,7%	0,0%	100%	1,4
57 Moselle	17,8	55,5%	44,5%	8	0,0%	11,2%	60,4%	18,9%	9,5%	0,0%	100%	1,4
67 Rhin (Bas)	16,1	61,9%	38,1%	37	11,0%	3,1%	62,9%	2,5%	20,4%	0,0%	100%	1,4
68 Rhin (Haut)	10,0	65,5%	34,5%	31	1,0%	10,0%	65,5%	23,5%	0,0%	0,0%	100%	1,3
88 Vosges	11,3	53,1%	46,9%	93	3,5%	7,1%	56,6%	24,8%	8,0%	0,0%	100%	1,3
Grand-Est	94,2	53,9%	46,1%	31	3,9%	10,2%	58,9%	12,3%	14,3%	0,3%	100%	1,3
16 Charente	9,2	50,5%	49,5%	28	2,9%	24,9%	50,0%	19,5%	1,5%	1,1%	100%	0
17 Charente Maritime	6,5	53,6%	46,4%	4	1,6%	13,2%	62,0%	4,7%	7,8%	10,9%	100%	1,4
19 Corrèze	7,1	70,6%	29,4%	60	0,0%	15,3%	69,2%	7,9%	7,6%	0,0%	100%	1,4
23 Creuse	3,0	55,6%	44,4%	4	1,7%	49,5%	39,7%	5,7%	3,4%	0,0%	100%	1,4
24 Dordogne	16,5	35,2%	64,8%	2	2,3%	9,7%	63,3%	16,3%	7,1%	1,3%	100%	1,4
33 Gironde	25,8	54,0%	46,0%	33	3,9%	3,2%	76,3%	5,2%	10,9%	0,5%	100%	1,3
40 Landes	8,7	55,5%	44,5%	5	0,6%	5,3%	63,7%	24,0%	6,5%	0,0%	100%	1,4
47 Lot-et-Garonne	5,2	60,5%	39,5%	31	3,5%	7,9%	64,9%	6,1%	17,5%	0,0%	100%	1,3
64 Pyrénées Atlantiques	12,4	62,9%	37,1%	57	3,0%	40,2%	33,8%	0,0%	23,0%	0,0%	100%	1,4
79 Sèvres Deux	12,2	55,9%	44,1%	39	8,3%	0,0%	66,7%	16,7%	8,3%	0,0%	100%	1,3
86 Vienne	10,6	50,9%	49,1%	22	0,3%	5,0%	82,1%	8,0%	4,5%	0,0%	100%	1,3
87 Vienne (Haute)	10,0	56,5%	43,5%	46	8,0%	5,0%	66,5%	15,5%	4,9%	0,0%	100%	1,4
Nouvelle Aquitaine	127,0	53,6%	46,4%	31	3,4%	11,9%	64,1%	10,5%	9,2%	0,9%	100%	1,3
21 Côte d'Or	10,2	65,7%	34,3%	30	2,0%	9,9%	65,7%	12,5%	9,9%	0,0%	100%	1,5
25 Doubs	12,8	58,6%	41,4%	55	2,3%	12,5%	58,6%	1,6%	24,4%	0,6%	100%	1,3
39 Jura	6,0	70,0%	30,0%	20	2,5%	9,0%	80,5%	6,7%	1,3%	0,0%	100%	1,3
58 Nièvre	3,8	50,0%	50,0%	129	2,6%	5,3%	63,2%	28,9%	0,0%	0,0%	100%	1,4
70 Saône Haute	8,4	51,2%	48,8%	10	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3
71 Saône Loire	12,5	52,0%	48,0%	17	4,6%	7,2%	60,5%	17,7%	9,2%	0,8%	100%	1,3
89 Yonne	4,6	65,4%	34,6%	5	1,1%	0,0%	71,9%	2,2%	24,8%	0,0%	100%	1,4
90 Territ. de Belfort	3,1	48,4%	51,6%	9	0,0%	28,6%	0,0%	51,0%	20,4%	0,0%	100%	1,3
Bourgogne-Franche Comté	61,4	58,0%	42,0%	32	2,5%	8,6%	65,2%	11,2%	12,3%	0,3%	100%	1,3
22 Côtes d'Armor	11,6	55,9%	44,1%	23	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2
29 Finistère	15,0	58,0%	42,0%	32	1,9%	6,5%	71,4%	0,0%	20,1%	0,0%	100%	1,3
35 Ile et Vilaine	6,0	41,7%	58,3%	0	8,3%	6,7%	71,7%	10,0%	3,3%	0,0%	100%	1,2
56 Morbihan	5,6	58,9%	41,1%	0	0,0%	17,9%	82,1%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3
Bretagne	38,2	54,9%	45,1%	20	2,4%	7,2%	78,9%	1,8%	9,7%	0,0%	100%	1,2

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Moyennes

	Exercice 2018											
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I
					Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI	
18 Cher	5,6	51,8%	48,2%	22	9,8%	0,0%	63,4%	0,0%	26,8%	0,0%	100%	1,3
28 Eure et Loir	10,9	49,5%	50,5%	33	2,9%	8,8%	53,9%	19,8%	14,6%	0,0%	100%	1,4
36 Indre	5,9	50,8%	49,2%	17	1,3%	1,3%	55,0%	33,0%	9,4%	0,0%	100%	1,2
37 Indre-et-Loire	7,1	50,9%	49,1%	50	3,5%	9,9%	59,4%	19,1%	8,1%	0,0%	100%	1,5
41 Loir et Cher	3,2	78,1%	21,9%	0	0,0%	9,1%	75,8%	0,0%	15,2%	0,0%	100%	1,3
45 Loiret	8,1	44,4%	55,6%	56	2,3%	0,0%	66,6%	2,3%	28,6%	0,1%	100%	1,3
Centre-Val de Loire	40,8	51,5%	48,5%	32	3,4%	4,9%	60,6%	14,0%	17,2%	0,0%	100%	1,3
2A Corse du Sud	1,0	55,0%	45,0%	0	40,0%	55,0%	5,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3
2B Corse Haute	0,8	62,5%	37,5%	0	0,0%	17,6%	58,8%	23,5%	0,0%	0,0%	100%	1,3
Corse	1,8	58,3%	41,7%	0	21,6%	37,8%	29,7%	10,8%	0,0%	0,0%	100%	1,3
75 Paris	12,0	52,5%	47,5%	14	10,7%	1,5%	61,6%	24,6%	1,6%	0,0%	100%	1,2
77 Seine Marne	24,0	56,3%	43,8%	20	4,2%	8,3%	64,6%	14,6%	8,3%	0,0%	100%	1,4
78 Yvelines	20,8	61,5%	38,5%	19	6,0%	16,7%	55,2%	8,7%	13,5%	0,0%	100%	1,3
91 Essonne	39,8	63,9%	36,1%	31	0,9%	7,3%	72,3%	6,9%	10,9%	1,7%	100%	1,3
92 Seine Hauts de	17,0	54,1%	45,9%	17	7,4%	6,9%	68,3%	8,9%	8,5%	0,0%	100%	1,1
93 Seine St Denis	18,9	59,5%	40,5%	112	3,8%	5,3%	68,6%	10,9%	9,4%	2,1%	100%	1,3
94 Val de Marne	13,4	45,5%	54,5%	60	3,7%	8,2%	54,5%	29,9%	3,7%	0,0%	100%	1,3
95 Val d'oise	8,8	54,5%	45,5%	286	0,0%	0,0%	54,5%	45,5%	0,0%	0,0%	100%	1,2
Ile de France	154,7	57,8%	42,2%	51	4,1%	7,6%	64,5%	14,6%	8,4%	0,7%	100%	1,3
9 Ariège	1,6	43,9%	56,1%	6	0,0%	9,8%	43,9%	35,4%	11,0%	0,0%	100%	1,4
11 Aude	9,1	50,6%	49,4%	26	7,1%	0,0%	60,4%	16,4%	16,1%	0,0%	100%	1,2
12 Aveyron	6,5	47,7%	52,3%	90	1,5%	1,5%	61,5%	20,0%	15,4%	0,0%	100%	1,4
30 Gard	7,2	63,8%	36,2%	0	1,4%	4,2%	63,9%	30,6%	0,0%	0,0%	100%	1,2
31 Garonne (Haute)	10,2	62,9%	37,1%	26	1,8%	5,9%	74,4%	13,9%	4,0%	0,0%	100%	1,5
32 Gers	2,7	40,7%	59,3%	3	0,0%	16,7%	43,3%	40,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3
34 Hérault	12,4	66,3%	33,7%	14	4,9%	7,0%	73,5%	11,8%	1,6%	1,1%	100%	1,3
46 Lot	1,0	50,5%	49,5%	20	0,0%	27,3%	27,3%	45,5%	0,0%	0,0%	100%	1,3
48 Lozère	1,8	50,0%	50,0%	14	5,3%	10,5%	47,4%	36,8%	0,0%	0,0%	100%	1,3
65 Pyrénées Hautes	3,1	57,4%	42,6%	14	0,0%	11,2%	67,4%	21,4%	0,0%	0,0%	100%	1,5
66 Pyrénées Orient.	3,1	63,7%	36,3%	9	3,8%	70,8%	1,6%	23,8%	0,0%	0,0%	100%	1,6
81 Tarn	5,1	58,8%	41,2%	2	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2
82 Tarn et Garonne	3,4	47,1%	52,9%	20	5,9%	17,6%	76,5%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,2
Occitanie	67,2	57,3%	42,7%	21	3,1%	9,5%	63,6%	18,7%	5,0%	0,2%	100%	1,3
2 Aisne	8,3	60,5%	39,5%	31	0,0%	9,9%	65,0%	23,0%	2,1%	0,0%	100%	1,3
59 Nord	41,2	64,3%	35,7%	22	3,6%	9,1%	86,0%	1,2%	0,0%	0,0%	100%	1,3
60 Oise	8,3	55,4%	44,6%	15	1,2%	12,0%	67,5%	9,6%	9,6%	0,0%	100%	1,4
62 Pas-de-Calais	33,4	53,2%	46,8%	71	9,6%	1,9%	65,2%	4,9%	18,5%	0,0%	100%	1,3
80 Somme	15,5	49,9%	50,1%	75	1,0%	8,3%	65,8%	19,5%	5,4%	0,0%	100%	1,4
Hauts-de-France	106,6	57,8%	42,2%	43	4,6%	7,0%	73,5%	7,4%	7,5%	0,0%	100%	1,3

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Moyennes

	Exercice 2018											
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I
					Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI	
14 Calvados	15,1	46,4%	53,6%	8	3,0%	9,9%	57,9%	23,8%	5,3%	0,0%	100%	1,3
27 Eure	11,8	57,8%	42,2%	94	7,0%	9,3%	58,3%	25,4%	0,0%	0,0%	100%	1,5
50 Manche	11,2	59,2%	40,8%	24	0,0%	9,2%	57,0%	19,2%	12,1%	2,5%	100%	1,4
61 Orne	9,3	57,1%	42,9%	72	4,3%	0,0%	64,5%	26,9%	4,3%	0,0%	100%	1,2
76 Seine Maritime	25,0	52,3%	47,7%	29	4,4%	9,1%	57,9%	15,4%	13,2%	0,0%	100%	1,2
Normandie	72,3	53,6%	46,4%	42	3,8%	8,2%	58,7%	20,9%	8,1%	0,4%	100%	1,3
44 Loire Atlantique	5,6	59,1%	40,9%	56	1,8%	17,9%	60,7%	16,1%	3,6%	0,0%	100%	1,3
49 Maine-et-Loire	11,5	56,7%	43,3%	10	0,9%	6,5%	68,6%	20,1%	3,9%	0,0%	100%	1,3
53 Mayenne	7,6	59,7%	40,3%	27	5,3%	2,0%	64,8%	9,7%	17,3%	0,9%	100%	1,4
72 Sarthe	5,6	65,6%	34,4%	39	0,0%	0,0%	53,6%	44,6%	1,8%	0,0%	100%	1,5
85 Vendée	8,8	60,9%	39,1%	9	2,6%	0,4%	94,6%	1,9%	0,4%	0,0%	100%	1,3
Pays de Loire	39,0	59,8%	40,2%	24	2,5%	1,7%	87,8%	6,1%	1,8%	0,1%	100%	1,4
4 Alpes de Hautes Provençes	0,5	60,0%	40,0%	133	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,3
5 Alpes Hautes	1,8	61,1%	38,9%	229	1,1%	0,0%	87,4%	0,0%	11,4%	0,0%	100%	1,3
6 Alpes Maritimes	6,9	58,0%	42,0%	39	9,0%	2,2%	78,1%	2,1%	8,6%	0,0%	100%	1,7
13 Bouches du Rhône	25,7	49,8%	50,2%	55	5,6%	44,4%	11,1%	16,7%	13,9%	8,3%	100%	1,2
83 Var	3,5	51,4%	48,6%	19	0,0%	0,0%	72,6%	0,0%	27,4%	0,0%	100%	1,4
84 Vaucluse	9,3	54,8%	45,2%	141	6,1%	0,0%	92,9%	0,0%	1,0%	0,0%	100%	1,3
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	47,7	52,6%	47,4%	76	5,5%	27,5%	39,6%	10,5%	11,7%	5,1%	100%	1,3
1 Ain	7,3	59,3%	40,7%	0	4,1%	5,5%	59,3%	29,0%	0,0%	2,1%	100%	1,3
3 Allier	9,0	48,9%	51,1%	0	6,7%	10,0%	58,9%	0,0%	24,4%	0,0%	100%	1,1
7 Ardèche	1,5	80,3%	19,7%	3	2,5%	1,0%	92,5%	0,0%	4,0%	0,0%	100%	1,6
15 Cantal	3,8	55,3%	44,7%	38	2,0%	16,4%	66,8%	13,2%	0,0%	1,6%	100%	0,8
26 Drôme	6,9	45,8%	54,2%	32	5,7%	2,2%	60,1%	11,7%	17,5%	2,9%	100%	1,3
38 Isère	9,3	53,8%	46,2%	75	1,1%	16,1%	53,8%	20,0%	9,0%	0,0%	100%	1,4
42 Loire	19,1	37,6%	62,4%	121	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	0,9
43 Loire (Haute)	7,0	56,0%	44,0%	62	3,2%	17,6%	65,6%	7,6%	6,0%	0,0%	100%	1,2
63 Puy de Dome	10,1	57,2%	42,8%	57	2,4%	16,1%	50,9%	29,4%	1,2%	0,0%	100%	1,4
69 Rhône	15,7	63,1%	36,9%	22	2,0%	3,2%	85,1%	2,4%	7,2%	0,0%	100%	1,3
73 Savoie	7,4	55,4%	44,6%	64	12,2%	2,7%	66,2%	5,4%	13,5%	0,0%	100%	1,3
74 Savoie Haute	6,4	59,3%	40,7%	40	3,1%	7,8%	59,4%	25,0%	4,7%	0,0%	100%	1,2
Auvergne-Rhône-Alpes	103,4	53,0%	47,0%	48	3,7%	8,3%	67,5%	12,2%	7,9%	0,4%	100%	1,2
France métropole hors DOM	915,4	55,2%	44,8%	40	3,8%	9,9%	63,4%	12,5%	9,6%	0,7%	100%	1,3
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	5,5	42,6%	57,4%	15	5,4%	18,1%	58,6%	17,8%	0,0%	0,0%	100%	1,2
DOM	5,5	42,6%	57,4%	15	5,4%	18,1%	58,6%	17,8%	0,0%	0,0%	100%	1,2
France (métropole et DOM)	920,8	55,2%	44,8%	40	3,9%	10,0%	63,4%	12,5%	9,5%	0,7%	100%	1,3

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Moyennes

	Exercice 2019				Exercice 2020			
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
8 Ardennes	3,7	49,2%	50,8%	111	2,7	37,0%	63,0%	35
10 Aube	5,2	42,3%	57,7%	0	5,0	40,0%	60,0%	150
51 Marne	10,1	49,5%	50,5%	28	10,1	49,5%	50,5%	28
52 Marne Haute	4,6	52,5%	47,5%	23	5,2	56,5%	43,5%	34
54 Meurthe-et-Moselle	8,6	52,6%	47,4%	48	8,7	52,0%	48,0%	39
55 Meuse	6,2	46,3%	53,7%	4	6,2	46,3%	53,7%	77
57 Moselle	17,9	56,8%	43,2%	9	18,4	57,3%	42,7%	9
67 Rhin (Bas)	16,1	62,1%	37,9%	35	16,6	61,5%	38,5%	35
68 Rhin (Haut)	10,2	64,5%	35,5%	18	10,2	64,5%	35,5%	18
88 Vosges	13,1	53,4%	46,6%	71	12,5	56,0%	44,0%	71
Grand-Est	95,6	54,9%	45,1%	32	95,5	55,1%	44,9%	39
16 Charente	9,3	52,2%	47,8%	31	9,2	52,4%	47,6%	41
17 Charente Maritime	6,7	53,4%	46,6%	12	7,1	56,0%	44,0%	4
19 Corrèze	7,1	70,6%	29,4%	55	7,1	70,6%	29,4%	58
23 Creuse	3,0	70,7%	29,3%	7	3,0	70,7%	29,3%	3
24 Dordogne	11,3	54,6%	45,4%	10	10,9	52,8%	47,2%	12
33 Gironde	26,1	52,3%	47,7%	24	27,3	50,6%	49,4%	47
40 Landes	9,8	59,5%	40,5%	9	9,8	59,5%	40,5%	0
47 Lot-et-Garonne	5,2	63,1%	36,9%	20	5,1	60,4%	39,6%	69
64 Pyrénées Atlantiques	12,9	61,2%	38,8%	51	12,9	61,5%	38,5%	47
79 Sèvres Deux	13,0	61,5%	38,5%	41	12,0	50,0%	41,7%	35
86 Vienne	10,7	52,6%	47,4%	11	10,2	54,8%	45,2%	11
87 Vienne (Haute)	10,1	55,6%	44,4%	36	9,9	49,3%	50,7%	42
Nouvelle Aquitaine	124,9	57,2%	42,8%	28	124,4	55,3%	43,9%	33
21 Côte d'Or	10,7	67,1%	32,9%	8	10,8	66,2%	33,8%	10
25 Doubs	12,9	58,3%	41,7%	48	12,9	58,3%	41,7%	62
39 Jura	5,9	69,1%	30,9%	32	5,9	69,1%	30,9%	32
58 Nièvre	4,1	51,2%	48,8%	0	4,1	51,2%	48,8%	0
70 Saône Haute	8,5	51,8%	48,2%	12	7,7	46,9%	53,1%	10
71 Saône Loire	13,0	53,7%	46,3%	19	14,1	53,3%	46,7%	18
89 Yonne	5,4	72,2%	27,8%	3	5,4	72,2%	27,8%	0
90 Territ. de Belfort	2,0	49,0%	51,0%	14	2,0	49,0%	51,0%	14
Bourgogne-Franche Comté	62,5	59,4%	40,6%	20	62,9	58,6%	41,4%	23
22 Côtes d'Armor	11,7	55,4%	44,6%	23	11,7	55,4%	44,6%	23
29 Finistère	15,0	60,0%	40,0%	32	15,0	60,0%	40,0%	33
35 Ille et Vilaine	9,4	57,4%	42,6%	0	9,4	57,4%	42,6%	0
56 Morbihan	5,6	58,9%	41,1%	0	5,6	58,9%	41,1%	0
Bretagne	41,7	58,0%	42,0%	18	41,7	58,0%	42,0%	19

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Moyennes

	Exercice 2019				Exercice 2020			
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
18 Cher	5,2	51,9%	48,1%	23	5,2	50,5%	49,5%	16
28 Eure et Loir	10,9	49,5%	50,5%	33	11,1	45,2%	54,8%	38
36 Indre	5,9	50,8%	49,2%	19	6,4	54,7%	45,3%	23
37 Indre-et-Loire	7,8	51,6%	48,4%	17	7,8	51,6%	48,4%	25
41 Loir et Cher	3,3	75,8%	24,2%	87	3,3	75,8%	24,2%	174
45 Loiret	9,5	54,9%	45,1%	10	8,2	55,3%	44,7%	22
Centre-Val de Loire	42,6	53,6%	46,4%	28	41,9	52,9%	47,1%	43
2A Corse du Sud	0,9	61,1%	38,9%	0	1,0	55,0%	45,0%	0
2B Corse Haute	0,9	55,6%	44,4%	0	0,9	55,6%	44,4%	0
Corse	1,8	58,3%	41,7%	0	1,9	55,3%	44,7%	0
75 Paris	12,0	52,7%	47,3%	79	12,0	52,8%	47,2%	24
77 Seine Marne	25,0	54,0%	46,0%	30	25,0	54,0%	46,0%	22
78 Yvelines	21,4	61,7%	38,3%	39	21,1	62,6%	37,4%	39
91 Essonne	41,1	63,8%	36,2%	23	41,3	64,6%	35,4%	48
92 Seine Hauts de	18,2	57,1%	42,9%	19	17,8	56,2%	43,8%	18
93 Seine St Denis	20,9	57,5%	42,5%	97	21,5	58,2%	41,8%	95
94 Val de Marne	11,3	52,2%	47,8%	13	11,8	50,0%	50,0%	109
95 Val d'oïse	9,8	49,0%	51,0%	138	9,8	49,0%	51,0%	138
Ile de France	159,7	57,8%	42,2%	45	160,2	58,0%	42,0%	53
9 Ariège	1,8	44,4%	55,6%	19	1,8	44,4%	55,6%	19
11 Aude	10,3	52,2%	47,8%	47	10,3	52,2%	47,8%	47
12 Aveyron	6,8	50,0%	50,0%	59	6,8	50,0%	50,0%	59
30 Gard	7,2	63,8%	36,2%	0	8,5	69,3%	30,7%	0
31 Garonne (Haute)	10,9	61,3%	38,7%	30	10,9	63,1%	36,9%	26
32 Gers	3,0	43,3%	56,7%	0	3,0	43,3%	56,7%	62
34 Hérault	12,8	67,0%	33,0%	49	13,0	66,0%	34,0%	32
46 Lot	1,0	50,5%	49,5%	33	1,0	50,5%	49,5%	35
48 Lozère	1,8	50,0%	50,0%	11	1,8	50,0%	50,0%	14
65 Pyrénées Hautes	3,2	55,6%	44,4%	20	3,2	55,6%	44,4%	20
66 Pyrénées Orient.	3,2	62,1%	37,9%	35	3,2	62,1%	37,9%	35
81 Tarn	5,1	58,8%	41,2%	12	5,1	58,8%	41,2%	10
82 Tarn et Garonne	3,4	47,1%	52,9%	26	3,2	45,7%	54,3%	27
Occitanie	70,4	57,4%	42,6%	32	71,8	58,3%	41,7%	29
2 Aisne	8,4	59,2%	40,8%	25	8,4	59,2%	40,8%	35
59 Nord	46,6	72,3%	27,7%	8	51,8	70,7%	29,3%	3
60 Oise	8,9	52,8%	47,2%	100	10,3	55,5%	44,5%	79
62 Pas-de-Calais	34,1	52,9%	47,1%	102	34,7	53,7%	46,3%	98
80 Somme	13,3	55,1%	44,9%	28	13,3	55,3%	44,7%	171
Hauts-de-France	111,3	61,8%	38,2%	42	118,5	61,9%	38,1%	52

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Moyennes

	Exercice 2019				Exercice 2020			
	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation	Nombre total d'ETP	% d'ETP délégués	% ETP autres personnels	Indicateur de formation
14 Calvados	16,5	49,1%	50,9%	69	16,5	49,1%	50,9%	69
27 Eure	12,1	57,9%	42,1%	196	12,1	57,9%	42,1%	109
50 Manche	11,2	59,2%	40,8%	28	11,2	59,2%	40,8%	18
61 Orne	9,3	57,1%	42,9%	91	9,3	57,1%	42,9%	85
76 Seine Maritime	25,0	52,3%	47,7%	31	24,6	51,5%	48,5%	30
Normandie	74,0	54,1%	45,9%	75	73,6	53,9%	46,1%	57
44 Loire Atlantique	7,0	63,5%	36,5%	52	6,8	63,3%	36,7%	14
49 Maine-et-Loire	11,0	56,3%	43,7%	0	11,2	55,3%	44,7%	22
53 Mayenne	7,7	58,4%	41,6%	20	8,2	54,7%	45,3%	19
72 Sarthe	5,6	64,5%	35,5%	0	5,6	64,5%	35,5%	0
85 Vendée	8,0	56,6%	43,4%	14	7,9	56,8%	43,2%	106
Pays de Loire	39,3	59,2%	40,8%	16	39,8	58,1%	41,9%	33
4 Alpes de Hautes Provenances	0,7	76,9%	23,1%	28	0,7	76,9%	23,1%	28
5 Alpes Hautes	2,3	62,2%	37,8%	81	3,0	60,8%	39,2%	58
6 Alpes Maritimes	7,1	56,7%	43,3%	26	9,0	44,4%	55,6%	50
13 Bouches du Rhône	26,3	52,5%	47,5%	31	26,4	44,7%	55,3%	36
83 Var	2,8	58,9%	41,1%	8	2,8	58,9%	41,1%	25
84 Vaucluse	9,3	54,8%	45,2%	21	9,8	57,1%	42,9%	27
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	48,4	54,7%	45,3%	30	51,6	49,1%	50,9%	37
1 Ain	7,4	58,1%	41,9%	100	7,7	58,4%	41,6%	100
3 Allier	8,6	47,7%	52,3%	7	7,0	45,6%	54,4%	0
7 Ardèche	2,0	64,0%	36,0%	3	2,0	64,0%	36,0%	57
15 Cantal	3,9	56,7%	43,3%	119	3,8	54,1%	45,9%	73
26 Drôme	7,6	43,5%	56,5%	30	7,7	42,9%	57,1%	30
38 Isère	9,3	53,6%	46,4%	0	9,5	52,2%	47,8%	0
42 Loire	18,9	39,4%	60,6%	13	16,1	42,4%	57,6%	15
43 Loire (Haute)	7,2	55,6%	44,4%	10	8,3	59,3%	40,7%	26
63 Puy de Dome	10,7	58,4%	41,6%	43	10,8	57,9%	42,1%	43
69 Rhône	18,0	62,8%	37,2%	11	18,0	62,9%	37,1%	19
73 Savoie	7,8	52,6%	47,4%	61	7,7	55,1%	44,9%	59
74 Savoie Haute	7,1	57,7%	42,3%	6	7,6	58,4%	41,6%	34
Auvergne-Rhône-Alpes	108,4	52,9%	47,1%	29	106,1	53,9%	46,1%	33
France métropole hors DOM	941,3	56,8%	43,2%	36	950,0	56,4%	43,5%	40
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0	0	0
Martinique	0	0	0	0	0	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0	0	0	0
Réunion	5,9	40,7%	59,3%	0	6,4	45,3%	54,7%	86
DOM	5,9	40,7%	59,3%	0	6,4	45,3%	54,7%	86
France (métropole et DOM)	947,2	56,7%	43,3%	36	956,4	56,3%	43,6%	41

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Médianes

	Exercice 2018									2019	2020
	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I	Indicateur de formation	Indicateur de formation
		Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI			
8 Ardennes	16	7,9%	10,8%	52,4%	0,5%	25,7%	2,7%	100%	1,27	111	35
10 Aube	-	5,3%	47,4%	35,1%	12,3%	0,0%	0,0%	100%	1,28	-	150
51 Marne	31	1,5%	12,5%	52,5%	0,0%	31,9%	1,6%	100%	1,38	28	28
52 Marne Haute	28	2,7%	2,7%	64,4%	30,2%	0,0%	0,0%	100%	1,16	23	34
54 Meurthe-et-Moselle	20	3,7%	6,1%	73,2%	4,9%	12,2%	0,0%	100%	1,14	48	39
55 Meuse	8	3,3%	5,0%	50,7%	3,3%	37,7%	0,0%	100%	1,35	4	77
57 Moselle	8	0,0%	11,2%	60,4%	18,9%	9,5%	0,0%	100%	1,40	9	9
67 Rhin (Bas)	37	11,0%	3,1%	62,9%	2,5%	20,4%	0,0%	100%	1,35	35	35
68 Rhin (Haut)	31	1,0%	10,0%	65,5%	23,5%	0,0%	0,0%	100%	1,28	18	18
88 Vosges	93	3,5%	7,1%	56,6%	24,8%	8,0%	0,0%	100%	1,27	71	71
Grand-Est	24	3,4%	8,5%	58,5%	8,6%	10,8%	0,0%	100%	1,28	26	35
16 Charente	28	2,9%	24,9%	50,0%	19,5%	1,5%	1,1%	100%	1,43	31	41
17 Charente Maritime	3	1,1%	11,7%	62,3%	3,2%	14,3%	7,4%	100%	1,39	16	2
19 Corrèze	60	0,0%	15,3%	69,2%	7,9%	7,6%	0,0%	100%	1,33	55	58
23 Creuse	3	1,1%	32,0%	54,7%	4,2%	7,9%	0,0%	100%	1,42	4	2
24 Dordogne	2	2,3%	9,7%	63,3%	16,3%	7,1%	1,3%	100%	1,30	10	12
33 Gironde	41	4,6%	4,1%	78,2%	4,1%	8,6%	0,4%	100%	1,35	21	38
40 Landes	5	0,6%	5,3%	63,7%	24,0%	6,5%	0,0%	100%	1,27	9	-
47 Lot-et-Garonne	51	1,8%	40,2%	33,6%	15,2%	9,1%	0,0%	100%	1,37	11	135
64 Pyrénées Atlantiques	76	2,7%	32,8%	44,9%	0,0%	19,6%	0,0%	100%	1,33	69	51
79 Sèvres Deux	39	8,3%	0,0%	66,7%	16,7%	8,3%	0,0%	100%	1,31	41	35
86 Vienne	22	0,3%	5,0%	82,1%	8,0%	4,5%	0,0%	100%	1,41	11	11
87 Vienne (Haute)	52	5,0%	5,1%	67,0%	12,5%	10,4%	0,0%	100%	1,48	48	39
Nouvelle Aquitaine	25	2,0%	6,4%	66,5%	7,7%	6,8%	0,0%	100%	1,33	18	26
21 Côte d'Or	30	2,0%	9,9%	65,7%	12,5%	9,9%	0,0%	100%	1,35	8	10
25 Doubs	55	2,3%	12,5%	58,6%	1,6%	24,4%	0,6%	100%	1,28	48	62
39 Jura	20	2,5%	9,0%	80,5%	6,7%	1,3%	0,0%	100%	1,36	32	32
58 Nièvre	129	2,6%	5,3%	63,2%	28,9%	0,0%	0,0%	100%	1,25	-	-
70 Saône Haute	10	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,37	12	10
71 Saône Loire	21	4,9%	7,4%	59,6%	17,1%	10,4%	0,6%	100%	1,36	19	14
89 Yonne	5	1,1%	0,0%	71,9%	2,2%	24,8%	0,0%	100%	1,32	3	-
90 Territ. de Belfort	9	0,0%	28,6%	0,0%	51,0%	20,4%	0,0%	100%	1,32	14	14
Bourgogne-Franche Comté	20	2,3%	8,3%	63,6%	12,5%	9,9%	0,0%	100%	1,35	14	10
22 Côtes d'Armor	23	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,20	23	23
29 Finistère	18	4,5%	3,6%	80,9%	0,0%	11,0%	0,0%	100%	1,21	31	19
35 Ille et Vilaine	-	8,3%	6,7%	71,7%	10,0%	3,3%	0,0%	100%	1,25	-	-
56 Morbihan	-	0,0%	17,9%	82,1%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,23	-	-
Bretagne	-	1,4%	6,7%	82,1%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,23	23	-

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Médianes

	Exercice 2018									2019	2020
	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/I	Indicateur de formation	Indicateur de formation
		Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI			
18 Cher	22	9,8%	0,0%	63,4%	0,0%	26,8%	0,0%	100%	1,27	23	16
28 Eure et Loir	33	2,9%	8,8%	53,9%	19,8%	14,6%	0,0%	100%	1,37	33	38
36 Indre	17	1,3%	1,3%	55,0%	33,0%	9,4%	0,0%	100%	1,21	19	23
37 Indre-et-Loire	50	3,5%	9,9%	59,4%	19,1%	8,1%	0,0%	100%	1,49	17	25
41 Loir et Cher	-	0,0%	9,1%	75,8%	0,0%	15,2%	0,0%	100%	1,26	87	174
45 Loiret	56	2,3%	0,0%	66,6%	2,3%	28,6%	0,1%	100%	1,32	10	22
Centre-Val de Loire	28	2,6%	5,0%	61,4%	10,7%	14,9%	0,0%	100%	1,30	21	24
2A Corse du Sud	-	40,0%	55,0%	5,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,28	-	-
2B Corse Haute	-	0,0%	17,6%	58,8%	23,5%	0,0%	0,0%	100%	1,26	-	-
Corse	-	20,0%	36,3%	31,9%	11,8%	0,0%	0,0%	100%	1,27	-	-
75 Paris	14	10,7%	1,5%	61,6%	24,6%	1,6%	0,0%	100%	1,24	79	24
77 Seine Marne	20	4,2%	8,3%	64,6%	14,6%	8,3%	0,0%	100%	1,39	30	22
78 Yvelines	19	6,0%	16,7%	55,2%	8,7%	13,5%	0,0%	100%	1,28	39	39
91 Essonne	31	0,9%	7,3%	72,3%	6,9%	10,9%	1,7%	100%	1,34	23	48
92 Seine Hauts de	17	7,4%	6,9%	68,3%	8,9%	8,5%	0,0%	100%	1,14	19	18
93 Seine St Denis	112	3,8%	5,3%	68,6%	10,9%	9,4%	2,1%	100%	1,30	97	95
94 Val de Marne	60	3,7%	8,2%	54,5%	29,9%	3,7%	0,0%	100%	1,31	13	109
95 Val d'oise	286	0,0%	0,0%	54,5%	45,5%	0,0%	0,0%	100%	1,24	138	138
Ile de France	26	4,0%	7,1%	63,1%	12,7%	8,4%	0,0%	100%	1,29	34	43
9 Ariège	6	0,0%	9,8%	43,9%	35,4%	11,0%	0,0%	100%	1,43	19	19
11 Aude	26	7,1%	0,0%	60,4%	16,4%	16,1%	0,0%	100%	1,24	47	47
12 Aveyron	90	1,5%	1,5%	61,5%	20,0%	15,4%	0,0%	100%	1,40	59	59
30 Gard	-	0,9%	2,7%	66,2%	30,2%	0,0%	0,0%	100%	1,14	-	-
31 Garonne (Haute)	26	1,8%	5,9%	74,4%	13,9%	4,0%	0,0%	100%	1,48	30	26
32 Gers	3	0,0%	16,7%	43,3%	40,0%	0,0%	0,0%	100%	1,28	-	62
34 Hérault	12	4,4%	5,4%	72,2%	13,9%	1,4%	0,0%	100%	1,24	54	28
46 Lot	20	0,0%	25,0%	30,0%	45,0%	0,0%	0,0%	100%	1,32	34	35
48 Lozère	14	5,3%	10,5%	47,4%	36,8%	0,0%	0,0%	100%	1,29	11	14
65 Pyrénées Hautes	14	0,0%	11,2%	67,4%	21,4%	0,0%	0,0%	100%	1,48	20	20
66 Pyrénées Orient.	9	3,8%	70,8%	1,6%	23,8%	0,0%	0,0%	100%	1,55	35	35
81 Tarn	2	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,22	12	10
82 Tarn et Garonne	20	5,9%	17,6%	76,5%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,24	26	27
Occitanie	12	1,8%	5,9%	61,5%	21,4%	0,0%	0,0%	100%	1,29	26	27
2 Aisne	31	0,0%	9,9%	65,0%	23,0%	2,1%	0,0%	100%	1,32	25	35
59 Nord	21	3,7%	9,0%	86,1%	1,1%	0,0%	0,0%	100%	1,30	8	3
60 Oise	15	1,2%	12,0%	67,5%	9,6%	9,6%	0,0%	100%	1,35	100	79
62 Pas-de-Calais	54	6,6%	4,6%	64,1%	6,5%	18,1%	0,0%	100%	1,33	72	95
80 Somme	75	1,0%	8,3%	65,8%	19,5%	5,4%	0,0%	100%	1,39	28	171
Hauts-de-France	29	1,5%	9,3%	65,9%	9,3%	5,4%	0,0%	100%	1,33	25	79

Services Délégués aux prestations familiales

Informations relatives au personnel-Médianes

	Exercice 2018								2019	2020	
	Indicateur de formation	Indicateur de qualification							Indicateur de vieillesse – technicité J/i	Indicateur de formation	Indicateur de formation
		Niveau I	Niveau II	Niveau III	Niveau IV	Niveau V	Niveau VI	Niveaux I à VI			
14 Calvados	8	3,0%	9,9%	57,9%	23,8%	5,3%	0,0%	100%	1,28	69	69
27 Eure	67	4,2%	7,7%	56,0%	32,1%	0,0%	0,0%	100%	1,50	126	75
50 Manche	24	0,0%	9,2%	57,0%	19,2%	12,1%	2,5%	100%	1,44	28	18
61 Orne	57	2,8%	0,0%	70,3%	17,4%	9,5%	0,0%	100%	1,28	70	58
76 Seine Maritime	28	5,5%	10,5%	56,3%	15,4%	12,4%	0,0%	100%	1,20	34	32
Normandie	27	1,9%	7,3%	58,7%	20,7%	7,1%	0,0%	100%	1,35	37	34
44 Loire Atlantique	56	1,8%	17,9%	60,7%	16,1%	3,6%	0,0%	100%	1,27	52	14
49 Maine-et-Loire	10	0,9%	6,5%	68,6%	20,1%	3,9%	0,0%	100%	1,31	-	22
53 Mayenne	27	5,3%	2,0%	64,8%	9,7%	17,3%	0,9%	100%	1,39	20	19
72 Sarthe	39	0,0%	0,0%	53,6%	44,6%	1,8%	0,0%	100%	1,50	-	-
85 Vendée	12	2,7%	2,7%	79,7%	12,4%	2,5%	0,0%	100%	1,30	31	72
Pays de Loire	21	2,2%	3,7%	63,4%	18,1%	3,7%	0,0%	100%	1,33	16	21
4 Alpes de Hautes Provinces	133	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	1,30	28	28
5 Alpes Hautes	229	1,1%	0,0%	87,4%	0,0%	11,4%	0,0%	100%	1,32	81	58
6 Alpes Maritimes	39	9,0%	2,2%	78,1%	2,1%	8,6%	0,0%	100%	1,66	26	50
13 Bouches du Rhône	55	5,6%	44,4%	11,1%	16,7%	13,9%	8,3%	100%	1,24	31	36
83 Var	19	0,0%	0,0%	72,6%	0,0%	27,4%	0,0%	100%	1,36	8	25
84 Vaucluse	141	6,1%	0,0%	92,9%	0,0%	1,0%	0,0%	100%	1,30	21	27
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	94	3,3%	0,0%	82,8%	0,0%	10,0%	0,0%	100%	1,31	27	32
1 Ain	-	4,1%	5,5%	59,3%	29,0%	0,0%	2,1%	100%	1,33	100	100
3 Allier	-	6,7%	10,0%	58,9%	0,0%	24,4%	0,0%	100%	1,14	7	-
7 Ardèche	8	1,5%	3,3%	81,9%	0,0%	13,3%	0,0%	100%	1,56	11	40
15 Cantal	38	2,0%	16,4%	66,8%	13,2%	0,0%	1,6%	100%	0,81	119	73
26 Drôme	32	5,7%	2,2%	60,1%	11,7%	17,5%	2,9%	100%	1,34	30	30
38 Isère	75	1,1%	16,1%	53,8%	20,0%	9,0%	0,0%	100%	1,44	-	-
42 Loire	121	0,0%	0,0%	100,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%	0,88	13	15
43 Loire (Haute)	62	3,2%	17,6%	65,6%	7,6%	6,0%	0,0%	100%	1,24	10	26
63 Puy de Dome	59	1,4%	38,9%	41,9%	17,1%	0,7%	0,0%	100%	1,41	54	54
69 Rhône	22	2,0%	3,7%	85,2%	3,4%	5,8%	0,0%	100%	1,33	10	19
73 Savoie	64	12,2%	2,7%	66,2%	5,4%	13,5%	0,0%	100%	1,29	61	59
74 Savoie Haute	40	3,1%	7,8%	59,4%	25,0%	4,7%	0,0%	100%	1,17	6	34
Auvergne-Rhône-Alpes	38	2,8%	6,7%	65,6%	6,8%	4,7%	0,0%	100%	1,33	14	30
France métropole hors DOM	915	3,8%	9,9%	63,4%	12,5%	9,6%	0,7%	100%	1,30	36	40
Guadeloupe											
Martinique											
Guyane											
Réunion	14	5,4%	18,2%	58,5%	17,9%	0,0%	0,0%	100%	1,21	-	125
DOM	14	5,4%	18,2%	58,5%	17,9%	0,0%	0,0%	100%	1,21	-	125
France (métropole et DOM)	921	3,9%	10,0%	63,4%	12,5%	9,5%	0,7%	100%	1,30	36	41

Annexe 9: Tableau de calcul de la DGF d'un service délégué aux prestations familiales par financeur public

Montant de la DGF allouée en 2020	
-----------------------------------	--

Prestation sociale la plus élevée versée par	Nombre de familles au 31/12/2019 (MJAGBF-MJAGBF doublée d'une MAJ-TPSE)	% de la DGF	Montant DGF
la CAF		0,0%	-
la MSA		0,0%	-
la CARSAT		0,0%	-
Régime spécial (Indiquez ci-contre le nom du régime spécial)		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
		0,0%	-
TOTAL	0	0%	-

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ

Arrêté du 9 octobre 2020 fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles

NOR : SSAA2025630A

Le ministre des solidarités et de la santé,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 314-4, L. 361-1 et R. 314-36 ;

Vu la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;

Vu le décret n° 2019-1493 du 28 décembre 2019 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 (solidarité, insertion et égalité des chances),

Arrête :

Art. 1^{er}. – Les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs relevant du I de l'article L. 361-1 du code de l'action sociale et des familles imputables aux prestations prises en charge par l'Etat pour l'année 2020 sont fixées conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Art. 2. – La décision d'autorisation budgétaire mentionnée à l'article R. 314-36 du code de l'action sociale et des familles est notifiée par le préfet aux services mentionnés au 15° de l'article L. 312-1 du même code dans un délai de soixante jours à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 9 octobre 2020.

Pour le ministre et par délégation :

*La directrice générale
de la cohésion sociale,*

V. LASSERRE

ANNEXE

DOTATIONS RÉGIONALES LIMITATIVES RELATIVES AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES SERVICES MANDATAIRES JUDICIAIRES À LA PROTECTION DES MAJEURS RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L. 361-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

REGIONS	Montant des dotations régionales limitatives (en euros)
AUVERGNE - RHONE-ALPES	71 917 370
BOURGOGNE - FRANCHE-COMTE	32 078 887
BRETAGNE	39 642 005
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	28 560 605
CORSE	1 100 030
GRAND-EST	45 659 978
HAUTS-DE-FRANCE	71 421 778
ILE-DE-FRANCE	54 673 431
NORMANDIE	46 042 412
NOUVELLE-AQUITAINE	78 679 338
OCCITANIE	51 776 320
PAYS-DE-LA-LOIRE	35 403 714
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	34 207 135
GADELOUPE	3 073 401
GUYANE	729 141
MARTINIQUE	2 333 299
MAYOTTE	482 961
REUNION	6 846 473
TOTAL	604 628 278



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté DRDJSCS/CS/n° 82 du 04 / 11 / 2020
portant attribution d'une subvention
à la fédération départementale des centres socioculturels du Bas-Rhin**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu** la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment les articles 9-1 et 10 ;
- Vu** la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** le décret n° 2015-1867 du 30 décembre 2015 relatif à l'organisation et aux compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2020/045 du 03 février 2020 portant délégation de signature à Mme Anoutchka CHABEAU, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de la région Grand Est en matière de décision d'autorisation budgétaire et de tarification;
- Vu** l'arrêté du 21 décembre 2015 modifiant divers arrêtés relatifs au cadre de la gestion budgétaire et au contrôle budgétaire pris en application de l'article 105 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

- Vu** l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril susvisée ;
- Vu** la circulaire n°5811-SG du 29 septembre 2015 relative aux nouvelles relations entre les pouvoirs publics et les associations ;
- Vu** le Budget opérationnel de programme n°177 « hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » de la région Grand Est réputé validé le 05 mars 2020 par Monsieur le Directeur régional des finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin ;

Sur proposition de Madame la Directrice générale de la cohésion sociale,

ARRETE

Article 1 - Objet et montant de l'aide de l'État

Une subvention d'un montant de 7 254 € (sept mille deux cent cinquante-quatre euros) est accordée au titre de l'année 2020 à :

La Fédération Départementale des Centres Socio-Culturels du Bas-Rhin (FD CSC 67)
1A, Places des Orphelins
67000 STRASBOURG

Numéro SIRET : 316 156 512 00030

Cette subvention est destinée à soutenir l'exercice des fonctions fédérales de base :

- Assurer aux centres sociaux une représentation auprès des partenaires,
- Faire valoir l'originalité du projet du centre social,
- Organiser et animer un partage départemental de l'expérience des pratiques entre bénévoles, salariés et acteurs,
- Apporter un soutien technique et méthodologique,
- Développer la qualification des acteurs,
- Appuyer, conseiller et opérer une veille informative.

Article 2 - Modalités de versement de la subvention

La subvention fait l'objet d'un versement unique sur le compte de la fédération départementale des centres socio-culturels du Bas-Rhin, ouvert auprès du Créditcoop Strasbourg :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé RIB
42559	00081	21026615002	02

Code IBAN : FR76 4255 9000 8121 0266 1500 202 BIC : CCOPFRPPXXX

Article 3 – Imputation budgétaire

La dépense est imputée sur les crédits du :

- Budget opérationnel du programme n°177 « prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables » ;

- action 14 : « conduite et animation des politiques de l'hébergement et de l'inclusion sociale » ;
- sous-action 01 ;
- domaine fonctionnel 0177-14-01 ;
- code activité : 0177-01-08-14-11 (fédérations locales des centres sociaux).

L'ordonnateur de la dépense est la Préfète de la région Grand Est.

Le comptable assignataire est le Directeur départemental des finances publiques de la Marne.

Article 4 - Evaluation et suivi du projet financé

L'association bénéficiaire s'engage à transmettre dans les six mois suivant la fin de l'exercice 2020, un compte rendu financier permettant de confirmer la dépense à l'objet de la subvention. Ce compte rendu est constitué d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation de l'action subventionnée. Il doit faire apparaître les écarts éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et la réalisation. Il est établi conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 susvisée.

Article 5 - Résiliation et reversement

En cas de non-exécution de l'action décrite à l'article premier ou de manquement aux dispositions de l'article 4, l'organisme sera tenu de reverser la totalité de la subvention.

En cas d'exécution partielle ou imparfaite de l'action, le reversement sera dû proportionnellement.

Article 6- Recours

Tout litige relatif à la subvention décidée par le présent arrêté sera porté devant le tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à compter de la publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 7 :

Monsieur le Secrétaire général pour les affaires régionales et Madame la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en deux exemplaires originaux.

Pour la Préfète et par délégation,

 La Directrice Régionale et Départementale
de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale GRAND EST

Anouchka CHABEAU

MINISTÈRE DU TRAVAIL

**Arrêté du 7 octobre 2020 portant localisation et délimitation des unités de contrôle
et des sections d'inspection du travail du département des ARDENNES**

**LA DIRECTRICE REGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA REGION GRAND EST**

Vu le code du travail, notamment ses articles R 8122-4 et R 8122-5 ;

Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2017 déterminant le nombre d'unités de contrôle d'inspection du travail ;

Vu la consultation du CHSCT en date du 18 septembre 2017 ;

Vu la consultation du Comité Technique des Services Déconcentrés en date du 7 novembre 2017 ;

VU l'arrêté cadre régional du 7 octobre 2019 portant organisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail de la région GRAND EST ;

VU l'arrêté interministériel en date du 1^{er} janvier 2016 portant nomination de Danièle GIUGANTI sur l'emploi de Directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Alsace, Champagne Ardenne, Lorraine ;

VU le décret n° 2016/1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;

ARRETE

Article 1

L'Unité de Contrôle des ARDENNES couvre l'intégralité du périmètre géographique du département.

Article 2

L'Unité de Contrôle du département des ARDENNES compte sept sections d'inspection du travail, parmi lesquelles :

- six sections d'inspection généralistes

Dont deux sections (n° 3 et 6) sont compétentes pour les activités de transports à savoir rattachement APET 49 (sauf 49.1 et 49.2 transports ferroviaires), 50, 51 à 53 (sauf 53.1 activités de poste et de courrier)

- une section "agricole" compétente sur l'ensemble du département pour :
 - Les entreprises agricoles assujetties aux dispositions du titre 1^{er} du livre 7 du code rural et de la pêche maritime relatives à la réglementation du travail salarié et également pour toutes les entreprises exerçant une activité de quelque nature qu'elle soit, permanente ou temporaire, dans l'emprise de ces établissements agricoles.
 - Les entreprises intervenant sur le réseau public de transport ferroviaire et également pour toutes les entreprises exerçant une activité de quelque nature qu'elle soit, permanente ou temporaire au sein de l'enceinte ferroviaire des transports publics réalisée sur le réseau ferré national pris au sens de l'article L2122-1 du code des transports. La compétence de cette section d'inspection du travail est étendue aux chantiers de bâtiment réalisés au sein des lorsque la maîtrise d'ouvrage relève de la SNCF. Les commerces implantés au sein des gares relèvent également de la section dédiée.
 - Les entreprises et établissements relevant des filières d'activité suivantes :

1105Z	fabrication de bières	4633Z	commerce de gros de produits laitiers
1610A	sciage et rabotage du bois	4634Z	commerce de gros de boissons
1610B	imprégnation du bois	4661Z	commerce de gros de matériel agricole
1011Z	Transformation et conservation viande de boucherie	1621Z	fabrication de placage et de panneaux de bois
1013A	préparation industrielle de produits à base de viande	1623Z	fabrication de charpente et d'autres menuiseries
1039A	transformation et conservation de légumes	1624Z	fabrication d'emballages en bois
1051A	fabrication de lait liquide et produits frais	1629Z	fabrication d'objets divers en bois
1051D	fabrication d'autres produits laitiers	2830Z	fabrication de machines agricoles et forestières
1061A	meunerie	4621Z	commerce de gros de céréales, de semences et d'aliments pour le bétail
1072Z	fabrication de biscuits	4622Z	commerce de gros de fleurs et de plantes
1083Z	transformation de thé et café	4623Z	commerce de gros d'animaux vivants
1085Z	fabrication de produits préparés	4631Z	commerce de gros de fruits et de légumes
1091Z	fabrication d'aliments pour animaux de ferme	4632A	commerce de gros de viande de boucherie
1101Z	fabrication de boissons alcoolisées distillées	4632B	commerce de gros de produits à base de viande
1102A	fabrication de vins effervescents	4632C	commerce de gros de volailles et gibier
3513Z	distribution d'électricité	3523Z	commerce de combustibles gazeux par conduites
5310Z	activité de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	3522Z	distribution de combustibles gazeux par conduites

La section agricole est complétée d'une liste d'entreprises dites généralistes précisées à l'article 3.

Article 3 :

La localisation et la délimitation des sections d'inspection du travail des ARDENNES s'établissent comme suit :

Section 1 :

Les communes de

ANGECOURT	LE CHESNE
APREMONT-SUR-AIRE	LE MONT-DIEU
ARTAISE-LE-VIVIER	LES ALLEUX
AUTHE	LES GRANDES-ARMOISES
AUTRUCHE	LES PETITES-ARMOISES
BAIRON ET SES ENVIRONS	LONGWE
BALLAY	LOUVERGNY
BAR-LES-BUZANCY	MAISONCELLE-ET-VILLERS
BAYONVILLE	MARCQ
BEFFU-ET-LE-MORTHOMME	MARQUIGNY
BELLEVILLE-ET-CHATILLON-SUR-BAR	MONTGON
BELVAL-BOIS-DES-DAMES	NEUVILLE-DAY
BOULT-AUX-BOIS	NOIRVAL
BRIEULLES-SUR-BAR	NOUART
BRIQUENAY	OCHES
BULSON	QUATRE-CHAMPS
BUZANCY	RAUCOURT-ET-FLABA
CHAMPIGNEULLE	SAINT-JUVIN
CHATEL-CHEHERY	SAINT-PIERREMONT
CHEVIERES	SAUVILLE
CORNAY	SEMUY
EXERMONT	SOMMAUTHE
FALAISE	SOMMERANCE
FLEVILLE	STONNE
FOSSE	SY
GERMONT	TAILLY
GRANDPRE	TANNAY
HARAU COURT	TERRON-SUR-AISNE
HARRICOURT	THENORGUES
IMECOURT	TOGES
LA BERLIERE	VANDY
LA BESACE	VAUX EN DIEULET
LA CROIX-AUX-BOIS	VERPEL
LA NEUVILLE-A-MAIRE	VERRIERES
LAMETZ	VOUZIERES
LANÇON	VRIZY
LANDRES-ET-SAINT-GEORGES	

La commune de Charleville-Mézières pour les rues suivantes :

RUE	ALEXANDRE	RUE	DU MONT OLYMPE
RUE	AMBROISE CROIZAT	RUE	DU MOULIN

RUE	AMIRAL FORTANT	RUE	DU MUSEE
RUE	ANDRE DHOTEL	AV	DU PETIT BOIS
CRS	ARISTIDE BRIAND	RUE	DU PETIT BOIS
QUAI	ARTHUR RIMBAUD	RUE	DU PRESIDENT KENNEDY
RUE	BARON QUINART	PL	DU THEATRE
RUE	BOUCHER DE PERTHES	RUE	DU THEATRE
RUE	BOURBON	RUE	DU THEUX
RUE	CAMILLE PELLETAN	CHE	DU VIVIER GUYON
RUE	CHANZY	RUE	DUBOIS CRANCE
AV	CHARLES BOUTET	PL	DUCALE
AV	CHARLES DE GAULLE	RUE	EMILE BAUDSON
RUE	CHARLES DELAHAUT	RUE	EMILE NIVELET
PL	CONDE	AV	FOREST
RUE	COUVELET	RUE	FOREST
RTE	D AIGLEMONT	AV	FRANCOIS MITTERRAND
RUE	D AUBILLY	BD	GAMBETTA
RUE	DAUX	AV	GEORGES CORNEAU
RUE	DE BERTHAUCOURT	RUE	GERVAISE
RUE	DE CLEVES	AV	GUSTAVE GAILLY
RUE	DE FLANDRE	RUE	HENRI RENAUDIN
RUE	DE GONZAGUE	RUE	HENRI THOMAS
RUE	DE L ABATTOIR	RUE	HIPPOLYTE TAINÉ
RUE	DE L ABREUVOIR	RUE	IRENEE CARRE
RUE	DE L ARMISTICE	RUE	J BAPTISTE CLEMENT
RUE	DE L ARQUEBUSE	RUE	J JACQUES ROUSSEAU
RUE	DE L EGLISE	RUE	JACQUEMART TEMPLEUX
RUE	DE L EPARGNE	PL	JACQUES BOZZI
AV	DE L INDUSTRIE	PL	JACQUES FELIX
PL	DE LA GARE	QUAI	JEAN CHARCOT
RUE	DE LA GRAVIERE	AV	JEAN JAURES
RUE	DE LA PAIX	RUE	JEAN MACE
RUE	DE LA POSTE	RUE	JULES CARDOT
RUE	DE LA PRAIRIE	RUE	JULES VERNE
RUE	DE LA REPUBLIQUE	RUE	LOUIS BLANC
RUE	DE LIBREVILLE	IMP	LOUIS GABRIEL CROISON
RUE	DE LONGUEVILLE	RUE	LOUIS JOUVET
RUE	DE MANTOUE	RUE	MADAME CURIE
AV	DE MONTCY NOTRE DAME	RUE	MADAME DE SEVIGNE
RUE	DE MONTJOLY	RUE	MICHELET
PL	DE NEVERS	PL	MONTCY SAINT PIERRE
RTE	DE SAINT LAURENT	RUE	NOEL
RUE	DE TIVOLI	RUE	PAYER GUILLEMAIN
RUE	DELVINCOURT	RUE	PIERRE BEREGOVOY
RUE	DES FORGES ST CHARLES	RUE	PIERRE GILLET
RUE	DES NOIRES TERRES		PLAINE DE MONTJOLY
RUE	DES PAQUIS	PAS	REPUBLIQUE
RUE	DES ROSIERS	RUE	ROBERT COISPINE
RUE	DES TAMBOURS	RUE	ROLAND LAMBERT
RUE	DU BAN DE MEZIERES		RUELLE MOREAU
RUE	DU CHATEAU D EAU	RUE	TANTON BECHEFER
RUE	DU DAGA	RUE	VICTOIRE COUSIN

RUE DU DR EMILE BAUDOIN
RUE DU FOND DE SANTE
AV DU MARECHAL LECLERC
CHE DU MEMORIAL

RUE WAROQUIER
PL WINSTON CHURCHILL

Section 2 :

Communes de

AUBRIVES	HARGNIES
ANCHAMPS	HAYBES
BOSSEVAL-ET-BRIANCOURT	HIERGES
CHARNOIS	LANDRICHAMPS
CHEHERY	MONTIGNY SUR MEUSE
CHEMERY-SUR-BAR	NOYERS-PONT-MAUGIS
CHEMERY-CHEHERY	RANCENNES
CHEVEUGES	REVIN
CHOOZ	SAINT-AIGNAN
DONCHERY	THELONNE
FEPIN	VILLERS-SUR-BAR
FOISCHES	VIREUX-MOLHAIN
FROMELENNES	VIREUX-WALLERAND
FUMAY	VIVIER-AU-COURT
GIVET	VRIGNE-AUX-BOIS
HAM-SUR-MEUSE	WADELINCOURT

Ainsi que, dans la commune de Villers Semeuse, les sites de
PSA AUTOMOBILES –ZI des Ayvelles
CORA – Route départementale 764

Section 3 :

Communes de :

ANTHENY	GUE-D'HOSSUS	PUISEUX
AOUSTE	GUIGNICOURT-SUR-VENCE	RAILLICOURT
AUBIGNY-LES-POTHEES	HAGNICOURT	REGNIOWEZ
AUBONCOURT-VAUZELLES	HAM-LES-MOINES	REMAUCOURT
AUGE	HANNAPPES	REMILLY-LES-POTHEES
AUVILLERS-LES-FORGES	HANNOGNE-SAINT-MARTIN	RENNEVILLE
BAALONS	HARCY	RIMOGNE
BALAIVES-ET-BUTZ	JANDUN	ROCQUIGNY
BARBAISE	JUSTINE-HERBIGNY	ROCROI
BLANCHEFOSSE-ET-BAY	LA FEREE	ROUVROY-SUR-AUDRY
BLOMBAY	LA FRANCHEVILLE	RUBIGNY
BOSSUS-LES-RUMIGNY	LA HORGNE	RUMIGNY
BOULZICOURT	LA NEUVILLE-AUX-JOUTES	SAINT-JEAN-AUX-BOIS
BOURG-FIDELE	LA NEUVILLE-LES-WASIGNY	SAINT-MARCEAU
BOUTANCOURT	LA ROMAGNE	SAINT-MARCEL
BOUVELLEMONT	LALOBBE	SAINT-PIERRE-SUR-VENCE
BROGNON	LAUNOIS-SUR-VENCE	SAPOGNE-ET-FEUCHERES
CERNION	LAVAL-MORENCY	SAULCES-MONCLIN
CHAGNY	LE CHATELET-SUR-SORMONNE	SERY

CHALANDRY-ELAIRE	LE FRETU	SEVIGNY-LA-FORET
CHAMPIGNEUL-SUR-VENTE	L'ÉCHELLE	SIGNY-L'ABBAYE
CHAMPLIN	LEPRON-LES-VALLEES	SIGNY-LE-PETIT
CHAPPES	LES AYVELLES	SINGLY
CHAUMONT-PORCIEN	LIART	SORCY-BAUTHEMONT
CHESNOIS-AUBONCOURT	LOGNY-BOGNY	SORMONNE
CHILLY	LONNY	SURY
CLAVY-WARBY	LUCQUY	TAILLETTE
DOM-LE-MESNIL	MARANWEZ	TARZY
DOMMERY	MARBY	THIN-LE-MOUTIER
DOUMELY-BEGNY	MARLEMONT	THIS
DRAIZE	MAUBERT-FONTAINE	TOULIGNY
ÉLAN	MAZERNY	TREMBLOIS-LES-ROCROI
ESTREBAY	MESMONT	VAUX LES RUBIGNY
ETALLE	MONDIGNY	VAUX MONTREUIL
ÉTEIGNIERES	MONTIGNY-SUR-VENTE	VAUX VILLAINÉ
ÉTREPIGNY	MONTMEILLANT	VENDRESSE
ÉVIGNY	MURTIN ET BOGNY	VIEL-SAINT-REMY
FAISSAULT	NEUFMAISON	VILLERS LE TOURNEUR
FAUX	NEUVILLE-LES-THIS	VILLERS-LE-TILLEUL
FLAIGNES HAVYS	NEUVILLE-LEZ-BEAULIEU	VILLERS-SUR-LE-MONT
FLIGNY	NEUVIZY	VRIGNE-MEUSE
FLIZE	NOUVION-SUR-MEUSE	WAGNON
FRAILLICOURT	NOVION-PORCIEN	WARNECOURT
GIRONDELLE	OMICOURT	WASIGNY
GIVRON	OMONT	WIGNICOURT
GRANDCHAMP	POIX-TERRON	YVERNAUMONT
Gruyères	PREZ	

Commune de Charleville-Mézières pour les rues suivantes :

RUE	ANATOLE FRANCE	RUE	EMILE ZOLA
RUE	ANCIENS COMBATTANTS D'AFN	RUE	ETIENNE DOLET
RUE	ANDRE JOSEPH	RUE	FELICIEN WAUTELET
RUE	ANDRE MARIE AMPERE	RUE	FERROUL
RUE	BAUDIN	PL	GASTON DEFFERRE
RUE	CAMILLE DIDIER	RUE	GUILLAUME APOLLINAIRE
AV	CARNOT	RUE	JEAN BAPTISTE LEFORT
RUE	DE L ARTISANAT	BD	JEAN DELAUTRE
RUE	DE LA CLAIRIERE	RUE	JEAN MOULIN
RTE	DE LA FRANCHEVILLE	RUE	JEAN ZAY
RUE	DE LA RAVAUDE	RUE	JULES GUESDE
RUE	DE LA RONDE COUTURE	RUE	JULES LOBET
PL	DE MOHON		LA CROISSETTE
RUE	DE MONTIGNY AUX BOIS		LE BOIS FORTANT
CHS	DE SEDAN	AV	LEON BOURGEOIS
RUE	DES BLEUETS		LES LONGS PRES
RUE	DES BOUVREUILS	BD	LOUIS ARAGON
RUE	DES CHARDONNERETS	PL	LUCIEN BAUCHART
RUE	DES COLIBRIS	RUE	MARCEL SEMBAT
RUE	DES GRANGES MOULUES	HAM	MARGUERITE SARRAZIN

RUE	DES HAUTES CHAUSSEES	RUE	MARTIN CACHELEUX
RUE	DES MESANGES	RUE	MARX DORMOY
RUE	DES PINSONS	RUE	MICHAEL FARADAY
RUE	DU 11 NOVEMBRE	RUE	MONSEIGNEUR LOUTIL
RUE	DU BOIS DES SOEURS	RUE	NICOLAS GENDARME
RUE	DU BOIS FORTANT	RUE	PAUL BERT
RUE	DU COTEAU	RUE	PAULIN RICHIER
RUE	DU MOULIN LE BLANC	AV	PIERRE MENDES FRANCE
AV	DU MUGUET	AV	PDT VINCENT AURIOL
RUE	DU RELAI	RUE	PIERRE CURIE
RUE	DU STADE	RUE	TURENNE
RUE	DU VAL DE VENCE		VC ILOT DU CHATEAU D EAU
RUE	EDOUARD BRANLY	RUE	VICTOR HUGO

Ainsi que pour l'ensemble des établissements rattachés aux codes d'activité principale de l'établissement APET 49 (sauf 49.1 et 49.2 transports ferroviaires), 50, 51 à 53 (sauf 53.1 activités de poste et de courrier) sur les délimitations géographiques des sections 1, 3 et 5 telles que définies au présent article.

Section 4 :

AMBLIMONT	HERBEUVAL	PRIX-LES-MEZIERES
AUFLANCE	ILLY	PUILLY-ET-CHARBEAUX
AUTRECOURT ET POURRON	LA CHAPELLE	PURE
BALAN	LA FERTE-SUR-CHIERS	REMILLY-AILLICOURT
BAZEILLES	LA MONCELLE	RUBECOURT-ET-LAMECOURT
BEAUMONT-EN-ARGONNE	LES DEUX-VILLES	SACHY
BIEVRES	LETANNE	SAILLY
BLAGNY	LINAY	SAINT-MENGES
BREVILLY	MAIRY	SAPOGNE-SUR-MARCHE
CARIGNAN	MALANDRY	SEDAN
DAIGNY	MARGNY	SIGNY-MONTLIBERT
DOUZY	MARGUT	TETAIGNE
ESCOMBRES ET LE CHESNOIS	MATTON-ET-CLEMENCY	TREMBLOIS-LES-CARIGNAN
EUILLY-ET-LOMBUT	MESSINCOURT	VAUX LES MOUZON
FAGNON	MOGUES	VILLERS DEVANT MOUZON
FLEIGNEUX	MOIRY	VILLERS-CERNAY
FLOING	MOUZON	VILLY
FRANCHEVAL	OSNES	WILLIERS
FROMY	POURU-AUX-BOIS	YONCQ
GIVONNE	POURU-SAINT-REMY	
GLAIRE		

Section 5 :

Communes de :

AIGLEMONT	JOIGNY-SUR-MEUSE	NOUZONVILLE
BOGNY-SUR-MEUSE	LA GRANDVILLE	SAINT-LAURENT
DEVILLE	LES HAUTES-RIVIERES	THILAY
GERNELLE	LUMES	TOURNAVAUX
GESPUNSART	MONTCY-NOTRE-DAME	VILLERS-SEMEUSE
HAULME	MONTHERME	VILLE-SUR-LUMES
HOULDIZY	NEUFMANIL	

ISSANCOURT-ET-RUMEL

A l'exclusion, sur la commune de Villers-Semeuse, des sites :
PSA AUTOMOBILES – ZI des Ayvelles
CORA – Route départementale 764

Ville de Charleville-Mézières pour les rues :

RUE	ALBERT POULAIN	RUE	DU PRE SAINT ANGE
RUE	ALBERT THOMAS	RUE	DU FBG DE PIERRE
SQ	ALBERT 1er	RUE	DU GENERAL NOUVION
RUE	BAHUT	RUE	DU GRAND RULUT
RUE	BAUDELAIRE	ESP	DU PALAIS DE JUSTICE
RUE	BAYARD	RUE	DU PORT
RUE	COLETTE	BD	DU PREFET FRAIN
RUE	COMTES DE RETHEL	RUE	DUVIVIER
BD	COURONNE CHAMPAGNE	BD	GEORGES POIRIER
RUE	D ALSACE	RUE	GEORGE SAND
AV	D ARCHES	RUE	HACHETTE
PL	D ARCHES	BD	HENRI BRONNERT
RUE	D ETION	PL	HENRI DUNANT
BD	DE BETHUNE	QUAI	HENRI ROUSSEL
RUE	DE CHAMPAGNE	RUE	HERBIERE
RUE	DE DAMOUZY	RUE	JACQUES BREL
RUE	DE HARAR	RUE	JEAN DE LA FONTAINE
RUE	DE L AVENIR	RUE	JEAN MERMOZ
PL	DE L HOTEL DE VILLE	RUE	JULES RAULIN
PL	DE LA BASILIQUE	RUE	KINABLE
CHE	DE LA FOLIE		LA FONTAINE SAINT MARTIN
RUE	DE LA FONDERIE		LE FOND DE LA CROIX
PL	DE LA PREFECTURE	RUE	LEON BLUM
PL	DE LA RESISTANCE	RUE	LEON DEHUZ
RUE	DE LORRAINE	AV	LOUIS TIRMAN
AV	DE MANCHESTER	PL	MARCEAU
RUE	DE MONTHERME	RUE	MARCEAU
RUE	DE NOUZONVILLE	AV	MARTYRS RESISTANCE
RTE	DE PRIX	QUAI	MIALARET
AV	DE SAINT JULIEN	SQ	MIALARET
PL	DE SAINT JULIEN	RUE	MONGE
RUE	DE SAVIGNY PRE	RUE	PAQUIS DES BOULETS
RUE	DE STRASBOURG	AV	PASTEUR
RUE	DE WAILLY	RUE	PIERRE HALLALI
RUE	DE WARCQ	RUE	PORTE DE BOURGOGNE
ALL	DES BOULEAUX		PROMENADE DE DULMEN
RUE	DES ETUVES		PROMENADE DE LA WARENNE
RUE	DES MARAICHERS	RUE	ROBERT SORBON
PL	DES SOURCES	RUE	ROUGET DE LISLE
RUE	DES SOURCES	RUE	SAINTE LOUIS
AV	DU 91EME R I	RUE	SAVART
RUE	DU BOIS D AMOUR	RUE	VOLTAIRE

Section 6 :

Communes de :

ACY-ROMANCE
AIRE
ALINCOURT
ALLAND'HUY-ET-SAUSSEUIL
AMAGNE
AMBLY-FLEURY
ANNELLES
ARDEUIL-ET-MONTFAUXELLES
ARNICOURT
ARREUX
ASFELD
ATTIGNY
AURE
AUSSONCE
AUTRY
AVANÇON
AVAUX
BALHAM
BANOGNE-RECOUVRANCE
BARBY
BELVAL
BERGNICOURT
BERTONCOURT
BIERMES
BIGNICOURT
BLANZY-LA-SALONNAISE
BOUCONVILLE
BOURCQ
BRECY-BRIERES
BRIENNE-SUR-AISNE
CAUROY
CHALLERANGE
CHARBOGNE
CHARDENY
CHATEAU-PORCIEN
CHUFFILLY-ROCHE
CLIRON
CONDE-LES-AUTRY
CONDE-LES-HERPY
CONTREUVE
CORNAY-MACHEROMENIL
COUCY
COULOMMES-ET-MARQUENY
DAMOZY
DOUX
DRICOURT

ÉCLY
ÉCORDAL
GIVRY
GOMONT
GRANDHAM
GRIVY-LOISY
GUINCOURT
HANNOGNE-SAINT-REMY
HAUDRECY
HAUTEVILLE
HAUVINE
HERPY-L'ARLESIENNE
HOUDILCOURT
INAUMONT
JONVAL
JUNIVILLE
LA NEUVILLE-EN-TOURNE-A-FUY
LA SABOTTERIE
LAIFOUR
LE CHATELET-SUR-RETOURNE
LE THOUR
L'ÉCAILLE
LEFFINCOURT
LES MAZURES
LIRY
MACHAULT
MANRE
MARS-SOUS-BOURCQ
MARVAUX-VIEUX
MENIL-ANNELLES
MENIL-LEPINOIS
MONTCHEUTIN
MONTCORNET
MONTHOIS
MONT-LAURENT
MONT-SAINT-MARTIN
MONT-SAINT-REMY
MOURON
NANTEUIL-SUR-AISNE
NEUFLIZE
NOVY-CHEVRIERES
OLIZY-PRIMAT
PAUVRES
PERTHES
POILCOURT-SYDNEY
QUILLY

RENWEZ
RETHEL
RILLY-SUR-AISNE
ROIZY
SAINT-CLEMENT-A-ARNES
SAINTE-MARIE
SAINT-ÉTIENNE-A-ARNES
SAINTE-VAUBOURG
SAINT-FERGEUX
SAINT-GERMAINMONT
SAINT-LAMBERT-ET-MONT-DE-JEUX
SAINT-LOUP-EN-CHAMPAGNE
SAINT-LOUP-TERRIER
SAINT-MOREL
SAINT-PIERRE-A-ARNES
SAINT-QUENTIN-LE-PETIT
SAINT-REMY-LE-PETIT
SAULCES-CHAMPENOISES
SAULT-LES-RETHEL
SAULT-SAINT-REMY
SAVIGNY-SUR-AISNE
SECHAULT
SECHEVAL
SEMIDE
SENUC
SERAINCOURT
SEUIL
SEVIGNY-WALEPPE
SON
SORBON
SUGNY
SUZANNE
TAGNON
TAIZY
TERMES
THUGNY-TRUGNY
TOURCELLES-CHAUMONT
TOURNES
TOURTERON
VAUX-CHAMPAGNE
VAUX-LES-MOURON
VIEUX-LES-ASFELD
VILLERS-DEVANT-LE-THOUR
VILLE-SUR-RETOURNE
VONCQ
WARCQ

Ainsi que pour l'ensemble des établissements rattachés aux codes d'activité principale de l'établissement APET 49 (sauf 49.1 et 49.2 transports ferroviaires), 50, 51 à 53 (sauf 53.1 activités de poste et de courrier) sur les délimitations géographiques des sections 2,4, et 6 telles que définies à la présente annexe.

Section 7 (agricole)

Compétence départementale pour les établissements tels que définis à l'article 2 du présent arrêté, ainsi que pour les établissements suivants :

Dans la commune de Bogny-sur-Meuse :

Maroquinerie des Ardennes –avenue des Marguerites

Dans la commune de Belleville et Chatillon:

Ensemble des établissements rattachés à l'ETABLISSEMENT DEPARTEMENTAL PUBLIC D'ACCOMPAGNEMENT MEDICO SOCIAL (EDPAMS) JACQUES SOURDILLE – route de Chatillon-sur-bar

Dans la commune de Charleville-Mézières :

AFEIPH – 36 Avenue CHARLES DE GAULLE

DECATHLON FRANCE– 55 route de Prix-les-Mézières

Fédération ADMR – 26 Avenue Charles de Gaulle ainsi que l'ensemble des associations locales du département qui en sont membres

LEROY MERLIN France – 31 rue Paulin Richier – Centre commercial La Croisette

SOCIETE ARDENNAISE DE MENUISERIE, BOIS ET PLASTIQUE (SAMPB) – 67 rue des forges Saint-Charles

SOCIETE ARDENNAISE DE MENUISERIE, BOIS ET PLASTIQUE (SAMPB) – 65 avenue d'Arches

SAS CHARCO -197 et 199 avenue Carnot

Dans la commune de FUMAY :

AFEIPH -230 Place du Baty

AFEIPH - 270 Place du Baty

Dans la commune de JANDUN :

Société d'exploitation sources ROXANE – chemin départemental - 35 le panier volan

Dans la commune de Monthermé :

SEFAC – 1 rue André Compain

Dans la commune de Rethel :

SMURFIT KAPPA FRANCE ZI de l'Etoile – Chemin de le procession

SMURFIT KAPPA FRANCE Rue Hippolyte Noiret

SOCIETE ARDENNAISE DE MENUISERIE, BOIS ET PLASTIQUE (SAM BAIES) -6 Rue Reberotte Labesse

Dans la commune de Revin :

AFEIPH - 1081 Avenue de la cité scolaire

Dans la commune de Sault-Les-Rethel :

SMURFIT KAPPA PAPIER RECYCLE France – Rue de la petite Pree - BP 5109

Dans la commune de Sedan :

BOULISO – rue Cadeau

Dans la commune de Vireux-Molhain :

ENDEL – rue Pasteur- ZIC

Article 4 :

Le présent arrêté prendra effet le 15 octobre 2020. Les dispositions des arrêtés antérieurs concernant l'organisation et la délimitation des sections d'inspection du travail sont abrogées en ce qui concerne le département des ARDENNES.

Article 5 :

La Responsable de l'Unité Départementale des ARDENNES de la DIRECCTE Grand Est est chargée de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est et de la préfecture des Ardennes.

Fait à Strasbourg, le 7 octobre 2020

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized loop followed by a diagonal stroke.

Isabelle NOTTER

**Arrêté du 27 octobre 2020 portant localisation et délimitation des unités de contrôle
et des sections d'inspection du travail du département de la MEUSE**

**LA DIRECTRICE REGIONALE DES ENTREPRISES,
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LA REGION GRAND EST**

Vu le code du travail, notamment ses articles R. 8122-4 et R. 8122-5 ;

Vu les décrets n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'inspection du travail ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2017 déterminant le nombre d'unités de contrôle d'inspection du travail ;

VU l'arrêté-cadre régional du 27 octobre 2020 portant organisation et délimitation des unités de contrôle et des sections d'inspection du travail de la région Grand Est ;

VU l'arrêté interministériel du 18 avril 2019 portant nomination de Mme Isabelle NOTTER en qualité de directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est ;

Vu la consultation du Comité Technique des Services Déconcentrés en date du 13 octobre 2020 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

L'unité de Contrôle de la MEUSE couvre l'intégralité du périmètre géographique du département.

ARTICLE 2

L'Unité de Contrôle de la MEUSE compte six sections d'inspection du travail, parmi lesquelles :

- Une section (n°1) compétente sur l'ensemble du département pour les entreprises intervenant sur le réseau public de transport ferroviaire et également pour toutes les entreprises exerçant une activité de quelque nature qu'elle soit, permanente ou temporaire au sein de l'enceinte ferroviaire des transports publics réalisée sur le réseau ferré national pris au sens de l'article L2122-1 du code des transports. La compétence de cette section d'inspection du travail est étendue aux chantiers de bâtiment réalisés au sein des gares. Les commerces implantés au sein des gares relèvent également de la section dédiée.

- Une section (n°5) est compétente pour l'ensemble des entreprises du département relevant des codes APE 4931Z, 4939A, 4939B, 4941A, 4941B, 4942Z, 5221Z, 5229A, 5229B hors secteurs ferroviaire ci-dessus défini.
- Deux sections (n°2 et 6) compétentes pour les entreprises agricoles assujetties aux dispositions du titre 1er du livre 7 du code rural et de la pêche maritime relatives à la réglementation du travail salarié et également pour toutes les entreprises exerçant une activité de quelque nature qu'elle soit, permanente ou temporaire, dans l'emprise de ces établissements agricoles.

ARTICLE 3

La localisation et la délimitation des sections d'inspection du travail de l'Unité de Contrôle du département de la MEUSE s'établissent comme suit :

Section 1 :

A l'exclusion des entreprises agricoles relevant des sections n°2 et 6 et des entreprises de transport relevant de la section n°5 :

- Le secteur de « BAR-LE-DUC VILLE » correspondant à la commune de BAR-LE-DUC ;
- Le secteur de « VERDUN 2 » correspondant aux communes de BELLERAY, BELRUPT-EN-VERDUNOIS, DUGNY-SUR-MEUSE et HAUDAINVILLE ;
- La compétence ferroviaire telle que définie à l'article 2 du présent arrêté.

Section 2 :

A l'exclusion des entreprises de transport relevant de la section n°5 et du secteur relevant de la compétence ferroviaire de la section n°1 :

- La compétence agricole telle que définie à l'article 2 du présent arrêté sur la « PARTIE EST » du département comprenant les cantons de COMMERCY, BOULIGNY, ETAIN, MONTMEDY, SAINT-MIHIEL et VAUCOULEURS ;
- Au titre du régime général, les cantons de COMMERCY, ETAIN et SAINT-MIHIEL.

Section 3 :

A l'exclusion des entreprises agricoles relevant des sections n°2 et 6, des entreprises de transport relevant de la section n°5 et du secteur relevant de la compétence ferroviaire de la section n°1 :

- Le secteur de « BAR-LE-DUC 2 » comprenant les communes de BEHONNE, CHARDOGNE, FAINS-VEEL et VAVINCOURT ;
- Le secteur de « VERDUN 1 » correspondant à la commune de VERDUN.

Section 4 :

A l'exclusion des entreprises agricoles relevant des sections n°2 et 6, des entreprises de transport relevant de la section n°5 et du secteur relevant de la compétence ferroviaire de la section n°1 :

- Les cantons d'ANCERVILLE, DIEUE-SUR-MEUSE, LIGNY-EN-BARROIS et VAUCOULEURS.

Section 5 :

A l'exclusion des entreprises agricoles relevant des sections n°2 et 6 et du secteur relevant de la compétence ferroviaire de la section n°1 :

- Les entreprises relevant de la compétence « transports » telle que définie à l'article 2 du présent arrêté pour l'ensemble du département ;
- le secteur de « BAR-LE-DUC 1 » comprenant les communes de COMBLES-en-BARROIS, ERIZE-la-BRULEE, ERIZE SAINT-DIZIER, GERY, LONGEVILLE-en-BARROIS, NAIVES-ROSIERES, RESSON, RAIVAL, RUMONT, SAVONNIERES-devant-BAR, SEIGNEULLES, TREMONT-sur-SAULX ;
- Les cantons de BELLEVILLE, BOULIGNY et MONTMEDY.

Section 6 :

A l'exclusion des entreprises de transport relevant de la section n°5 et du secteur relevant de la compétence ferroviaire de la section n°1 :

- La compétence agricole telle que définie à l'article 2 du présent arrêté sur la « PARTIE OUEST » du département, comprenant les secteurs de « VERDUN 1 », « VERDUN 2 », « BAR-LE-DUC 1 », « BAR-LE-DUC 2 » et « BAR-LE-DUC VILLE », ainsi que pour les cantons d'ANCERVILLE, BELLEVILLE-SUR-MEUSE, CLERMONT-EN-ARGONNE, DIEUE-SUR-MEUSE, LIGNY-EN-BARROIS, REVIGNY-SUR-ORNAIN et STENAY ;
- Les cantons de CLERMONT-EN-ARGONNE, REVIGNY-SUR-ORNAIN et STENAY.

ARTICLE 4

Le présent arrêté prend effet le 1^{er} novembre 2020. Les arrêtés antérieurs concernant l'organisation et la délimitation des sections d'inspection du travail sont abrogés en ce qui concerne le département de la MEUSE.

ARTICLE 5

Le responsable de l'unité départementale de la Meuse de la DIRECCTE Grand Est est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de région Grand Est et de la Préfecture de la Meuse.

Fait à Strasbourg, le 27 octobre 2020



Isabelle NOTTER



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi Grand Est

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 442

portant modification de l'arrêté n° 2020/364 du 28 septembre 2020 fixant la liste
des défenseurs syndicaux intervenant en matière prud'homale

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code du travail et notamment ses articles L. 1453-4, L. 1453-7, L. 1453-8, R. 1453-2, D. 1453-2-1 à D. 1453-2-9 ;
- VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques et notamment son article 259 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2016-975 du 18 juillet 2016 relatif aux modalités d'établissement des listes, à l'exercice et à la formation des défenseurs syndicaux intervenant en matière prud'homale ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin à compter du 3 février 2020 ;
- VU l'arrêté interministériel du 18 avril 2019 nommant Mme Isabelle NOTTER en qualité de directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Grand Est ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2020/364 du 28 septembre 2020 fixant la liste des défenseurs syndicaux intervenant en matière prud'homale ;
- VU les propositions de désignation ou de modification des organisations de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnelles, nationales et multiprofessionnelles ou représentatives dans au moins une branche, présentées par le comité régional CGT Grand Est en date du 16/10/2020 et par l'union régionale CFTC Grand Est du 21/10/2020 ;

SUR PROPOSITION de la Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de la région Grand Est ;

ARRÊTE:

ARTICLE 1^{er} :

La liste des personnes inscrites en qualité de défenseur syndical pour assister les parties devant les conseils de prud'hommes ou les cours d'appel figurant dans l'arrêté n° 2020/364 du 28 septembre 2020 est complétée par l'ajout du défenseur syndical suivant :

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom de l'organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
BEL	Dominique	Sans emploi	21 boulevard de Marne 52100 SAINT DIZIER	03 25 32 56 40	CGT Grand-Est (52)	Dijon

ARTICLE 2 :

La liste des personnes inscrites en qualité de défenseur syndical pour assister les parties devant les conseils de prud'hommes ou les cours d'appel figurant dans l'arrêté n° 2020/364 du 28 septembre 2020 est modifiée par les coordonnées des défenseurs syndicaux suivants :

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom de l'organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
DE MAGAL-HAES	Ana Paula	Juriste	66, rue Thierstein 68200 MULHOUSE	03 89 60 70 80	UD CFTC Haut-Rhin	Grand Est
LECHINE	Marielle	Conseillère Juridique	13, rue de Turenne 68000 COLMAR	03 89 41 05 67	UD CFTC Haut-Rhin	Grand Est

ARTICLE 3 :

Les autres dispositions de l'arrêté n° 2020/364 du 28 septembre 2020 restent inchangées.

ARTICLE 4 :

La liste des défenseurs syndicaux est révisée tous les 4 ans et peut être modifiée à tout moment si nécessaire, par ajout ou retrait.

Les défenseurs syndicaux susmentionnés sont nommés pour le restant du mandat en cours, soit jusqu'au 28 septembre 2024.

ARTICLE 5 :

L'inscription sur la liste permet l'exercice de la fonction de défenseur syndical dans le ressort des conseils des prud'hommes et des cours d'appel de la région Grand Est. Toutefois, lorsqu'il a assisté ou représenté la partie appelante ou intimée en première instance, le défenseur syndical peut continuer à assister ou à représenter celle-ci devant une cour d'appel qui a son siège dans une autre région.

ARTICLE 6 :

La liste des défenseurs syndicaux est tenue à la disposition du public à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, dans chaque conseil des prud'hommes et dans les cours d'appel de la région Grand Est.

ARTICLE 7 :

La liste actualisée des personnes inscrites en qualité de défenseur syndical pour assister les parties devant les conseils de prud'hommes ou les cours d'appel figure en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 8 :

Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales et Européennes et la Directrice Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi du Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **03 NOV. 2020**

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes


Blaise GOURTAY

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

LISTE DES DEFENSEURS SYNDICAUX INTERVENANT EN MATIERE PRUD'HOMALE EN REGION GRAND EST

CFDT

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
ABOULKER	Georges	Chauffeur PL enlèvement	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
BARTH	Jean-Pierre	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
BEGUIN	Stéphane	Chauffagiste	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
BENHARRAK	Fouad	Opérateur Régleur	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
BEROUD	Philippe	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
BLANCHETETE	Daniel	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
BULIARD	Gabriel	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
CALAME	Solange	Agent de fabrication	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
CORNOLTI	Angelo	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
CRISPINO	Claude	Attaché commercial	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
DANNER	Gilles	Sans emploi	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
DENIGUES	Patrick	Métallurgiste	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
DESCIEUX	Régis	Technicien maintenance	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
DI ROSA	Salvatore	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
DIDIER	Maria	RAP	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
DOGAN	Emrah	Opérateur ligne de tri	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
DOS PALADARES	Manuel	Mécanicien	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
DURR	Christian	Technicien d'Exploitation Informatique	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
DUVAUX	Ginette	Retraîtée	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
EVA	Frédéric	Agent circulation	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
FAESSEL	Xavier	Cadre technique	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
FLORENCE	Frédéric	Gestionnaire bases de données	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
FRANCESE	Laurent	Agent commercial	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
FRITSCH	Frédéric	Permanent syndical	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
GANGLOFF	Eric	Cadre commercial	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
GARCIA	Benoît	Modeleur métal	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
GRASCHAIRE	Alain	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
GUELAY	Younes	Opérateur de fabrication	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
GUITTIN	Florent	Technicien	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
HERGOTT	Frédéric	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
HERRB	François	Ingénieur en informatique	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
HOLTZWEILER	Christelle	Chef de secteur	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
JOBERT	Patrick	Sans emploi	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
JOUHRI	Hamou	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
KHEFFI	Yaya	Conducteur Poids Lourds	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
KLEIN	Lucien	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
LAFON	Francis	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
LAMOURI	Fouad	CAIC	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
LANDAIS	Jacqueline	Retraîtée	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
LANGER	Rémi	Agent de sécurité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
LAURAIN	Denis	Réceptionnaire	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
LEFEVRE	Sylvain	Conducteur de car	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
LOUGARRE	Valérie	Cadre territorial	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
MANGIN	Jean-Pierre	Employé	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
MATHIS	Dominique	Moniteur-Educateur	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
MIRELLI	Ciro	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
MUSQUIN	Jocelyne	Retraîtée	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
PARISET	Frédéric	Postier	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
PERNOT	Fabien	Ouvrier	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
PICARD	Carole	Conseillère en insertion sociale et professionnelle	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
PICARD	Irène	Retraîtée	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
RENAUT	Michel	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
RICCARDI	Bruno	Conseiller en insertion professionnelle	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
ROBERT	Alain Michel	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
SAHRAOUI	Chaffai	Educateur spécialisé	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
SAINT EVE	Gérard	Adjoint technique principal	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
SAUDE	Frédéric	Responsable de magasin	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
SCHMITTER	Geneviève	Retraîtée	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
SEITZ	Thierry	Technicien de laboratoire	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
SIMON	Stéphane	Employé de banque	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
SORROLDONI	Christian	Educateur Spécialisé	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
TASCIONE	Antoine	Sidérurgiste	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
THIBAUT	Didier	Sans emploi	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
TRUONG-NGOC	Yann	Gestionnaire contentieux	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
USUBELLI	Michel	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
VAISSIERE	Gérard	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
VETTER	Yannick	Conducteur Receveur	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
VOLLMER	Henri	Retraité	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
WEBER	Kevin	Technicien maintenance	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
WEBER	Yanegan	Confectionneur de pneumatiques	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
WOLF	Justine	Télé-conseillère	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est
ZABOT	Grégory	Technicien	URI CFDT GRAND EST Secteur Juridique 305 avenue de Colmar - BP 70955 67029 STRASBOURG CEDEX 1	03 88 79 87 79	URI CFDT Grand Est	Grand Est

CFTC

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
AYNES	Didier	Econome	UD CFTC 11, Place de la Couronne 55000 BAR LE DUC	06 03 80 60 48	UD CFTC Meuse	Grand-Est
BISE	Bernard	Retraité	UD CFTC 11, Place de la Couronne 55000 BAR LE DUC	06 84 54 13 80	UD CFTC Meuse	Grand-Est
BORTOLUSSI	Robert	Retraité	UD CFTC 69 Rue Mazelle - BP 90243 57006 METZ CEDEX 1	03 87 36 02 46	UD CFTC Moselle	Grand-Est
DAHLEM	Pascal	Gestionnaire dossiers surendettement et infobanque	UD CFTC 69 Rue Mazelle - BP 90243 57006 METZ CEDEX 1	03 87 36 02 46	UD CFTC Moselle	Grand-Est
DE MAGALHAES	Ana Paula	Juriste	66, rue Thierstein 68200 MULHOUSE	03 89 60 70 80	UD CFTC Haut-Rhin	Grand-Est
DIAF	Madjid	Technico commercial	17, avenue de Metz Bâtiment Saint François 54320 MAXEVILLE	09 52 65 10 49	UD CFTC Meurthe-et-Moselle	Grand-Est
DIDIOT	Serge	Assistant logistique	UD CFTC 69 Rue Mazelle - BP 90243 57006 METZ CEDEX 1	03 87 36 02 46	UD CFTC Moselle	Grand-Est
DODIN	Philippe	Conseiller	UD CFTC 11, Place de la Couronne 55000 BAR LE DUC	06 81 51 73 61	UD CFTC Meuse	Grand-Est
FURDERER	Yann	Juriste	38, rue Emile Gallé 54000 NANCY	03 83 67 48 78	UD CFTC Meurthe-et-Moselle	Grand-Est
GONCALVES	Philippe	Chef de Secteur Mouvement	Rue St Nicolas 54000 NANCY	06 10 45 79 80	UD CFTC Haute-Marne	Grand-Est
GRECO	Gido	Ingénieur Organisation Transverse	UD CFTC 69 Rue Mazelle - BP 90243 57006 METZ CEDEX 1	03 87 36 02 46	UD CFTC Moselle	Grand-Est
GUERIOT	Dominique	Manager de rayon expert	UD CFTC 69 Rue Mazelle - BP 90243 57006 METZ CEDEX 1	03 87 36 02 46	UD CFTC Moselle	Grand-Est
HERY	Christian	Chauffeur/livreur	UD CFTC 88 4 rue Aristide Briand - BP 345 88000 EPINAL	06 63 19 59 93	UD CFTC Vosges	Grand-Est
JOBIN	Jean-Michel	Retraité	UD CFTC 69 Rue Mazelle - BP 90243 57006 METZ CEDEX 1	03 87 36 02 46	UD CFTC Moselle	Grand-Est
JOUVANCE	René Paul	Responsable Laboratoire de Tests	UD CFTC 69 Rue Mazelle - BP 90243 57006 METZ CEDEX 1	03 87 36 02 46	UD CFTC Moselle	Grand-Est
LECHINE	Marielle	Conseillère Juridique	13, rue de Turenne 68000 COLMAR	03 89 41 05 67	UD CFTC Haut-Rhin	Grand-Est
MAIO	Vincent	Chauffeur/livreur	UD CFTC 88 4 rue Aristide Briand - BP 345 88000 EPINAL	06 83 78 12 15	UD CFTC Vosges	Grand-Est
OBERTO	Jean Marie	Retraité	UL CFTC 20, rue du 19ème BCP 55100 VERDUN	06 76 55 94 94	UD CFTC Meuse	Grand-Est
REGINA	Pascal	Conseiller Financier	19, rue de La Haye 67300 SCHILTIGHEIM	06 88 67 66 84	UD CFTC Bas-Rhin	Grand-Est
ROQUE	Jean-Luc	Employé de production	13, route de Marckolsheim 67600 SELESTAT	06 95 40 32 39	UD CFTC Bas-Rhin	Grand-Est
SCHEFFER	Richard	Retraité	UD CFTC 11, Place de la Couronne, 55000 BAR LE DUC	06 52 24 19 90	UD CFTC Meuse	Grand-Est

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
THOMAS	Christophe	Vérificateur CAF	19, rue de La Haye 67300 SCHILTIGHEIM	06 09 28 35 04	UD CFTC Bas-Rhin	Grand-Est
VANDENBERGE	Patrice	Conducteur de tramway	1 rue de Nancy 54740 LEMAINVILLE	06 17 15 16 79	UD CFTC Meurthe-et-Moselle	Grand-Est
WILD	Claude	Réceptionnaire Grande distribution	20 rue de Mal Joffre Chez Trivellin - 67500 HAGUE-NAU	06 08 95 66 93	UD CFTC Bas-Rhin	Grand-Est

CGT

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
AIGUIER	MYRIAM	Ouvrière	UL CGT REMIREMONT 31 rue des Prêtres 88200 REMIREMONT	06 88 70 49 54	UD CGT Vosges	Grand Est
ANDRIEUX	Pascal	Retraité	58 rue Louis Blanc 10300 SAINTE SAVINE	06 17 86 66 03	UD CGT Aube	Aube
AUTIER	Caroline	Enseignante	2 rue Bodié Pouard 10000 TROYES	06 69 01 73 19	UD CGT Aube	Aube
BEATON	Aude Alexandra	Crédit Risk Manager	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
BEDEZ	Alain	Retraité	36 Boulevard de Saint Dié 88400 GERARDMER	06 87 22 48 03	UD CGT Vosges	Grand Est
BEL	Dominique	Sans emploi	21 boulevard de Marne 52100 SAINT DIZIER	03 25 32 56 40	UD CGT Haute-Marne	Dijon
BELLIVIER	Thierry	Retraité	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
BERTIER	Gérard	Retraité	10 rue porte à Metz 55300 SAINT MIHIEL	06 87 88 81 51	UD CGT Meuse	Grand Est
BIELITZ	Jean-Luc	Conducteur	26 rue des Fleurs 57385 TETING SUR NIED	07 81 18 22 98	UD CGT Moselle	Moselle Est
BLAISE	Jacky	Retraité	33 Grande Rue 88110 CELLES SUR PLAINE	06 81 99 64 34	UD CGT Vosges	Grand Est
BLAISE	Sandra		25 rue de Wessval 88110 RAON L ETAPE	06 07 68 58 22	UD CGT Vosges	Grand Est
BLOQUE	Pascal	Surveillant de travaux	20 av du Général Leclerc App B004 - 10300 SAINTE SAVINE	07 82 56 95 33	UD CGT Aube	Aube
BOFFY	Eric	ouvrier du livre	4, rue du Pommier 68200 MULHOUSE	03 89 59 66 39	UD CGT Haut-Rhin	Grand Est
BONIFACE	Yohann	Conducteur receveur	1 rue des Meules 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE	06 50 28 05 81	UD CGT Marne	Grand Est
BOUBAGRA	Martine	Retraîtée	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
BOUBEKEUR	Karim	Monteur coquilles	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
BOURGATTE	Jean-Louis	Retraité	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défendeur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défendeur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défendeur syndical (le cas échéant)
BOURGEOIS	Cédric	Chauffeur	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
BURGER	Sébastien	Conseiller juridique	4, rue du Pommier 68200 MULHOUSE	03 89 59 66 39	UD CGT Haut-Rhin	Grand Est
CAPOZZA	Franscesco		Impasse Claude Debussy 57300 MONDELANGE	06 63 84 64 03	UD CGT Moselle	Moselle Est
CAULLERY	Germaine	sans emploi	4, rue du Pommier 68200 MULHOUSE	03 89 59 66 39	UD CGT Haut-Rhin	Grand Est
CHAILLOU	Nadège	Retraitée	16, rue Paul Lafargue 10410 SAINT-PARRES AUX TERTRES	06 26 44 29 97	UD CGT Aube	Grand Est
CHENAL	David	Imprimeur	5 chemin des Meules Le Chêne la Reine 51700 LEUVRIGNY	06 86 30 73 89	CGT Grand-Est (51)	Grand Est
CORPEL	Laurence	Enseignante	9 rue du Casino 10440 TORVILLIERS	06 32 39 64 52	UD CGT Aube	Aube
CUGLIETTA	Silvana	Conseiller client	4C rue de la Forêt 57730 FOLSCHILLER	06 22 71 77 88	UD CGT Moselle	Moselle Est
DEMESSEMA- CKER	Frédérique	Conducteur routier	23 rue du Capitaine Cyrille Laurent 10140 VENDEUVRE SUR BARSE	06 71 00 40 86	UD CGT Aube	Aube
DIAGNE	Papa Daour	Agent d'assurance	239 rue du 6 JUIN 1944 88650 SAINT LEONARD	06 19 26 12 31	UD CGT Vosges	Grand Est
DORMOY	Claude	Retraité	19 rue Dehut 52000 VERBIELES	03 25 32 56 40	UD CGT Haute- Marne	Grand Est et Dijon
DOTT	Johan	Ouvrier	1a rue Principale 57370 BERLING	06 06 74 40 20	UD CGT Bas-Rhin	Grand Est
DUFILS	David	Salarié Métallurgie	11 Rue Arthur Habary 08140 FRANCHEVAL	06 08 66 99 47	UD CGT Ar- dennes	Ardennes
DUFOUR	Olivier	Ouvrier métallurgie	6 rue des Ponts 55130 TREVERAY	06 82 59 07 82	UD CGT Meuse	Grand Est
DUTHILLEUL	Fanny		17 rue Paul Diacre 57000 METZ	06 03 99 17 84	UD CGT Moselle	Moselle Est
DUVAL	Michel	Retraité	6 rue Le Roy - 51100 REIMS	06 82 67 20 16	UD CGT Marne	Grand Est
EBEL	Bernard	Retraité	5, rue du Noyer 67207 NIEDERHAUSBERGEN	06 12 84 25 23	UD CGT Bas-Rhin	Grand Est
EL KASRI	Abderrahim		15 rue Imad Ibn Ziaten 57140 WOIPPY	06 04 65 04 34	UD CGT Moselle	Moselle Est
ESTEVEZ	Michel	Technicien adminis- tratif	UD CGT Moselle 11 rue de Meric - 57050 METZ	06 76 02 78 16	UD CGT Moselle	Moselle Est
FALCETTA	Albert	Retraité	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et- Moselle	Grand Est
FARES	Kémisa	Educatrice	26 lotissement Champ du Roy 57270 UCKANGE	06 63 45 18 35	UD CGT Moselle	Moselle Est
FEISTHAUER	Laurent	Cadre	42 rue Firth 67700 MONSWILLER	07 81 09 13 25	UD CGT Bas-Rhin	Grand Est
FRIES	Stéphane	Conducteur livreur	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et- Moselle	Grand Est
FROUSSART	Richard	Salarié Métallurgie	4 Chemin de la Haie Arrêt 08000 PRIX LES MEZIERES	06 49 30 38 55	UD CGT Ar- dennes	Ardennes
GABRIEL	Pédro	Opérateur régleur	chemin des Granges 10270 BOURANTON	06 70 76 47 59	UD CGT Aube	Aube
GOULON	Michel	Chef de quart	52 avenue de Thionville 57050 METZ	06 30 51 91 61	UD CGT Moselle	Moselle Est

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défendeur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défendeur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défendeur syndical (le cas échéant)
HILPERT	Fabrice	Ouvrier	1 rue de la Forêt 57660 DIFFEMBACH LES HELLMER	06 03 22 73 27	UD CGT Moselle	Moselle Est
HOLZHAMMER	Gérard	Retraité	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
HUARD	Claude	Conducteur / Receveur de bus	41 rue du Commandant Derrien 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE	06 18 80 70 23	UD CGT Marne	Grand Est
HUGUES	Laetitia	Formatrice	18 rue de la Gare 10220 BREVONNDES	06 81 25 70 53	UD CGT Aube	Aube
INTINS	Jean-Luc	retraité	34 rue Faron 55800 CONTRISSON	06 11 55 23 50	UD CGT Marne	Grand Est
JAMAN	Christian	Retraité	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
KLEIN	Guy	retraité	4, rue du Pommier 68200 MULHOUSE	03 89 59 66 39	UD CGT Haut-Rhin	Grand Est
KOCH	Olivier	Technicien environnement	2 rue des Prés Bas 52700 BRIAUCOURT	03 25 32 56 40	UD CGT Haute-Marne	Dijon
KUEHN	Thierry	Soudeur	16 rue de la Paix 67700 SESENHEIM	07 89 86 46 12	UD CGT Bas-Rhin	Grand Est
LATRASSE	Christophe	Agent EDF	15 Avenue Jean Jaurès 10100 ROMILLY SUR SEINE	06.81.95.32.26	UD CGT Aube	Aube
LECOMTE	Véronique	Responsable comptable	UD CGT Vosges 4 rue Aristide Briand 88000 EPINAL	07 50 07 08 41	UD CGT Vosges	Grand Est
LEFKOURE	Lionel	Mouleur mains	17 rue des Moines 52100 SAINT DIZIER	03 25 32 56 40	UD CGT Haute-Marne	Dijon
LEGRAND	Denis	Conseiller à l'emploi	35 rue Principal 57320 CHÂTEAU ROUGE	07 70 14 05 87	UD CGT Moselle	Moselle Est
LIONNET	Patrice	Enseignant	9 Chemin de l'étang 10440 LA RIVIERE DE CORPS	06 38 41 73 88	UD CGT Aube	Aube
MACHETTI	Henri	Retraité	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
MAHOUT	Emmanuel	Agent SNCF	10 rue Jeanne d'Arc 57160 CHATEL SAINT GERMAIN	06 43 74 06 29	UD CGT Moselle	Moselle Est
MAIRE	Michel	Retraité	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
MANGENOT	Stéphanie	Employée de station service	3 rue Haute 55320 GENICOURT SUR MEUSE	06 01 45 58 16	UD CGT Meuse	Grand Est
MATTERN	Antoine	employé de restauration	4, rue du Pommier 68200 MULHOUSE	03 89 59 66 39	UD CGT Haut-Rhin	Grand Est
MENARD	Eric	Demandeur d'emploi	4 rue Georges -Cuvier 10300 SAINTE SAVINE	06 76 98 48 63	UD CGT Aube	Aube
MILLET	Christelle	Demandeur d'emploi	4, rue du Pommier 68200 MULHOUSE	03 89 59 66 39	UD CGT Haut-Rhin	Grand Est
NAIT SIDENAS	Kamel	Agent de prévention et de sécurité	155 rue du Commerce 54240 JOEUF	06 83 72 30 58	UD CGT Moselle	Moselle Est
ORTEGA	Noël	Retraité	34 rue Pasteur 57550 FALCK	06 81 04 91 77	UD CGT Moselle	Moselle Est
PARISON	Denis	Retraité	6 Rue Haute - 55700 MOULINS SAINT HUBERT	06 70 32 48 77	UD CGT Ardennes	Ardennes
PEDERIVA	Bertrand	Technicien maintenance	16 rue de Lorraine 67260 SILTZHEIM	06 78 90 51 71	UD CGT Moselle	Moselle Est

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défendeur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défendeur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défendeur syndical (le cas échéant)
PEREZ	Miguel	Employé	6, Rue de Touraine 67380 LINGOLSHEIM	06 28 81 15 09	UD CGT Bas-Rhin	Grand Est
PEULTIER	Sébastien	Chauffeur ramasseur laitier	14 rue Flammarion 52150 SAINT THIEBAULT	03 25 32 56 40	UD CGT Haute-Marne	Haute-Marne
PIOTRKOWSKI	Mathieu		4b rue Paul Bert 54220 MALZEVILLE	06 72 19 39 76	UD CGT Moselle	Moselle Est
PONTOY	Jean-Charles	Technicien RTE	130 route de Lorry 57050 METZ	06 69 75 30 21	UD CGT Moselle	Moselle Est
PORCAR	Manuel	Agent de maîtrise	12 rue André Malraux 55000 BAR LE DUC	03 25 32 56 40	UD CGT Haute-Marne	Grand Est et Dijon
PORTA	Christian		9 rue de Champagne 57730 FOLSCHVILLER	07 85 16 55 03	UD CGT Moselle	Moselle Est
RAGOT	Serge	Retraité	UL CGT REMIREMONT 31 rue des Prêtres 88200 REMIREMONT	06 41 86 11 97	UD CGT Vosges	Grand Est
RECZKOWICZ	Olivier	Chauffeur de ligne de nuit	155 Avenue Pierre Brossolette 10000 TROYES	06 80 30 03 08	UD CGT Aube	Aube
RICONNEAU	Jean		44 rue de Clery 57160 CHATEL SAINT GERMAIN	06 12 63 22 71	UD CGT Moselle	Moselle Est
ROLAND	Guillaume	Technicien Maintenance liaisons Aériennes	64 Grande Rue 10240 COCLOIS	06 98 83 15 89	UD CGT Aube	Aube
ROUVIERE	Claude	Retraité	14 rue Vandernoote 57000 METZ	06 85 64 03 97	UD CGT Moselle	Moselle Est
SCHAAB	Alain	Ouvrier	18 rue Châteaubriand 57730 VALMONT	06 58 03 47 60	UD CGT Moselle	Moselle Est
SEGHETTO	Joseph	Retraité	14 Place du Pressoir 10110 BAR SUR SEINE	06 64 76 78 05	UD CGT Aube	Aube
SIMON	Didier	employé	4, rue du Pommier 68200 MULHOUSE	03 89 59 66 39	UD CGT Haut-Rhin	Grand Est
STEGER	Philippe	employé	4, rue du Pommier 68200 MULHOUSE	03 89 59 66 39	UD CGT Haut-Rhin	Grand Est
SYLLA	Ibrahim	Maintenance Informatique	292, rue de l' égalité 88300 NEUFCHATEAU	06 60 98 29 35	UD CGT Vosges	Grand Est
TRICAUD	Christian	Retraité	16 allée des Coudraies 55000 BAR LE DUC	06 73 36 36 37	UD CGT Meuse	Grand Est
VOGEL	Pierre	Retraité	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
VUILLAUME	Nicolas		40 rue de Meilbourg 57100 THIONVILLE	06 33 11 95 12	UD CGT Moselle	Moselle Est
WAGNER	Jacky	Employé	12 chemin d'Obershaeffolsheim 67117 ITTENHEIM	06 77 20 16 63	UD CGT Bas-Rhin	Grand Est
WARTH	Doris	Préparateur cariste	5 rue sous la ville 55210 CREUE	06 76 94 05 58	UD CGT Meuse	Grand Est
WETTERWALD	Georges	Retraité	10, impasse des fleurs 67291 ECKBOLSHEIM	06 67 86 67 10	UD CGT Bas-Rhin	Grand Est
YVON	Jacky	Retraité	UD CGT Vosges 4 rue Aristide Briand 88000 EPINAL	06 83 39 07 05	UD CGT Vosges	Grand Est
ZELTZ	Christophe	Retraité	1 rue de la Chapelle 55300 SAMPIGNY	07 80 51 85 48	UD CGT Meuse	Grand Est
ZEROUAL	Hassan	Chauffeur	2 rue Drouin 54000 NANCY	03 83 32 37 58	UD CGT Meurthe-et-Moselle	Grand Est
ZIELINSKI	Patrick	Chef de secteur	47 chemin du Clos Lapierre 52100 SAINT DIZIER	03 25 32 56 40	UD CGT Haute-Marne	Dijon

FO

FO

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
ALAIMO	Barbara	Assistante juridique	UD FO Marne 15 boulevard de la Paix 51100 REIMS	03 26 47 23 23	UD FO Marne	Marne
ALEXANDRE	Patrick	Juriste consommateur	UD FO du Bas-Rhin 1 rue Sédillot 67000 STRASBOURG	03 88 36 50 15	UD FO Bas-Rhin	Bas Rhin
BEDEL	Grégory	Inspecteur qualité	UD FO Meuse 11 Place de la Couronne 55002 BAR LE DUC	03 29 45 10 15	UD FO Meuse	Meuse
BIENVENU	Denis	Ouvrier	UD FO Moselle 24 rue du Cambout 57045 METZ CEDEX 1	03 87 75 64 65	UD FO Moselle	Moselle
BLASUTTO	Julien	Chef de projet	UD FO Moselle 24 rue du Cambout 57045 METZ CEDEX 1	03 87 75 64 65	UD FO Moselle	Moselle
BLONDEAU	Daniel	Retraité	UD FO Ardennes Bourse du travail 21 rue JB Clément 08000 CHARLEVILLE MEZIERES	03 24 33 23 21	UD FO Ardennes	Ardennes
BOUVIER	Stéphanie	Psychologue	UD FO Haute-Marne 4 rue guyard - BP 90168 52005 CHAUMONT Cedex	06 04 47 67 78	UD FO Haute-Marne	Haute-Marne
CHENET	Jean-Claude	Retraité	UD FO Meurthe-et-Moselle 13 Bis Rue des Ponts 54000 NANCY	03 83 17 86 86	UD FO Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle
COUSIN	Philippe	Agent territorial	UD FO Haute-Marne 4 rue guyard - BP 90168 52005 CHAUMONT Cedex	06 77 16 29 57	UD FO Haute-Marne	Haute-Marne
DELATTRE	Jean-Claude	Métallurgiste	UD FO Marne 15 boulevard de la Paix 51100 REIMS	03 26 47 23 23	UD FO Marne	Marne
DEMOULIN	Bruno	Formateur	UD FO Meuse 11 Place de la Couronne 55002 BAR LE DUC	03 29 45 10 15	UD FO Meuse	Meuse
DENAYER	Renaud	Retraité	UD FO Meuse 11 Place de la Couronne 55002 BAR LE DUC	03 29 45 10 15	UD FO Meuse	Meuse
DENEUVILLE	Henri	Conducteur de bus	UD FO Meuse 11 Place de la Couronne 55002 BAR LE DUC	03 29 45 10 15	UD FO Meuse	Meuse
FEVBRE	Luc	Ouvrier qualifié	UD FO Vosges 4 rue Aristide Briand 88000 EPINAL	03 29 64 03 45	UD FO Vosges	Vosges
GEOFFROY	Marc	Psychologue	UD FO Meurthe-et-Moselle 13 Bis Rue des Ponts 54000 NANCY	03 83 17 86 86	UD FO Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle
GIROD-COUSIN	Sophie	Cadre Pôle Emploi	UD FO Meurthe-et-Moselle 13 Bis Rue des Ponts 54000 NANCY	03 83 17 86 86	UD FO Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle
GLACET	Jean-Pierre	Technicien	UD FO ARDENNES Bourse du travail 21 rue JB Clément 08000 CHARLEVILLE MEZIERES	03 24 33 23 21	UD FO Ardennes	Ardennes
GUILLAUME	Claudine	Retraîtée	UD FO Haute-Marne 4 rue guyard - BP 90168 52005 CHAUMONT Cedex	06 87 27 03 05	UD FO Haute-Marne	Haute-Marne
HANY	Aurélien	Juriste	UD FO HAUT-RHIN 43 avenue de Lutterbach 68200 MULHOUSE	03 89 33 44 77	UD FO Haut-Rhin	Haut-Rhin

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
JOUANNE	Clément	Opérateur téléphonique	UD FO Marne 15 boulevard de la Paix 51100 REIMS	03 26 47 23 23	UD FO Marne	Marne
KHIARI	Mohamed-Sabri	Conseiller Commercial	UD FO Meurthe-et-Moselle 13 Bis Rue des Ponts 54000 NANCY	03 83 17 86 86	UD FO Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle
LANGLET	Jean	Retraité	UD FO Marne 15 boulevard de la Paix 51100 REIMS	03 26 47 23 23	UD FO Marne	Marne
LECLERE	Patrice	Retraité	UD FO Meurthe-et-Moselle 13 Bis Rue des Ponts 54000 NANCY	03 83 17 86 86	UD FO Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle
LECORGNE	Véronique	ATSEM	UD FO Marne 15 boulevard de la Paix 51100 REIMS	03 26 47 23 23	UD FO Marne	Marne
LEJEUNE	Steven	Ambulancier	UD FO Marne 15 boulevard de la Paix 51100 REIMS	03 26 47 23 23	UD FO Marne	Marne
MABILLON	Jean-Pierre	Retraité	UD FO Ardennes 21, rue Jean-Baptiste Clément 08000 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES	06 32 95 94 27	UD FO Ardennes	Ardennes
MASSENET	Léonie	Conseillère Commerciale	UD FO Meurthe-et-Moselle 13 Bis Rue des Ponts 54000 NANCY	03 83 17 86 86	UD FO Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle
MENGIN	Michel	Retraité	UD FO Meurthe-et-Moselle 13 Bis Rue des Ponts 54000 NANCY	03 83 17 86 86	UD FO Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle
MONET	Christelle	Secrétaire administrative	UD FO Meuse 11 Place de la Couronne 55002 BAR LE DUC	03 29 45 10 15	UD FO Meuse	Meuse
NOËL	Cyril	Préparateur de commandes	UD FO Marne 15 boulevard de la Paix 51100 REIMS	03 26 47 23 23	UD FO Marne	Marne
PAILLARD	Carole	Assistante de Direction	UD FO Haute-Marne 4 rue guyard - BP 90168 52005 CHAUMONT Cedex	06 72 14 78 57	UD FO Haute-Marne	Haute-Marne
PRUD'HOMME	Thierry	Agent de Sécurité	UD FO Meuse 11 Place de la Couronne 55002 BAR LE DUC	03 29 45 10 15	UD FO Meuse	Meuse
SCHNEIDER	Christian	Aide Médico Psychologique - Assistant soin gérontologie	UD FO Meurthe-et-Moselle 13 Bis Rue des Ponts 54000 NANCY	03 83 17 86 86	UD FO Meurthe-et-Moselle	Meurthe-et-Moselle
THIBAUX	Aurélie	Ambulancière	UD FO Marne 15 boulevard de la Paix 51100 REIMS	03 26 47 23 23	UD FO Marne	Marne
VARIN	Charles	Retraité	UD FO Meuse 11 Place de la Couronne 55002 BAR LE DUC	03 29 45 10 15	UD FO Meuse	Meuse

FRSEA

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
BASQUIN	Anne-Sophie	Juriste	2 rue Léon Patoux - CS 50001 51664 REIMS cedex 2	06 24 35 75 57	FDSEA Marne	Grand Est

SOLIDAIRES

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
DERGAL	Riad	Commercial de bord	18 rue des Juifs 67000 STRASBOURG	07 68 84 97 05	Solidaires Alsace	Grand Est
GEREBEN	Greg	Brancardier	SUD-Solidaires 4, rue de Phalsbourg 54000 NANCY	06 22 39 27 38	SUD-Solidaires Meurthe-et-Moselle	Grand Est
HATTON	Marianne	adjoint administratif	SUD-Solidaires 4, rue de Phalsbourg 54000 NANCY	06 34 55 52 83	SUD-Solidaires Meurthe-et-Moselle	Grand Est
LEGRAND	David	Conducteur SNCF	SUD-Solidaires 4, rue de Phalsbourg 54000 NANCY	06 29 53 09 53	SUD-Solidaires Meurthe-et-Moselle	Grand Est
LEGROS	Franck	Conseiller à l'emploi	7 rue Andrée Marie Ampère 57000 METZ	07 69 21 20 20	Solidaires Moselle	Grand Est
MARCHAL	Gilles	Postier	SUD-PTT BP 71122 - 54523 LAXOU Cedex	06 86 52 18 89	SUD-Solidaires Meurthe-et-Moselle	Grand Est
MERLIN	Thomas	Agent SNCF	7 rue Andrée Marie Ampère 57000 METZ	06 64 15 40 14	Solidaires Moselle	Grand Est
MILANO	Santo	Retraité	SUD Rail 48a Chemin Haut 67200 STRASBOURG	06 09 32 10 25	Solidaires Alsace	Grand Est
PAIR	Philippe	Retraité	SUD-Solidaires 4, rue de Phalsbourg 54000 NANCY	07 83 46 57 35	SUD-Solidaires Meurthe-et-Moselle	Grand Est
PATER	Eric	Commercial de bord	47 Boulevard de Lyon 67000 STRASBOURG	06 52 03 10 09	Solidaires Alsace	Bas-Rhin
PETITOT	Jean-Philippe	Agent SNCF	7 rue Andrée Marie Ampère 57000 METZ	06 29 38 97 70	Solidaires Moselle	Grand Est
REICHELT	Jean-Michel	Retraité	7 rue Andrée Marie Ampère 57000 METZ	06 75 92 63 99	Solidaires Moselle	Grand Est
TANG	Gérard Bienvenu	sans emploi	SOLIDAIRES ALSACE 1 rue Sédillot 67000 STRASBOURG	06 33 34 08 55	Solidaires Alsace	Grand Est
TERLE	Francis	Retraité	SUD-Solidaires 4, rue de Phalsbourg 54000 NANCY	07 77 03 87 47	SUD-Solidaires de Meurthe-et-Moselle	Grand Est
THOMANN	Pierre	Retraité	SUD Rail 48a Chemin Haut 67200 STRASBOURG	06 72 82 47 41	Solidaires Alsace	Haut-Rhin
VIGEANNEL	Julien	Conducteur de train SNCF	SUD-Solidaires 4, rue de Phalsbourg 54000 NANCY	06 33 36 40 44	SUD-Solidaires de Meurthe-et-Moselle	Grand Est
VILLEMIN	Patricia	Agent France Telecom	SUD-PTT BP 71122 - 54523 LAXOU Cedex	06 79 97 69 71	SUD-Solidaires de Meurthe-et-Moselle	Grand Est

UMIH

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
GUILLO	Christophe	Directeur	5, rue de la Gare 68000 COLMAR	03 89 30 80 00	UMIH Haut-Rhin	Grand Est

UNSA

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
BEN SALAH	Manel	Accueil Evènementiel Marketing	UNSA Bas-Rhin 1, rue Sédillot 67000 STRASBOURG	03 88 36 95 72	UNSA	Grand Est
GONZALEZ	Carlos	Directeur développement	UNSA HAUT-RHIN 13, rue de Lucelle - 68100 MULHOUSE	03 89 12 70 58	UNSA	Grand est
HOCQUAUX	Anthony	Demandeur d'emploi	UL UNSA Maison des syndicats Espace Vincent Auriol 88100 SAINT DIE DES VOSGES	06 37 89 83 14	UNSA	Grand est
HUGUENIN	Didier	Retraité	UNSA Bas-Rhin 1, rue Sédillot - 67000 STRASBOURG	03 88 36 95 72	UNSA	Grand Est sauf CPH Strasbourg
ISSA	Christine	Employée	UNSA Bas-Rhin 1, rue Sédillot 67000 STRASBOURG	03 88 36 95 72	UNSA	Grand Est
JACQUES	Jean-Paul	Retraité	UNSA Moselle 1, rue de l'Argonne - 57000 METZ	03 87 17 36 51	UNSA	Grand Est
JOLLIOT	Jérémie	Mécanicien entretien	UNSA Moselle 1, rue de l'Argonne - 57000 METZ	03 87 17 36 51	UNSA	Grand Est
LADIER	Jean-Paul	Régleur Production	UNSA de l'Aube 2A, boulevard du 1er RAM 10000 TROYES	03 25 80 56 77	UNSA	Grand Est
LEPAPE	Dominique	Délégué régional d'assurance	UNSA Bas-Rhin 1, rue Sédillot 67000 STRASBOURG	03 88 36 95 72	UNSA	Grand Est
MEYER	Marc	Retraité	UNSA Moselle 1, rue de l'Argonne - 57000 METZ	03 87 17 36 51	UNSA	Grand Est
OSSWALD	Thierry	Retraité	Maison des Syndicats - UNSA 15, boulevard de la Paix 51100 REIMS	03 26 89 21 93	UNSA	Grand Est
PARE	Christophe	Mécanicien entretien	UNSA Moselle 1, rue de l'Argonne - 57000 METZ	03 87 17 36 51	UNSA	Grand Est
REGNIER	Pascal	Demandeur d'emploi	UL UNSA - Maison des syndicats Espace Vincent Auriol 88100 SAINT DIE DES VOSGES	06 37 89 83 14	UNSA	Grand est
RICHTER	Bernard	Retraité	UNSA Bas-Rhin 1, rue Sédillot 67000 STRASBOURG	03 88 36 95 72	UNSA	Grand Est
SCHAFFNER	Xavier	Convoyeur de fonds	UD 54 - UNSA 100, Avenue de la Libération 54390 FROUARD	06 81 57 23 34	UNSA	Grand Est
SPAETER	Florence	Assistante Des salariés	Maison des Syndicats - UNSA 15, boulevard de la Paix 51100 REIMS	03 26 89 21 93	UNSA	Grand Est
STOQUERT	Fabienne	Préparatrice de commandes	UNSA Moselle 1, rue de l'Argonne - 57000 METZ	03 87 17 36 51	UNSA	Grand Est

NOM	Prénom	Profession	Adresse postale du défenseur syndical pour établissement et publication de la liste	Coordonnées téléphoniques pour joindre le défenseur syndical	Nom organisation syndicale	Périmètre d'intervention du défenseur syndical (le cas échéant)
SYLLA	Mohamed	Employé logistique	UNSA Bas-Rhin 1, rue Sédillot - 67000 STRASBOURG	03 88 36 95 72	UNSA	Grand Est
THIOLLIERE	Jean-Marc	Retraité	UNSA Bas-Rhin 1, rue Sédillot 67000 STRASBOURG	03 88 36 95 72	UNSA	Grand Est



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 471

Portant inscription au titre des monuments historiques du Fort de Queuleu à Metz (Moselle)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;
- VU l'article 113 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 modifiée relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté du 13 février 1970 portant inscription de la caserne II comme lieu de détention de 1943 à 1944 ;
- VU l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture du 27 juin 2019 ;
- VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDÉRANT que le Fort de Queuleu présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant car il constitue l'un des premiers forts conçus par le général Séré de Rivières n'ayant pas connu de modification fondamentale, ainsi qu'un témoignage des camps d'internements qui l'ont occupé, notamment pendant l'occupation nazie ;

SUR PROPOSITION de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est,

ARRÊTE:

ARTICLE 1^{er} :

Sont inscrits en totalité au titre des monuments historiques les structures, les substructures et les fossés du Fort de Queuleu situés rue des Déportés à Metz (Moselle), ainsi que le sol des parcelles :

- n°73, d'une contenance de 171 272 m², figurant au cadastre section CK et appartenant à la Direction de l'immobilier de l'État anciennement Ministère de l'Équipement depuis le 12 juin 1975,
- n°62, d'une contenance de 85 204 m², figurant au cadastre section MR et appartenant à la Direction de l'immobilier de l'État anciennement Ministère de l'Équipement depuis le 17 juin 1975,
- n°192, d'une contenance de 131 284 m², figurant au cadastre section RS et appartenant à la Direction de l'immobilier de l'État anciennement Ministère de l'Équipement depuis le 07 août 2013 ;

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est
Palais du Rhin – 2 place de la République – 67082 Strasbourg cedex – Tél. 03 88 15 57 00
www.culture.gouv.fr/Regions/Grand-Est

Le tout conformément au plan ci-annexé.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 13 février 1970 portant inscription de la caserne II comme lieu de détention de 1943 à 1944.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, et au Maire de la commune concernée, et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

ARTICLE 4 :

La Préfète de la région Grand Est est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Strasbourg, le 03 NOV. 2020

La Préfète,

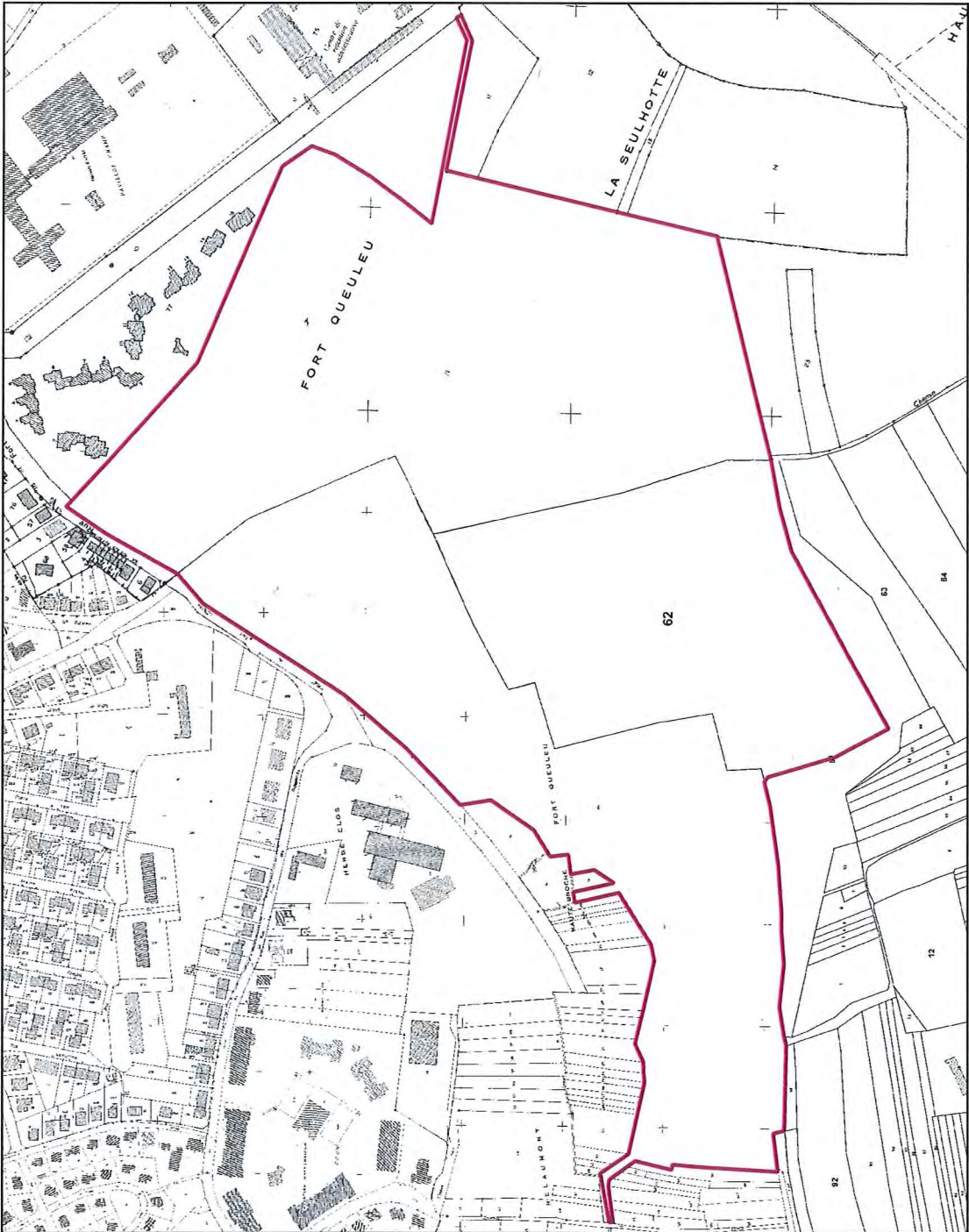
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Blaise GOURTAY.

Voies et délais de recours: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.



57 - METZ
Fort de Queuleu
Rue des Déportés



Légende
Fort de Queuleu
Inscription en totalité des structures,
des substructures et des fossés du Fort de Queuleu

MOSELLE
Section : CK
Section : MR
Section : RS

METZ
Parcelle : 73
Parcelle : 62
Parcelle : 192

Vu pour être annexé à l'arrêté
du
N°2020/
La Préfète



© MC / DRAC GRAND EST



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 470

**Portant inscription au titre des monuments historiques de communs et de dépendances du
Château de Vaux à Fouchères (Aube)**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;
- VU l'article 113 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 modifiée relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU l'arrêté en date du 25 janvier 1980 portant classement des façades et toitures ainsi que l'escalier avec sa rampe en fer forgé et les grilles d'entrée. (cad. C 743) du château de Vaux, à Fouchères (Aube) ;
- VU l'arrêté en date du 25 janvier 1980 portant inscription des façades et toitures des communs y compris le pigeonnier ainsi que l'allée d'accès au château de Vaux (cad. C 706, 712, 713), à Fouchères (Aube) ;
- VU l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture du 19 décembre 2019 ;
- VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDÉRANT que l'avenue du château, le pont sur l'ancien canal, la maison du gardien, l'abreuvoir-pédiluve et le potager avec ses murs de clôture entretiennent un lien architectural et historique avec le château et en raison du témoignage qu'ils apportent à l'architecture des XVIIIe et XIXe siècles notamment dans la conception et la composition des jardins en lien avec la construction d'un château ;

SUR PROPOSITION de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est,

ARRÊTE:

ARTICLE 1^{er} :

Sont inscrits en totalité au titre des monuments historiques les éléments suivant du château de Vaux :

- l'avenue du château de Vaux y compris le pont sur l'ancien canal situés sur les parcelles n°722, 723 et 724 de la section C, d'une contenance respective de 18 421 m², 23 516 m² et 19 665 m² ; et sur les parcelles n°26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37 de la section ZH, d'une contenance respective

Direction régionale des affaires culturelles du Grand Est
Palais du Rhin – 2 place de la République – 67082 Strasbourg cedex – Tél. 03 88 15 57 00
www.culture.gouv.fr/Regions/Grand-Est

de 6 957 m², 5 125 m², 8 260 m², 9 307 m², 2 995 m², 10 313 m², 2 583 m², 1 789 m², 1 683 m², 706 m², 1 298 m² et 526 m² ;

- la maison du gardien, sur la parcelle n°37 de la section ZH, d'une contenance de 526 m² ;
- l'abreuvoir-pédiluve situé sur la parcelle n°706 de la section C d'une contenance de 19 799 m² ;
- le potager avec ses murs de clôture sur la parcelle n°708 de la section C, d'une contenance de 5 941 m² ;

L'ensemble étant situé à Fouchères (Aube), et appartenant à DOMAINE DE VAUX immatriculé sous le numéro SIREN 810 694 406 par acte du 17/06/2015 publié le 15/07/2015 vol 2015 P 3938 suivi d'une attestation rectificative par acte du 24/09/2015 publié le 01/10/2015 vol 2015 P 5586 et par acte du 29/12/2015 publié le 12/01/2016 vol 2016 P 95.

Le tout conformément aux 4 plans ci-annexés.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques et l'arrêté de classement au titre des monuments historiques du 25 janvier 1980 susvisés.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, et au Maire de la commune concernée, et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

ARTICLE 4 :

La Préfète de la région Grand Est est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Strasbourg, le **03 NOV. 2020**

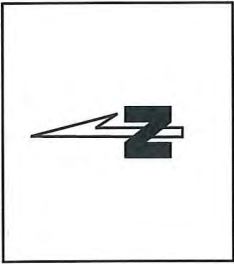
La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Blaise GOURTAY

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

10 - FOUCHÈRES
Château de Vaux
Plan 1/4



Légende

Château de Vaux

- Classement des façades et toitures ainsi que l'escalier avec sa rampe en fer forgé et les grilles d'entrée du château (CMH 25/01/1980)
- Inscription des façades et toitures des communs y compris le pigeonnier ainsi que l'allée d'accès au château (IMH 25/01/1980)
- Inscription en totalité du pédoncule, du potager et de ses murs de clôture
- Inscription en totalité de l'avenue du château

AUBE

FOUCHÈRES

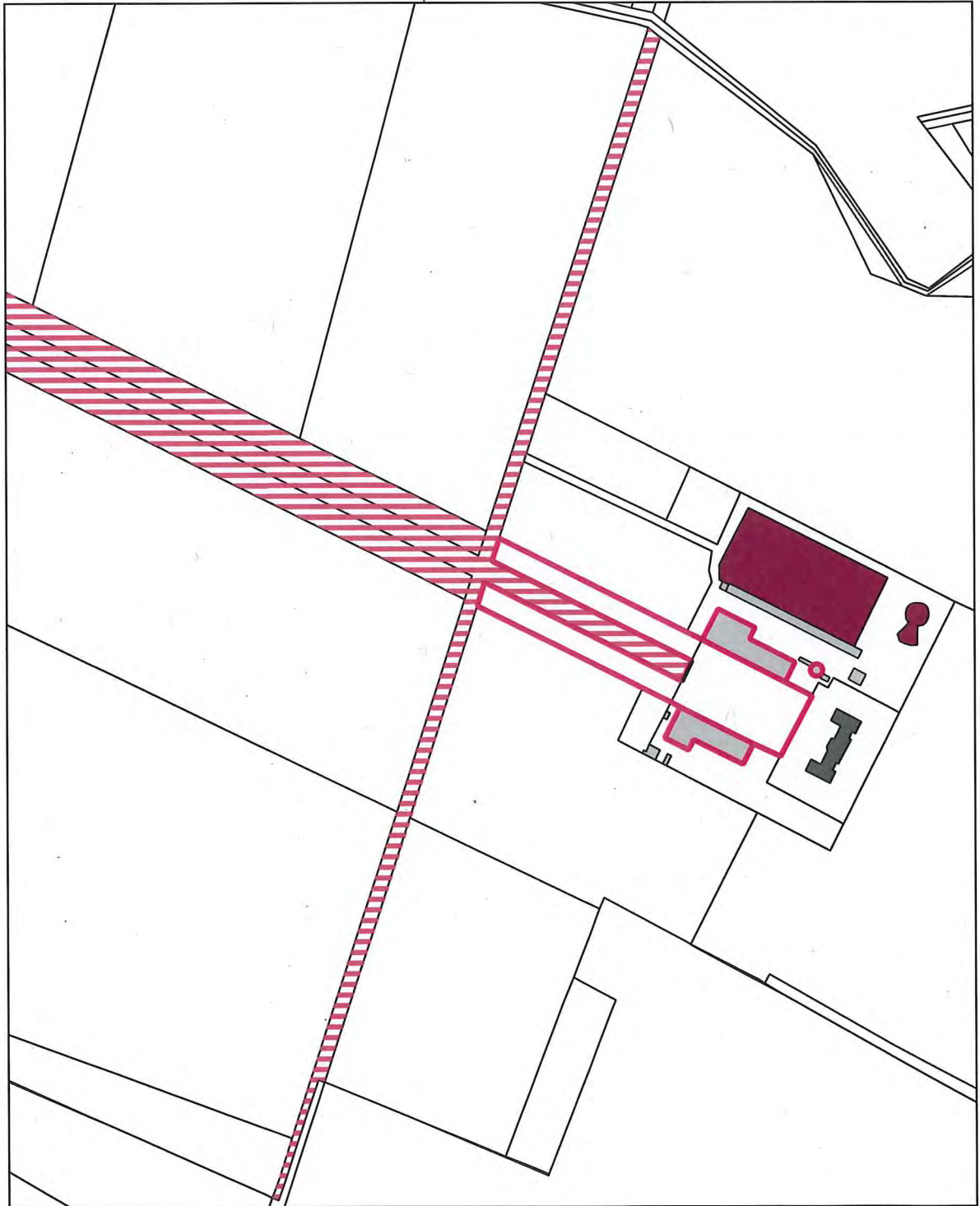
Section : C

Parcelles : 706 ; 708 ; 712 ; 713 ; 722 ; 723 ; 724 ; 743

Vu pour être annexé à l'arrêté

n°2020/ du

La Préfète



© MC / DRAC GRAND EST



Légende
Château de Vaux
■■■■ Inscription en totalité de l'avenue du château

AUBE
FOUCHÈRES
Section : ZH
Parcelles : 26 ; 27 ; 28

Vu pour être annexé à l'arrêté
n°2020/ du
La Préfète

10 - FOUCHÈRES
Château de Vaux
Plan 2/4



© MC / DRAC GRAND EST

1400 m

700

0


10 - FOUCHÈRES
Château de Vaux
Plan 3/4



Légende

Château de Vaux

 Inscription en totalité de la maison du gardien

 Inscription en totalité de l'avenue du château et du pont sur l'ancien canal

AUBE

FOUCHÈRES

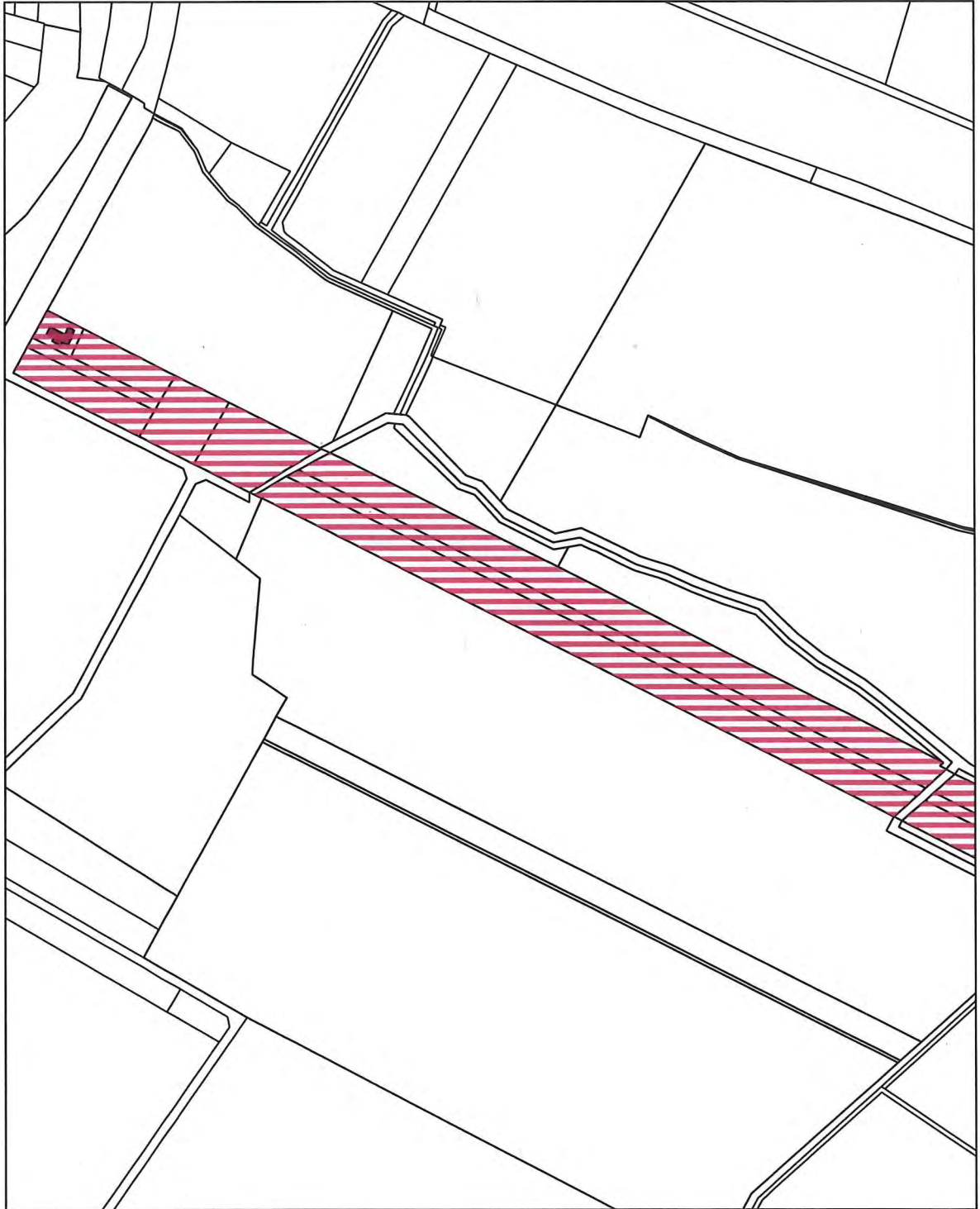
Section : ZH

Parcelles : 29 ; 30 ; 31 ; 32 ; 33 ; 34 ; 35 ; 36 ; 37

Vu pour être annexé à l'arrêté

N°2020/ du

La Préfète



10 - FOUCHÈRES
Château de Vaux
Plan 4/4



Légende

Château de Vaux

 Inscription en totalité de la maison
du gardien

 Inscription en totalité de l'avenue
du château

AUBE

FOUCHÈRES

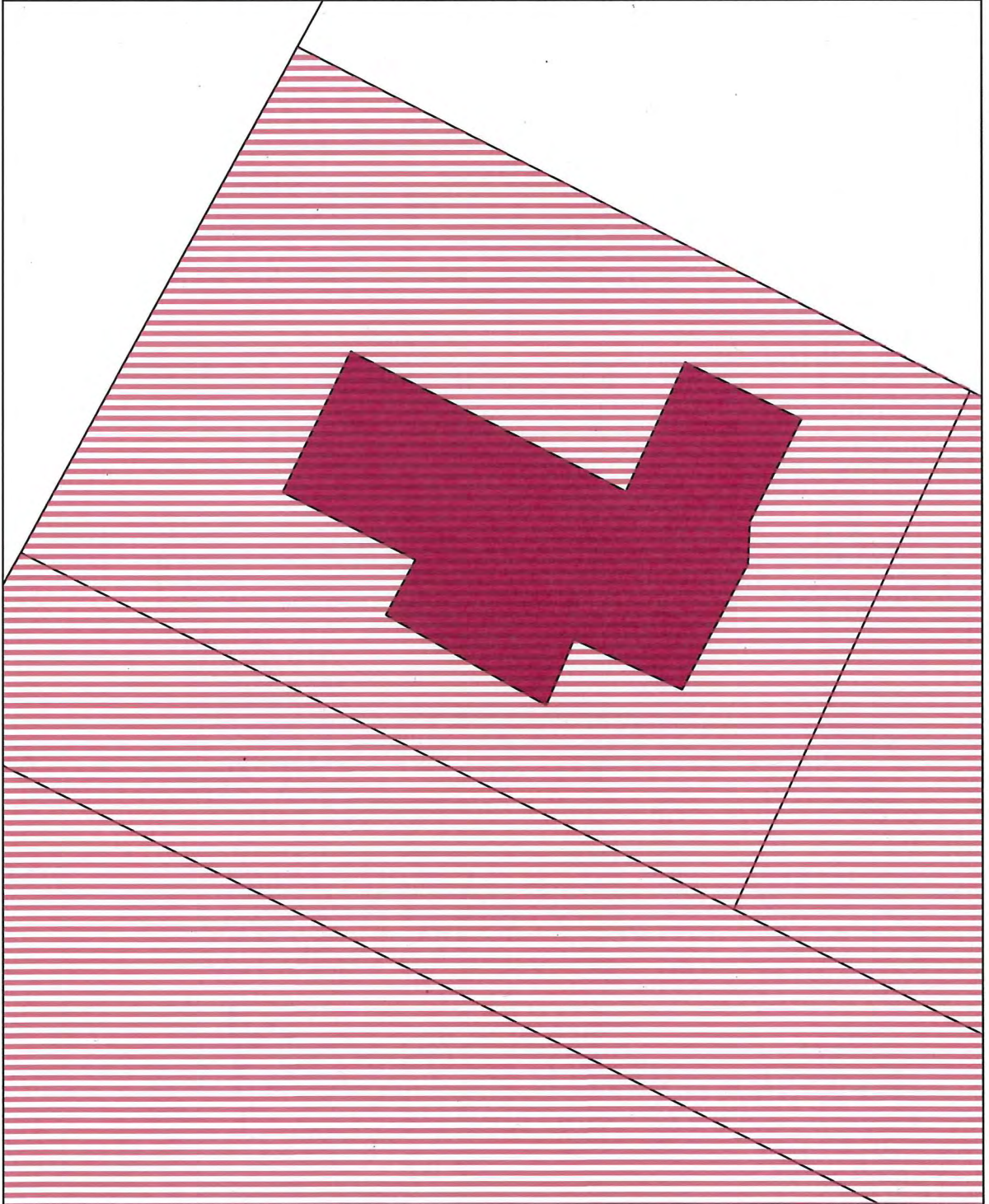
Section : ZH

Parcelle : 37

Vu pour être annexé à l'arrêté

N°2020/ du

La Préfète



0 10 20 m

© MC / DRAC GRAND EST



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 473

**Portant inscription au titre des monuments historiques de l'ensemble Nancy-Thermal à Nancy
(Meurthe-et-Moselle)**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;
- VU l'article 113 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 modifiée relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture du 19 décembre 2019 ;
- VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT la valeur patrimoniale de l'ensemble Nancy-Thermal, en regard de l'histoire du thermalisme et de la qualité architecturale des éléments structurels et décoratifs originaux conservés,

SUR PROPOSITION de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

Sont inscrites en totalité au titre des monuments historiques les parties suivantes du bâtiment des thermes : le hall principal, la piscine ronde, le pavillon de la source, la galerie nord.

Sont inscrites au titre des monuments historiques les façades de la galerie Est du bâtiment des thermes.

Est inscrite en totalité au titre des monuments historiques la grande piscine d'eau thermale (actuelle piscine olympique).

L'ensemble est situé à Nancy (Meurthe-et-Moselle), sur la parcelle n°541, d'une contenance de 19 159 m² figurant au cadastre section BT et appartenant à LA METROPOLE DU GRAND NANCY,

immatriculée sous le N° SIREN 245 400 676, par acte du 17/03/2014 publié le 04/04/2014 vol 2014P3769.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, et au Maire de la commune concernée, et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

ARTICLE 3 :

La Préfète de la région Grand Est est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Strasbourg, le 03 NOV. 2020

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Blaise GOURTAY

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires régionales**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 474

Portant inscription au titre des monuments historiques de l'église de la Paix et du monument funéraire des Strauss-Durckheim à Froeschwiller (Bas-Rhin)

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;
- VU l'article 113 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 modifiée relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture du 19 décembre 2019 ;
- VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDÉRANT l'enracinement de l'église dans l'histoire comme lieu de mémoire, et considérant son architecture caractéristique du courant néogothique alsacien à l'intégrité préservée, l'édifice ayant conservé l'essentiel de ses décors et de ses aménagements intérieurs,

SUR PROPOSITION de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est,

ARRÊTE:

ARTICLE 1^{er} :

Est inscrite en totalité au titre des monuments historiques l'Église de la Paix situé à Froeschwiller (Bas-Rhin), sur la parcelle n°66, d'une contenance de 916 m² figurant au cadastre section 1 et appartenant à la commune de Froeschwiller, immatriculée sous le N° SIREN 216 701 474, par acte du 29/06/2004 publié le 08/07/2004.

Est inscrit en totalité au titre des monuments historiques le monument funéraire de la famille Strauss-Durckheim situé à Froeschwiller (Bas-Rhin), sur la parcelle n°67, d'une contenance de 393 m² figurant au cadastre section 1 et appartenant à la commune de Froeschwiller, immatriculée sous le N° SIREN 216 701 474, par acte du 22/08/2018 publié le 14/09/2018.

Le tout conformément au plan ci-annexé.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, et au Maire de la commune concernée, et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

ARTICLE 2 :

La Préfète de la région Grand Est est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Strasbourg, le **03 NOV. 2020**

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes


Blaise GOURTAY

Voies et délais de recours: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

67 - FROESCHWILLER
Église de la Paix et Monument funéraire des Strauss-Durckheim
15, rue Principale



Légende

Église de la Paix et Monument funéraire des Strauss-Durckheim
 Inscription en totalité de l'Église et du monument funéraire

BAS-RHIN FROESCHWILLER

Section : 1 Parcelles : 66, 67

Vu pour être annexé à l'arrêté

N°2020/ du

La Préfète



7.5 0 7.5 15 22.5 30 m



© MC / DRAC GRAND EST



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 475

**Portant inscription au titre des monuments historiques des vestiges du château de la Horgne
à Montigny-Lès-Metz (Moselle)**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;
- VU l'article 113 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 modifiée relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture du 19 décembre 2019 ;
- VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT l'importance historique du siège de Metz dans l'histoire européenne et l'intérêt du site de la Horgne pour l'histoire du protestantisme en Moselle,

SUR PROPOSITION de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est,

ARRÊTÉ :

ARTICLE 1^{er} :

Sont inscrits en totalité au titre des monuments historiques les vestiges conservés du château de la Horgne, ainsi que le sol correspondant à l'emprise de l'ancienne ferme fortifiée (parcelle 337), situés Chemin de Blory à Montigny-Lès-Metz (Moselle), sur la parcelle n°337, d'une contenance de 24 530 m², figurant au cadastre section 43 et appartenant à Monsieur Nafziger Jean, Robert et Madame Nafziger Anne-Marie par acte du 09/05/2016 publié le 26/05/2016.

Le tout conformément au plan ci-annexé.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, et au Maire de la commune concernée, et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

ARTICLE 3 :

La Préfète de la région Grand Est est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Strasbourg, le 03 NOV. 2020

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Blaise GOURTAY

Voies et délais de recours: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

57 - MONTIGNY-LÈS-METZ
Vestiges du château de la Horgne
Chemin de Blory



Légende

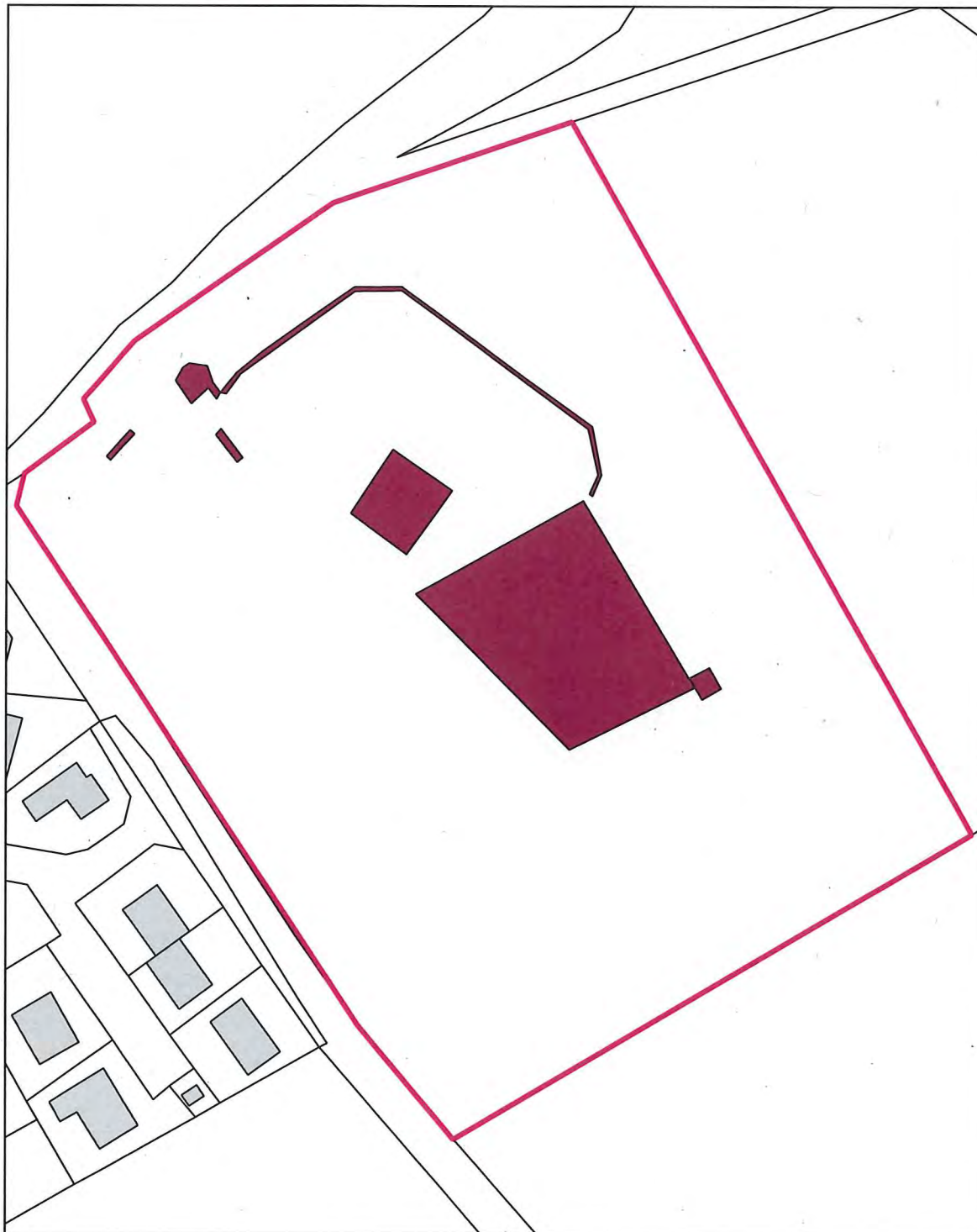
- Vestiges du château de la Horgne
- Inscription en totalité des vestiges conservés du château de la Horgne
 - Inscription du sol de la parcelle correspondant à l'emprise de l'ancienne ferme fortifiée

MOSELLE MONTIGNY-LÈS-METZ
 Section : 43 Parcelle : 337

Vu pour être annexé à l'arrêté

N°2020/ du

La Préfète



0 50 100 m

© MC / DRAC GRAND EST



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020/1476

**Portant inscription au titre des monuments historiques de la ferme des Custine à
Assenoncourt (Moselle)**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code du patrimoine, livre VI, titres I et II ;
- VU l'article 113 de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 modifiée relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU l'avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture du 19 décembre 2019 ;
- VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que la ferme des Custine présente un intérêt architectural et une singularité au sein du corpus des fermes du département et présente un intérêt mémoriel pour l'histoire du territoire dans lequel elle s'inscrit,

SUR PROPOSITION de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est,

ARRÊTE:

ARTICLE 1^{er} :

Est inscrite en totalité au titre des monuments historiques le corps de logis et la grange composant la ferme des Custine, située 54, rue Principale à Assenoncourt (Moselle), sur la parcelle n°263, d'une contenance de 5 144 m², figurant au cadastre section 1 et appartenant à Monsieur Girardin Vincent, Louis par acte du 18/09/2013 publié le 03/12/2013.

Le tout conformément au plan ci-annexé.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera notifié au propriétaire, et au Maire de la commune concernée, et, le cas échéant, à l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme.

ARTICLE 3 :

La Préfète de la région Grand Est est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au fichier immobilier de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Fait à Strasbourg, le 03 NOV. 2020

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Blaise GOURTAY


Voies et délais de recours: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

57 - ASSENONCOURT
Ferme des Custine
54, rue Principale



Légende

Ferme des Custine

 Inscription en totalité du corps de logis et de la grange composant la ferme

MOSELLE

ASSENONCOURT

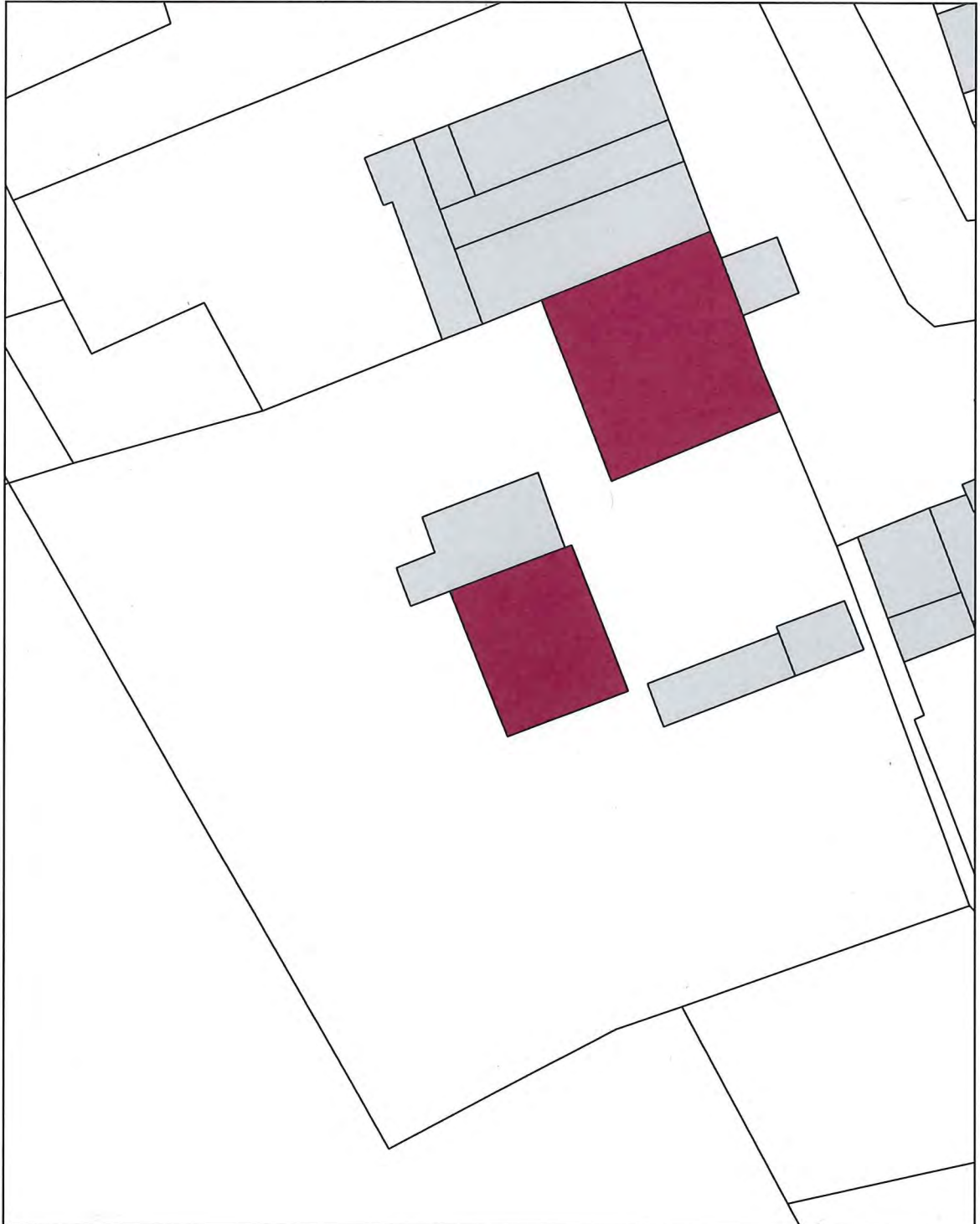
Section : 1

Parcelle : 263

Vu pour être annexé à l'arrêté

N°2020/ du

La Préfète



© MC / DRAC GRAND EST

80 m

40

0



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 464

portant création du périmètre délimité des abords de l'église Saint-Rémy, du site archéologique du premier Silorit, de la Tour du «Bacha» à Deneuvre et de l'église Saint-Remy à Baccarat

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 123-1 ;
- VU le code du patrimoine, notamment ses articles L. 621-30 à L. 621-32 et R. 621-92 à R. 621-95 ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 132-2 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint-Rémy de Deneuvre, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 30 mars 1978, du site archéologique du premier Silorit, inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 13 octobre 1998, de la tour du « Bacha », inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 4 octobre 2000 et de l'église Saint-Remy de Baccarat, classée au titre des monuments historiques par arrêté du 17 juin 2013 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 29 juin 2017 prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal ;
- VU la délibération de la commune de Deneuvre du 16 juillet 2019 donnant un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords ;
- VU la délibération de la commune de Baccarat du 16 septembre 2019 donnant un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 24 octobre 2019 donnant un avis favorable à la création des périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;
- VU l'enquête publique prescrite par la communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat du 22 janvier 2020 au 22 février 2020, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête du 18 mars 2020 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 15 juin 2020 donnant un accord sur les périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;

Considérant que la création d'un périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent et qui sont susceptibles de contribuer à sa mise en valeur ;

Considérant les situations, topographiques et historiques de Deneuvre et de Baccarat ;

Considérant le cadre privilégié, participant à la mise en valeur des monuments historiques situés sur les territoires de Baccarat et de Deneuvre, constitué par le bâti traditionnel et industriel des deux territoires ;

Considérant que les périmètres automatiques de 500 mètres s'appliquaient sur une superficie de 243 hectares et que le périmètre délimité des abords propose de réduire cette superficie à 126 hectares, en maintenant dans les abords les centres historiques et touristiques des Baccarat et Deneuvre qui participent réellement à l'environnement et à la mise en valeur des monuments historiques ;

Sur proposition de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;

ARRÊTE:

ARTICLE 1er : Le périmètre délimité des abords de l'église Saint-Rémy de Deneuvre, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 30 mars 1978, du site archéologique du premier Silorit, inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 13 octobre 1998, de la tour du « Bacha », inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 4 octobre 2000 et de l'église Saint-Remy de Baccarat, classée au titre des monuments historiques par arrêté du 17 juin 2013, est créé selon le plan joint en annexe. Le tracé plein y figurant devient le nouveau périmètre des abords des monuments historiques situés sur le territoire de Baccarat et de Deneuvre.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et européennes du Grand Est, la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est, la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

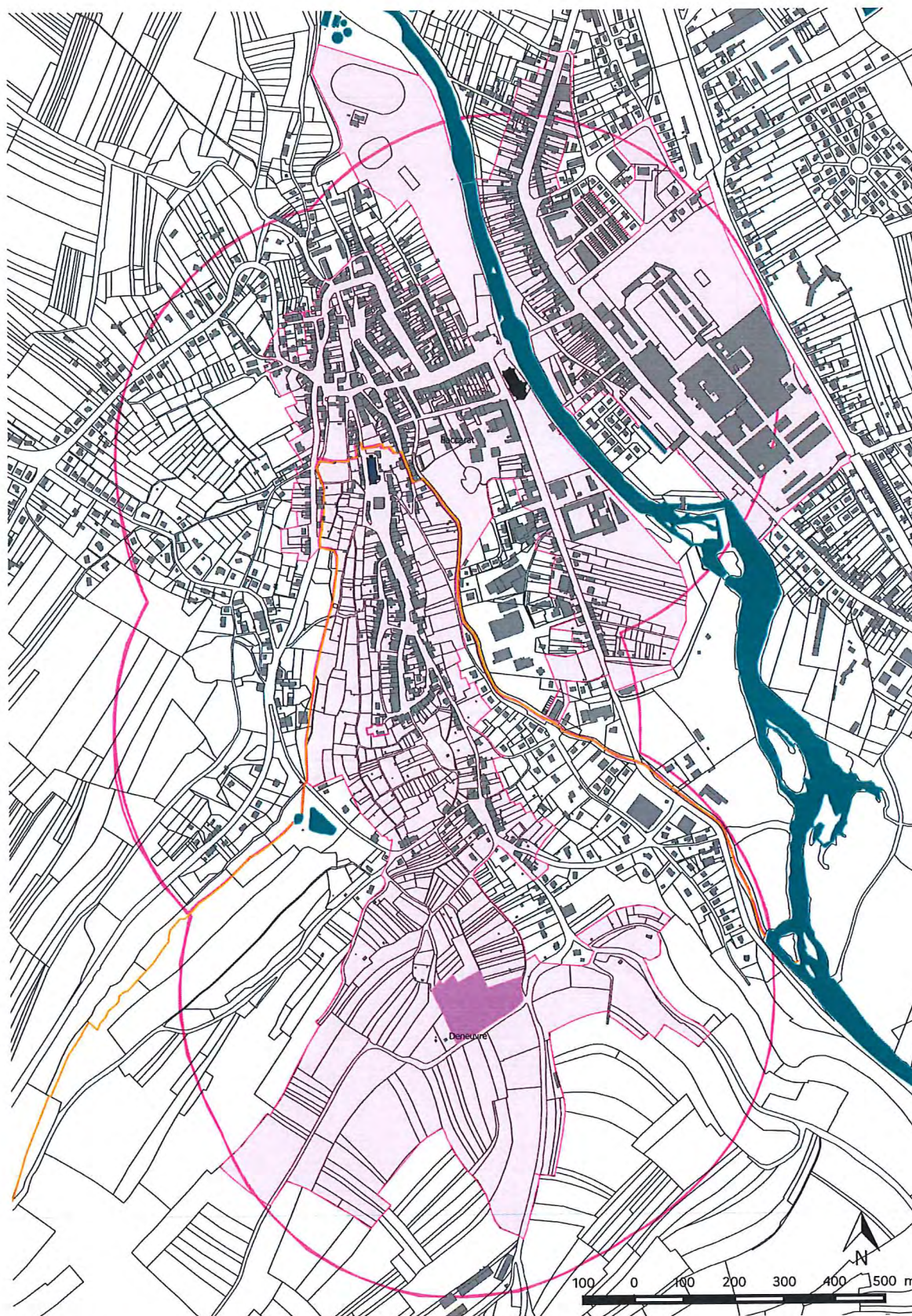
Fait à Strasbourg, le

06 NOV. 2020

Pour la Préfète, déléguée
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

Blaise GOURTAY



Légende

- ▬ Limites communales
- ▬ Périmètre délimité des abords
- ▬ Périmètre de 500 mètres

Monuments historiques :

- Site archéologique du 1er Silorit (Deneuvre)
- Tour du Bacha (Deneuvre)
- Eglise Saint-Rémy (Deneuvre)
- Eglise Saint-Remy (Baccarat)

2020-1890



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 465

**portant création du périmètre délimité des abords du Menhir dit de « La pierre-borne »
sur le territoire de la commune de Bertrichamps**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 123-1 ;
- VU le code du patrimoine, notamment ses articles L. 621-30 à L. 621-32 et R. 621-92 à R. 621-95 ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 132-2 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le projet de périmètre délimité des abords du Menhir dit de « La pierre-borne », classé au titre des monuments historiques par décret du 25 novembre 1924 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 29 juin 2017 prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal ;
- VU la délibération de la commune de Bertrichamps du 11 octobre 2019 donnant un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 24 octobre 2019 donnant un avis favorable à la création des périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;
- VU l'enquête publique prescrite par la communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat du 22 janvier 2020 au 22 février 2020, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête du 18 mars 2020 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 15 juin 2020 donnant un accord sur les périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;

Considérant que la création d'un périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent et qui sont susceptibles de contribuer à sa mise en valeur ;

Considérant le cadre privilégié, participant à la mise en valeur du menhir dit de « La pierre-borne » à Bertrichamps, constitué par les parcelles boisées situées à proximité immédiate du monument historique ;

Considérant que le périmètre automatique de 500 mètres s'appliquait sur une superficie de 50,4 hectares et que le périmètre délimité des abords propose de réduire cette superficie à 6,7 hectares, en maintenant dans le périmètre délimité des abords les espaces alentours qui participent réellement à l'environnement du monument ;

Sur proposition de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Le périmètre délimité des abords du Menhir dit de « La pierre-borne », classé au titre des monuments historiques par décret du 25 novembre 1924, est créé selon le plan joint en annexe. Le tracé plein y figurant devient le nouveau périmètre des abords des monuments historiques situés sur le territoire de Bertrichamps.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et européennes du Grand Est, la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est, la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **06 NOV. 2020**

La Préfète,

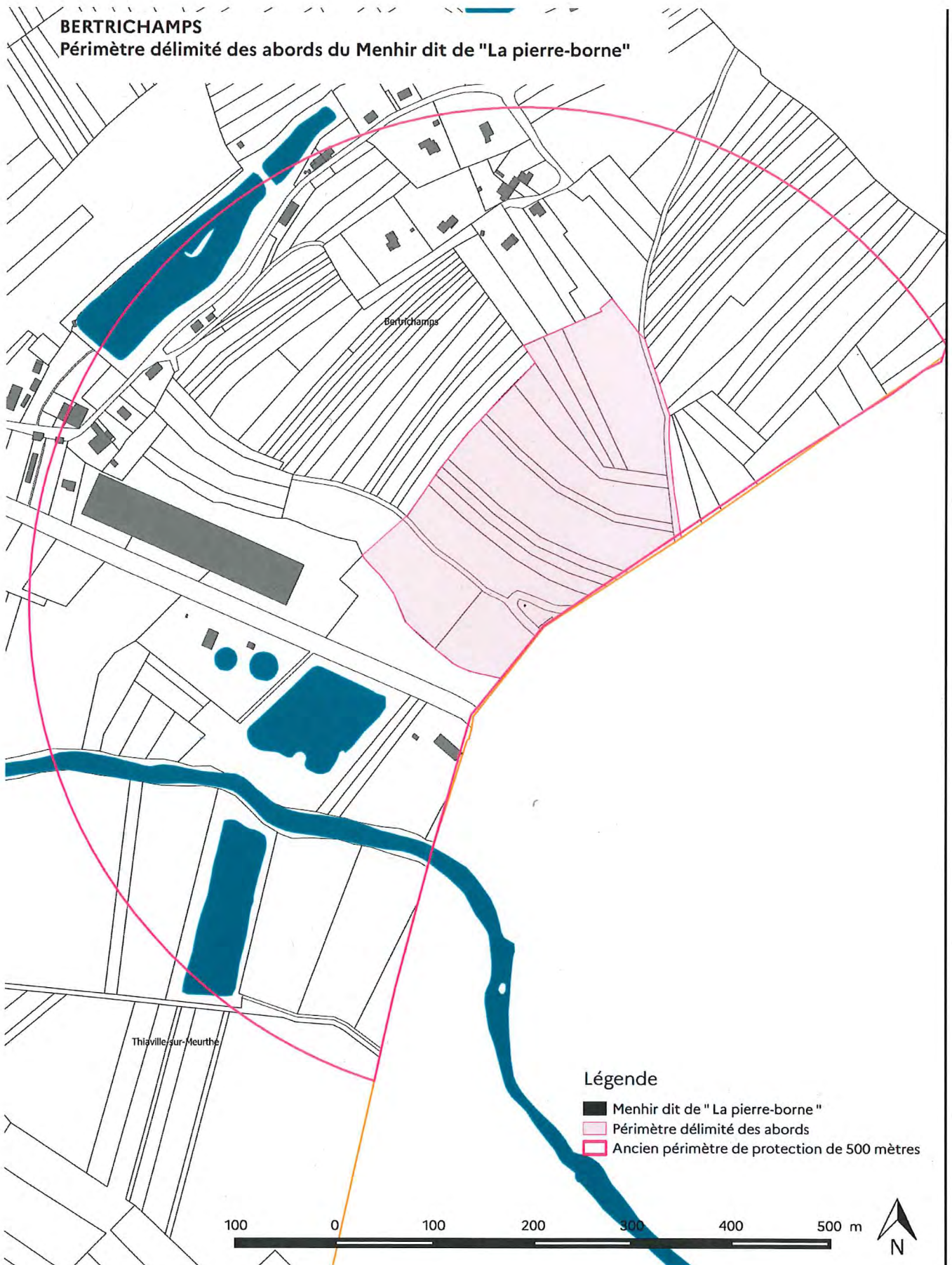
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Blaise GOURTAY

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

BERTRICHAMPS

Périmètre délimité des abords du Menhir dit de "La pierre-borne"







ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 466

**portant création du périmètre délimité des abords de la féculerie sur le territoire
de la commune de Chenevières**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 123-1 ;
- VU le code du patrimoine, notamment ses articles L. 621-30 à L. 621-32 et R. 621-92 à R. 621-95 ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 132-2 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le projet de périmètre délimité des abords de la féculerie de Chenevières, inscrite au titre des monuments historiques par décret du 29 novembre 2013 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 29 juin 2017 prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal ;
- VU la délibération de la commune de Chenevières du 3 octobre 2019 donnant un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 24 octobre 2019 donnant un avis favorable à la création des périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;
- VU l'enquête publique prescrite par la communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat du 22 janvier 2020 au 22 février 2020, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête du 18 mars 2020 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 15 juin 2020 donnant un accord sur les périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;

Considérant que la création d'un périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent et qui sont susceptibles de contribuer à sa mise en valeur ;

Considérant le cadre, participant à la mise en valeur de la féculerie de Chenevières, constitué par le bâti d'activités artisanales et les espaces naturels situés à proximité immédiate du monument historique ;

Considérant que le périmètre automatique de 500 mètres s'appliquait sur une superficie de 83 hectares et que le périmètre délimité des abords propose de réduire cette superficie à 67 hectares, en maintenant dans le périmètre délimité des abords les espaces alentours qui participent réellement à l'environnement du monument ;

Sur proposition de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Le périmètre délimité des abords de la féculerie, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 29 novembre 2013, est créé selon le plan joint en annexe. Le tracé plein y figurant devient le nouveau périmètre des abords de la Féculerie de Chenevières.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et européennes du Grand Est, la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est, la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **06 NOV. 2020**

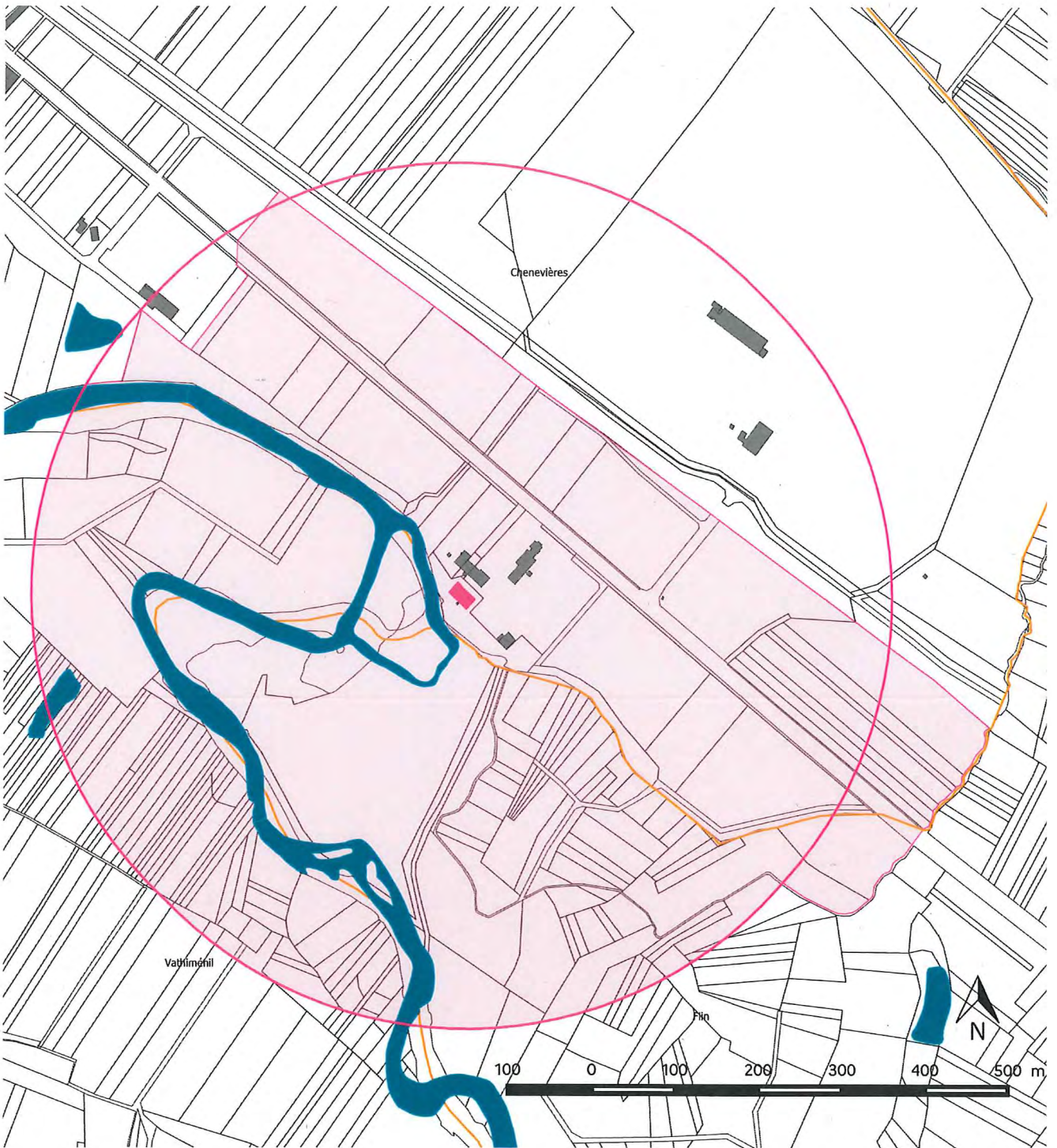
La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes


Blaise GOURTAY





Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

Chenevières

Périmètre délimité des abords de la féculerie



Légende

-  Limites communales
-  Périmètre délimité des abords
-  Périmètre de 500 mètres
-  Féculerie



Préfecture de la région Grand Est
Recueil des Actes Administratifs Régionaux
Document communiqué en vertu de la loi n° 178 du 28 mars 1963

2020-1890



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 467

**portant création du périmètre délimité des abords de l'église Saint- Martin
sur le territoire de la commune de Flin**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 123-1 ;
- VU le code du patrimoine, notamment ses articles L. 621-30 à L. 621-32 et R. 621-92 à R. 621-95 ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 132-2 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le projet de périmètre délimité des abords de l'église Saint-Martin, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 20 décembre 2016 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 29 juin 2017 prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal ;
- VU la délibération de la commune de Flin du 26 septembre 2019 donnant un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 24 octobre 2019 donnant un avis favorable à la création des périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;
- VU l'enquête publique prescrite par la communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat du 22 janvier 2020 au 22 février 2020, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête du 18 mars 2020 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 15 juin 2020 donnant un accord sur les périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;

Considérant que la création d'un périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent et qui sont susceptibles de contribuer à sa mise en valeur ;

Considérant le cadre privilégié, participant à la mise en valeur de l'église Saint-Martin à Flin, constitué par le village ancien, majoritairement reconstruit après la seconde guerre mondiale et le premier plan paysager d'entrée dans le village ;

Considérant que le périmètre automatique de 500 mètres s'appliquait sur une superficie de 83 hectares et que le périmètre délimité des abords propose de réduire cette superficie à 50 hectares, en maintenant dans le périmètre délimité des abords les espaces alentours qui participent réellement à l'environnement et à la mise en valeur du monument ;

Sur proposition de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : Le périmètre délimité des abords de l'église Saint-Martin, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 20 décembre 2016, est créé selon le plan joint en annexe. Le tracé plein y figurant devient le nouveau périmètre des abords de l'église Saint-Martin située sur le territoire de Flin.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et européennes du Grand Est, la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est, la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 06 NOV. 2020

La Préfète,

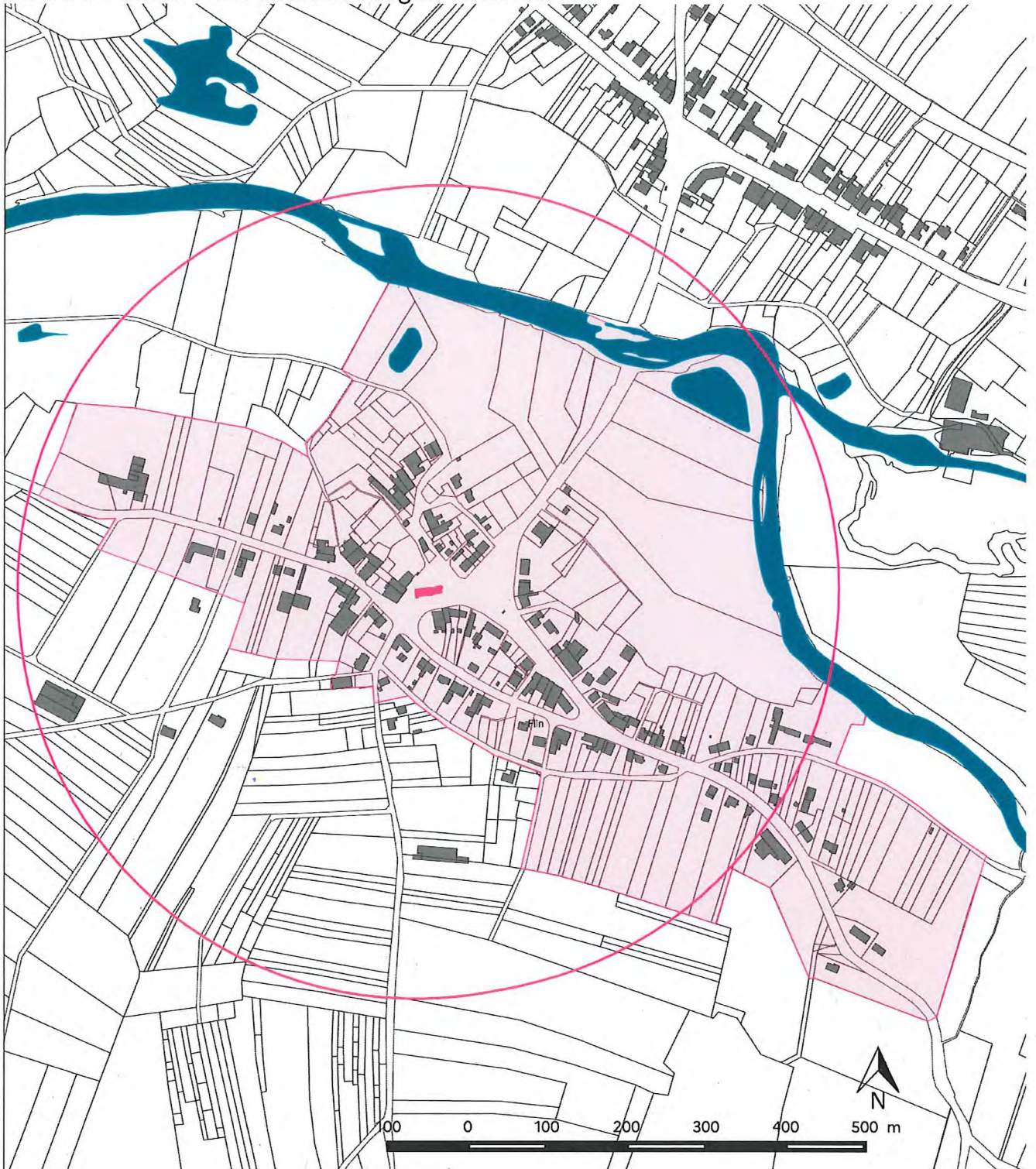
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Blaise GOURTAY




Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

FLIN

Périmètre délimité des abords de l'église Saint-Martin



Légende

-  Périmètre délimité des abords
-  Ancien périmètre de protection de 500 mètres
-  Eglise Saint-Martin



LE DÉPARTEMENT
LE DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE
LE DÉPARTEMENT DE LA HAUTE SAÔNE
LE DÉPARTEMENT DE LA VOSGE



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 468

**portant création du périmètre délimité des abords du château Qui Qu'en Grogne
sur le territoire de la commune de Moyen**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 123-1 ;
- VU le code du patrimoine, notamment ses articles L. 621-30 à L. 621-32 et R. 621-92 à R. 621-95 ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 132-2 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le projet de périmètre délimité des abords du château Qui Qu'en Grogne, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 16 octobre 1992 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 29 juin 2017 prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal ;
- VU la délibération de la commune de Moyen du 6 septembre 2019 donnant un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 24 octobre 2019 donnant un avis favorable à la création des périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;
- VU l'enquête publique prescrite par la communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat du 22 janvier 2020 au 22 février 2020, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête du 18 mars 2020 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 15 juin 2020 donnant un accord sur les périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;

Considérant que la création d'un périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent et qui sont susceptibles de contribuer à sa mise en valeur ;

Considérant le cadre privilégié, participant à la mise en valeur du château Qui Qu'en Grogne à Moyen, constitué par le village ancien et l'entrée de ville sud visible depuis le château ;

Considérant que le périmètre automatique de 500 mètres s'appliquait sur une superficie de 107 hectares et que le périmètre délimité des abords propose de réduire cette superficie à 67 hectares, en maintenant dans le périmètre délimité des abords les espaces alentours qui participent réellement à l'environnement et à la mise en valeur du monument ;

Sur proposition de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Le périmètre délimité des abords du château Qui Qu'en Grogne, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 16 octobre 1992, est créé selon le plan joint en annexe. Le tracé plein y figurant devient le nouveau périmètre des abords du château Qui Qu'en Grogne situé sur le territoire de Moyen.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et européennes du Grand Est, la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est, la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 06 NOV, 2020

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

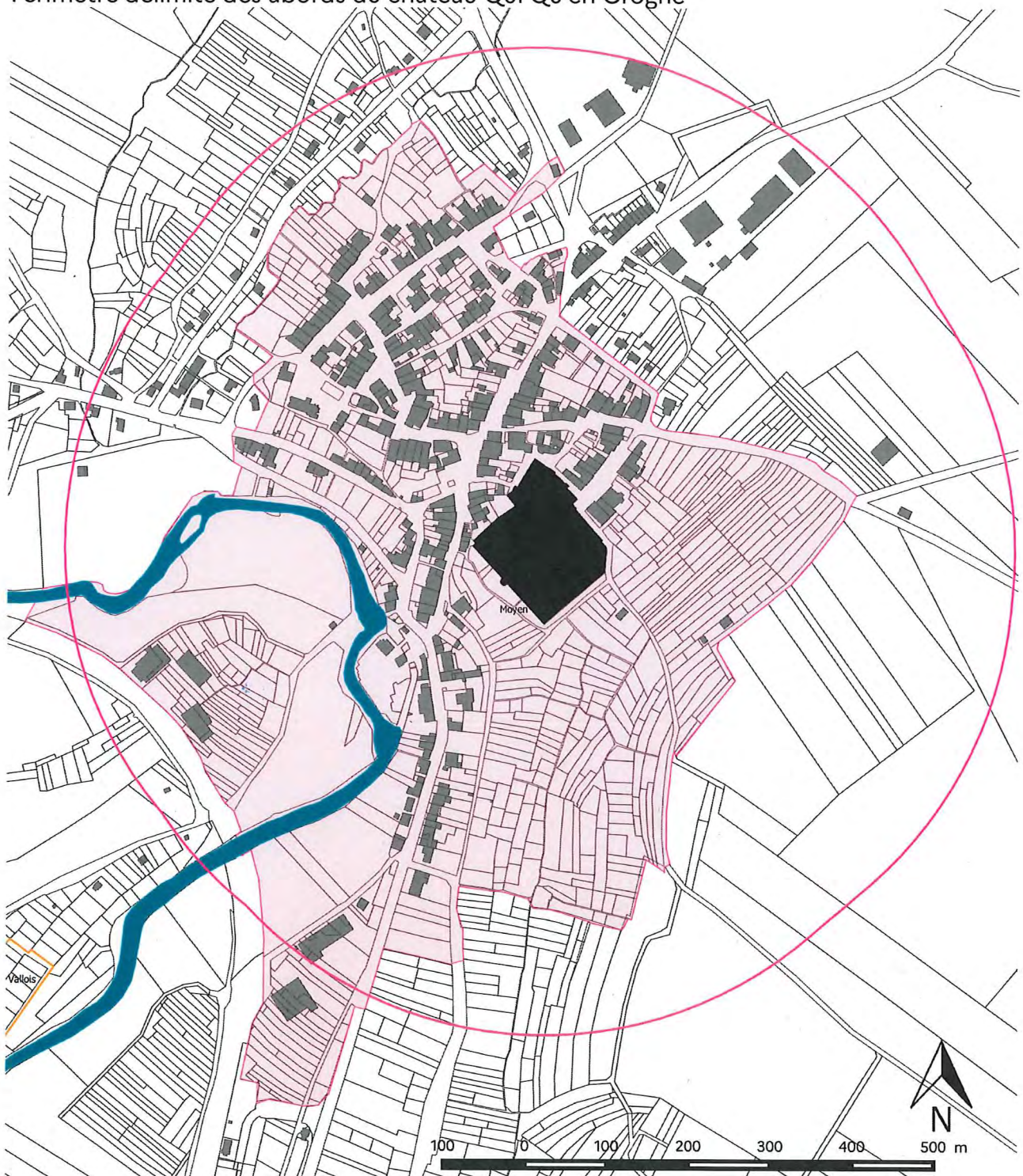
Blaise GOURTAY

Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.




Annexe à l'arrêté préfectoral n°2020/ du

MOYEN

Périmètre délimité des abords du château Qui Qu'en Grogne



Légende

-  Périmètre délimité des abords
-  Périmètre de 500 mètres
-  Château Qui Qu'en Grogne

Plan de zonage des sites du réseau GIC



Legende
- Sites du réseau GIC
- Sites de 200 m²
- Sites de 500 m²

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 469**

**portant création du périmètre délimité des abords de l'ancienne ferme du Léomont
sur le territoire de la commune de Vitrimont**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 123-1 ;
- VU le code du patrimoine, notamment ses articles L. 621-30 à L. 621-32 et R. 621-92 à R. 621-95 ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 132-2 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le projet de périmètre délimité des abords de l'ancienne ferme du Léomont, classée au titre des monuments historiques par arrêté du 1^{er} mai 1922 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 29 juin 2017 prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal ;
- VU la délibération de la commune de Vitrimont du 9 septembre 2019 donnant un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 24 octobre 2019 donnant un avis favorable à la création des périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;
- VU l'enquête publique prescrite par la communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat du 22 janvier 2020 au 22 février 2020, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête du 18 mars 2020 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 15 juin 2020 donnant un accord sur les périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;

Considérant que la création d'un périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent et qui sont susceptibles de contribuer à sa mise en valeur ;

Considérant le cadre privilégié, participant à la mise en valeur de l'emplacement de l'ancienne ferme du Léomont, constitué par les espaces agricoles, naturels et paysagers situées en contrebas du monument historique ;

Considérant que le périmètre automatique de 500 mètres s'appliquait sur une superficie de 86 hectares et que le périmètre délimité des abords propose de réduire cette superficie à 70 hectares, en maintenant dans le périmètre délimité des abords les espaces alentours qui participent réellement à l'environnement et à la mise en valeur du monument ;

Sur proposition de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Le périmètre délimité des abords de l'ancienne ferme du Léomont, classée au titre des monuments historiques par arrêté du 1^{er} mai 1922, est créé selon le plan joint en annexe. Le tracé plein y figurant devient le nouveau périmètre des abords de l'ancienne ferme du Léomont située sur le territoire de Vitrimont.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et européennes du Grand Est, la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est, la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 06 NOV. 2020

La Préfète,

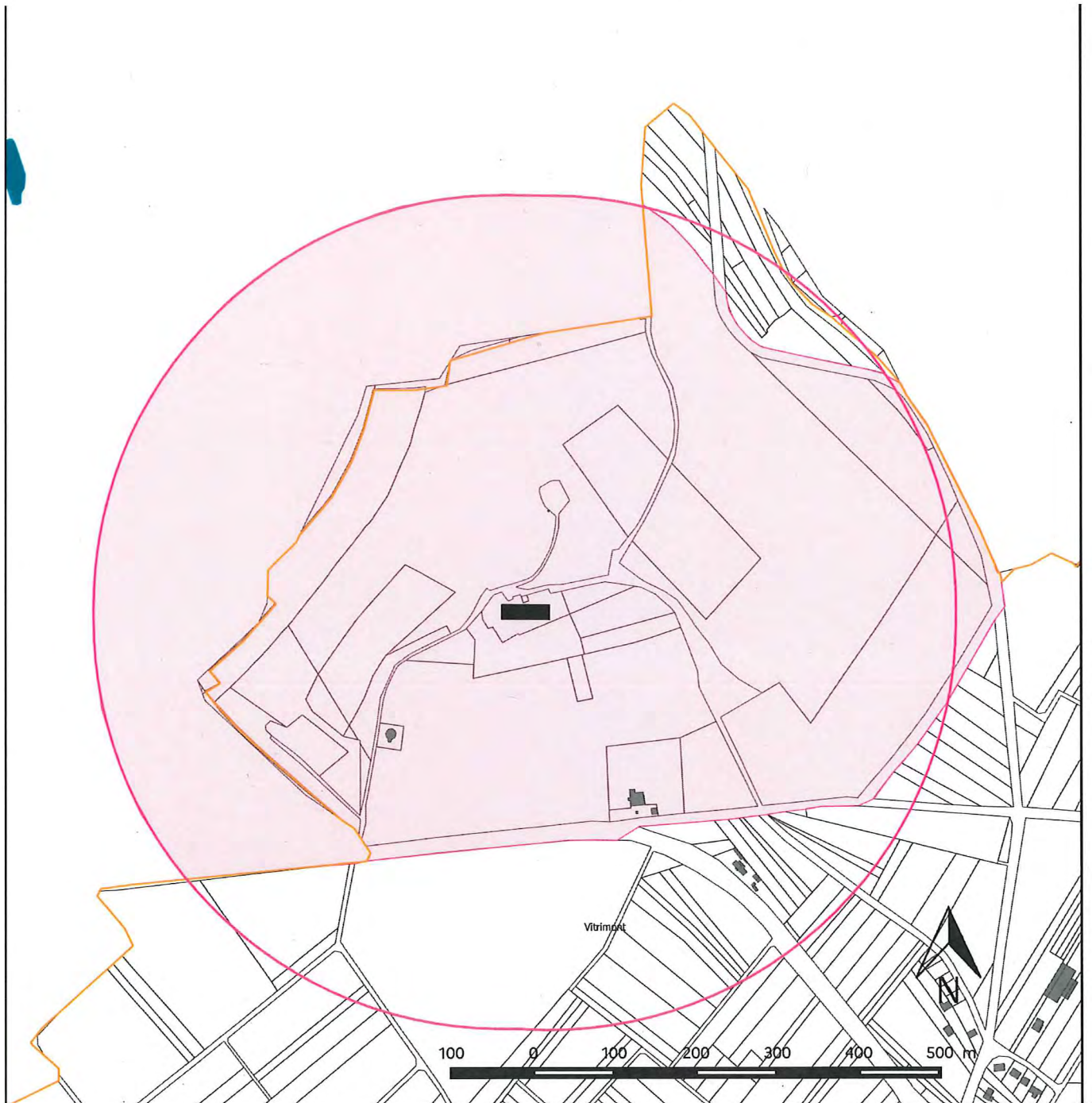
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Blaise GOURTAY





Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

VITRIMONT

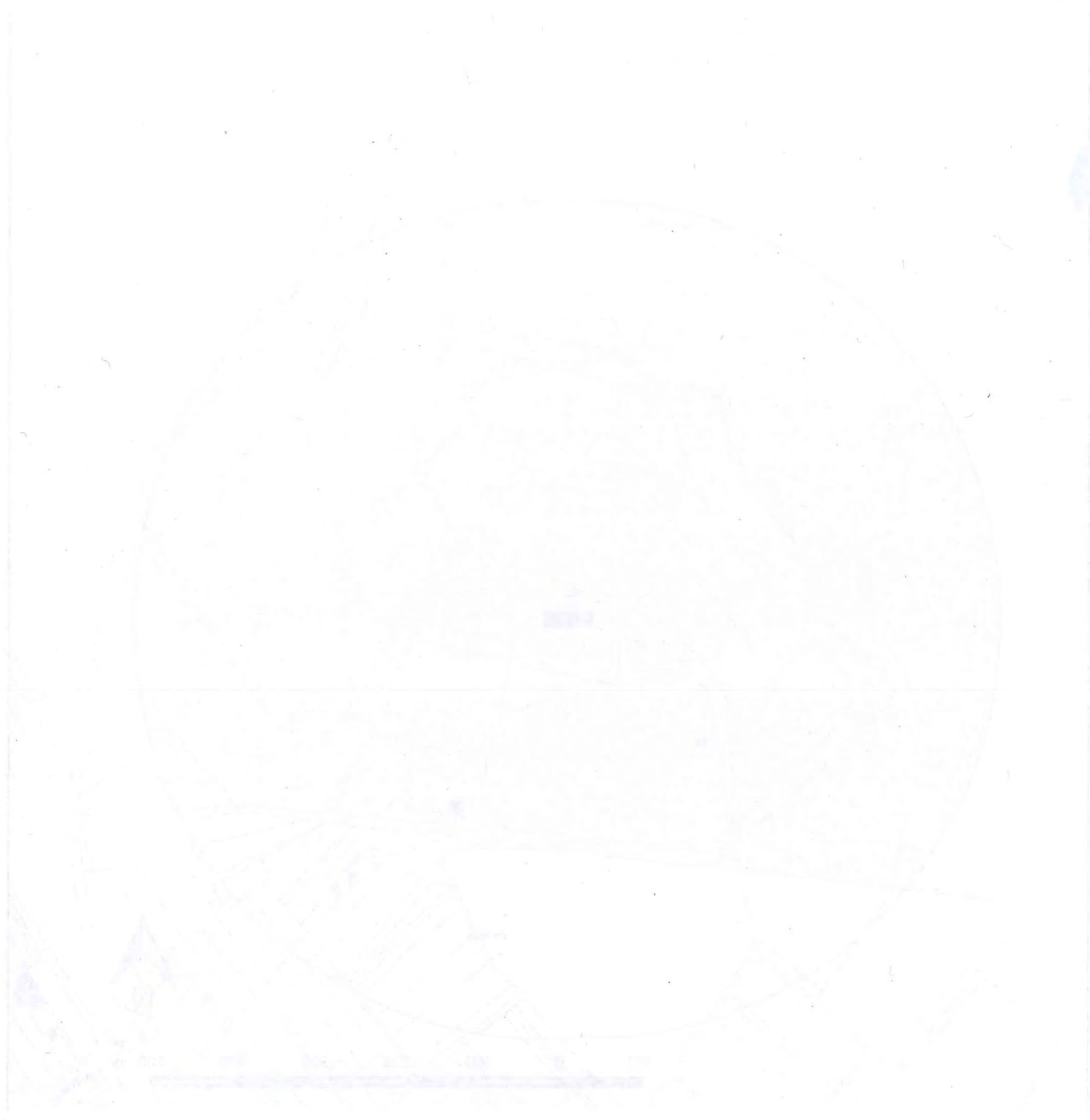
Périmètre délimité des abords de l'ancienne ferme du Léomont



Légende

-  Limites communales
-  Périmètre délimité des abords
-  Périmètre de 500 mètres
-  Emplacement de l'ancienne ferme du Léomont

Plan de zonage de l'arrondissement de Vitrimont



- Légende
- Zone commerciale
 - Zone d'habitat individuel
 - Zone d'habitat collectif
 - Zone d'habitat à caractère rural



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2020 / 470

**portant création du périmètre délimité des abords de l'église Saint-Jean-Baptiste
sur le territoire de la commune de Vitrimont**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE
CHEVALIER DU MÉRITE AGRICOLE
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 123-1 ;
- VU le code du patrimoine, notamment ses articles L. 621-30 à L. 621-32 et R. 621-92 à R. 621-95 ;
- VU le code de l'urbanisme, notamment son article R. 132-2 ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, Préfète de la région Grand Est, Préfète de la zone de défense et de sécurité Est, Préfète du Bas-Rhin ;
- VU le projet de périmètre délimité des abords de l'Eglise Saint-Jean-Baptiste, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 26 juin 1997 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 29 juin 2017 prescrivant l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal ;
- VU la délibération de la commune de Vitrimont du 9 septembre 2019 donnant un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 24 octobre 2019 donnant un avis favorable à la création des périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;
- VU l'enquête publique prescrite par la communauté de communes du territoire de Lunéville à Baccarat du 22 janvier 2020 au 22 février 2020, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête du 18 mars 2020 ;
- VU la délibération du conseil communautaire du territoire de Lunéville à Baccarat du 15 juin 2020 donnant un accord sur les périmètres délimités des abords des monuments historiques du territoire de Lunéville à Baccarat ;

Considérant que la création d'un périmètre délimité des abords permet de désigner les immeubles ou ensembles d'immeubles qui forment avec un monument historique un ensemble cohérent et qui sont susceptibles de contribuer à sa mise en valeur ;

Considérant le cadre privilégié, participant à la mise en valeur de l'église Saint-Jean-Baptiste, constitué par le village reconstruit après la première guerre mondiale ;

Considérant que le périmètre automatique de 500 mètres s'appliquait sur une superficie de 83 hectares et que le périmètre délimité des abords propose de réduire cette superficie à 9 hectares, en maintenant dans le périmètre délimité des abords les espaces alentours qui participent réellement à l'environnement et à la mise en valeur du monument ;

Sur proposition de la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : Le périmètre délimité des abords de l'église Saint-Jean-Baptiste, inscrite au titre des monuments historiques par arrêté du 26 juin 1997, est créé selon le plan joint en annexe. Le tracé plein y figurant devient le nouveau périmètre des abords de l'église Saint-Jean-Baptiste située sur le territoire de Vitrimont.

ARTICLE 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales et européennes du Grand Est, la Directrice régionale des affaires culturelles du Grand Est, la cheffe de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Fait à Strasbourg, le **06 NOV. 2020**

La Préfète,

Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général pour les Affaires
Régionales et Européennes

Blaise GOURTAY




Voies et délais de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr . Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

VITRIMONT

Périmètre délimité des abords de l'église Saint-Jean-Baptiste

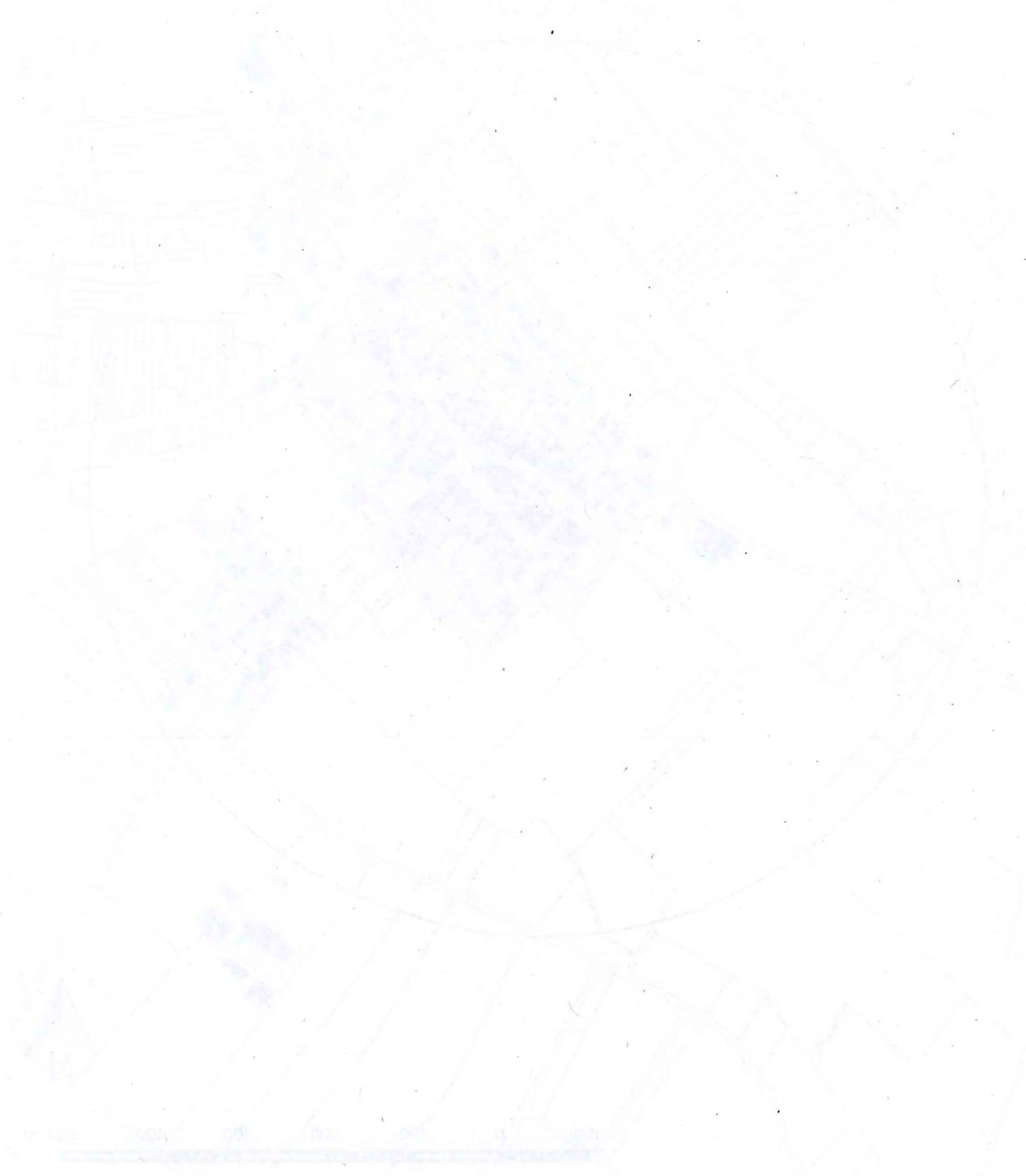


Légende

-  Périmètre délimité des abords
-  Périmètre de 500 mètres
-  Eglise Saint Jean-Baptiste

ANNEXE

à l'arrêté préfectoral n°2020



- 1. Zone de protection des sites
- 2. Zone de protection des sites
- 3. Zone de protection des sites

DECISION ARS Grand Est n°2020/1955 du 28/10/2020

Portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant les agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n° 2020-551 du 12 mai 2020

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 modifiée d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 modifiée prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment son article 11 ;

VU la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 modifié relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU le décret n°2020 -1018 du 7 août 2020 pris en application de l'article 3 de la loi n°2020 - 856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire et modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU le décret du 3 septembre 2020 portant cessation de fonctions et nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est - Mme CAYRÉ (Virginie) ;

VU le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU l'arrêté du 16 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU l'arrêté n° 2020 -2733 du 04/09/2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'arrêté n° 2020 - 2734 du 04/09/2020 portant délégation de signature au Directeur du Cabinet et des Territoires, à la Directrice de Cabinet et aux Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU la décision ARS n° 2020/0270 du 18/05/2020 portant désignation des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/0280 du 20/05/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/0287 du 27/05/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/0375 du 19/06/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/1194 du 09/07/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/2614 du 30/07/2020 modifiée portant désignation d'administrateurs locaux au sein de l'Agence régionale de santé Grand Est habilités à créer des comptes utilisateurs du téléservice « Contact Covid » ;

VU la décision ARS n° 2020/1355 du 06/08/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/1357 du 07/08/2020 portant modification de la décision ARS n° 2020/2614 du 30/07/2020 portant désignation d'administrateurs locaux au sein de l'Agence régionale de santé Grand Est habilités à créer des comptes utilisateurs du téléservice « Contact Covid » ;

VU la décision ARS n° 2020/2705 du 18/08/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/1590 du 18/09/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/1609 du 22/09/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/1622 du 24/09/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et

informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/1645 du 28/09/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/1698 du 02/10/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/1734 du 07/10/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/1833 du 16/10/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n° 2020/1873 du 20/10/2020 portant modification de la décision n° 2020/0270 du 18/05/2020 désignant des agents de l'ARS Grand Est autorisés à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » au titre de l'article 3 du décret n°2020-551 du 12 mai 2020 ;

VU la documentation technique diffusée par la Direction Opérationnelle du Numérique et de l'Innovation en Santé de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie en date des 3 et 8 juillet 2020 et relative aux nouvelles modalités d'accès des structures au téléservice « Contact Covid » ;

Considérant la mise en œuvre par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie d'un nouveau service permettant aux établissements de santé et aux agences régionales de santé d'accéder directement au téléservice « Contact Covid » utilisé pour l'identification des chaînes de contamination du virus Covid -19 ;

Considérant la nécessité pour les agents spécialement habilités en qualité d'utilisateurs de l'Agence Régionale de Santé Grand Est , d'enregistrer l'ensemble des données prévues au II de l'article 2 du décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 susvisé et de les consulter dans la limite de leurs besoins respectifs d'en connaître, pour permettre l'identification des chaînes de contamination du virus covid-19, assurer le suivi et l'accompagnement des personnes infectées et des personnes présentant un risque d'infection et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie ;

Considérant la nécessité pour la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est de désigner les personnels de cette agence spécialement habilités en qualité d'utilisateurs à enregistrer et accéder aux données et informations contenues dans l'application « Contact Covid » ;

Considérant que l'accès en écriture et en consultation dans l'application « Contact Covid » sera strictement limité aux utilisateurs spécialement habilités ;

Considérant que l'accès à ces données est strictement personnel, qu'il nécessite l'utilisation d'un identifiant et d'un mot de passe propres à chaque agent ci-après désigné, qu'en outre et de manière plus générale l'ensemble des personnels désignés est soumis aux exigences du secret professionnel et ne peuvent, sous peine du délit prévu à l'article 226-13 du code pénal, divulguer à des tiers les informations dont ils ont connaissance par le biais de cette application ;

Considérant que ces utilisateurs auront dûment accepté l'Engagement unilatéral de confidentialité;

Considérant la nécessité de mettre à jour l'annexe récapitulatif des agents habilités en qualité d'utilisateurs.

DECIDE

Article 1 : La liste des agents habilités en qualité d'utilisateurs de l'Agence Régionale de Santé Grand Est figurant en annexe est modifiée.

Article 2 : Les autres articles de la décision demeurent inchangés

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

P/0 La Directrice Générale de l'Agence Régionale
de Santé Grand Est,
Le Directeur Général Adjoint
de l'Agence Régionale de Santé
Grand Est
Virginie CAYRÉ

Frédéric REMAY

ANNEXE :

Liste des agents de l'ARS habilités en qualité d'utilisateurs à enregistrer et consulter les données dans l'application « Contact Covid »

ANNEXE

Liste des agents de l'ARS Grand Est habilités en qualité d'utilisateurs à enregistrer et à consulter les données dans l'application « CONTACT COVID »

NOM	PRENOM	PROFIL	DT
ALIZADA	Ulviyya	Utilisateur	Siège 1(Hors DT)
AGBAHOUNGBA	Lazare	Utilisateur	Siège 1(Hors DT)
CHINOUNE	Philippine	Utilisateur	Siège 1(Hors DT)
KALCH	Olivier	Utilisateur	Siège 1(Hors DT)
MOREL	Delphine	Utilisateur	Siège 1(Hors DT)
REMY	Anne-Claire	Utilisateur	Siège 1(Hors DT)
REVOL	Lydie	Utilisateur	Siège 1(Hors DT)
SAULNIER	Mickaël	Utilisateur	Siège 1(Hors DT)
SCHALL	Sophie	Utilisateur	Siège 1(Hors DT)
SEUREAU	Anne	Utilisateur	Siège 1(Hors DT)
AUBRY	Anne	Utilisateur	Siège 2(Hors DT)
LANDY	Aurore	Utilisateur	Siège 2(Hors DT)
MARTIN	Jérôme	Utilisateur	Siège 2(Hors DT)
PETIT	Géraldine	Utilisateur	Siège 2(Hors DT)
REY	Emilie	Utilisateur	Siège 2(Hors DT)
ROUGIEUX	Antoine	Utilisateur	Siège 2(Hors DT)
SCHRAMM	Christine	Utilisateur	Siège 2(Hors DT)
SINKOVEC	Emile	Utilisateur	Siège 2(Hors DT)
STEVANCE	Valérie	Utilisateur	Siège 2(Hors DT)
ZAMBELLI	Irmine	Utilisateur	Siège 2(Hors DT)
ALSIBAI	Sophie	Utilisateur	Siège 3(Hors DT)

CHOUIN	Lucie	Utilisateur	Siège 3(Hors DT)
DUPONT	Isabelle	Utilisateur	Siège 3(Hors DT)
EL MRINI	Tariq	Utilisateur	Siège 3(Hors DT)
FONTANEL	Sylvie	Utilisateur	Siège 3(Hors DT)
HENRY	Laurent	Utilisateur	Siège 3(Hors DT)
LEMAITRE	Lucie	Utilisateur	Siège 3(Hors DT)
MAROTTA	Josephine	Utilisateur	Siège 3(Hors DT)
TISSERAND	Maryse	Utilisateur	Siège 3(Hors DT)
VRANCKEN	Manon	Utilisateur	Siège 3(Hors DT)
CONTARDI	Clément	Utilisateur	Siège 4(Hors DT)
HENRY	Dominique	Utilisateur	Siège 4(Hors DT)
LAHJOUI	Jaouad	Utilisateur	Siège 4(Hors DT)
LANTUEJOUL	Marie	Utilisateur	Siège 4(Hors DT)
LOVATO-STUMPF-GUNTZ	Mathieu	Utilisateur	Siège 4(Hors DT)
MUNEROL	Lidiana	Utilisateur	Siège 4(Hors DT)
PASQUA	Laurence	Utilisateur	Siège 4(Hors DT)
SETTOU	Ahmed	Utilisateur	Siège 4(Hors DT)
VIRY	Marie-Christine	Utilisateur	Siège 4(Hors DT)
WIEDERKEHR	Jean	Utilisateur	Siège 4(Hors DT)
BONNOT	Elisabeth	Utilisateur	Siège 5(Hors DT)
CAPDET	Morgane	Utilisateur	Siège 5(Hors DT)
DRIAI	Assya	Utilisateur	Siège 5(Hors DT)
GODEFROY	Audrey	Utilisateur	Siège 5(Hors DT)
HENRIOT	Brigitte	Utilisateur	Siège 5(Hors DT)
KOCH	Carine	Utilisateur	Siège 5(Hors DT)

LAPEYRE	Marine	Utilisateur	Siège 5(Hors DT)
LEVY	Cédric	Utilisateur	Siège 5(Hors DT)
PUSCH-SALA	Carola	Utilisateur	Siège 5(Hors DT)
WILBRINK	Camille	Utilisateur	Siège 5(Hors DT)
BARLOY	Clémence	Utilisateur	Siège 6(Hors DT)
BECK	Morgane	Utilisateur	Siège 6(Hors DT)
CHOPARD	Virginie	Utilisateur	Siège 6(Hors DT)
GUYOT	Catherine	Utilisateur	Siège 6(Hors DT)
HUBER	Valérie	Utilisateur	Siège 6(Hors DT)
LE QUINIO	Pierre	Utilisateur	Siège 6(Hors DT)
OUBAASSINE	Rachid	Utilisateur	Siège 6(Hors DT)
RYBARCZYK-VIGOURET	Marie-Christine	Utilisateur	Siège 6(Hors DT)
SAUVAGE	Magali	Utilisateur	Siège 6(Hors DT)
TISSOT	Rodolphe	Utilisateur	Siège 6(Hors DT)
CHAUDEY	Sylvie	Utilisateur	Siège 7(Hors DT)
DELA	Caroline	Utilisateur	Siège 7(Hors DT)
GAZIZ	Khalid	Utilisateur	Siège 7(Hors DT)
GIAGRANDE	Ilona	Utilisateur	Siège 7(Hors DT)
JUE DE ANGELI	Corinne	Utilisateur	Siège 7(Hors DT)
KARCIOGLU	Marina	Utilisateur	Siège 7(Hors DT)
LADJELATE	NACERA	Utilisateur	Siège 7(Hors DT)
PROLONGEAU	Mathieu	Utilisateur	Siège 7(Hors DT)
SCHILLING	Amélie	Utilisateur	Siège 7(Hors DT)
VOLFART	Cindy	Utilisateur	Siège 7(Hors DT)
AUBERT	Laurence	Utilisateur	Siège 8(Hors DT)

CAMUZET	Véronique	Utilisateur	Siège 8(Hors DT)
CHAPELLE	Mickaël	Utilisateur	Siège 8(Hors DT)
CHRETIEN	Claude	Utilisateur	Siège 8(Hors DT)
DANIEL	Marine	Utilisateur	Siège 8(Hors DT)
DIMINI	Julie	Utilisateur	Siège 8(Hors DT)
GUILBERT	Dorothee	Utilisateur	Siège 8(Hors DT)
MASSON	Laure	Utilisateur	Siège 8(Hors DT)
MORISY	Christelle	Utilisateur	Siège 8(Hors DT)
TIGHEZZA	Jawad	Utilisateur	Siège 8(Hors DT)
DUFRENNE	Delphine	Utilisateur	Ardennes (08)
JOLLY	Françoise	Utilisateur	Ardennes (08)
TRASSART	Maëva	Utilisateur	Ardennes (08)
CARD	Claudine	Utilisateur	Aube (10)
GRAN-AYMERICH	Laure	Utilisateur	Aube (10)
HEBERT	Fanny	Utilisateur	Aube (10)
LACOUR	Audrey	Utilisateur	Aube (10)
MAILIER	Delphine	Utilisateur	Aube (10)
MARTINOT	Catherine	Utilisateur	Aube (10)
MONIOT	Stéphanie	Utilisateur	Aube (10)
TARFAOUI	Ouafa	Utilisateur	Aube (10)
VELEV	Alix	Utilisateur	Aube (10)
ZIADA	Laurence	Utilisateur	Aube (10)
BLOCQUAUX	Bruno	Utilisateur	Marne (51)
CLOZET	Eric	Utilisateur	Marne (51)
CRETIN	Carole	Utilisateur	Marne (51)

DAVID-GILLET	Carole	Utilisateur	Marne (51)
FIEROBE	François	Utilisateur	Marne (51)
PETERS	Sylvie	Utilisateur	Marne (51)
THIRION	Dominique	Utilisateur	Marne (51)
VILLET	Hervé	Utilisateur	Marne (51)
BONNARD-TOUSSAINT	Ingrid	Utilisateur	Haute-Marne (52)
BOUCHOT	Céline	Utilisateur	Haute-Marne (52)
DESTIPS	Anne-Marie	Utilisateur	Haute-Marne (52)
GIROUARD-DINE	Marion	Utilisateur	Haute-Marne (52)
LOBRY	Véronique	Utilisateur	Haute-Marne (52)
PAQUIER	Loïc	Utilisateur	Haute-Marne (52)
PILON	Béatrice	Utilisateur	Haute-Marne (52)
POUPARD	Sylvie	Utilisateur	Haute-Marne (52)
VALETTE	Céline	Utilisateur	Haute-Marne (52)
VEUILLEMENOT	Laure	Utilisateur	Haute-Marne (52)
BAYEUL	Imen	Utilisateur	Meurthe-et-Moselle (54)
DARDAINE	Olivier	Utilisateur	Meurthe-et-Moselle (54)
DE JONG	Odile	Utilisateur	Meurthe-et-Moselle (54)
DOSSO	Olivier	Utilisateur	Meurthe-et-Moselle (54)
GARA	Jean-Pierre	Utilisateur	Meurthe-et-Moselle (54)
LEFEVER	Christelle	Utilisateur	Meurthe-et-Moselle (54)
PAOLILLO	Sarah	Utilisateur	Meurthe-et-Moselle (54)
PIQUET	Eliane	Utilisateur	Meurthe-et-Moselle (54)
SANGA	Mathieu	Utilisateur	Meurthe-et-Moselle (54)
SAUVAGEOT	Rémi	Utilisateur	Meurthe-et-Moselle (54)

BERTIN	Mathilde	Utilisateur	Meuse (55)
BERTRAND	Emilie	Utilisateur	Meuse (55)
BOREY	Isabelle	Utilisateur	Meuse (55)
CONTIGNON	Jocelyne	Utilisateur	Meuse (55)
DOPACO	Lucien	Utilisateur	Meuse (55)
GILLETTE	Solène	Utilisateur	Meuse (55)
KOUAME	Lucien	Utilisateur	Meuse (55)
MAURICE	Julien	Utilisateur	Meuse (55)
OUM-OUM	Jules-Emmanuel	Utilisateur	Meuse (55)
PRINS	Céline	Utilisateur	Meuse (55)
BEGUINET	Jérôme	Utilisateur	Moselle (57)
DUFRESNOY	Véronique	Utilisateur	Moselle (57)
DASSONVILLE	Marie	Utilisateur	Moselle (57)
ELIAS	Hanane	Utilisateur	Moselle (57)
HIMER	Lamia	Utilisateur	Moselle (57)
MERKAL	Maité	Utilisateur	Moselle (57)
PARIS	Amélie	Utilisateur	Moselle (57)
ROBERT	Hélène	Utilisateur	Moselle (57)
SLIWA	Frédéric	Utilisateur	Moselle (57)
TOBOLA	Hélène	Utilisateur	Moselle (57)
BABILLOTTE	Marie	Utilisateur	Bas-Rhin (67)
BONNEAUD	Patricia	Utilisateur	Bas-Rhin (67)
BOREL	Béatrice	Utilisateur	Bas-Rhin (67)
HANSMANN	Véronique	Utilisateur	Bas-Rhin (67)
PAIN	Laure	Utilisateur	Bas-Rhin (67)
SIMONKLEIN	Brigitte	Utilisateur	Bas-Rhin (67)
WAECHTER	Marine	Utilisateur	Bas-Rhin (67)
WERTH	Emilie	Utilisateur	Bas-Rhin (67)

BREEMEERSCH	Delphine	Utilisateur	Haut-Rhin (68)
DAVESNE	Séverine	Utilisateur	Haut-Rhin (68)
HAMBOURGER	Nathalie	Utilisateur	Haut-Rhin (68)
HEIMANSON	Carl	Utilisateur	Haut-Rhin (68)
MICHEL	Marie-Christine	Utilisateur	Haut-Rhin (68)
PILLAY	Christine	Utilisateur	Haut-Rhin (68)
SCHICHEL	Clarisse	Utilisateur	Haut-Rhin (68)
SCHUTZ	Marianne	Utilisateur	Haut-Rhin (68)
TREVISAN	Martine	Utilisateur	Haut-Rhin (68)
VELANGANNI	Olivier	Utilisateur	Haut-Rhin (68)
CHAMALY	Nathalie	Utilisateur	Vosges (88)
COUVAL	Alain	Utilisateur	Vosges (88)
GUERY	Joëlle	Utilisateur	Vosges (88)
LE BALLE	Yves	Utilisateur	Vosges (88)
MERLOT	Isabelle	Utilisateur	Vosges (88)
MOUCHETTE	Anne-Laure	Utilisateur	Vosges (88)
RIBS	Isabelle	Utilisateur	Vosges (88)
TOME	Lucie	Utilisateur	Vosges (88)
VALENCE	Christiane	Utilisateur	Vosges (88)
VERDENAL	Yannick	Utilisateur	Vosges (88)

DECISION ARS n°2020-1953 du 28/10/2020

Portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n° 2020-551 du 12 mai 2020

**LA DIRECTRICE GENERALE
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE GRAND EST**

VU le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 modifiée d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

VU la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions, notamment son article 11 ;

VU la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 modifié relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU le décret n°2020 -1018 du 7 août 2020 pris en application de l'article 3 de la loi n°2020 - 856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire et modifiant le décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 relatif aux systèmes d'information mentionnés à l'article 11 de la loi n° 2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;

VU le décret n° 2020 - 1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

VU le décret du 3 septembre 2020 portant cessation de fonctions et nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est - Mme CAYRÉ (Virginie) ;

VU le décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid -19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU l'arrêté du 16 octobre 2020 modifiant l'arrêté du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;

VU l'arrêté n° 2020 -2733 du 04/09/2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU l'arrêté n° 2020 - 2734 du 04/09/2020 portant délégation de signature au Directeur du Cabinet et des Territoires, à la Directrice de Cabinet et aux Délégués Territoriaux de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

VU la décision ARS n° 2020/0268 du 18/05/2020 portant désignation des agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/0281 du 20/05/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/0288 du 27/05/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/0376 du 19/06/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/1195 du 09/07/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/2630 du 06/08/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/1593 du 18/09/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/1603 du 21/09/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/1621 du 24/09/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/1644 du 28/09/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/1699 du 02/10/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/1735 du 07/10/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

VU la décision ARS n°2020/1834 du 16/10/2020 portant modification de la décision n° 2020/0268 du 18/05/2020 et désignant les agents de l'ARS Grand Est habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » au titre de l'article 10 du décret n°2020 - 551 du 12 mai 2020 ;

Considérant la nécessité pour les agents spécialement habilités de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, de consulter l'ensemble des données prévues à l'article 9 du décret n° 2020-551 du 12 mai 2020 susvisé dans la limite de leurs besoins respectifs d'en connaître, pour permettre l'identification des chaînes de contamination du virus covid-19, assurer l'orientation, le suivi et l'accompagnement des personnes présentant un risque d'infection, faciliter le suivi épidémiologique au niveau local et aux seules fins de lutter contre la propagation de l'épidémie ;

Considérant la nécessité pour la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est de désigner

les personnels de cette agence spécialement habilités à accéder aux données et informations contenues dans l'application « SI-DEP » ;

Considérant que l'accès en consultation dans l'application « SI-DEP » sera strictement limité aux agents spécialement habilités ;

Considérant que l'accès à ces données est strictement personnel, qu'il nécessite l'utilisation d'un login et d'un mot de passe propres à chaque agent ci-après désigné, qu'en outre et de manière plus générale l'ensemble des personnels désignés est soumis aux exigences du secret professionnel et ne peuvent, sous peine du délit prévu à l'article 226-13 du code pénal, divulguer à des tiers les informations dont ils ont connaissance par le biais de cette application ;

Considérant la nécessité de mettre à jour l'annexe récapitulatif des agents habilités.

DECIDE

Article 1 :

La liste des agents habilités de l'Agence Régionale de Santé Grand Est figurant en annexe est modifiée.

Article 2 :

Les autres articles de la décision demeurent inchangés.

Article 3 :

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

P./ La Directrice Générale
de l'ARS Grand Est

Le Directeur Général Adjoint
de l'Agence Régionale de Santé
Grand Est
Virginie CAYRÉ

ANNEXE :

Liste des agents de l'ARS habilités à consulter les données dans l'application « SI - DEP » Frédéric REMAY

ANNEXE

Liste des agents de l'ARS Grand Est habilités à consulter les données dans l'application « SI - DEP »

NOM	PRENOM	PROFIL
MAULBON	Céline	Administrateur local
KIMENAU	Jean-Marc	Administrateur local
EL KADDOURI	Yassine	Administrateur local
CAMARA	Daouda	Administrateur local
MAILLEFAUD	Bastien	Administrateur local
LAMOUCHE	Jérôme	Administrateur local
OLIVIERO	Edwige	Administrateur local
POIRSON	Julie	Administrateur local
DAUTHEL	Stéphanie	Administrateur local
AGBAHOUNGBA	Lazare	Enquêteur
ALSIBAI	Sophie	Enquêteur
ALIZADA	Ulviyya	Enquêteur
AUBREGE-GUYOT	Cécile	Enquêteur
AUBRY	Anne	Enquêteur
BARLOY	Clémence	Enquêteur
BAYEUL	Imen	Enquêteur
BERGMANN-VATRAN	Catherine	Enquêteur
BERTRAND	Emilie	Enquêteur
BIEBER	Marie-Christine	Enquêteur
BLOCQUAUX	Bruno	Enquêteur
BOGEN	Monique	Enquêteur
BONNOT	Elisabeth	Enquêteur
BOREY	Isabelle	Enquêteur
BRATUN	Fanny	Enquêteur
BREEMEERSCH	Delphine	Enquêteur
BRUNNER	Arielle	Enquêteur
CABLAN	Cédric	Enquêteur
CAPDET	Morgane	Enquêteur
CARLIER	Monique	Enquêteur

CHARTIER	Sylvie	Enquêteur
CHINOUNE	Philippine	Enquêteur
CHOPARD	Virginie	Enquêteur
CHOUIN	Lucie	Enquêteur
CLOZET	Eric	Enquêteur
CONTARDI	Clément	Enquêteur
CONTIGNON	Jocelyne	Enquêteur
COUVAL	Alain	Enquêteur
CRETIN	Carole	Enquêteur
DAVESNE	Séverine	Enquêteur
DAVID-GILLET	Carole	Enquêteur
DEJONG	Odile	Enquêteur
DEMAY	Odile	Enquêteur
DOPACO	Lucien	Enquêteur
DOSSO	Olivier	Enquêteur
DRIAI	Assia	Enquêteur
DUFRENNE	Delphine	Enquêteur
ECKMANN	Laurence	Enquêteur
EL-MRINI	Tariq	Enquêteur
ELIAS	Hanane	Enquêteur
FIERFORT	Elisabeth	Enquêteur
FIEROBE	François	Enquêteur
FONTANEL	Sylvie	Enquêteur
GARA	Jean-Pierre	Enquêteur
GAZIZ	Khalid	Enquêteur
GIAGRANDI	Ilona	Enquêteur
GILLETTE	Solène	Enquêteur
GNYLEC-CHAMOULARD	Sylvie	Enquêteur
GODEFROY	Audrey	Enquêteur
GRAINCOURT	Léa	Enquêteur
GUERY	Joëlle	Enquêteur
GUYOT	Catherine	Enquêteur
HAMBOURGER	Nathalie	Enquêteur
HANSMANN	Véronique	Enquêteur
HEBERT	Fanny	Enquêteur
HEIMANSON	Carl	Enquêteur
HENRY	Dominique	Enquêteur
HENRY	Laurent	Enquêteur
HIMER	Lamia	Enquêteur
HUBER	Valérie	Enquêteur
JOLLY	Francoise	Enquêteur
KAISLING-DOPFF	Annic	Enquêteur
KALCH	Olivier	Enquêteur
KARCIOGLU	Marina	Enquêteur
KLIPPENSPIES-RAULET	Marie-Odile	Enquêteur
KOCH	Carine	Enquêteur
KUSNIERZ	Roxane	Enquêteur
LACOUR	Audrey	Enquêteur
LAHJOUJI,	Jaouad	Enquêteur

LAMPIRE	Nicolas	Enquêteur
LANDY	Aurore	Enquêteur
LANTUEJOUL	Marie	Enquêteur
LAPEYRE	Marine	Enquêteur
LE BALLE	Yves	Enquêteur
LEFEVER	Christelle	Enquêteur
LEMAITRE	Lucie	Enquêteur
LE QUINIO	Pierre	Enquêteur
LEVY	Cédric	Enquêteur
LOVATO-STUMPF-GUNTZ	Mathieu	Enquêteur
MAROTTA	Joséphine	Enquêteur
MATHERON - BATAILLE	Sébastien	Enquêteur
MARTIN	Jérôme	Enquêteur
MONZEIN	Véronique	Enquêteur
MERKAL	Maité	Enquêteur
MICHEL	Amélie	Enquêteur
MONIOT	Stéphanie	Enquêteur
MOREL	Delphine	Enquêteur
MOUCHETTE	Anne-Laure	Enquêteur
MUNEROL	Lidiana	Enquêteur
OSBERY	Aline	Enquêteur
OUBAASSINE	Rachid	Enquêteur
OUM-OUM	Jules- Emmanuel	Enquêteur
PAIN	Laure	Enquêteur
PAJAK	Valérie	Enquêteur
PAOLILLO	Sarah	Enquêteur
PASQUA	Laurence	Enquêteur
PELLE	Josée	Enquêteur
PETERS	Sylvie	Enquêteur
PETIT	Géraldine	Enquêteur
PILLAY	Christine	Enquêteur
PILON	Béatrice	Enquêteur
PIQUET	Eliane	Enquêteur
PIROUE	Sandrine	Enquêteur
PRINS	Céline	Enquêteur
PIVOT	Diane	Enquêteur
PUSCH-SALA	Carola	Enquêteur
RATAJCZAK	Auldric	Enquêteur
REITZER	Catherine	Enquêteur
REMY	Anne-Claire	Enquêteur
REVOL	Lydie	Enquêteur
REY	Emilie	Enquêteur
RIBS	Isabelle	Enquêteur
ROUGIEUX	Antoine	Enquêteur
RYBARCZYK-VIGOURET	Marie- Christine	Enquêteur
SAMAAN	Iskandar	Enquêteur
SAULNIER	Mickaël	Enquêteur

SCHALL	Sophie	Enquêteur
SCHIEBER	Anne-Cécile	Enquêteur
SCHILLING	Amélie	Enquêteur
SCHOULER	Corinne	Enquêteur
SCHRAMM	Christine	Enquêteur
SCHUTZ	Marianne	Enquêteur
SETTOU	Ahmed	Enquêteur
SEUREAU	Anne	Enquêteur
SIEGRIST	Sophie	Enquêteur
SIMONKLEIN	Brigitte	Enquêteur
SINKOVEC	Emile	Enquêteur
SOURD	Fabienne	Enquêteur
STEVANCE	Valérie	Enquêteur
THIRION	Dominique	Enquêteur
TOBOLA	Hélène	Enquêteur
TRASSART	Maëva	Enquêteur
TREVISAN	Martine	Enquêteur
TRICOT	Claire	Enquêteur
VALETTE	Céline	Enquêteur
VELANGANNI	Olivier	Enquêteur
VEUILLEMENOT	Laure	Enquêteur
VILLENET	Nicolas	Enquêteur
VILLET	Hervé	Enquêteur
VOLFART	Cindy	Enquêteur
VRANCKEN	Manon	Enquêteur
WERTH	Emilie	Enquêteur
WIEDERKEHR	Jean	Enquêteur
WILBRINK	Camille	Enquêteur
ZAMBELLI	Irmine	Enquêteur

Direction de la Qualité, de la Performance et de l'Innovation

DECISION ARS Grand Est n°2020/2060 du – 3 NOV. 2020
Portant désignation du psychiatre référent départemental de la cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) renforcée des Vosges

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles et R6311-25 à R6311-32 ;
- VU** le décret n°2013-15 du 7 janvier 2013 relatif à la préparation et aux réponses aux situations sanitaires exceptionnelles ;
- VU** l'arrêté du 24 février 2014 relatif aux modalités d'intervention des cellules médico-psychologique et aux conditions de participation des personnels et professionnels à une cellule d'urgence médico-psychologique ;
- VU** le décret n°2016-1327 du 6 octobre 2016 relatif à l'organisation de la réponse du système de santé (dispositif «ORSAN») et au réseau national des cellules d'urgence médico-psychologique pour la gestion des situations sanitaires exceptionnelles ;
- VU** l'arrêté du 27 décembre 2016 fixant les modalités de l'organisation de l'urgence médico-psychologique ;
- VU** l'instruction n° DGS/VSS2/2017/7 du 6 janvier 2017 relative à l'organisation de la prise en charge de l'urgence médico-psychologique ;
- VU** l'arrêté du 20 avril 2018 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2016 fixant les modalités de l'organisation de l'urgence médico-psychologique ;

DECIDE

Article 1 :

Monsieur le Docteur Frédéric BOULANGER, praticien hospitalier au Centre Hospitalier de Ravenel est désigné psychiatre référent départemental de la cellule d'urgence médico-psychologique (CUMP) départementale des Vosges (département 88).

Article 2 :

Le psychiatre référent de la CUMP du département est chargé, sous la coordination de la CUMP régionale, en lien avec le service d'aide médicale urgente (SAMU) territorialement compétent, d'organiser l'activité de la CUMP départementale en particulier :

1. D'assurer le recrutement des volontaires et de transmettre à la CUMP régionale la liste des médecins psychiatres, des psychologues et des infirmiers volontaires pour intervenir au sein de la CUMP départementale ;
2. De contribuer avec le service d'aide médicale urgente (SAMU) de rattachement de la CUMP à l'élaboration des schémas type d'intervention mentionnés à l'article R. 6311-27 ;
3. D'organiser le fonctionnement de la CUMP et d'assurer sa coordination en particulier lors de son intervention dans les conditions prévues à l'article R. 6311-27 ;
4. De participer à la formation initiale et continue des personnels et professionnels de santé de la CUMP à la prise en charge des urgences médico-psychologiques, organisée par la CUMP régionale ;
5. De développer des partenariats, formalisés sous la forme de conventions notamment dans le cadre du réseau des urgences mentionné à l'article R. 6123-26 du code de la santé publique, avec les acteurs départementaux de l'aide aux victimes (services dédiés de l'éducation nationale, services dédiés des collectivités territoriales, associations d'aide aux victimes, associations agréées de sécurité civile, ...) ;
6. D'établir le bilan d'activité annuel de la CUMP départementale qui est transmis à la CUMP régionale.

Article 3 :

Le Directeur de la Qualité, de la Performance et de l'Innovation et la Directrice de l'Offre de Soins de l'ARS Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'intéressé et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de région.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

P/la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,
Et par délégation
Le Directeur de la Qualité, de la Performance et de l'Innovation

Laurent DAL MAS

DECISION ARS n° 2020- 2041 du 3/11/2020

Portant renouvellement de l'autorisation accordée à la Polyclinique Majorelle (FINESS EJ : 540000536 – ET : 540013224) de faire fonctionner des installations de chirurgie esthétique en hospitalisation complète et ambulatoire.

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.1432-2, L.6322-1 à L.6322-3, R.6322-1 à R.6322-29, D.6124-91 à D.6124-103, D.6322-30 à D.6322-48 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 susvisée ;
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-1171 du 22 septembre 2015 relatif à l'information à délivrer à la personne concernée préalablement à une intervention de chirurgie esthétique et postérieurement à l'implantation d'un dispositif médical ;
- VU** la circulaire DGS/SD 2B/DHOS/O4 n° 2005-576 du 23 décembre 2005 relative à l'autorisation et au fonctionnement des installations de chirurgie esthétique ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination du Mme Virginie CAYRÉ en tant que Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS n°2020-2733 du 4 septembre 2020, portant délégation de signature aux Directeurs de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU** le dossier présenté par la Polyclinique de Majorelle en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique, en hospitalisation complète et ambulatoire, déposé le 30 septembre 2020 ;

Considérant

que la Polyclinique Majorelle respecte les conditions d'autorisation et les conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique, qu'elle répond aux objectifs de qualité et de sécurité et organise la continuité des soins aux personnes faisant l'objet d'une intervention de chirurgie esthétique ;

DECIDE

Article 1 : L'autorisation accordée à la Polyclinique Majorelle (FINESS EJ : 540000536 – ET : 540013224) de faire fonctionner des installations de chirurgie esthétique, en hospitalisation complète et ambulatoire, est renouvelée.

Article 2 : La durée de validité de l'autorisation renouvelée est de cinq ans à compter du 5 juin 2021.

Article 3 : La demande de renouvellement d'autorisation devra être présentée huit mois au moins et douze mois au plus avant l'achèvement de la durée de la présente autorisation.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Article 5 : La Directrice de l'offre sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la Déléguée territoriale de la Meurthe-et-Moselle sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale
de l'Agence régionale de santé Grand'Est
Et par délégation, la Directrice de l'Offre
Sanitaire

Anne MULLER



DECISION ARS n° 2020-2042 du 3/11/2020

Portant renouvellement de l'autorisation accordée à la Polyclinique Gentilly (FINESS EJ : 540000932 – ET : 540000486) de faire fonctionner des installations de chirurgie esthétique en hospitalisation complète et ambulatoire.

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L.1432-2, L.6322-1 à L.6322-3, R.6322-1 à R.6322-29, D.6124-91 à D.6124-103, D.6322-30 à D.6322-48 ;
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'Hôpital et relative aux Patients, à la Santé et aux Territoires ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination avec la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 susvisée ;
- VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- VU** le décret n°2015-1171 du 22 septembre 2015 relatif à l'information à délivrer à la personne concernée préalablement à une intervention de chirurgie esthétique et postérieurement à l'implantation d'un dispositif médical ;
- VU** la circulaire DGS/SD 2B/DHOS/O4 n° 2005-576 du 23 décembre 2005 relative à l'autorisation et au fonctionnement des installations de chirurgie esthétique ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination du Mme Virginie CAYRÉ en tant que Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS n°2020-2733 du 4 septembre 2020, portant délégation de signature aux Directeurs de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU** le dossier présenté par la Polyclinique Gentilly en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique, en hospitalisation complète et ambulatoire, déposé le 2 octobre 2020 ;

Considérant

que la Polyclinique Gentilly respecte les conditions d'autorisation et les conditions techniques de fonctionnement des installations de chirurgie esthétique, qu'elle répond aux objectifs de qualité et de sécurité et organise la continuité des soins aux personnes faisant l'objet d'une intervention de chirurgie esthétique ;

DECIDE

Article 1 : L'autorisation accordée à la Polyclinique Gentilly (FINESS EJ : 540000932 – ET : 540000486) de faire fonctionner des installations de chirurgie esthétique, en hospitalisation complète et ambulatoire, est renouvelée.

Article 2 : La durée de validité de l'autorisation renouvelée est de cinq ans à compter du 5 juin 2021.

Article 3 : La demande de renouvellement d'autorisation devra être présentée huit mois au moins et douze mois au plus avant l'achèvement de la durée de la présente autorisation.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Article 5 : La Directrice de l'offre sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la Déléguée territoriale de la Meurthe-et-Moselle sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

Pour la Directrice Générale
de l'Agence régionale de santé Grand'Est
Et par délégation, la Directrice de l'Offre
Sanitaire

Anne MULLER



Direction Générale

Arrêté n° 2020-3446 du 3/11/2020
Portant dissolution du Groupement de coopération sanitaire
« Groupement de coopération sanitaire Pôle de Santé Châlonnais »

LA DIRECTRICE GÉNÉRALE
DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE
GRAND EST

- VU** le Code de la Santé Publique, et en particulier les articles L. 6133-1 et suivants,
- VU** la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires modifiée,
- VU** l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé et les unions régionales des professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions,
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé,
- VU** le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires,
- VU** le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers,
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination du Mme Virginie CAYRÉ en tant que Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU** l'ordonnance n°2017-28 du 12 janvier 2017 relative à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopérations sanitaire ;
- VU** l'arrêté du 5 avril 2019 relatif aux groupements de coopération sanitaire ;
- VU** l'arrêté ARS n°2020-2733 du 4 septembre 2020, portant délégation de signature aux Directeurs de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU** la délibération GCS 2019/05 de l'assemblée générale du GCS Pôle de santé Châlonnais, réunie le 6 décembre 2019, actant la dissolution du GCS ;

CONSIDERANT que le GCS Pôle de Santé Châlonnais était composé du Centre Hospitalier de Châlons-en-Champagne et de la Polyclinique Priollet Courlancy ;

CONSIDERANT que la liquidation de la Clinique Priollet Courlancy a été actée le 18 juillet 2019 par le tribunal de commerce ;

CONSIDERANT que les autorisations d'activités de soins de traitement du cancer, détenues par le GCS Pôle de Santé Châlonnais ont fait l'objet de deux décisions de confirmation suite à cession au profit du Centre Hospitalier de Châlons-en-Champagne, permettant le maintien de ces activités sur le territoire, au bénéfice des patients ;

ARRETE

Article 1^{er} : La dissolution du groupement de coopération sanitaire Pôle de Santé Châlonnais est constatée.

Article 2 : La directrice de l'offre sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le délégué territorial de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de région Grand Est.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs.

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé
Grand Est
Et par délégation, la Directrice de l'Offre Sanitaire,

Anne MULLER



DECISION ARS n° 2020/2048 du 3/11/20

portant constat de la caducité de l'autorisation du Groupe Hospitalier de la Région de Mulhouse et Sud Alsace d'effectuer des prélèvements de cellules souches hématopoïétiques de sang placentaire allogéniques

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la santé publique, notamment les articles L.1241-1, L.1242-1, R1233-2, R1233-4 à R1233-6, R1242-8 à R1242-13 ;
- VU** le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
- VU** la loi n°205-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République notamment son article 136 ;
- VU** l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n°2018-2103 du 18 juin 2018 portant approbation du Projet Régional de Santé Grand Est 2018/2028 par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS-DIRSTRAT-DG n°2019-3945 du 18 décembre 2019, portant révision du Projet Régional de Santé Grand Est 2018-2028 ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant cessation de fonctions et nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est (Mme Virginie CAYRÉ) ;
- VU** l'arrêté ARS n°2020-2733 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;
- VU** la décision ARS n° 2017/0525 du 17 mai 2017 portant renouvellement de l'autorisation du Groupe Hospitalier de la Région de Mulhouse et Sud Alsace d'effectuer des prélèvements de cellules hématopoïétiques de sang placentaire à des fins allogéniques ;

Considérant que l'activité de prélèvement de cellules souches hématopoïétiques placentaires allogéniques effectuée par le Groupe Hospitalier de la Région de Mulhouse et Sud Alsace a cessé après le 31 décembre 2017 ;

Considérant en effet qu'à cette même date, la convention liant l'Etablissement Français du Sang et le Groupe Hospitalier de la Région de Mulhouse et Sud Alsace est arrivée à son terme en raison de la décision prise au niveau national de cesser l'effort de prélèvement de cellules souches hématopoïétiques d'origine placentaire, du fait de l'atteinte de l'objectif fixé et de la nette diminution des greffes d'unités de sang placentaire ;

DECIDE :

Article 1 : L'autorisation délivrée au Groupe Hospitalier de la Région de Mulhouse et Sud Alsace afin d'effectuer des prélèvements de cellules souches hématopoïétiques placentaires allogéniques, renouvelée le 17 mai 2017, est déclarée caduque à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 2 : La présente décision peut être contestée par la voie d'un recours hiérarchique formé auprès du ministre chargé de la santé dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Un recours contentieux peut être formé auprès du tribunal administratif compétent dans le même délai. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou également par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs.

Article 3 : La directrice de l'offre sanitaire de l'agence régionale de santé Grand Est et le délégué territorial du Haut-Rhin sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

La Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé Grand Est, et par
délégation,
La Directrice de l'Offre Sanitaire,

Anne MULBER

DECISION ARS n° 2020/2073 du 05/11/2020

portant autorisation dérogatoire d'une activité de soins de réanimation adulte au profit du GCS ES RHENA sur le site de la clinique Rhéna à Strasbourg

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.3131-1, L.6122-9-1 et R.6122-31-1 ;
- VU** le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant cessation de fonctions et nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est (Mme Virginie CAYRÉ) ;
- VU** le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** la demande d'autorisation dérogatoire d'une activité de soins de réanimation adulte sur le site de la clinique Rhéna à Strasbourg déposée par le GCS ES Rhena le 2 novembre 2020 ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale au regard du caractère pathogène et contagieux du virus covid-19 ;

Considérant que la crise née de la propagation du covid-19 constitue une menace sanitaire grave au sens de l'article L. 6122-9-1 du code de la santé publique ;

Considérant que par arrêté du 10 juillet 2020 modifié, le ministre des solidarités et de la santé a prescrit des dispositions afin de faire face à la menace sanitaire grave présentée par le virus du Covid-19 sur la santé de la population ;

Considérant qu'en application des articles L.6122-9-1 et R.6122-31-1 du code de la santé publique en cas de menace sanitaire grave constatée par le ministre chargé de la santé dans les conditions prévues à l'article L.3131-1, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé peut autoriser un établissement de santé à exercer une activité de soins à titre dérogatoire et pour une durée limitée, qui ne peut être supérieure à 6 mois ;

Considérant que la situation sanitaire liée à la reprise de la circulation active du virus covid-19 sur le territoire du Grand Est constitue une menace sanitaire grave ; qu'il y a lieu de prendre les mesures nécessaires afin de pouvoir faire face à un afflux important de patients et de réguler les soins sur le territoire ;

Considérant que la menace sanitaire grave nécessite l'augmentation de la capacité d'accueil des patients en soins de réanimation ;

Considérant que le GCS ES Rhena n'est pas autorisé pour l'activité de soins de réanimation adulte ;

Considérant que le GCS ES Rhena a apporté les éléments prouvant sa capacité à mettre en œuvre une activité de soins de réanimation adulte ;

DECIDE

Article 1 : L'autorisation prévue aux articles L.6122-9-1 et R.6122-31-1 du code de la santé publique, est accordée au GCS ES Rhena (FINESS EJ : 67 001 784 7) pour l'activité de soins de réanimation adulte sur le site de la clinique Rhéna à Strasbourg (FINESS ET : 67 001 806 8).

Article 2 : L'activité de soins doit faire l'objet d'un commencement d'exécution sans délai.

Article 3 : La durée de validité de l'autorisation est de 6 mois à compter de la date de la présente décision.

Article 4 : La directrice de l'offre sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale du Bas-Rhin sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.6122-31-1 du code de la santé publique, la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire de l'autorisation ainsi accordée sera informée.

Article 6 : Le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Strasbourg est informé de la présente décision.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.
A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

La Directrice de l'Offre sanitaire

Anne MULLER





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Délégation territoriale de la Marne
Animation territoriale

ARRETE PROVISOIRE 3 MOIS ARS n° 2020-3331 du 23/10/2020

**Relatif au transfert d'autorisation de mise en service d'une société de transports
sanitaire par la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est**

- VU** La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** Le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-5 et L. 6314-1, et R. 6313-1 et suivants ;
- VU** Le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles R. 133-1 à R.133-15 ;
- VU** Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** Le décret n° 2012-1331 du 29 novembre 2012 modifiant certaines dispositions réglementaires prises en application de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** Le décret n° 2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;
- VU** Le décret du 15 janvier 2020 portant nomination du Préfet de la Marne - M. N'GAHANE (Pierre) ;
- VU** Le décret en date du 03 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est ;
- VU** L'arrêté ARS n°2020-2734 du 4 septembre 2020, portant délégation de signature aux Directeurs généraux délégués et aux Délégués départementaux de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est ;

Considérant

- Le courrier de demande de transfert de deux autorisations de mise en service concernant :
 - un véhicule ambulance de marque Mercedes Vito immatriculé DT-806-AK,
 - un véhicule sanitaire léger de marque Mercedes Classe C immatriculé AE-323-TR ;
- Le dossier de demande d'agrément dûment complété reçu le 02 octobre 2020 informant de l'ouverture d'un site secondaire à Cormontreuil ;
- Le dossier de statuts sociaux du 30/03/2018 ;

- L'extrait du KBIS en date du 28/10/2019 ;

- L'autorisation mutuelle du 24 juillet 2020 des deux parties ;

Sur proposition du Délégué Territorial de la Marne ;

ARRETE

Article 1 : L'arrêté préfectoral du n° 2018-1371 en date du 17 avril 2019 est modifié comme suit à compter du 01 novembre 2020 :

Transfert de deux autorisations de mise en service appartenant à la société Sillery Ambulances N° agrément 51-000128 gérée par Madame Patricia BLAVIER et Monsieur Jacinto DE LEMOS au profit de la société Mont Aimé N° agrément 51-000133 gérée par Monsieur Nicolas SCHOLLAERT

N° d'agrément	:	51-000133
Raison sociale	:	AMBULANCES MONT AIME
N° SIREN	:	512 559 055
Gérant	:	Monsieur Nicolas SCHOLLAERT

Adresse local site principal (secteur 6 Epernay) : 118 avenue du Maréchal Foch 51200 EPERNAY
Téléphone : 03.26.53.13.47

Ambulances :
DP-593-AP Renault TRAFIC
EH-687-NX Renault MASTER POLSKA

Adresse local site secondaire (secteur 1 Reims) : 1 rue du Commerce 51350 CORMONTREUIL
Téléphone : 03.26.53.13.47


Ambulance :
DT-806-AK MERCEDES VITO

Véhicule Sanitaire Léger :
AE-323-TR MERCEDES CLASSE C

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de la dernière date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 3 : La Directrice générale de l'ARS Grand-Est est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand-Est

**Pour la Directrice Générale de L'ARS Grand-Est
Et par délégation,
Le Délégué Territorial de la Marne**

P.O

Valérie Payak

Délégation territoriale de la Marne
Animation territoriale

ARRETE n° 2020-3332 du 23/10/2020

**Relatif à la cessation d'activité d'une société de transports sanitaire par la
Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est**

- VU** La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** Le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-5 et L. 6314-1, et R. 6313-1 et suivants ;
- VU** Le code des relations entre le public et l'administration, notamment les articles R. 133-1 à R.133-15 ;
- VU** Le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** Le décret n° 2012-1331 du 29 novembre 2012 modifiant certaines dispositions réglementaires prises en application de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
- VU** Le décret n° 2016-1262 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom de la région Grand Est ;
- VU** Le décret du 15 janvier 2020 portant nomination du Préfet de la Marne - M. N'GAHANE (Pierre) ;
- VU** Le décret en date du 03 septembre 2020 portant nomination de Madame Virginie CAYRE en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est ;
- VU** L'arrêté ARS n°2020-2734 du 4 septembre 2020, portant délégation de signature aux Directeurs généraux délégués et aux Délégués départementaux de l'Agence Régionale de Santé Grand-Est ;

Considérant

- L'autorisation mutuelle du 24 juillet 2020 signée des deux parties sollicitant le transfert de deux agréments de la société Sillery ambulances N° 51-000128 située à Sillery au profit de la société Mont Aimé N° 51-000133 dont le siège se situe 118 avenue du Maréchal Foch 51200 Epernay afin de créer un site secondaire au 1 rue du Commerce 51350 à Cormontreuil.

Sur proposition du Délégué Territorial de la Marne ;

ARRETE

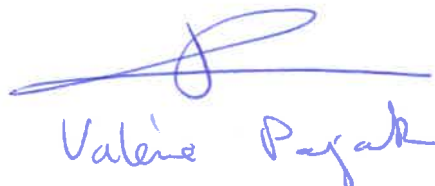
Article 1 : L'agrément N° 51-000128 accordé à la société Sillery Ambulance située 1 rue Jean Monnet – 51500 SILLERY est définitivement retiré à compter du 01/11/2020.

Article 2 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans le délai de deux mois à compter de la dernière date de publication au recueil des actes administratifs.

Article 3 : La Directrice générale de l'ARS Grand-Est est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Grand-Est

**Pour la Directrice Générale de L'ARS Grand-Est
Et par délégation,
Le Délégué Territorial de la Marne**

P.O



Valérie Pagak

**ARRETE ARS n° 2020-3073 du 08/10/2020
Fixant la liste des spécialités éligibles
à la prime d'engagement de carrière hospitalière
pour le Centre Hospitalier de Bischwiller**

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la Santé Publique et notamment ses articles R. 6152-508-1, D. 6152-417 et D. 6152-514-1 ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 Mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** le décret n° 2017-236 du 14 Mars 2017 relatif à l'activité partagée de certains personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques et créant la convention d'engagement de carrière hospitalière pour les praticiens contractuels et les assistants des hôpitaux ;
- VU** le décret n° 2017-327 du 14 Mars 2017 portant création d'une prime d'exercice territorial et d'une prime d'engagement de carrière hospitalière ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est – Mme CAYRE Virginie ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté ARS n°2018-0874 du 13 Mars 2018 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour la région Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2020-2733 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant l'article R. 6152-404-1 du code de la santé publique qui dispose : « La liste des postes relevant d'une spécialité pour laquelle l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante est arrêtée, par établissement et par spécialité, pour trois ans, révisable annuellement, par le directeur général de l'Agence Régionale de Santé sur proposition des directeurs d'établissements et après avis de la commission régionale paritaire. » ;

Considérant l'avis favorable de la commission régionale paritaire, concernant la liste retenue des postes par spécialité et par établissement pour la période de mars 2018 à mars 2021 ;

Considérant le courrier du 22 septembre 2020 ;

ARRETE

Article 1 : Pour le Centre Hospitalier de Bischwiller, la spécialité pour laquelle l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante est :

Gériatrie : 6 postes

Article 2 : La Directrice de la Stratégie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

P/la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,
Et par délégation,
La Directrice de la stratégie.



Carole CRETIN

**ARRETE ARS n° 2020-3074 du 08/10/2020
Portant modification de la liste des spécialités éligibles
à la prime d'engagement de carrière hospitalière
pour le Centre Hospitalier de Haguenau**

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la Santé Publique et notamment ses articles R. 6152-508-1, D. 6152-417 et D. 6152-514-1 ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 Mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** le décret n° 2017-236 du 14 Mars 2017 relatif à l'activité partagée de certains personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques et créant la convention d'engagement de carrière hospitalière pour les praticiens contractuels et les assistants des hôpitaux ;
- VU** le décret n° 2017-327 du 14 Mars 2017 portant création d'une prime d'exercice territorial et d'une prime d'engagement de carrière hospitalière ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est – Mme CAYRE Virginie ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté ARS n°2018-0874 du 13 Mars 2018 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour la région Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS n°2018-0904 du 13 Mars 2018 modifiant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour le Centre Hospitalier de Haguenau ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2020-2733 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant l'article R. 6152-404-1 du code de la santé publique qui dispose : « La liste des postes relevant d'une spécialité pour laquelle l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante est arrêtée, par établissement et par spécialité, pour trois ans, révisable annuellement, par le directeur général de l'Agence Régionale de Santé sur proposition des directeurs d'établissements et après avis de la commission régionale paritaire. » ;

Considérant l'avis favorable de la commission régionale paritaire, concernant la liste retenue des postes par spécialité et par établissement pour la période de mars 2018 à mars 2021 ;

Considérant le courrier du 22 septembre 2020 ;

ARRETE

Article 1 : Pour le Centre Hospitalier de Haguenau, les spécialités pour lesquelles l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante sont modifiées comme suit :

Anesthésie-réanimation : 3

Gériatrie : 2

Ophthalmologie : 3

Réanimation médicale : 4

Radiologie et imagerie médicale : 3

Médecine d'urgence : 4


Médecine interne : 3

Article 2 : La Directrice de la Stratégie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

P/la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,
Et par délégation,
La Directrice de la stratégie,



Carole CRETIN

**ARRETE ARS n° 2020-3075 du 08/10/2020
Portant modification de la liste des spécialités éligibles
à la prime d'engagement de carrière hospitalière
pour le Centre Hospitalier de Saverne**

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la Santé Publique et notamment ses articles R. 6152-508-1, D. 6152-417 et D. 6152-514-1 ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 Mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** le décret n° 2017-236 du 14 Mars 2017 relatif à l'activité partagée de certains personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques et créant la convention d'engagement de carrière hospitalière pour les praticiens contractuels et les assistants des hôpitaux ;
- VU** le décret n° 2017-327 du 14 Mars 2017 portant création d'une prime d'exercice territorial et d'une prime d'engagement de carrière hospitalière ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est – Mme CAYRE Virginie ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté ARS n°2018-0874 du 13 Mars 2018 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour la région Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS n°2020-2293 du 29 Juin 2020 modifiant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour le Centre Hospitalier de Saverne ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2020-2733 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant l'article R. 6152-404-1 du code de la santé publique qui dispose : « La liste des postes relevant d'une spécialité pour laquelle l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante est arrêtée, par établissement et par spécialité, pour trois ans, révisable annuellement, par le directeur général de l'Agence Régionale de Santé sur proposition des directeurs d'établissements et après avis de la commission régionale paritaire. » ;

Considérant l'avis favorable de la commission régionale paritaire, concernant la liste retenue des postes par spécialité et par établissement pour la période de mars 2018 à mars 2021 ;

Considérant le courrier du 24 septembre 2020 ;

ARRETE

Article 1 : Pour le Centre Hospitalier de Saverne, les spécialités pour lesquelles l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante sont modifiées comme suit :

Anesthésie-réanimation : 3

Chirurgie viscérale et digestive : 1

Gynécologie-obstétrique : 3

Pédiatrie : 2

Pneumologie : 2

Radiologie et imagerie médicale : 2

Médecine d'urgence : 1

Article 2 : La Directrice de la Stratégie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

P/la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,
Et par délégation,
La Directrice de la stratégie,



Carole CRETIN

**ARRETE ARS n° 2020-3076 du 08/10/2020
Fixant la liste des spécialités éligibles
à la prime d'engagement de carrière hospitalière
pour le Centre Hospitalier de Wissembourg**

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la Santé Publique et notamment ses articles R. 6152-508-1, D. 6152-417 et D. 6152-514-1 ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 Mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** le décret n° 2017-236 du 14 Mars 2017 relatif à l'activité partagée de certains personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques et créant la convention d'engagement de carrière hospitalière pour les praticiens contractuels et les assistants des hôpitaux ;
- VU** le décret n° 2017-327 du 14 Mars 2017 portant création d'une prime d'exercice territorial et d'une prime d'engagement de carrière hospitalière ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est – Mme CAYRE Virginie ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté ARS n°2018-0874 du 13 Mars 2018 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour la région Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2020-2733 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant l'article R. 6152-404-1 du code de la santé publique qui dispose : « La liste des postes relevant d'une spécialité pour laquelle l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante est arrêtée, par établissement et par spécialité, pour trois ans, révisable annuellement, par le directeur général de l'Agence Régionale de Santé sur proposition des directeurs d'établissements et après avis de la commission régionale paritaire. » ;

Considérant l'avis favorable de la commission régionale paritaire, concernant la liste retenue des postes par spécialité et par établissement pour la période de mars 2018 à mars 2021 ;

Considérant le courrier du 22 septembre 2020 ;

ARRETE

Article 1 : Pour le Centre Hospitalier de Wissembourg, les spécialités pour lesquelles l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante sont :

Anesthésie-réanimation (4 postes)

Gériatrie (3 postes)

Médecine générale (3 postes)

Médecine d'urgence (5 postes)

Radiologie (1 poste)

Article 2 : La Directrice de la Stratégie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

P/la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,
Et par délégation,
La Directrice de la stratégie


Carole CRETIN

**ARRETE ARS n°2020-3077 du 08/10/2020
Portant modification de la liste des spécialités éligibles
à la prime d'engagement de carrière hospitalière
pour l'Etablissement Public Spécialisé d'Alsace Nord**

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la Santé Publique et notamment ses articles R. 6152-508-1, D. 6152-417 et D. 6152-514-1 ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 Mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** le décret n° 2017-236 du 14 Mars 2017 relatif à l'activité partagée de certains personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques et créant la convention d'engagement de carrière hospitalière pour les praticiens contractuels et les assistants des hôpitaux ;
- VU** le décret n° 2017-327 du 14 Mars 2017 portant création d'une prime d'exercice territorial et d'une prime d'engagement de carrière hospitalière ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est – Mme CAYRE Virginie ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté ARS n°2018-0874 du 13 Mars 2018 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour la région Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS n°2018-0905 du 13 Mars 2018 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour l'Etablissement Public Spécialisé d'Alsace Nord ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2020-2733 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant l'article R. 6152-404-1 du code de la santé publique qui dispose : « La liste des postes relevant d'une spécialité pour laquelle l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante est arrêtée, par établissement et par spécialité, pour trois ans, révisable annuellement, par le directeur général de l'Agence Régionale de Santé sur proposition des directeurs d'établissements et après avis de la commission régionale paritaire. » ;

Considérant l'avis favorable de la commission régionale paritaire, concernant la liste retenue des postes par spécialité et par établissement pour la période de mars 2018 à mars 2021 ;

ARRETE

Article 1 : Pour l'Etablissement Public Spécialisé d'Alsace Nord, la spécialité pour laquelle l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante est modifiée comme suit :

Psychiatrie polyvalente : 13

Article 2 : La Directrice de la Stratégie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Bas-Rhin.

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

P/la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,
Et par délégation,
La Directrice de la stratégie,



Carole CRETIN

**ARRETE ARS n°2020-3078 du 08 octobre 2020
Portant modification de la liste des spécialités éligibles
à la prime d'engagement de carrière hospitalière
pour le Groupement Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud Alsace**

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la Santé Publique et notamment ses articles R. 6152-508-1, D. 6152-417 et D. 6152-514-1 ;
- VU** le décret n° 2010-336 du 31 Mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** le décret n° 2017-236 du 14 Mars 2017 relatif à l'activité partagée de certains personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques et créant la convention d'engagement de carrière hospitalière pour les praticiens contractuels et les assistants des hôpitaux ;
- VU** le décret n° 2017-327 du 14 Mars 2017 portant création d'une prime d'exercice territorial et d'une prime d'engagement de carrière hospitalière ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est – Mme CAYRE Virginie ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 relatif à la prime d'exercice territorial des personnels médicaux, odontologiques et pharmaceutiques ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière des praticiens contractuels et des assistants des hôpitaux, au titre des recrutements sur des postes correspondant à un diplôme d'études spécialisées présentant des difficultés importantes de recrutement dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté du 14 mars 2017 fixant les modalités d'application des dispositions relatives à la prime d'engagement de carrière hospitalière des assistants des hôpitaux et des praticiens contractuels exerçant leur activité dans les établissements publics de santé ;
- VU** l'arrêté ARS n°2018-0874 du 13 Mars 2018 fixant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour la région Grand Est ;
- VU** l'arrêté ARS n°2019-1892 du 21 Juin 2019 modifiant la liste des spécialités éligibles à la prime d'engagement de carrière hospitalière pour le Groupement Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud Alsace ;
- VU** l'arrêté ARS n° 2020-2733 du 4 septembre 2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant l'article R. 6152-404-1 du code de la santé publique qui dispose : « La liste des postes relevant d'une spécialité pour laquelle l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante est arrêtée, par établissement et par spécialité, pour trois ans, révisable annuellement, par le directeur général de l'Agence Régionale de Santé sur proposition des directeurs d'établissements et après avis de la commission régionale paritaire. » ;

Considérant l'avis favorable de la commission régionale paritaire, concernant la liste retenue des postes par spécialité et par établissement pour la période de mars 2018 à mars 2021 ;

Considérant le courrier du 04 juin 2020 ;

ARRETE

Article 1 : Pour le Groupement Hospitalier de la Région Mulhouse et Sud Alsace, les spécialités pour lesquelles l'offre de soins est ou risque d'être insuffisante sont modifiées comme suit :

Anatomie et cytologie pathologiques : 2

Anesthésie-Réanimation : 7

Gynécologie : 2

Hépatologie-gastrologie-entérologie : 3

Médecine générale : 2

Médecine d'urgence : 15

Neurologie : 3

Oncologie : 2

Oncologie (Radiothérapie) : 3

Oto-rhino-laryngologie : 2

Psychiatrie polyvalente : 5

Radiologie et imagerie médicale : 4

Pédiatrie (Néonatalogie) : 3

Article 2 : La Directrice de la Stratégie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin.

Un recours contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

P/la Directrice Générale de l'ARS Grand Est,
Et par délégation,
La Directrice de la stratégie,



Carole CRETIN

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ GRAND EST

ARRÊTÉ N° 2020-3430 du 03 novembre 2020

Portant sur la suspension des quatre filières de formation de la Région Grand Est préparant aux Diplômes d'État d'Infirmier Anesthésiste, Infirmier de Bloc Opératoire, Infirmière Puéricultrice et de Cadre de Santé

Période : semaines 45 à 53 (du 03/11/2020 au 03/01/2021) – Durée : 9 semaines

LA DIRECTRICE DE L'AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ GRAND EST

- VU le Code de l'éducation ;
- VU le Code de la santé publique ;
- VU le Décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- VU le Décret du 3 septembre 2020 portant nomination de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est - Madame Virginie CAYRÉ ;
- VU l'Arrêté du 23 juillet 2012 modifié relatif à la formation conduisant au Diplôme d'État d'Infirmier Anesthésiste ;
- VU l'Arrêté du 22 octobre 2001 modifié relatif à la formation conduisant au Diplôme d'État d'Infirmier de Bloc opératoire ;
- VU l'Arrêté du 12 décembre 1990 modifié relatif à la scolarité, au Diplôme d'État de puéricultrice et au fonctionnement des écoles ;
- VU l'Arrêté du 18 août 1995 modifié relatif au Diplôme de Cadre de Santé ;
- VU l'Arrêté ARS n° 2020-2733 du 04/09/2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant la note ARS Grand Est COVID/GE/14 du 9 octobre 2020 concernant l'organisation du système sanitaire en réponse à l'épidémie de COVID 19 adressée par l'Agence Régionale de Santé Grand Est aux établissements sanitaires du Grand Est ;

Considérant la note ARS Grand Est COVID/DOS/GE/15 du 23 octobre 2020 adressée par l'Agence Régionale de Santé Grand Est aux établissements sanitaires du Grand Est leur demandant de mettre en œuvre immédiatement les plans blancs ;

Considérant la diffusion en date du 5 octobre 2020 par l'Agence Régionale de Santé aux établissements médico-sociaux de la fiche nationale du 1er octobre 2020 relative au plan de lutte contre l'épidémie de Covid-19 dans les établissements médico-sociaux hébergeant des personnes à risque de forme grave de Covid leur demandant de mettre en œuvre immédiatement les plans bleus ;

Considérant l'importance des tensions en ressources humaines, afin de permettre un renfort aux soins de la part des étudiants et des formateurs permanents,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La formation des quatre filières de la région Grand Est préparant aux Diplôme d'État d'Infirmier Anesthésiste, d'Infirmier de Bloc Opératoire, d'Infirmière Puéricultrice et de Cadre de Santé est suspendue du 03 novembre 2020 au 03 janvier 2021.

ARTICLE 2 : En fonction de la situation épidémique, cette suspension pourra être prolongée.

ARTICLE 3 : Les effectifs ainsi libérés sont affectés dans les établissements de la région Grand Est selon les besoins des territoires.

ARTICLE 4 : Les durées des formations restent inchangées : les fins des formations sont reportées d'une durée égale à celle de la suspension.

ARTICLE 5 : Les instituts de formation concernés sont les suivants :

Département	Institut de formation IADE	Adresse	Nombre d'étudiants	
			1ère année	2ème année
51	IF IADE REIMS CHU	Institut Régional de Formation CHU Reims 45 rue Cognacq-Jay 51092 REIMS CEDEX	25	14
54	IF IADE NANCY CHRU	Ecole IADE Tour Marcel Brot 1 rue Joseph Cugnot CO 60034 54035 NANCY CEDEX	30	19
67	IF IADE STRASBOURG HUS	Hôpitaux Universitaires de Strasbourg 6 rue St Marc 67000 STRASBOURG	30	29

Département	Institut de formation IBODE	Adresse	Nombre d'étudiants	
			1ère année	2ème année
51	IF IBODE REIMS CHU	Institut Régional de Formation CHU Reims 45 rue Cognacq-Jay 51092 REIMS CEDEX	25	20
54	IF IBODE NANCY CHRU	Ecole IBODE Tour Marcel Brot 1 rue Joseph Cugnot CO 60034 54035 NANCY CEDEX	30	18
68	IF IBODE COLMAR HCC	Hôpitaux Civils de Colmar Centre de formation des professions paramédicales 39 avenue de la Liberté 68024 COLMAR CEDEX	40	26

Département	Institut de formation IP	Adresse	Nombre d'étudiants
51	IF PUER REIMS CHU	Institut Régional de Formation CHU Reims 45 rue Cognacq-Jay 51092 REIMS CEDEX	25
54	IF PUER NANCY CHRU	Ecole Puericultrices Tour Marcel Brot 1 rue Joseph Cugnot CO 60034 54035 NANCY CEDEX	25
57	IF PUER METZ CHR	<u>Adresse géographique :</u> 45 rue du Rabbin Elie Bloch - 57000 METZ <u>Adresse Postale :</u> CHR Metz- Thionville Institut de Formation en santé - BAL 83 1 allée du Château - CS 45001 57085 METZ CEDEX 03	20
67	IF PUER STRASBOURG HUS	Hôpitaux Universitaires de Strasbourg 1 rue David Richard BP 426 67091 STRASBOURG CEDEX	45

Département	Institut de formation Cadre de santé	Adresse	Nombre d'étudiants
51	IFCS REIMS	Institut Régional de Formation CHU Reims 45 rue Cognacq-Jay 51092 REIMS CEDEX	20
54	IFCS LORRAIN	<u>Adresse Formation :</u> Tour Marcel Brot 1 rue Joseph Cugnot CO 60034 54035 NANCY CEDEX <u>Adresse postale :</u> 1 rue du Dr Archambault BP 11010 54521 LAXOU Cedex	50
67	IFCS STRASBOURG	Hôpitaux Universitaires de Strasbourg 1 rue David Richard BP 426 67091 STRASBOURG CEDEX	30

ARTICLE 6 : Le présent Arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Grand Est.

ARTICLE 7 : Le présent Arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le Tribunal Administratif compétent. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée par le greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application du télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr

Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé Grand Est, et par délégation,
La Directrice de la Stratégie

Docteur Carole CRETIN

ARRETE ARS Grand Est n° 2020-3423 du 2 novembre 2020 portant mobilisation des étudiants et apprenants aux métiers de la santé pour la gestion de crise

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU les dispositions des articles L. 3131-13 et suivants du Code de la santé publique ;

VU le Décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

VU l'article L 1431-1 du Code de la santé publique attribuant notamment aux Agences Régionales de Santé la mission de définir et mettre en œuvre les actions concourant à une réponse coordonnée aux crises sanitaires ;

VU le Code de la santé publique et notamment les articles L 6111-1 et 6111-2 relatifs aux missions des établissements de santé, ainsi que l'article L 6112-1 rappelant le principe de la continuité du service public hospitalier et l'article R 6153-10 ;

VU le principe de continuité du service public et le droit à l'éducation prévu à l'article L111-1 du Code de l'éducation ;

VU le Décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

VU le Décret 3 septembre 2020, portant nomination de la directrice générale de l'agence Régionale de Santé Grand Est-Madame CAYRÉ Virginie ;

VU l'Arrêté ARS n° 2020-2733 du 04/09/2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant la crise sanitaire liée à l'afflux de patients atteints par la seconde vague du virus covid-19 au sein des structures de santé du Grand Est et la sollicitation des personnels médicaux et non médicaux qui en résulte ;

Considérant la diffusion en date du 5 octobre 2020 par l'Agence Régionale de Santé aux établissements médico-sociaux de la fiche nationale du 1^{er} octobre 2020 relative au plan de lutte contre l'épidémie de Covid-19 dans les établissements médico-sociaux hébergeant des personnes à risque de forme grave de Covid leur demandant de mettre en œuvre immédiatement les plans bleus ;

Considérant la note ARS Grand Est COVID/GE/14 du 9 octobre 2020 concernant l'organisation du système sanitaire en réponse à l'épidémie de COVID 19 adressée par l'Agence Régionale de Santé Grand Est aux établissements sanitaires du Grand Est ;

Considérant la note ARS Grand Est COVID/DOS/GE/15 du 23 octobre 2020 adressée par l'Agence Régionale de Santé Grand Est aux établissements sanitaires du Grand Est leur demandant de mettre en œuvre immédiatement les plans blancs ;

Considérant l'engagement des Doyens de Facultés de Médecine, Pharmacie, et des directeurs d'Instituts de Formation paramédicale du Grand Est de garantir la continuité pédagogique des enseignements par tout moyen à distance et leur rôle dans les modalités de mobilisation de stage ;

Considérant en ces circonstances exceptionnelles liées à l'épidémie COVID 19, l'engagement des étudiants et des apprenants en métiers de la santé pour participer à la lutte contre la seconde vague du virus covid-19 dans le cadre de leur formation et pour assurer la continuité des soins, sur toutes les structures de soins (établissements sanitaires, sociaux et médicaux-sociaux et les structures ambulatoires) ;

Considérant les propositions de volontariat formulées par les étudiants et des apprenants en métiers de la santé du Grand Est,

ARRETE

Article 1 : les étudiants médicaux en stage

- 1.1. Les étudiants des formations médicales de 1° et de 2° cycle (Médecine, Maïeutique, et Pharmacie) ainsi que ceux de 3° cycle court de la pharmacie peuvent en tenant compte du cursus de formation et en fonction des compétences acquises, être mobilisés dans tout terrain de stage du ressort des organismes de formation dont ils relèvent, à compter du 30 octobre 2020 et ce, jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire.
- 1.2. Les internes de médecine et de pharmacie, en fonction de leurs compétences mobilisables, peuvent être librement mobilisés avec l'accord de l'ARS Grand Est et de l'organisme de formation, au sein de leur établissement initial ou mobilisés à tout autre service ou terrain de stage jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire.
- 1.3. Selon les besoins du territoire, les étudiants et internes de pharmacie peuvent également être mobilisés en officine ou en secteur hospitalier et peuvent participer à toute campagne de dépistage de la covid-19 par le biais de tests antigéniques, selon leurs compétences acquises et ce jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire.

La mobilisation est déterminée, en fonction des besoins territoriaux sur la région Grand Est d'un commun accord, entre l'organisme de formation, l'établissement d'accueil, l'étudiant ou l'apprenant et l'Agence Régionale de Santé Grand Est.

Article 2 : les apprenants et étudiants non médicaux en stage

Les apprenants et étudiants des formations paramédicales peuvent, en tenant compte du cursus de formation et en fonction des compétences acquises, être mobilisés dans tout terrain de stage du ressort des organismes de formation dont ils relèvent à compter du 30 octobre 2020 et ce, jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire.

Article 3 : les apprenants et étudiants médicaux et non médicaux en stage

Par cet arrêté, l'ARS Grand Est émet un avis favorable à toute mobilisation prévue aux articles 1 et 2 du présent arrêté et n'émettra d'avis individuel qu'en cas de spécificités et sur demande expresse.

L'ARS Grand Est charge les organismes de formation des étudiants et apprenants de transmettre un tableau récapitulatif des mobilisations intervenues des étudiants et apprenants en stage, tous les 15 jours, à la cellule territoriale d'appui RHS et à l'ARS Grand Est.

Article 4 : les étudiants et apprenants volontaires pour apporter leur soutien dans le cadre de la crise sanitaire sur la région Grand Est en dehors des périodes de stage

Les structures de soins de la région Grand Est sont autorisées à recruter dans le cadre de vacances, des étudiants et apprenants aux métiers de la santé, volontaires, en dehors des périodes de stages, sur tout poste compatible avec leurs compétences, en application des lois et règlements en vigueur, y compris sur des fonctions supports.

Les étudiants volontaires s'inscrivent sur la plateforme de renfort RH mise en place sur le site <https://renfortrh.solidarites-sante.gouv.fr/> afin de pouvoir être mis en relation avec les établissements ou structures demandeuses.

Article 5 : garanties et rémunérations

Toutes les dispositions concernant la rémunération et les garanties des étudiants et apprenants aux métiers de la santé en stage s'appliquent.

Les frais d'hébergement, de restauration et d'hébergement sont à la charge de l'établissement d'accueil.

Dans le cadre de vacation, un contrat sera établi entre l'établissement d'accueil et l'étudiant ou apprenant volontaire. Les garanties de l'alinéa 3 de l'article L3131-10 du Code de la santé publique s'appliquent.

Article 6 : publication

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Grand Est.

Article 7 : recours

Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyées au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessibles à partir du site www.telerecours.fr.

Article 8 : mise en œuvre

Madame la Directrice de la Stratégie de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, les directeurs des Centres Hospitaliers Universitaires et des établissements sanitaires ; les Présidents des Universités, les Directeurs des Instituts de Formation, des Unités de Formation et de Recherche et des Structures de Formation des études en santé de la Région Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la Directrice Générale de l'Agence
Régionale de Santé Grand Est, et par
délégation,
La Directrice de la Stratégie


Docteur Carole CRETIN

DECISION ARS n° 2020/2080 du 06/11/2020

**portant autorisation dérogatoire d'une activité de soins de réanimation adulte au profit de la SAS
Clinique de l'Orangerie sur le site de la clinique à Strasbourg**

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé Grand Est**

- VU** le code de la santé publique et notamment les articles L.3131-1, L.6122-9-1 et R.6122-31-1 ;
- VU** le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;
- VU** le décret du 3 septembre 2020 portant cessation de fonctions et nomination de la directrice générale de l'agence régionale de santé Grand Est (Mme Virginie CAYRÉ) ;
- VU** le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- VU** la demande d'autorisation dérogatoire d'une activité de soins de réanimation adulte sur le site de la clinique de l'Orangerie à Strasbourg déposée par la SAS Clinique de l'Orangerie le 3 novembre 2020 ;

Considérant que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale au regard du caractère pathogène et contagieux du virus covid-19 ;

Considérant que la crise née de la propagation du covid-19 constitue une menace sanitaire grave au sens de l'article L. 6122-9-1 du code de la santé publique ;

Considérant que par arrêté du 10 juillet 2020 modifié, le ministre des solidarités et de la santé a prescrit des dispositions afin de faire face à la menace sanitaire grave présentée par le virus du Covid-19 sur la santé de la population ;

Considérant qu'en application des articles L.6122-9-1 et R.6122-31-1 du code de la santé publique en cas de menace sanitaire grave constatée par le ministre chargé de la santé dans les conditions prévues à l'article L.3131-1, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé peut autoriser un établissement de santé à exercer une activité de soins à titre dérogatoire et pour une durée limitée, qui ne peut être supérieure à 6 mois ;

Considérant que la situation sanitaire liée à la reprise de la circulation active du virus covid-19 sur le territoire du Grand Est constitue une menace sanitaire grave ; qu'il y a lieu de prendre les mesures nécessaires afin de pouvoir faire face à un afflux important de patients et de réguler les soins sur le territoire ;

Considérant que la menace sanitaire grave nécessite l'augmentation de la capacité d'accueil des patients en soins de réanimation ;

Considérant que la SAS Clinique de l'Orangerie n'est pas autorisé pour l'activité de soins de réanimation adulte ;

Considérant que la SAS Clinique de l'Orangerie a apporté les éléments prouvant sa capacité à mettre en œuvre une activité de soins de réanimation adulte ;

DECIDE :

Article 1 : L'autorisation prévue aux articles L.6122-9-1 et R.6122-31-1 du code de la santé publique, est accordée à la SAS Clinique de l'Orangerie (FINESS EJ : 67 000 011 6) pour l'activité de soins de réanimation adulte sur le site de la clinique de l'Orangerie à Strasbourg (FINESS ET : 67 078 017 0).

Article 2 : L'activité de soins doit faire l'objet d'un commencement d'exécution sans délai.

Article 3 : La durée de validité de l'autorisation est de 6 mois à compter de la date de la présente décision.

Article 4 : La directrice de l'offre sanitaire de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et la déléguée territoriale du Bas-Rhin sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente décision.

Article 5 : En application des dispositions de l'article R.6122-31-1 du code de la santé publique, la commission spécialisée de la conférence régionale de santé et de l'autonomie compétente pour le secteur sanitaire de l'autorisation ainsi accordée sera informée.

Article 6 : Le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Strasbourg est informé de la présente décision.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr.
A l'égard des tiers, ce délai court à compter de la publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la région Grand Est.

La Directrice de l'Offre sanitaire

Anne MULLER





**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Décision ARS Grand Est n°2020-2074 du 05 novembre 2020

Portant application

**d'une part de l'article 15 alinéa 3 du décret n° 2002-9 du 4 janvier 2002 tel que modifié relatif au temps de travail et à l'organisation du travail dans les établissements mentionnés à l'article 2 1°, 2°, 3° et 5° de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière
Et d'autre part, de l'article 5 du décret 2020-1309 du 29 octobre 2020 portant indemnisation et majoration exceptionnelles des heures supplémentaires dans les mêmes établissements**

La Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est

VU le Code de santé publique et notamment l'article L 1431-1 du Code de la santé publique attribuant notamment aux Agences Régionales de Santé la mission de définir et mettre en œuvre les actions concourant à une réponse coordonnée aux crises sanitaires ;

VU la Loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le Décret n°2002-9 du 4 janvier 2002 modifié relatif au temps de travail et l'organisation du travail dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le Décret n°2002-598 du 25 avril 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

VU le Décret n° 2020-297 du 24 mars 2020 relatif aux heures supplémentaires et à leur dépassement dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU le Décret du 3 septembre 2020 portant nomination de la directrice générale de l'Agence Régionale de Santé Grand Est - Madame CAYRÉ Virginie ;

VU le Décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

VU le Décret n°2020-1309 du 29 octobre 2020 portant indemnisation et majoration exceptionnelle des heures supplémentaires réalisées dans les établissements mentionnés aux 1°, 2° ; 3° et 5° de l'article 2 de la loi 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

VU l'Arrêté ARS n° 2020-2733 du 04/09/2020 portant délégation de signature aux Directeurs, Secrétaire Général et Agent comptable de l'Agence Régionale de Santé Grand Est ;

Considérant la classification de l'ensemble des Départements du Grand Est parmi les zones de circulation actives du virus ;

Considérant la crise sanitaire liée à l'afflux de patients atteints par la seconde vague de l'épidémie du virus Covid-19 et la nécessité d'assurer la continuité du service public hospitalier ;

Considérant la déprogrammation des soins non urgents, le recrutement de personnels en intérim, le recours aux personnel volontaires et le redéploiement des équipes en interne ;

Considérant la diffusion en date du 5 octobre 2020 par l'Agence Régionale de Santé aux établissements médico-sociaux de la fiche nationale du 1^{er} octobre 2020 relative au plan de lutte contre l'épidémie de Covid-19 dans les établissements médico-sociaux hébergeant des personnes à risque de forme grave de Covid leur demandant de mettre en œuvre immédiatement les plans bleus ;

Considérant la note ARS Grand Est COVID/GE/14 du 9 octobre 2020 concernant l'organisation du système sanitaire en réponse à l'épidémie de COVID 19 adressée par l'Agence Régionale de Santé Grand Est aux établissements sanitaires du Grand Est ;

Considérant la note ARS Grand Est COVID/DOS/GE/15 du 23 octobre 2020 adressée par l'Agence Régionale de Santé Grand Est aux établissements sanitaires du Grand Est leur demandant de mettre en œuvre immédiatement les plans blancs ;

Considérant en ces circonstances exceptionnelles, la nécessité d'autoriser l'ensemble des établissements du Grand Est relevant des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3° et 5° de l'article 2 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière d'une part à recourir aux possibilités de déplafonnement des heures supplémentaires offertes par le décret n°2020-297 du 24 mars 2020 susvisé et d'autre part, de procéder à leur indemnisation selon les conditions et modalités prévues par le décret 2020-1309 du 29 octobre 2020 également cité plus haut,

DECIDE

Article 1

En application de l'article 15 alinéa 3 du décret du 4 janvier 2002 susvisé, afin de faire face à la seconde vague de l'épidémie de virus covid-19, les établissements visés à l'article 2 1°, 2°, 3° et 5° de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière sont autorisés à recourir aux heures supplémentaires au-delà du plafond fixé par ce même article, de façon transitoire et exceptionnelle, pour la période du 1^{er} octobre 2020 au 31 décembre 2020, au regard des impératifs de la continuité du service public et de la situation sanitaire et pour seuls personnels nécessaires à la prise en charge des usagers.

Article 2

En application des dispositions de l'article 5 du décret du 29 octobre 2020 susvisé, l'ensemble des établissements de la Région Grand Est relevant de l'article 2 1°, 2°, 3° et 5° de la loi 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière et situés sont autorisés à appliquer l'indemnité compensatrice et la majoration exceptionnelle prévue par ce décret aux heures supplémentaires effectuées entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 décembre 2020 dans le contexte de la lutte contre la seconde vague de l'épidémie de Covid-19 par leurs fonctionnaires et agents contractuels de droit public de la fonction publique hospitalière.

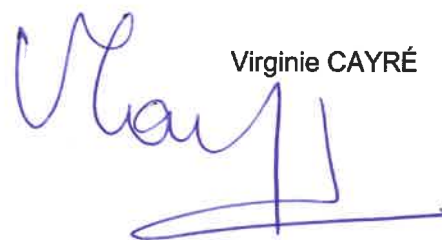
Article 3

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Grand Est.

Article 4

Les dispositions de la présente décision pourront faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du Tribunal Administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

La Directrice Générale de l'ARS Grand Est,


Virginie CAYRÉ